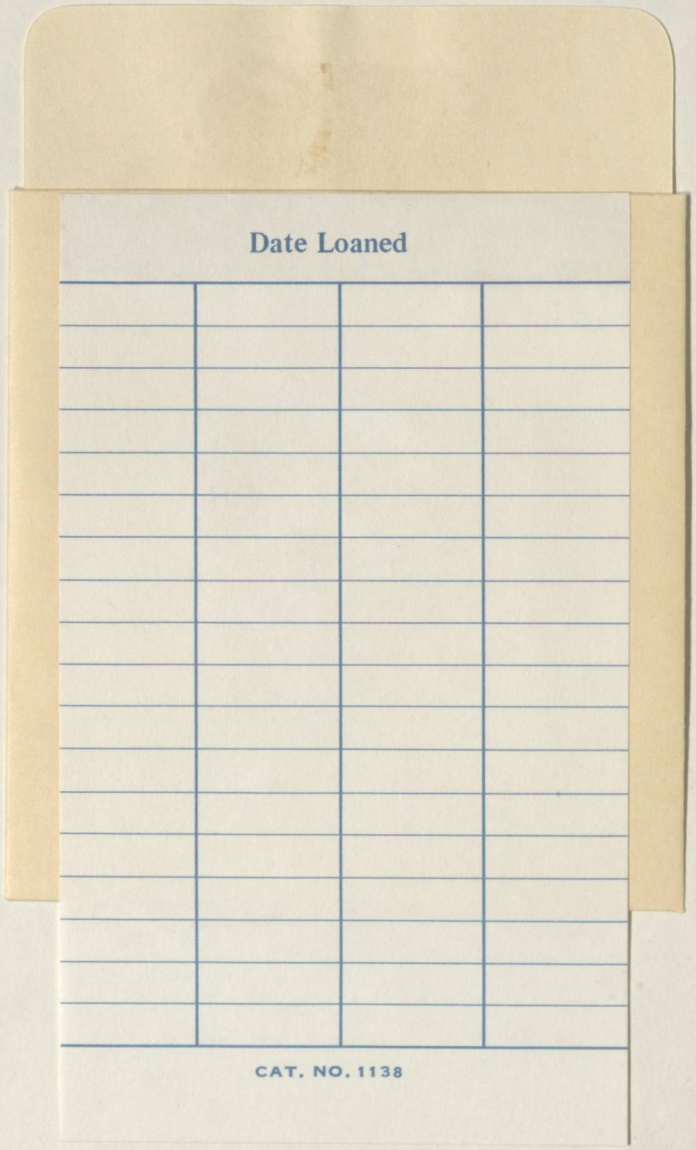
LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT


Date Loaned
CAT. NO. 1138

KE
72
C36
28-2
C216-C266
Index

C-216

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-216

An Act to establish the Tax Review Board and to make certain amendments to other Acts in relation thereto

First reading, May 22, 1970

THE MINISTER OF JUSTICE

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

2005

C-216

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-216

Loi instituant la Commission de révision de l'impôt et contenant certaines modifications à d'autres lois en relation avec son établissement

Première lecture, le 22 mai 1970

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969–70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-216

An Act to establish the Tax Review Board and to make certain amendments to other Acts in relation thereto

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Tax Review Board Act.*

INTERPRETATION

Definitions

2. In this Act,

"Assistant Chairman"

(*a*) "Assistant Chairman" means the Assistant Chairman of the Tax Review Board;

"Board"

(*b*) "Board" means the Tax Review Board constituted by this Act;

"Chairman"

(*c*) "Chairman" means the Chairman of the Tax Review Board;

"Member"

(*d*) "member" means a member of the Tax Review Board; and

"Minister"

(*e*) "Minister" means the Minister of Justice and Attorney General of Canada.

TAX REVIEW BOARD

Board established

3. (1) There shall be a Board, to be called the Tax Review Board, consisting of not less than three or more than seven members to be appointed by the Governor in Council, at least two of whom shall be

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969–70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-216

Loi instituant la Commission de révision de l'impôt et contenant certaines modifications à d'autres lois en relation avec son établissement.

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur la Commission de révision de l'impôt.*

INTERPRÉTATION

Définitions

2. Dans la présente loi,

«président adjoint»

a) «président adjoint» désigne le président adjoint de la Commission de révision de l'impôt;

«Commission»

b) «Commission» désigne la Commission de révision de l'impôt instituée par la présente loi;

«président»

c) «président» désigne le président de la Commission de révision de l'impôt;

«membre»

d) «membre» désigne un membre de la Commission de révision de l'impôt; et

«Ministre»

e) «Ministre» désigne le ministre de la Justice et procureur général du Canada.

COMMISSION DE RÉVISION DE L'IMPÔT

Institution d'une Commission

3. (1) Est instituée une Commission appelée la Commission de révision de l'impôt et composée d'au moins trois et d'au plus sept membres qui seront nommés par le gouverneur en conseil, dont deux au

Recommendation

His Excellency the Governor General has recommended to the House of Commons the present measure to establish the Tax Review Board and to make certain amendments to other Acts in relation thereto, to provide for the salaries, travelling allowances and annuities of the members of the Board, for the duties of and appeals to the Board, for the appointment of a Registrar and a Deputy Registrar and for their salaries and superannuation;

To provide also that the salaries, travelling allowances and annuities payable to members, former members and widows of former members shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund, and that all other expenditures shall be paid out of moneys appropriated by Parliament for the purpose;

And to provide further for certain transitional or related amendments.

Recommandation

Son Excellence le Gouverneur général a recommandé à la Chambre des communes la présente mesure instituant la Commission de révision de l'impôt et contenant certaines modifications à d'autres lois en relation avec son établissement; prévoyant les traitements, les allocations de voyage et les pensions des membres de la Commission, les fonctions de la Commission ainsi que les appels devant cette dernière, la nomination d'un registraire et d'un sous-registraire et leurs traitement et pension;

Prévoyant aussi que les traitements, les allocations de voyage et les pensions payables aux membres, aux anciens membres et aux veuves des anciens membres doivent être payés sur le Fonds du revenu consolidé et que toutes les autres dépenses doivent être payées sur les fonds votés à cette fin par le Parlement;

Et prévoyant en outre certaines modifications transitoires ou connexes.

qualified as provided in subsection (2) of section 4.

Tenure

(2) Subject to subsection (3), each member shall be appointed to hold office during good behaviour, but may be removed at any time by the Governor in Council for cause.

Retirement

(3) A member of the Board ceases to hold office upon attaining the age of seventy years.

Temporary substitute members

(4) In the event of the absence or incapacity of any member, the Governor in Council may appoint a temporary substitute member upon such terms and conditions as the Governor in Council prescribes.

Other employment prohibited

(5) Each member shall devote the whole of his time to the performance of his duties under this Act and shall not accept or hold any office or employment inconsistent with his duties and functions under this Act.

Chairman and Assistant Chairman

4. (1) The Governor in Council shall designate one of the members to be Chairman of the Board and one of the members to be Assistant Chairman of the Board.

Qualifications

(2) No member shall be designated as Chairman or Assistant Chairman unless he is or has been

(*a*) a judge of a superior court of Canada or of a superior, county or district court of a province, or

(*b*) a barrister or advocate of not less than ten years' standing at the bar of any of the provinces,

and either the member designated as Chairman or the member designated as Assistant Chairman shall be or have been a judge of the Superior Court of Quebec or a member of the bar of that Province.

Duties of the Chairman

5. (1) The Chairman is the chief executive officer of the Board and has supervision over and direction of the work of the Board including

moins ont les qualités requises prévues par le paragraphe (2) de l'article 4.

Durée des fonctions

(2) Sous réserve du paragraphe (3), chaque membre est nommé pour occuper son poste tant qu'il en est digne mais il peut à tout moment, pour motif valable, être révoqué par le gouverneur en conseil.

Mise à la retraite

(3) Un membre de la Commission cesse d'occuper son poste à l'âge de soixante-dix ans.

Membres suppléants intérimaires

(4) En cas d'absence ou d'incapacité d'un membre, le gouverneur en conseil peut nommer un membre suppléant intérimaire selon les modalités que prescrit le gouverneur en conseil.

Interdiction d'occuper un autre emploi

(5) Chaque membre doit consacrer toute son activité à l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi et ne doit ni accepter ni occuper d'autre poste ou emploi incompatible avec ses attributions en vertu de la présente loi.

Président et président adjoint

4. (1) Le gouverneur en conseil désigne l'un des membres au poste de président de la Commission et l'un des membres au poste de président adjoint de la Commission.

Qualités requises

(2) Aucun membre ne peut être désigné au poste de président ou de président adjoint à moins qu'il ne soit ou n'ait été

a) un juge d'une cour supérieure du Canada ou d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou de district d'une province, ou

b) un avocat inscrit au barreau d'une province pendant au moins dix ans,

et, soit le membre désigné au poste de président, soit le membre désigné au poste de président adjoint, doit être ou avoir été un juge de la Cour supérieure du Québec ou un membre du barreau de cette province.

Fonctions du président

5. (1) Le président est le fonctionnaire administratif en chef de la Commission. Il assume la surveillance et la direction des travaux de la Commission, notamment:

(*a*) the apportionment of the work among the members thereof and the assignment of members to preside at hearings of the Board, and

(*b*) generally, the conduct of the work of the Board, the management of its internal affairs and the duties of the staff of the Board.

a) la répartition des travaux entre les membres de la Commission et l'affectation des membres pour présider les audiences de la Commission; et

b) d'une façon générale, la conduite des travaux de la Commission, sa régie interne et les fonctions de son personnel.

Duties of the Assistant Chairman

(2) If the Chairman is absent or if the office is vacant, the Assistant Chairman has and may exercise all the powers and functions of the Chairman.

(2) Si le président est absent ou si le poste est vacant, le président adjoint possède et peut exercer tous les pouvoirs et toutes les fonctions du président.

Fonctions du président adjoint

Acting Chairman

(3) The Board may authorize one of its members, whether or not he is qualified as provided in subsection (2) of section 4, to act as Chairman for the time being in the event that the offices of the Chairman and Assistant Chairman are vacant.

(3) La Commission peut autoriser l'un de ses membres, que ce membre ait ou non les qualités requises prévues par le paragraphe (2) de l'article 4, à agir temporairement en qualité de président en cas de vacance des postes de président et de président adjoint.

Président suppléant

Salaries

6. (1) The members of the Board shall be paid such salaries as are fixed by the Governor in Council but the salary of the Chairman shall be not less than $24,000 a year and the salary of each of the other members shall be not less than $21,000 a year.

6. (1) Les membres de la Commission reçoivent les traitements que fixe le gouverneur en conseil, mais le traitement annuel du président doit être d'au moins $24,000 et le traitement annuel de chacun des autres membres doit être d'au moins $21,000.

Traitements

Travelling allowances

(2) Each member shall be paid travelling allowances calculated in the manner in which travelling allowances paid to judges are calculated under the *Judges Act*.

(2) Chaque membre reçoit des allocations de voyage calculées de la façon dont sont calculées les allocations de voyage payées en vertu de la *Loi sur les juges*.

Allocations de voyage

Application of *Statutory Salaries Revision Act, 1967*

(3) Section 4 of the *Statutory Salaries Revision Act, 1967*, applies in respect of subsection (1) as if it were a listed enactment within the meaning of that Act.

(3) L'article 4 de la *Loi de 1967 sur la revision des traitements fixés par statut* s'applique en ce qui concerne le paragraphe (1) comme s'il s'agissait d'une «disposition de la liste» au sens où l'entend cette loi.

Application de la *Loi de 1967 sur la revision des traitements fixés par statut*

DUTIES OF THE BOARD

FONCTIONS DE LA COMMISSION

Duties

7. The duties of the Board are to hear and dispose of appeals to the Board on matters arising under the *Income Tax Act*, the *Canada Pension Plan*, the *Estate Tax Act* and any other Act of the Parliament of Canada in respect of which an appeal is provided under any such Act to the Board.

7. La Commission a pour fonctions d'entendre, pour en décider, les appels portés devant elle sur des questions naissant de l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès* et de toute autre loi du Parlement du Canada pour lesquelles un appel devant la Commission est prévu en vertu d'une telle loi.

Fonctions

STATUS OF THE BOARD

Official seal

8. (1) The Board shall have an official seal, which shall be judicially noticed.

Powers

(2) The Board has, as regards the attendance, swearing and examination of witnesses and the production and inspection of documents, and other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all such powers, rights and privileges as are vested in a superior court of record.

APPEALS TO THE BOARD

No special form of appeal

9. (1) Where an appeal is made to the Board under any Act, the appeal shall be made in writing but no special form of petition or pleadings shall be required by the Board, unless the Act under which the appeal is made expressly otherwise provides.

Hearings

(2) Notwithstanding the provisions of the Act under which an appeal is made, the Board is not bound by any legal or technical rules of evidence in conducting a hearing for the purposes of that Act, and all appeals shall be dealt with by the Board as informally and expeditiously as the circumstances and considerations of fairness will permit.

Appeals to be heard by single member

(3) Every appeal to the Board and all business arising out of the appeal shall be heard, determined and disposed of by a single member; and where a member has been assigned by the Chairman to preside at a hearing in respect of an appeal, he constitutes the Board in relation to that appeal and all business arising out of it unless such assignment is revoked and another member is assigned in relation thereto.

STATUTS DE LA COMMISSION

Sceau officiel

8. (1) La Commission doit avoir un sceau officiel de notoriété publique en justice.

Pouvoirs

(2) La Commission a, en ce qui concerne la présence, l'assermentation et l'interrogatoire des témoins, la production et l'inspection des documents et autres matières nécessaires ou convenant au bon exercice de sa compétence, tous les pouvoirs, droits et privilèges conférés à une cour supérieure d'archives.

APPELS DEVANT LA COMMISSION

Pas de forme spécial pour l'appel

9. (1) Lorsqu'un appel est interjeté devant la Commission en vertu d'une loi, l'appel doit être interjeté par écrit mais aucune forme spéciale pour la présentation de la requête ou des plaidoiries n'est requise par la Commission à moins que la loi en vertu de laquelle l'appel est interjeté ne prévoie expressément le contraire.

Audiences

(2) Nonobstant les dispositions de la Loi en vertu de laquelle un appel est interjeté, la Commission n'est pas liée par des règles légales ou techniques de présentation de la preuve dans la tenue d'une audience aux fins de cette loi et tous les appels doivent être examinés par la Commission avec aussi peu de formalisme et d'une manière aussi expéditive que le permettent les circonstances et des considérations d'équité.

Les appels sont entendus par un seul et même membre

(3) Tout appel devant la Commission et toutes questions incidentes à l'appel doivent être entendus, déterminés et jugés par un seul et même membre et lorsqu'un membre a été délégué par le président pour présider une audience relativement à un appel, il constitue à lui seul la Commission en ce qui concerne cet appel et toutes les questions qui lui sont incidentes, à moins que cette délégation ne soit annulée et qu'un autre membre ne soit délégué pour connaître de l'appel.

Right to appear

10. (1) All parties to an appeal to the Board may appear in person or may be represented at the hearings by counsel or an agent.

Droit de comparaître

10. (1) Toutes les parties à un appel devant la Commission peuvent comparaître en personne ou peuvent être représentées à l'audience par un conseil ou mandataire.

Hearing may be in camera

(2) A hearing before the Board may, at the discretion of the Board, be heard in public or in camera unless the appellant requests that it be heard in camera in which case it shall be so heard.

(2) Une audience devant la Commission peut, à la discrétion de la Commission, se tenir en public ou à huis clos, à moins que l'appelant ne demande qu'elle se tienne à huis clos, auquel cas il doit en être ainsi.

L'audience peut avoir lieu à huis clos

Reasons for decisions

(3) The Board shall give reasons for its decisions but, except where the Board deems it in the public interest in any particular case that the reasons given by it be in writing, reasons given by it need not be in writing.

(3) La Commission doit motiver ses décisions, mais elle n'a pas besoin de les motiver par écrit, sauf si elle estime qu'il est dans l'intérêt public, dans une affaire particulière, de le faire.

Motifs des décisions

RULES

RÈGLES

Rules

11. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Board may make rules not inconsistent with this Act or any Act under which an appeal may be made to the Board governing the carrying on of the affairs of the Board and the practice and procedure in connection with appeals.

11. (1) La Commission peut, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règles, non incompatibles avec la présente loi ou toute autre loi en vertu de laquelle un appel peut être interjeté à la Commission, régissant la conduite des affaires de la Commission et la pratique et la procédure relatives aux appels.

Règles

When effective and tabling

(2) No rule made under this section has effect until it has been published in the *Canada Gazette,* and copies of all rules made under this section shall be laid before Parliament within fifteen days after the making thereof or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.

(2) Aucune règle établie en vertu du présent article n'est exécutoire tant qu'elle n'a pas été publiée dans la *Gazette du Canada,* et des copies de toutes les règles établies en vertu du présent article doivent être déposées devant le Parlement dans les quinze jours de leur établissement ou si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, l'un des quinze premiers jours où il siège par la suite.

Entrée en vigueur et communications au Parlement

ORGANIZATION

ORGANISATION

Principal office

12. (1) The principal office of the Board shall be in the National Capital Region described in the Schedule to the *National Capital Act.*

12. (1) Le siège principal de la Commission sera situé dans la région de la Capitale nationale délimitée à l'annexe de la *Loi sur la Capitale nationale.*

Siège principal

Sittings throughout Canada

(2) The Board may sit at such times and at such places throughout Canada as it considers necessary or desirable for the proper conduct of its business.

(2) La Commission peut siéger dans tout le Canada et aux temps et lieux qu'elle estime nécessaires ou souhaitables pour son bon fonctionnement.

Séances partout au Canada

Registrar and Deputy Registrar

13. There shall be a Registrar and a Deputy Registrar of the Board who shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure and who shall be paid such salaries as are fixed by the Governor in Council.

13. Le gouverneur en conseil nomme à titre amovible un registraire et un sous-registraire de la Commission qui reçoivent les traitements fixés par le gouverneur en conseil.

Registraire et sous-registraire

Staff

14. The Minister may, upon the request of the Board, provide the Board with the services of such officers and employees from within the public service of Canada as are necessary for the proper conduct of the business of the Board.

14. Le Ministre peut, à la requête de la Commission, fournir à la Commission les services des fonctionnaires et employés appartenant à la fonction publique du Canada qui sont nécessaires au bon fonctionnement de la Commission.

Personnel

Superannuation

15. (1) For the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, the Registrar and Deputy Registrar of the Board shall be deemed to be persons employed in the Public Service.

15. (1) Aux fins de la *Loi sur la pension du service public*, le registraire et le sous-registraire de la Commission sont censés être des employés de la Fonction publique.

Retraite

Annuity

(2) A member of the Board may be granted by the Governor in Council an annuity not exceeding two-thirds of the salary being paid to him as such a member immediately prior to his resignation, removal or ceasing to hold office, as the case may be, in like circumstances as a judge may be granted an annuity under the *Judges Act*; and any annuity so granted shall be paid at the same times, in the same manner, during or in respect of the same periods and subject to the same terms and conditions as an annuity granted to a judge under the *Judges Act*.

(2) Le gouverneur en conseil peut accorder à un membre de la Commission, une pension ne dépassant pas les deux tiers du traitement qui lui était payé à titre de membre immédiatement avant sa démission, son licenciement ou la cessation de ses fonctions, selon le cas, dans des circonstances semblables à celles où peut être accordée une pension à un juge en vertu de la *Loi sur les juges*; une pension ainsi accordée doit être payée aux mêmes époques, de la même façon, pendant ou pour les mêmes périodes, et être assujettie aux mêmes modalités qu'une pension accordée à un juge en vertu de la *Loi sur les juges*.

Pension

Application of *Judges Act*

(3) For the purposes of this Act, paragraph (*a*) of subsection (1) of section 23 of the *Judges Act* shall be read as though the age referred to therein were "sixty-five years" instead of "seventy years" and paragraph (*d*) of that subsection shall be read as though the age referred to therein were "seventy years" instead of "seventy-five years".

(3) Aux fins de la présente loi, l'alinéa *a*) du paragraphe (1) de l'article 23 de la *Loi sur les juges* doit se lire comme si l'âge qui y est indiqué était de «soixante-cinq ans» au lieu de «soixante-dix ans» et l'alinéa *d*) de ce paragraphe doit se lire comme si l'âge qui y est indiqué était de «soixante-dix ans» aux lieu de «soixante-quinze ans».

Application de la *Loi sur les juges*

Idem

(4) Sections 27, 29 and 30A of the *Judges Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of members of the Board.

Idem

(4) Les articles 27, 29 et 30A de la *Loi sur les juges*, s'appliquent avec les modifications que les circonstances nécessitent, à l'égard des membres de la Commission.

Financial

16. (1) The salaries, travelling allowances and annuities payable under this Act to members, former members and widows of former members and all amounts paid pursuant to subsection (1) of section 19, shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

Dispositions financières

16. (1) Les traitements, allocations de voyage et pensions payables, en vertu de la présente loi, aux membres, aux anciens membres et aux veuves des anciens membres ainsi que tous les montants payés en application du paragraphe (1) de l'article 19, sont payés sur le Fonds du revenu consolidé.

Idem

(2) All expenditures for the purposes of this Act, other than those referred to in subsection (1), shall be paid out of moneys appropriated by Parliament for the purpose.

Idem

(2) Toutes les dépenses aux fins de la présente loi, autres que celles mentionnées au paragraphe (1), doivent être payées sur les fonds votés à cette fin par le Parlement.

Annual statement

17. The Board shall, within three months after the termination of each year, transmit to the Minister a statement relating to the activities of the Board for that year and the Minister shall cause such statement to be laid before Parliament within fifteen days after the receipt thereof or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.

Rapport annuel

17. La Commission doit, dans les trois mois qui suivent la fin de chaque année, communiquer au Ministre un état relatif aux activités de la Commission au cours de cette année, et le Ministre doit faire en sorte que cet état soit déposé devant le Parlement dans les quinze jours qui suivent sa réception ou, si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, l'un des quinze premiers jours où il siège par la suite.

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Continuation of Tax Appeal Board

18. (1) Subject to subsections (3) and (4), the Tax Appeal Board constituted by section 86 of the *Income Tax Act* (hereinafter referred to as the "Tax Appeal Board") and the Tax Review Board established by this Act are hereby declared for all purposes to be one and the same body.

Maintien de la Commission d'appel de l'impôt

18. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), la Commission d'appel de l'impôt, instituée par l'article 86 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (ci-après appelée la «Commission d'appel de l'impôt»), et la Commission de révision de l'impôt établie par la présente loi, sont à toutes fins, déclarées par les présentes, constituer une seule et même institution.

References to Tax Appeal Board

(2) Wherever the expression "Tax Appeal Board" is mentioned or referred to in the *Income Tax Act* or any other Act of

Mentions de la Commission d'appel de l'impôt

(2) Toute mention de la «Commission d'appel de l'impôt» ou référence à cette expression dans la *Loi de l'impôt sur le*

the Parliament of Canada or in any order, rule or regulation made under any such Act, there shall in every such case, unless the context otherwise requires, be substituted the expression "Tax Review Board".

revenu, ou dans toute autre loi du Parlement du Canada, ou dans un décret, une règle ou un règlement établis en vertu d'une telle loi, doit être remplacée dans chaque cas, à moins que le contexte ne s'y oppose, par l'expression «Commission de révision de l'impôt».

Members of the Tax Appeal Board

(3) Each member of the Tax Appeal Board who is seventy years of age or older on the coming into force of this Act shall thereupon cease to hold office.

(3) Chaque membre de la Commission d'appel de l'impôt qui est âgé de soixante-dix ans ou plus lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, doit immédiatement cesser d'occuper son poste.

Membres de la Commission d'appel de l'impôt

Idem

(4) Each member of the Tax Appeal Board, other than any member referred to in subsection (3), shall continue as a member of the Tax Review Board as if he had been appointed under section 3 of this Act on the day that this Act comes into force for a term, notwithstanding the provisions of section 3, that expires on the earlier of

(*a*) the day on which he attains the age of seventy years, and

(*b*) the day on which the term for which he was last appointed to the Tax Appeal Board would, but for this Act, have expired.

(4) Chaque membre de la Commission d'appel de l'impôt, autre qu'un membre mentionné au paragraphe (3), doit rester en fonctions à titre de membre de la Commission de révision de l'impôt comme s'il avait été nommé en vertu de l'article 3 de la présente loi, le jour où la présente loi entre en vigueur pour un mandat qui, nonobstant les dispositions de l'article 3, prend fin

a) soit le jour où il atteint l'âge de soixante-dix ans,

b) soit à la date d'expiration de son mandat aux termes de sa dernière nomination à la Commission d'appel de l'impôt, si cette date est antérieure à celle de son soixante-dizième anniversaire.

Idem

Continuation of remuneration for balance of term

19. (1) Each member of the Tax Appeal Board who, by virtue of this Act, ceases to hold office as a member thereof or as a member of the Tax Review Board on a day that is earlier than the day on which the term for which he was last appointed to the Tax Appeal Board would, but for this Act, have expired shall, during his lifetime, continue to be paid for a term that expires on the day on which the term for which he was last appointed to the Tax Appeal Board would, but for this Act, have expired, an amount equal to the salary that was being paid to him as a member of the Tax Appeal Board or Tax Review

19. (1) Chaque membre de la Commission d'appel de l'impôt qui, en vertu de la présente loi, cesse d'occuper son poste à titre de membre de cette Commission ou à titre de membre de la Commission de révision de l'impôt, à une date qui est antérieure à celle où son mandat, aux termes de sa dernière nomination à la Commission d'appel de l'impôt eût expiré, n'était-ce la présente loi, doit continuer à recevoir pendant une période qui expire le jour où le mandat aux termes de sa dernière nomination à la Commission d'appel de l'impôt eût expiré, n'était-ce la présente loi, un montant égal au traitement qui lui était

Maintien de la rémunération pour le reste du mandat

Board immediately prior to his ceasing to hold office as such a member.

payé à titre de membre de la Commission d'appel de l'impôt ou de la Commission de révision de l'impôt, immédiatement avant qu'il ne cesse d'occuper son poste en tant que membre de l'une ou de l'autre ou jusqu'à son décès s'il meurt avant cette date.

Deemed to be employed in the Public Service

(2) Each member of the Tax Appeal Board shall,

(*a*) during any term for which he is continued as a member of the Tax Review Board, and

(*b*) during any term for which he receives remuneration under subsection (1),

be deemed, for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*, to be employed full-time in the Public Service and, in a case described in paragraph (*b*), to be on leave of absence with full pay, at a rate of salary equal to that paid to him as a member of the Tax Review Board or equal to the remuneration paid to him pursuant to subsection (1), as the case may be.

(2) Chaque membre de la Commission d'appel de l'impôt,

a) pour tout mandat pour lequel il est maintenu en tant que membre de la Commission de révision de l'impôt, et

b) pour tout mandat pour lequel il reçoit une rémunération en vertu du paragraphe (1),

est censé, aux fins de la *Loi sur la pension du service public*, être un employé à plein temps de la Fonction publique et, dans un cas visé à l'alinéa *b*), être en congé avec traitement, à un taux de traitement égal à celui qui lui est payé en tant que membre de la Commission de révision de l'impôt ou égal à la rémunération à lui payée en application du paragraphe (1), selon le cas.

Chaque membre est censé être employé dans la Fonction publique

Subsection 15(2) not to apply in certain cases

(3) Subsection (2) of section 15 does not apply to authorize the granting of an annuity referred to in that subsection to a person who was a member of the Tax Appeal Board and who is continued as a member of the Tax Review Board under subsection (4) of section 18.

(3) Le paragraphe (2) de l'article 15 ne s'applique pas pour autoriser l'octroi d'une pension mentionnée dans ce paragraphe à une personne qui était un membre de la Commission d'appel de l'impôt et qui est maintenue à titre de membre de la Commission de révision de l'impôt, en vertu du paragraphe (4) de l'article 18.

Le paragraphe (2) de l'article 15 ne s'applique pas dans certains cas

Registrar and Deputy Registrar

20. The persons holding the offices of Registrar and Deputy Registrar of the Tax Appeal Board immediately prior to the coming into force of this Act shall continue in office as Registrar and Deputy Registrar respectively of the Tax Review Board at the same rates of salary as were authorized to be paid to them immediately prior to the coming into force of this Act, subject to any order that the Governor in

20. Les personnes occupant les postes de registraire et de sous-registraire de la Commission d'appel de l'impôt, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent en fonctions en tant que registraire et sous-registraire respectivement de la Commission de révision de l'impôt, aux traitements qu'ils étaient autorisés à percevoir immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sous réserve

Registraire et sous-registraire

Council may make after the coming into force of this Act, as though they had been appointed to such offices under section 13.

de tout décret que le gouverneur en conseil peut prendre après l'entrée en vigueur de la présente loi, comme s'ils avaient été nommés à ces postes en vertu de l'article 13.

Rules continued

21. (1) All rules made by the Tax Appeal Board under section 87 of the *Income Tax Act* that were in force immediately prior to the coming into force of this Act shall be deemed to have been made under section 11 of this Act and shall, to the extent that they are not inconsistent with this Act, continue in force until revoked or altered by the Tax Review Board by rules made under the authority of that section.

Maintien des règles

21. (1) Toutes les règles établies par la Commission d'appel de l'impôt en vertu de l'article 87 de la *Loi de l'impôt sur le revenu,* qui étaient en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont censées avoir été établies en vertu de l'article 11 de la présente loi et, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la présente loi, restent en vigueur jusqu'à leur abrogation ou leur modification par la Commission de révision de l'impôt, aux termes de règles établies sous l'autorité de cet article.

Proceedings continued

(2) Every proceeding taken before the Tax Appeal Board before the coming into force of this Act shall be taken up and continued under and in conformity with this Act.

Poursuite des procédures

(2) Toute procédure engagée devant la Commission d'appel de l'impôt, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, doit être poursuivie et continuée, en vertu et en conformité de la présente loi.

Reserved decisions

(3) Each member of the Tax Appeal Board who, by virtue of subsection (3) of section 18, ceases to hold office on the coming into force of this Act, may within six months after the coming into force of this Act and notwithstanding that he is not a member of the Tax Review Board, give decisions in respect of appeals heard by him prior to the coming into force of this Act, and any decision so given is of the same force and effect as if it had been given by a member of the Tax Review Board assigned to hear, determine and dispose of that appeal; and where no decision is given within such six month period in respect of an appeal heard by any such member, the appeal shall be reheard.

Décisions réservées

(3) Chaque membre de la Commission d'appel de l'impôt qui, en vertu du paragraphe (3) de l'article 18, cesse d'occuper son poste lors de l'entrée en vigueur de la présente loi peut, dans les six mois qui suivent cette mise en vigueur et nonobstant le fait qu'il n'est pas un membre de la Commission de révision de l'impôt, rendre des décisions concernant les appels qu'il a entendus avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et toute décision ainsi rendue a la même autorité que si elle avait été rendue par un membre de la Commission de révision de l'impôt délégué pour entendre, déterminer et juger cet appel; et lorsqu'aucune décision n'est rendue dans le susdit délai de six mois relativement à un appel dont ce membre a eu à connaître, l'appel doit être entendu à nouveau.

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

Repeal and re-enactment

22. (1) Section 59 of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

Abrogation et remise en vigueur

22. (1) L'article 59 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Appeal

"**59.** Where a taxpayer has served notice of objection to an assessment under section 58, he may appeal to the Tax Review Board to have the assessment vacated or varied after either

(*a*) the Minister has confirmed the assessment or re-assessed, or

(*b*) 180 days have elapsed after service of the notice of objection and the Minister has not notified the taxpayer that he has vacated or confirmed the assessment or re-assessed;

but no appeal under this section may be instituted after the expiration of 90 days from the day notice has been mailed to the taxpayer under section 58 that the Minister has confirmed the assessment or re-assessed."

Appel

«**59.** Lorsqu'un contribuable a signifié un avis d'opposition à une cotisation, prévu à l'article 58, il peut interjeter appel à la Commission de révision de l'impôt pour faire annuler ou modifier la cotisation

a) après que le Ministre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation, ou

b) après l'expiration des cent quatre-vingts jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition sans que le Ministre ait notifié au contribuable le fait qu'il a annulé ou ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation,

mais nul appel prévu au présent article ne peut être interjeté après l'expiration de quatre-vingt-dix jours qui suivent la date où avis a été expédié par la poste au contribuable, sous le régime de l'article 58, portant que le Ministre a ratifié la cotisation, ou procédé à une nouvelle cotisation.»

Division I of Part I, *Income Tax Act*

(2) Division I of Part I of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

La section I de la Partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

(2) La section I de la Partie I de ladite loi est abrogée et remplacée par ce qui suit:

"DIVISION I—APPEALS TO TAX REVIEW BOARD

«SECTION I—APPELS DEVANT LA COMMISSION DE RÉVISION DE L'IMPÔT

Notice

86. (1) Where an appeal is made to the Board, the Board shall forthwith send a notice of the appeal to the office of the Deputy Minister of National Revenue for Taxation.

86. (1) Lorsqu'un appel est interjeté devant la Commission, celle-ci doit immédiatement adresser avis de l'appel au bureau du sous-ministre du Revenu national pour l'impôt.

Copies of documents

(2) Forthwith after receiving notice under subsection (1) of an appeal, the Deputy Minister of National Revenue

Copies des documents

(2) Immédiatement après avoir reçu, en vertu du paragraphe (1), l'avis d'appel, le sous-ministre du Revenu national

Explanatory Notes

Clause 22 (1): Section 59 at present reads as follows:

"59. (1) Where a taxpayer has served notice of objection to an assessment under section 58, he may appeal to the Tax *Appeal* Board *constituted by Division I* to have the assessment vacated or varied after either

(*a*) the Minister has confirmed the assessment or reassessed, or

(*b*) 180 days have elapsed after service of the notice of objection and the Minister has not notified the taxpayer that he has vacated or confirmed the assessment or reassessed;

but no appeal under this section may be instituted after the expiration of 90 days from the day notice has been mailed to the taxpayer under section 58 that the Minister has confirmed the assessment or re-assessed;

(2) Service of a notice of appeal under this section and all other matters in connection with an appeal under this section shall be regulated by Division I."

(2) Division I at present reads as follows:

"Division I—tax appeal board

86. (1) There is hereby constituted a Tax Appeal Board to be appointed by the Governor in Council, consisting of the following members, namely, a Chairman and not less than 2 or more than 5 other members of whom one may be appointed Assistant Chairman.

(2) No person shall be appointed Chairman or Assistant Chairman unless he is

(*a*) a judge of a superior court of Canada or of a superior, county or district court of a province, or

(b) a barrister or advocate of at least 10 years' standing at the bar of a province,

but, if a person who is a judge is appointed Chairman or Assistant Chairman, he shall cease to hold office 90 days after his appointment unless

(*c*) within that time he has resigned from his office as judge, or

(*d*) his appointment as Chairman or Assistant Chairman was for a period not exceeding 2 years and he has been granted leave of absence without pay for that period from his office as a judge.

Notes explicatives

Article 22 (1) du bill: L'article 59 se lit actuellement comme suit:

«59. (1) Lorsqu'un contribuable a signifié un avis d'opposition à une cotisation, prévu à l'article 58, il peut interjeter appel à la Commission *d'appel* de l'impôt, *constituée par la section I,* pour faire annuler ou modifier la cotisation

a) après que le Ministre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation, ou

b) après l'expiration des cent quatre-vingts jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition sans que le Ministre ait notifié au contribuable le fait qu'il a annulé ou ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation,

mais nul appel prévu au présent article ne peut être interjeté après l'expiration des quatre-vingt-dix jours qui suivent la date où avis a été expédié par la poste au contribuable, sous le régime de l'article 58, portant que le Minisre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation.

(2) L'avis d'appel prévu au présent article doit être signifié, et toutes les autres matières relatives à un appel visé par ledit article sont régies par la section I.»

(2) La section I se lit actuellement comme suit:

«Section I—Commission d'appel de l'impôt

86. (1) Est par les présentes instituée une Commission d'appel de l'impôt, dont les membres, nommés par le gouverneur en conseil, sont les suivants: un président et au moins deux ou au plus cinq autres membres, dont l'un peut être nommé président adjoint.

(2) Nul ne peut être nommé président ou président adjoint à moins d'être

a) un juge d'une cour supérieure du Canada ou d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou de district d'une province; ou

b) un avocat inscrit pendant au moins dix ans au barreau d'une province du Canada;

mais si un juge est nommé président ou président adjoint, il doit cesser d'occuper ses fonctions quatre-vingt-dix jours après sa nomination à moins que,

c) dans ce délai, il n'ait résigné ses fonctions de juge; ou que

d) sa nomination en qualité de président ou de président adjoint n'ait été pour une période n'excédant pas deux années et qu'il ne lui ait été accordé pour cette période un congé sans rémunération relativement à ses fonctions de juge.

for Taxation shall forward to the Board copies of all returns of income, notices of assessment, notices of objection and notification, if any, that are relevant to the appeal.

pour l'impôt doit adresser à la Commission les copies de toutes les déclarations de revenu, tous les avis de cotisation, avis d'opposition et toutes les notifications, le cas échéant, qui sont pertinents pour l'appel.

Disposal of appeal

87. (1) The Board may dispose of an appeal by

(*a*) dismissing it,

(*b*) allowing it, or

(*c*) allowing it and

(i) vacating the assessment,

(ii) varying the assessment, or

(iii) referring the assessment back to the Minister for reconsideration and re-assessment.

Règlement d'un appel

87. (1) La Commission peut statuer sur un appel

a) en le rejetant,

b) en l'admettant, ou

c) en l'admettant et

(i) annulant la cotisation,

(ii) modifiant la cotisation, ou

(iii) déférant la cotisation au Ministre pour nouvel examen et nouvelle cotisation.

Assessments under section 138

(2) Where an appeal to the Board relates to an assessment or re-assessment made pursuant to a direction given under section 138, the Board has no jurisdiction to vacate or vary the assessment in so far as it is made in accordance with that direction; and, if it appears that the only matter at issue in the appeal is whether one of the purposes of the transaction or transactions was the avoidance or reduction of taxes, the Board shall forthwith dismiss the appeal.

Cotisation en vertu de l'article 138

(2) Lorsqu'un appel devant la Commission porte sur une cotisation ou une nouvelle cotisation établie en application d'une directive donnée aux termes de l'article 138, la Commission n'a pas compétence pour annuler ou modifier la cotisation pour autant qu'elle a été faite en conformité de cette directive; et, s'il semble que la seule question en litige dans l'appel est de savoir si l'un des objets de l'opération ou des opérations était d'éviter ou de réduire l'impôt, la Commission doit rejeter immédiatement l'appel.

No costs

(3) No costs may be awarded by the Board on the disposition of an appeal.

Aucun frais

(3) La Commission ne peut allouer de frais lors du jugement sur un appel.

Copy of decision to parties

(4) Upon the disposition of an appeal, the Board shall forthwith forward, by registered mail, a copy of the decision and any written reasons given therefor to the Minister and the appellant.

Copie de la décision aux parties

(4) Dès jugement sur l'appel, la Commission doit immédiatement adresser par courrier recommandé une copie de la décision et des motifs de celle-ci au Ministre et à l'appelant.

"Board" defined

88. In this Division, "Board" means the Tax Review Board established by the *Tax Review Board Act*."

Définition de «Commission»

88. Dans la présente section, «Commission» désigne la Commission de révision de l'impôt établie par la *Loi sur la Commission de révision de l'impôt.*»

(3) No person who has attained the age of 65 shall be appointed a member.

(4) Every member holds office for a period to be fixed by the Governor in Council not exceeding 10 years from the day of his appointment but may be removed for cause at any time by the Governor in Council upon address of the Senate and House of Commons.

(5) Notwithstanding anything in this section, a retiring Chairman, Assistant Chairman or other member is, subject to subsection (2), eligible to be reappointed in the same or another capacity, but no member so reappointed shall hold office after attaining the age of 75 years.

(6) Where the Chairman, Assistant Chairman or any other member is ill or otherwise unable to act, or where his office is vacant, the Governor in Council may appoint some person qualified to hold the office to act in his stead during his illness or incapacity or until the office is filled as the case may be.

(7) The members shall be paid such salaries as are fixed by the Governor in Council but the salary of the Chairman shall be not less than $23,760 a year; the salary of the Assistant Chairman shall be not less than $20,520 a year and the salary of each of the other members shall be not less than $19,440 a year.

(8) Every member shall, for travelling, be paid allowances calculated in the same way as the allowances paid to judges under the *Judges Act*.

(9) The Chairman shall live in Ottawa or within 5 miles thereof and the other members shall live in such places as may be prescribed by the rules.

(10) A person having the qualifications set out in subsection (2) for the Chairman or Assistant Chairman may be appointed by the Governor in Council a hearing officer for an appeal or group of appeals and paid, notwithstanding the *Judges Act*, such remuneration and expenses as may be determined by the Governor in Council.

87. (1) The Board may, subject to the approval of the Governor in Council, make rules not inconsistent with this Act governing the carrying on of the business of the Board and practice and procedure in connection with appeals.

(2) No rule made under this section has effect until it has been published in the *Canada Gazette*.

88. (1) The Chairman or Assistant Chairman and not less than one-half the other members of the Board are a quorum.

(2) The Chairman or the Board may direct that an appeal be heard and determined on behalf of the Board by any member or members thereof and the member or member so nominated shall have, for the hearing and determination of the appeal, all the powers of the Board.

(3) The member or members nominated to hear and determine an appeal may, at any stage, refer the appeal to the Board and the Board shall then in its discretion hear and determine the appeal or determine the appeal on the report of the said member or members if the report was made after hearing the parties.

(3) Ne peut être nommé membre quiconque a atteint l'âge de soixante-cinq ans.

(4) Chaque membre occupe ses fonctions durant une période fixée par le gouverneur en conseil, ne dépassant pas dix ans à compter de sa nomination, mais il peut en tout temps être révoqué pour cause par le gouverneur en conseil, sur une adresse du Sénat et de la Chambre des Communes.

(5) Nonobstant toute disposition du présent article, à l'expiration de leur mandat, un président, un président adjoint ou tout autre membre est, sous réserve du paragraphe (2), admis à être nommé de nouveau à ce titre ou à un autre, mais aucun membre ainsi nommé de nouveau ne doit occuper son poste après avoir atteint 75 ans.

(6) Lorsque le président, un président adjoint ou tout autre membre est malade ou autrement incapable d'agir, ou lorsque son poste est vacant, le gouverneur en conseil peut nommer une personne ayant les qualités requises pour occuper ce poste, qui agira à sa place pendant sa maladie ou incapacité ou jusqu'à ce que le poste ait été rempli, selon le cas.

(7) Les membres touchent les traitements que fixe le gouverneur en conseil mais le traitement du président doit être d'au moins $23,760 par année; le traitement du président adjoint doit être d'au moins $20,520 par année, et le traitement de chaque autre membre doit être d'au moins $19,440 par année.

(8) Il doit être versé à chaque membre, pour frais de voyage, des allocations calculées de la même façon que celles qui sont payées aux juges, d'après la *Loi sur les juges*.

(9) Le président doit habiter Ottawa, ou demeurer dans un rayon de cinq milles d'Ottawa, et les autres membres doivent habiter les localités que les règles peuvent prescrire.

(10) Une personne ayant les qualités indiquées au paragraphe (2) pour le poste de président ou de président adjoint peut être nommée par le gouverneur en conseil fonctionnaire d'audition pour un appel ou un groupe d'appels et toucher, nonobstant la *Loi sur les juges*, la rémunération et les dépenses que peut fixer le gouverneur en conseil.

87. (1) La Commission peut, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, édicter des règles non incompatibles avec la présente loi pour la conduite des affaires de la Commission et la pratique et la procédure relatives aux appels.

(2) Aucune règle établie sous le régime du présent article n'est exécutoire tant qu'elle n'a pas été publiée dans la *Gazette du Canada*.

88. (1) Le président, ou un président adjoint et au moins la moitié des autres membres de la Commission constituent un quorum.

(2) Le président ou la Commission peut ordonner qu'un appel soit entendu et décidé, au nom de la Commission, par un ou plusieurs de ses membres, et le ou les membres ainsi nommés possèdent, en ce qui concerne l'audition et la décision de l'appel, tous les pouvoirs de la Commission.

(3) Le ou les membres nommés pour entendre un appel et en décider peuvent, à toute étape déférer l'appel à la Commission, et cette dernière doit alors discrétionnairement entendre l'appel et en décider ou décider de l'appel sur le rapport dudit ou desdits membres, si le rapport a été fait après l'audition des parties.

(4) Where an appeal is to be determined by the Board, the Chairman or the Board may direct that evidence relating to the appeal, in whole or in part, be received by a hearing officer, the Chairman or the Assistant Chairman, and the Board shall, after

(*a*) receiving the hearing officer's, Chairman's or Assistant Chairman's report, and

(*b*) holding a rehearing in whole or in part if in its discretion it deems it advisable so to do,

determine the appeal.

(5) A hearing officer, the Chairman or the Assistant Chairman has all the powers of the Board for the purpose of taking evidence pursuant to this section.

Appeals.

89. (1) An appeal to the Board shall be instituted by filing with the Registrar of the Tax Appeal Board or by sending by registered mail addressed to him at Ottawa three copies of a notice of appeal in such form as may be determined by the rules.

(2) Repealed. 1958, c. 32, s. 36(1).

(3) When the three copies of the notice of appeal have been filed, and the filing fee of $15 has been paid as required by section 90, the Registrar of the Income Tax Appeal Board shall forthwith transmit two copies of the notice of appeal to the office of the Deputy Minister of National Revenue for Taxation.

(4) Immediately after receiving the notice of appeal the Minister shall forward to the Board copies of all documents relevant to the assessment.

90. (1) An appellant shall pay to the Registrar of the Income Tax Appeal Board a fee of $15 upon the filing of the notice of appeal and if the appellant receives any of the relief sought on the ultimate disposition of the appeal by the Income Tax Appeal Board, the Exchequer Court of Canada or the Supreme Court of Canada, as the case may be, the fee shall be returned to the appellant after the ultimate disposition of the appeal but not otherwise.

(2) Subject to subsection (1), no costs may be awarded on the disposition of an appeal and no fees may be charged the appellant by the Board.

(3) Subject to subsection (1), fees received under this section shall be retained in the Consolidated Revenue Fund.

90A. (1) Where a taxpayer may appeal to the Board with respect to more than one assessment, the notices of appeal in relation to such appeals may be included in one document and that document shall be deemed to be the notice of appeal with respect to each assessment to which it relates.

(2) The filing fee required by subsection (1) of section 90 in respect of the document described in subsection (1) is $15.

90B. An appeal to the Tax Appeal Board shall not be considered not to have been instituted within the time limited by this Act for so doing by reason only of the fact

(*a*) that in lieu of 3 copies of the notice of appeal as required under subsection (1) of section 89 only one or 2 copies of a notice of appeal have been filed, or

(*b*) that the filing fee required by subsection (1) of section 90 was not paid upon the filing of the notice of appeal, if the fee is paid before the date of the hearing of the appeal.

(4) Lorsque la Commission doit décider d'un appel, le président ou la Commission peut ordonner que la preuve concernant en totalité ou en partie l'appel soit reçue par un fonctionnaire d'audition, le président ou le président adjoint, et la Commission doit, après avoir

a) reçu le rapport du fonctionnaire d'audition, du président ou du président adjoint; et

b) procédé à une nouvelle audition, en totalité ou en partie, si elle juge discrétionnairement opportun de le faire;

décider de l'appel.

(5) Aux fins de réception de la preuve prévue au présent article, un fonctionnaire d'audition, le président ou le président adjoint possèdent tous les pouvoirs de la Commission.

Appels

89. (1) Un appel à la Commission est interjeté en produisant au registraire de la Commission d'appel de l'impôt ou en expédiant, par courrier recommandé à lui adressé à Ottawa, trois exemplaires d'un avis d'appel sous la forme déterminée par les règles.

(2) Abrogé. 1958, c. 32, art. 36 (1).

(3) Lorsque les trois exemplaires de l'avis d'appel ont été produits et qu'a été versé le droit de production de $15, exigé par l'article 90, le registraire de la Commission d'appel de l'impôt doit immédiatement transmettre deux exemplaires de l'avis d'appel au bureau du sous-ministre du Revenu national pour l'Impôt.

(4) Immédiatement après avoir reçu l'avis d'appel, le Ministre doit faire parvenir à la Commission des copies de tous les documents se rapportant à la cotisation.

90. (1) Un appelant doit payer au registraire de la Commission d'appel de l'impôt un droit de $15 à l'occasion de la production de l'avis d'appel et si l'appelant obtient quelque redressement demandé lors de la décision définitive de l'appel par la Commission d'appel de l'impôt, la Cour de l'Échiquier du Canada ou la Cour suprême du Canada, selon le cas, le droit est remboursé à l'appelant après la décision définitive de l'appel, mais non autrement.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), il ne peut pas être accordé de frais lors du règlement d'un appel, et la Commission ne peut imposer aucun droit à l'appelant.

(3) Sous réserve du paragraphe (1), les droits reçus sous le régime du présent article sont versés au Fonds du revenu consolidé.

90A. (1) Lorsqu'un contribuable peut interjeter appel à la Commission relativement à plus d'une cotisation, les avis d'appel concernant de tels appels peuvent être inclus dans un même document, qui est réputé l'avis d'appel à l'égard de chacune des cotisations qu'il concerne.

(2) Le droit de production, exigé par le paragraphe (1) de l'article 90, relativement au document mentionné au paragraphe (1) est de $15.

90B. Un appel à la Commission d'appel de l'Impôt n'est pas réputé n'avoir pas été interjeté dans le délai prévu à cette fin par la présente loi en raison uniquement du fait

a) qu'au lieu des trois exemplaires de l'avis d'appel qu'exige le paragraphe (1) de l'article 89, il n'en a été produit qu'un ou deux, ou

b) que le droit de production qu'exige le paragraphe (1) de l'article 90 n'a pas été versé lors de la production de l'avis d'appel, si ce droit est versé avant la date fixée pour l'audition dudit appel.

91. (1) The Minister and the appellant may appear in person or may be represented at the hearing by counsel or an agent or, with the consent of the Minister and the appellant, the Board or the Chairman may order that written submissions be filed in addition to or in the place of an oral hearing.

(2) An appeal may, in the discretion of the Board, the Chairman, the Assistant Chairman or hearing officer, as the case may be, be heard in camera or in public unless the appellant requests that it be heard in camera in which case it shall be so heard.

(3) The Board is a court of record and may

(*a*) summon before it any witness and require him to give evidence orally or in writing on oath or otherwise and to produce such documents and things as it deems requisite to the full investigation of the facts in issue, and

(*b*) enforce the attendance of witnesses and compel them to give evidence.

(4) The Chairman may, subject to the rules and this Division, determine the procedure to be followed on an appeal.

92. (1) The Board may dispose of an appeal by

(*a*) dismissing it,

(*b*) allowing it, or

(*c*) allowing it and

(i) vacating the assessment,

(ii) varying the assessment, or

(iii) referring the assessment back to the Minister for reconsideration and re-assessment.

(*d*) Repealed. 1952-53, c. 40, s. 77(1).

(2) Where an appeal is from an assessment or re-assessment made pursuant to a direction given under section 138, the Board has no jurisdiction to vacate or vary the assessment insofar as it is made in accordance with that direction; and, if it appears that the only matter at issue in the appeal is whether one of the purposes of the transaction or transactions was the avoidance or reduction of taxes, the Board shall forthwith dismiss the appeal.

(3) The Registrar shall, upon the disposition of an appeal, forward, by registered mail, a copy of the decision and the reasons therefor to the Minister and the appellant.

Administration.

93. (1) The Governor in Council may appoint a Registrar and a Deputy Registrar and fix their salaries.

(2) Such other officers, clerks and employees as may be required to carry on the business of the Board shall be appointed in the manner authorized by law.

(3) The Registrar, or in his absence the Deputy Registrar, shall control and supervise the other persons employed under this section.

94. (1) The Registrar, with the approval of the Chairman, shall establish such office or offices as are required for the use of the members and staff of the Board and provide therefor the necessary accommodation, furnishings, stationery, equipment and telephones and shall arrange for the necessary accommodation for the hearing of appeals.

91. (1) Le Ministre et l'appelant peuvent comparaître personnellement ou être représentés à l'audition par un avocat ou agent ou, avec le consentement du Ministre et de l'appelant, la Commission ou le président peut ordonner que des plaidoiries écrites soient produites en sus ou au lieu de l'audition orale.

(2) Un appel peut, à la discrétion de la Commission, du président, du président adjoint ou d'un fonctionnaire d'audition, selon le cas, être entendu à huis clos ou en public, à moins que l'appelant ne demande que l'appel soit entendu à huis clos, auquel cas il doit être ainsi entendu.

(3) La Commission est une cour d'archives, et elle peut

a) sommer tout témoin de comparaître devant la Commission et lui enjoindre de témoigner oralement ou par écrit, sous serment ou autrement, et de produire tous les documents et choses jugés nécessaires à une enquête complète sur les faits en litige; et

b) contraindre les témoins à être présents et les obliger à témoigner.

(4) Le président de la Commission peut, sous réserve des règles et de la présente section, décider de la procédure à suivre relativement à un appel.

92. (1) La Commission peut statuer sur un appel en

a) le rejetant,

b) en l'admettant, ou

c) en l'admettant et

(i) annulant la cotisation,

(ii) modifiant la cotisation, ou

(iii) déférant la cotisation au Ministre pour nouvel examen et nouvelle cotisation.

d) Abrogé. 1952-1953, c. 40, art. 77 (1).

(2) Lorsqu'un appel porte sur une cotisation ou une nouvelle cotisation établie conformément à une directive donnée aux termes de l'article 138, la Commission n'a pas compétence pour annuler ou modifier la cotisation pour autant qu'elle a été faite en conformité de cette directive; et, s'il semble que la seule question en litige dans l'appel est de savoir si l'un des objets de l'opération ou des opérations était d'éviter ou de réduire l'impôt, la Commission doit rejeter immédiatement l'appel.

(3) Le registraire doit, lors du règlement d'un appel, envoyer, par lettre recommandée, une copie de la décision et des motifs de celle-ci au Ministre et à l'appelant.

Administration

93. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un registraire et un sous-registraire et fixer leurs traitements.

(2) Sont nommés, de la manière autorisée par la loi, les autres fonctionnaires, commis et employés qui peuvent être requis pour l'expédition des affaires de la Commission.

(3) Le registraire, ou en son absence le sous-registraire, dirige les autres personnes employées sous le régime du présent article.

94. (1) Le registraire, avec l'approbation du président, établit le bureau ou les bureaux requis pour l'usage des membres et du personnel de la Commission, leur procure les locaux, l'ameublement, la papeterie, le matériel et les téléphones nécessaires, et procure les locaux nécessaires à l'audition des appels.

(2) The Registrar shall, under the control and direction of the Chairman, make available for publication all decisions of the Board.

95. (1) The Registrar shall, with the approval of the Chairman, incur all expenses necessary for the carrying on of the business of the Board and the hearing of appeals.

(2) The salaries of members of the Board shall be paid out of unappropriated moneys in the Consolidated Revenue Fund.

(3) All expenses and salaries under this Division, other than salaries of members of the Board, shall be paid out of moneys appropriated by Parliament for the purpose.

96. (1) Notwithstanding any other statute or law, where a person who is appointed a member was immediately prior to his appointment a contributor under the *Civil Service Superannuation Act*, he continues while he is a member to be a contributor under the said *Superannuation Act*.

(2) For the purposes of the *Civil Service Superannuation Act* the service of a member to whom subsection (1) applies, as a member of the Board, shall be counted as service in the Civil Service and he, his widow, children or other dependants, if any, or his legal representatives may be granted the respective allowances or gratuities provided by the *Civil Service Superannuation Act*.

(3) The retirement of a member to whom subsection (1) applies upon expiration of his term of office shall, for the purposes of the *Civil Service Superannuation Act*, be deemed to be retirement by reason of abolition of office.

(4) The *Civil Service Superannuation Act* is applicable to a member to whom subsection (1) does not apply as though the Board were listed in Schedule A to that Act.

Interpretation.

97. In this Division,

(*a*) "Assistant Chairman" means the Assistant Chairman of the Board;

(*b*) "Board" means the Tax Appeal Board;

(*c*) "Chairman" means the Chairman of the Board;

(*d*) "member" means a member of the Board; and

(*e*) "rule" means a rule made under section 87."

(2) Sous le contrôle et la direction du président, le registraire rend disponibles pour publication toutes décisions de la Commission.

95. (1) Le registraire, avec l'approbation du président, contracte toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de la Commission et à l'audition des appels.

(2) Les traitements des membres de la Commission sont payés sur les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé.

(3) Les dépenses et traitements, autres que les traitements des membres de la Commission, prévus à la présente section, sont payés sur les deniers votés à cette fin par le Parlement.

96. (1) Nonobstant tout autre statut ou loi, lorsqu'une personne nommée membre était, immédiatement avant sa nomination, un contributeur sous le régime de la *Loi sur la pension du service civil*, elle continue, pendant qu'elle est membre, d'être contributeur aux termes de ladite loi de pension.

(2) Aux fins de la *Loi sur la pension du service civil*, le service d'un membre visé par le paragraphe (1), en qualité de membre de la Commission, doit compter comme temps passé dans le service civil, et ce membre, sa veuve, ses enfants ou les autres personnes à sa charge, s'il en est, ou ses représentants légaux peuvent recevoir les allocations ou gratifications respectives prévues par ladite loi.

(3) La retraite d'un membre visé par le paragraphe (1), à l'expiration de la durée de ses fonctions, est réputée, aux fins de la *Loi sur la pension du service civil*, une retraite pour cause d'abolition de poste.

(4) La *Loi sur la pension du service civil* s'applique à un membre que ne vise pas le paragraphe (1), tout comme si la Commission était inscrite dans l'annexe A de cette loi.

Interprétation

97. Dans la présente section, l'expression

a) «président adjoint» signifie le président adjoint de la commission;

b) «Commission» signifie la Commission d'appel de l'impôt;

c) «président» signifie le président de la Commission;

d) «membre» signifie un membre de la Commission; et

e) «règle» signifie une règle établie sous le régime de l'article 87.»

(3) Section 101 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Court may order payment of tax, etc.

"**101.** (1) The court may, in delivering judgment disposing of an appeal, order payment or repayment of tax, interest, penalties or, subject to subsection (2), costs by the taxpayer or the Minister.

Costs payable by Minister in certain cases

(2) Where, on an appeal by the Minister, other than by way of cross-appeal, from a decision of the Tax Review Board, the amount of tax that is in controversy does not exceed $1,000, the court, in delivering judgment disposing of the appeal, shall order the Minister to pay all reasonable and proper costs of the taxpayer in connection therewith."

23. (1) Subsection (2) of section 9 of the *Supplementary Retirement Benefits Act* is repealed and the following substituted therefor:

Amounts payable out of C.R.F.

"(2) All benefits and other amounts required to be paid pursuant to this Act shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and, except in the case of benefits calculated by reference to annuities payable under the *Governor General's Retiring Annuity Act*, the *Judges Act* or the *Tax Review Board Act* shall be charged to the Supplementary Retirement Benefits Account."

(2) Schedule A to the said Act is amended by adding thereto the following item:

"18. *Tax Review Board Act.*"

(3) L'article 101 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

La cour peut ordonner le paiement de l'impôt, etc.

«**101.** (1) La cour peut, en prononçant le jugement qui règle un appel, ordonner le paiement ou le remboursement de l'impôt, des intérêts, des pénalités ou sous réserve du paragraphe (2), des frais par le contribuable ou le Ministre.

Frais payables par le Ministre en certains cas

(2) Lorsque sur un appel interjeté par le Ministre, autre que sous la forme d'un contre-appel d'une décision de la Commission de révision de l'impôt, le montant de l'impôt qui fait l'objet du litige ne dépasse pas $1,000, la cour, en prononçant le jugement sur l'appel doit ordonner que le Ministre paie tous les frais raisonnables et normaux du contribuable afférents à l'appel.»

23. (1) Le paragraphe (2) de l'article 9 de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Montants payables sur le F.R.C.

«(2) Toutes les prestations et tous les autres montants dont le paiement est requis en application de la présente loi doivent être payés sur le Fonds du revenu consolidé et, sauf s'il s'agit de prestations calculées relativement aux pensions en vertu de la *Loi sur la pension de retraite du gouverneur général*, de la *Loi sur les juges* ou de la *Loi sur la Commission de révision de l'impôt*, imputés au Compte de prestations de retraite supplémentaires.»

(2) L'annexe A de ladite loi est modifiée par l'adjonction de l'article suivant:

«18. *Loi sur la Commission de révision de l'impôt.*»

(3) Section 101 at present reads as follows:

"**101.** The Court may, in delivering judgment disposing of an appeal, order payment or repayment of tax, interest, penalties or costs by the taxpayer or the Minister."

(3) L'article 101 se lit actuellement comme suit:

«**101.** La cour peut, en prononçant le jugement qui règle un appel, ordonner le paiement ou le remboursement de l'impôt, des intérêts, des pénalités ou des frais par le contribuable ou le Ministre.»

The proposed subsection (2) would require the Minister of National Revenue, where he appeals from a decision of the Tax Review Board and the amount of tax in controversy does not exceed $1,000, to pay all reasonable and proper costs of the taxpayer in connection with the appeal, regardless of the outcome of the appeal.

Le paragraphe (2) proposé exigerait du ministre du Revenu national, lorsqu'il fait appel d'une décision de la Commission de revision de l'impôt et que le montant de l'impôt en litige ne dépasse pas $1,000, qu'il paie tous les frais raisonnables et normaux du contribuable en relation avec l'appel, quelle que soit l'issue de l'appel.

Clause 23: This amendment would add a reference to the *Tax Review Board Act* in the amended subsection.

Article 23 du bill: Cette modification ajouterait une mention à la *Loi sur la Commission de révision de l'impôt* dans le paragraphe modifié.

References in *Federal Court Act*

24. Where in Part I of Schedule B to an Act respecting the Federal Court of Canada, being an enactment of the Parliament of Canada passed in the Second Session of the Twenty-eighth Parliament, there is a reference to the Tax Appeal Board under the scheduled amendments to the *Income Tax Act,* there shall be substituted therefor a reference to the Tax Review Board.

Mentions dans la *Loi sur la Cour fédérale*

24. Lorsque dans la Partie I de l'annexe B de la *Loi concernant la Cour fédérale,* texte législatif du Parlement du Canada adopté à la deuxième session de la vingt-huitième législature, il est fait mention dans les modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu* visées dans l'annexe, de la Commission d'appel de l'impôt, il faut y substituer l'expression Commission de révision de l'impôt.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

25. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

Entrée en vigueur

25. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

C-217

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-217

An Act to amend the Corporations and Labour Unions Return Act

First reading, May 26, 1970

MR. KAPLAN

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22101

C-217

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-217

Loi modifiant la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers

Première lecture, le 26 mai 1970

M. KAPLAN

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-217

1962, c. 26; 1964–65, c. 43; 1966–67, c. 25, s. 45, c. 69, s. 94; 1967–68, c. 16, s. 13, c. 25, s. 57

An Act to amend the Corporations and Labour Unions Return Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Corporations and Labour Unions Return Act* is amended by the addition thereto, immediately after Section 13, of the following Section:

"**13A.** (1) Every corporation

(*a*) which is a subsidiary of a corporation with any of its securities listed for trading on a stock exchange within or outside of Canada, or

(*b*) for which, for any reporting period of the corporation

(i) the gross revenue of the corporation if disclosed in its financial statements for that reporting period from the business carried on by it in Canada, determined as prescribed in the regulations, exceeded ten million dollars, or

(ii) the assets in Canada of the corporation as of the last day of that reporting period, determined as prescribed by the regulations, exceeded five million dollars

shall file one duplicate of the statement comprised in Section B of each return filed by it as required by Part

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-217

Loi modifiant la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers

1962, c. 26; 1964–65, c. 43; 1966-67, c. 25, art. 45, c. 69, art. 94; 1967–68, c. 16, art. 13, c. 25, art. 57

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. La *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers* est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 13, de l'article suivant:

«**13A.** (1) Toute corporation

a) qui est une filiale d'une corporation dont l'une quelconque des valeurs est cotée à une bourse des valeurs soit au Canada soit à l'étranger, ou

b) pour laquelle, pour toute période visée par un rapport la concernant,

(i) le revenu brut de la corporation, s'il est révélé dans ses états financiers pour cette période visée par un rapport provenant de l'entreprise exercée par elle dans les limites du Canada, déterminé de la manière prescrite par les règlements a excédé dix millions de dollars, ou

(ii) l'actif au Canada de la corporation au dernier jour de la période visée par ce rapport, déterminé de la manière prescrite par les règlements a excédé cinq millions de dollars

doit produire un double de l'état compris dans la section B de chaque déclaration produite par elle comme le

Explanatory Note

The purpose of this amendment is to provide for the public disclosure of the financial affairs of all corporations which are authorized to carry on business within Canada and which are of individual economic significance.

Note explicative

Cette modification a pour objet de rendre publiques les affaires financières de toutes les corporations qui sont autorisées à faire des affaires au Canada et qui ont individuellement une importance économique.

One or where Section 5A applies, of the financial statements accompanying its return of income, to be kept on record in an office of the Department of Consumer and Corporate Affairs designated by the Minister of Consumer and Corporate Affairs for the purpose, and such duplicates shall be made available for inspection in those respective offices by any person, upon application at a reasonable time and upon payment of such fee, not exceeding one dollar in respect of any one corporation, as may be prescribed by the regulations.

(2) For the purposes of this Section, a corporation is a subsidiary of another corporation only if

(*a*) it is controlled by

(i) that other, or

(ii) that other and one or more corporations each of which is controlled by that other, or

(iii) two or more corporations each of which is controlled by that other, or

(*b*) it is a subsidiary of a subsidiary of that other corporation.

2. Section 14(1) of the said Act is amended by inserting after the word "provided" in the first line thereof the words "in Section 13A and"

requiert la Partie I ou lorsque l'article 5A s'applique, des états financiers accompagnant sa déclaration de revenu pour être conservés dans un bureau du ministère de la Consommation et des Corporations désigné à cette fin par le ministre de la Consommation et des Corporations et, dans ces bureaux respectifs ces doubles sont accessibles pour consultation à quiconque en fait la demande, à toute heure convenable sur paiement de l'honoraire, d'au plus un dollar pour chaque corporation, que fixent les règlements.

(2) Aux fins du présent article, une corporation est une filiale d'une autre corporation seulement si

a) elle est contrôlée par

(i) cette autre corporation, ou

(ii) cette autre corporation et une ou plusieurs corporations dont chacune est contrôlée par cette autre corporation, ou

(iii) deux ou plusieurs corporations dont chacune est contrôlée par cette autre corporation, ou si

b) elle est une filiale d'une filiale de cette autre corporation.»

2. L'article 14(1) de ladite loi est modifié par l'insertion, après le mot «que» à la première ligne, des mots «prévoient l'article 13A et»

C-218

Second Session, Twenty-Eight Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-218

An Act respecting regulations made pursuant to section 4 of the Aeronautics Act

First reading, May 27, 1970

THE MINISTER OF TRANSPORT

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22045

C-218

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-218

Loi concernant les règlements établis en application de l'article 4 de la Loi sur l'aéronautique

Première lecture, le 27 mai 1970

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-218

An Act respecting regulations made pursuant to section 4 of the Aeronautics Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Air regulations

1. The *Air Regulations* and amendments thereto referred to in each Order in Council listed in Column I of the Schedule shall be deemed for all purposes to have been made or revoked, as the case may be, by the Minister of Transport with the approval of the Governor in Council on the date set out in Column II of the Schedule opposite the Order in Council whereby those Regulations or amendments were purportedly made, approved or revoked.

Orders, directions and documents

2. (1) Every order, direction and document purporting to have been made or issued before the coming into force of this Act under the authority of any regulation or amendment referred to in section 1 shall be deemed for all purposes to have had the same force and effect as if it had been made or issued, on the day on which it was purported to have been made or issued, under the authority of a regulation or amendment made by the Minister of Transport with the approval of the Governor in Council pursuant to section 4 of the *Aeronautics Act*.

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-218

Loi concernant les règlements établis en application de l'article 4 de la Loi sur l'aéronautique

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Règlement de l'Air

1. Le *Règlement de l'Air* et ses modifications auxquels se rapporte chacun des décrets en conseil indiqués dans la colonne I de l'annexe sont, à toutes fins, censés avoir été établis ou révoqués, selon le cas, par le ministre des Transports avec l'approbation du gouverneur en conseil à la date indiquée, dans la colonne II de l'annexe, en regard du décret en conseil par lequel ce Règlement ou ces modifications ont été donnés comme ayant été établis, approuvés ou révoqués.

Ordonnances, instructions et documents

2. (1) Toute ordonnance, toute instruction et tout document donnés comme ayant été établis ou délivrés avant l'entrée en vigueur de la présente loi sous l'autorité du Règlement ou d'une modification mentionnés à l'article 1 sont censés, à toutes fins, avoir eu la même force et le même effet que s'ils avaient été établis ou délivrés, à la date à laquelle ils ont été donnés comme ayant été établis ou délivrés, sous l'autorité d'un règlement ou d'une modification établis par le ministre des Transports avec l'approbation du gouverneur en conseil en application de l'article 4 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Actions taken and acts performed

(2) Every action and every act purporting to have been taken or performed before the coming into force of this Act under the authority of any regulation or amendment referred to in section 1 shall be deemed for all purposes to have had the same force and effect as if it had been taken or performed, on the day on which it was purported to have been taken or performed, under the authority of a regulation or amendment made by the Minister of Transport with the approval of the Governor in Council pursuant to section 4 of the *Aeronautics Act*.

Mesures prises et actions accomplies

(2) Chacune des mesures et actions données comme ayant été prises ou accomplies, selon le cas, avant l'entrée en vigueur de la présente loi sous l'autorité du Règlement ou d'une modification mentionnés à l'article 1 est, à toutes fins, censée avoir eu la même force et le même effet que si, à la date à laquelle elle a été donnée comme ayant été prise ou accomplie, elle avait été prise ou accomplie sous l'autorité d'un règlement ou d'une modification établis par le ministre des Transports avec l'approbation du gouverneur en conseil en application de l'article 4 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Pending proceedings

3. Any proceedings before a court of competent jurisdiction that were commenced before the 27th day of May, 1970, and that were not finally disposed of before that day, in which the validity of any regulation referred to in section 1 or of any order, direction, document, action or act referred to in section 2 is in issue or has been called into question, may be dealt with and disposed of in all respects as if this Act had not come into force, but no decision, order or judgment in any such proceedings shall operate or have effect so as to render invalid, otherwise than for the purposes of those proceedings, any regulation, order, direction, document, action or act that, by virtue of section 1 or 2, would otherwise be valid.

Procédures pendantes

3. Toute procédure devant une cour compétente qui a été engagée avant le 27 mai 1970 et sur laquelle une décision finale n'a pas été rendue avant ladite date peut, lorsque la validité d'une disposition quelconque du Règlement mentionné à l'article 1 ou celle d'une ordonnance, d'une instruction, d'un document, d'une mesure ou d'une action dont il est fait mention à l'article 2 y est contestée ou y a été soulevée, être traitée et décidée à tous égards comme si la présente loi n'était pas entrée en vigueur; toutefois, aucune décision, aucune ordonnance ni aucun jugement rendus dans une telle procédure n'ont pour effet de rendre invalide, autrement qu'aux fins de cette procédure, un règlement, une ordonnance, une instruction, un document, une mesure ou une action qui, en vertu de l'article 1 ou de l'article 2, serait par ailleurs valide.

SCHEDULE

Column I	*Column II*
1. P.C. 1954-1821	November 23, 1954
2. P.C. 1955-888	June 15, 1955
3. P.C. 1956-190	February 2, 1956
4. P.C. 1956-1430	September 20, 1956
5. P.C. 1957-873	June 20, 1957
6. P.C. 1957-1048	August 7, 1957
7. P.C. 1958-672	May 9, 1958
8. P.C. 1958-1309	September 18, 1958
9. P.C. 1960-1775	December 29, 1960
10. P.C. 1962-650	April 26, 1962
11. P.C. 1963-723	May 9, 1963
12. P.C. 1964-286	February 20, 1964
13. P.C. 1964-1317	August 25, 1964
14. P.C. 1965-684	April 13, 1965
15. P.C. 1965-1735	September 22, 1965
16. P.C. 1966-755	April 25, 1966
17. P.C. 1966-876	May 13, 1966
18. P.C. 1966-1677	September 2, 1966
19. P.C. 1966-2036	October 27, 1966
20. P.C. 1967-413	March 2, 1967
21. P.C. 1967-1642	August 23, 1967
22. P.C. 1968-740	April 17, 1968
23. P.C. 1969-331	February 18, 1969
24. P.C. 1969-937	May 6, 1969
25. P.C. 1970-355	February 24, 1970

ANNEXE

Colonne I	*Colonne II*
1. C.P. 1954-1821	23 novembre 1954
2. C.P. 1955-888	15 juin 1955
3. C.P. 1956-190	2 février 1956
4. C.P. 1956-1430	20 septembre 1956
5. C.P. 1957-873	20 juin 1957
6. C.P. 1957-1048	7 août 1957
7. C.P. 1958-672	9 mai 1958
8. C.P. 1958-1309	18 septembre 1958
9. C.P. 1960-1775	29 décembre 1960
10. C.P. 1962-650	26 avril 1962
11. C.P. 1963-723	9 mai 1963
12. C.P. 1964-286	20 février 1964
13. C.P. 1964-1317	25 août 1964
14. C.P. 1965-684	13 avril 1965
15. C.P. 1965-1735	22 septembre 1965
16. C.P. 1966-755	25 avril 1966
17. C.P. 1966-876	13 mai 1966
18. C.P. 1966-1677	2 septembre 1966
19. C.P. 1966-2036	27 octobre 1966
20. C.P. 1967-413	2 mars 1967
21. C.P. 1967-1642	23 août 1967
22. C.P. 1968-740	17 avril 1968
23. C.P. 1969-331	18 février 1969
24. C.P. 1969-937	6 mai 1969
25. C.P. 1970-355	24 février 1970

C-219

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-219

An Act to amend the Fisheries Act

First reading, May 29, 1970

Mr. Barnett

Queen's Printer for Canada
Ottawa, 1970

22151

C-219

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-219

Loi modifiant la Loi sur les pêcheries

Première lecture, le 29 mai 1970

M. Barnett

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-219

An Act to amend the Fisheries Act

R.S., c. 119; 1960-61, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Section repealed

1. Section 7 of the *Fisheries Act* is repealed.

Regulations

2. Paragraph (*g*) of section 34 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(*g*) respecting the terms and conditions under which leases and licences may be issued;"

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-219

Loi modifiant la Loi sur les pêcheries

S.R., c. 119; 1960-61, c. 23

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Article abrogé

1. L'article 7 de la *Loi sur les pêcheries* est abrogé.

Règlements

2. L'alinéa *g*) de l'article 34 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«*g*) concernant les modalités auxquelles les baux et permis peuvent être délivrés;»

Explanatory Notes

The purpose of this bill is to provide that leases and licences for a fishery or fishing shall be issued by the Minister only on terms and conditions previously prescribed by regulations made by the Governor in Council and not in his absolute discretion as presently provided.

Clause 1: Section 7 of the Act at present reads as follows:

"7. The Minister may, in his absolute discretion, wherever the exclusive right of fishing does not already exist by law, issue or authorize to be issued, leases and licences for fisheries or fishing, wheresoever situate or carried on; but except as hereinafter provided, leases or licences for any term exceeding nine years shall be issued only under authority of the Governor General in Council."

Clause 2: Section 34 of the Act authorizes the Governor in Council to make regulations for the purposes of the Act. Paragraph (*g*) of section 34 at present reads as follows:

"(*g*) prescribing the terms and conditions under which a licence or lease is to be issued;"

Notes explicatives

Ce bill a pour objet de prévoir que les baux de pêche, les permis pour l'exploitation de pêcheries ou les permis de pêche sont délivrés par le Ministre selon les modalités antérieurement prescrites par les règlements établis par le gouverneur en conseil et non seulement à la discrétion absolue du Ministre ainsi que la loi le prévoit actuellement.

Article 1 du bill: L'article 7 de la loi se lit actuellement comme suit:

«7. Le Ministre peut, à sa discrétion absolue, lorsque le droit exclusif de la pêche n'existe pas déjà en vertu de la loi, émettre des baux de pêche, des permis pour l'exploitation de pêcheries ou des permis de pêche, ou il peut en autoriser l'émission en quelque endroit que ces pêcheries soient situées ou que la pêche doive se pratiquer; mais, sauf les dispositions qui suivent, les baux ou les permis pour un terme excédant neuf années ne doivent être émis que par autorisation du gouverneur général en conseil.»

Article 2 du bill: L'article 34 de la loi autorise le gouverneur en conseil d'établir des règlements aux fins de la loi. L'alinéa *g*) de l'article 34 se lit actuellement comme suit:

«*g*) concernant les modalités et conditions auxquelles un permis ou un bail doit être délivré;»

C-220

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-220

An Act to amend the provisions of the Criminal Code relating to the release from custody of accused persons before trial or pending appeal

First reading, June 8, 1970

THE MINISTER OF JUSTICE

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22025

C-220

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-220

Loi modifiant les dispositions du Code criminel relatives à la mise en liberté des prévenus avant le procès ou pendant l'appel

Première lecture, le 8 juin 1970

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

1953–54, c. 51; 1955, cc. 2, 45; 1956, c. 48; 1957–58, c. 28; 1958, c. 18; 1959, cc. 40, 41; 1960, cc. 37, 45; 1960–61, cc. 21, 42, 43, 44; 1962–63, c. 4; 1963, c. 8; 1964–65, cc. 22, 35, 53; 1966–67, cc. 23, 25, 96; 1967–68, cc. 15, 26; 1968–69, cc. 37, 38, 41

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-220

An Act to amend the provisions of the Criminal Code relating to the release from custody of accused persons before trial or pending appeal

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Bail Reform Act.*

2. Section 20 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

Certain acts on holidays valid

"**20.** A warrant or summons that is authorized by this Act or an appearance notice, promise to appear, undertaking or recognizance issued, given or entered into in accordance with Part XIV may be issued, executed, given or entered into, as the case may be, on a holiday."

3. Paragraphs (*d*) and (*e*) of subsection (2) of section 119 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(*d*) indemnifies or agrees to indemnify a surety, in any way and either in whole or in part, or

(*e*) being a surety, accepts or agrees to accept a fee or any form of indemnity, whether in whole or in part, from or in respect of a person who is released or is to be released from custody."

1953–54, c. 51; 1955, cc. 2, 45; 1956, c. 48; 1957–58, c. 28; 1958, c. 18; 1959, cc. 40, 41; 1960, cc. 37, 45; 1960–61, cc. 21, 42, 43, 44; 1962–63, c. 4; 1963, c. 8; 1964–65, cc. 22, 35, 53; 1966–67, cc. 23 25, 96; 1967–68, cc. 15, 26; 1968–69, cc. 37, 38, 41

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-220

Loi modifiant les dispositions du Code criminel relatives à la mise en liberté des prévenus avant le procès ou pendant l'appel

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur la réforme du cautionnement.*

2. L'article 20 du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Certains actes peuvent être validement faits les jours fériés

«**20.** Un mandat ou une sommation autorisés par la présente loi ou une citation à comparaître, une promesse de comparaître, une promesse ou un engagement délivrés, remis ou contractés en conformité de la Partie XIV peuvent être décernés, délivrés, exécutés, remis ou contractés, selon le cas, un jour férié.»

3. Les alinéas *d*) et *e*) du paragraphe (2) de l'article 119 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

«*d*) indemnise ou convient d'indemniser une caution de quelque façon, soit en totalité, soit en partie, ou

e) étant une caution, accepte ou convient d'accepter un honoraire ou quelque forme d'indemnité, soit en totalité, soit en partie, d'une personne ou à l'égard d'une personne qui est ou doit être mise en liberté.»

Explanatory Notes

The purpose of this Bill is to repeal the provisions of the *Criminal Code* relating to arrest and bail and to substitute, primarily by amendments to Part XIV of the Code, new provisions authorizing and governing the issue of appearance notices to and the interim release from custody of persons suspected of having committed a criminal offence, whether or not they have been arrested or charged with the offence, and the interim release of persons who have been convicted of a criminal offence but who have appealed or applied for leave to appeal from the conviction or sentence.

Clause 2: Section 20 at present reads as follows:

"20. (1) A warrant or summons that is authorized by this Act may be issued or executed on a *Sunday or statutory* holiday.

(2) Where an order may be made under this Act admitting an accused to bail the order may be made and the recognizance entered into on a Sunday or statutory holiday."

Clause 3: The opening words of subsection (2) of section 119 and paragraphs (*d*) and (*e*) thereof at present read as follows:

"(2) Without restricting the generality of subsection (1), every one shall be deemed wilfully to attempt to obstruct, pervert or defeat the course of justice who in a judicial proceeding, existing or proposed,

. . .

(*d*) before or after being released from custody under recognizance, indemnifies or agrees to indemnify in any way, in whole or in part, *his bondsman*, or

(*e*) being a *bondsman*, accepts or agrees to accept indemnity, in whole or in part, from a person who is released or is to be released from custody under a recognizance."

Notes explicatives

Ce bill a pour objet d'abroger les dispositions du *Code criminel* relatives à l'arrestation et au cautionnement et de leur substituer, principalement sous forme de modifications à la Partie XIV du Code, de nouvelles dispositions autorisant et régissant d'une part la remise de citations à comparaître aux personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction criminelle, qu'elles aient été arrêtées ou inculpées de cette infraction ou non, et leur mise en liberté provisoire, et d'autre part la mise en liberté provisoire des personnes reconnues coupables d'une infraction criminelle mais qui ont interjeté appel de la déclaration de culpabilité ou de la sentence ou demandent l'autorisation d'interjeter appel à cet égard.

Article 2 du bill: L'article 20 se lit actuellement comme suit:

«20. (1) Un mandat ou sommation autorisé par la présente loi peut être émis ou exécuté un dimanche ou un jour férié statutaire.

(2) Quand, en vertu de la présente loi, il est loisible de rendre une ordonnance admettant un accusé à caution, l'ordonnance peut être rendue et l'engagement contracté un *dimanche ou* un jour férié *statutaire.*»

Article 3 du bill: Le début du paragraphe (2) de l'article 119 et ses alinéas *d*) et *e*) se lisent actuellement comme suit:

«(2) Sans restreindre la généralité du paragraphe (1), est réputé volontairement tenter d'entraver, de détourner ou de contrecarrer le cours de la justice quiconque, dans une procédure judiciaire, existante ou projetée,

. . . . . .

d) avant ou après avoir été relâché de détention en vertu d'un engagement, indemnise ou convient d'indemniser de quelque façon, en totalité ou en partie, sa caution, ou

e) étant caution, accepte ou convient d'accepter une indemnité, en totalité ou en partie, d'une personne qui est ou doit être relâchée de détention en vertu d'un engagement.»

4. Paragraph (*c*) of section 125 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(*c*) having been charged with a criminal offence and being at large on his undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or a judge in accordance with Part XIV or section 587, fails, without lawful excuse, the proof of which lies upon him to attend court in accordance with the undertaking or recognizance in order to be dealt with according to law, or to surrender himself in accordance with an order of the judge, as the case may be,"

4. L'alinéa *c*) de l'article 125 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«*c*) ayant été inculpé d'une infraction criminelle et étant en liberté sur sa promesse ou son engagement remis ou contractés devant un juge de paix ou un juge en conformité de la Partie XIV ou de l'article 587, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent à la cour en conformité de la promesse ou de l'engagement afin d'être traité selon la loi, ou de se livrer en conformité d'une ordonnance du juge, selon le cas,»

5. All that portion of Part XIV of the said Act preceding section 446 thereof is repealed and the following substituted therefor:

5. Toute la partie de la Partie XIV de ladite loi précédant l'article 446 est abrogée et remplacée par ce qui suit:

"PART XIV

COMPELLING APPEARANCE OF ACCUSED BEFORE A JUSTICE AND INTERIM RELEASE

INTERPRETATION

Definitions

434. In this Part,

"Accused"

(*a*) "accused" includes

(i) a person to whom a peace officer has issued an appearance notice under section 437, and

(ii) a person arrested for a criminal offence;

"Appearance notice"

(*b*) "appearance notice" means a notice in Form 7A issued by a peace officer;

"Judge"

(*c*) "judge" means

(i) in the Province of Ontario, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the province or a judge or junior judge of a county or district court,

«PARTIE XIV

MESURES CONCERNANT LA COMPARUTION D'UN PRÉVENU DEVANT UN JUGE DE PAIX ET LA MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE

INTERPRÉTATION

Définitions

434. Dans la présente Partie,

«prévenu»

a) «prévenu» comprend

(i) une personne à laquelle un agent de la paix a délivré une citation à comparaître en vertu de l'article 437, et

(ii) une personne arrêtée pour infraction criminelle;

«citation à comparaître»

b) «citation à comparaître» désigne une citation selon la formule 7A, délivrée par un agent de la paix;

«juge»

c) «juge» désigne,

(i) dans la province d'Ontario, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province ou un juge ou un juge junior d'une cour de comté ou de district,

Clause 4: The relevant portion of section 125 at present reads as follows:

"125. Every one who

. . .

(*c*) having been charged with a criminal offence and being at large on recognizance fails, without lawful excuse, the proof of which lies upon him, to appear in accordance with the recognizance *at the proper time and place for his preliminary inquiry, to stand his trial, to receive sentence or for the hearing of an appeal,* as the case may be,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years."

Article 4 du bill: La partie pertinente de l'article 125 se lit actuellement comme suit:

«125. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, quiconque

. . . . . .

c) ayant été inculpé d'une infraction criminelle et étant en liberté sur engagement, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de comparaître conformément à l'engagement *au temps et à l'endroit voulus, pour son enquête préliminaire, afin de subir son procès, de recevoir sa sentence ou en vue de l'audition d'un appel,* selon le cas.»

Clause 5: Part XIV at present reads as follows:

"PART XIV.

COMPELLING APPEARANCE OF ACCUSED BEFORE A JUSTICE.

ARREST WITHOUT WARRANT.

434. Any one may arrest without warrant a person whom he finds committing an indictable offence.

435. A peace officer may arrest without warrant

(*a*) a person who has committed an indictable offence or who, on reasonable and probable grounds, he believes has committed or is about to commit an indictable offence *or is about to commit suicide,*

(*b*) a person whom he finds committing a criminal offence, or

(*c*) a person for whose arrest he has reasonable and probable grounds to believe that a warrant is in force within the territorial jurisdiction in which that person is found.

436. Any one may arrest without warrant a person who, on reasonable and probable grounds, he believes

(*a*) has committed a criminal offence, and

(*b*) is

(i) escaping from, and

(ii) freshly pursued by,

persons who have lawful authority to arrest that person.

437. Any one who is

(*a*) the owner or a person in lawful possession of property, or

(*b*) a person authorized by the owner or by a person in lawful possession of property,

may arrest without warrant a person whom he finds committing a criminal offence on or in relation to that property.

Article 5 du bill: La Partie XIV se lit actuellement comme suit:

«PARTIE XIV.

MESURES CONCERNANT LA COMPARUTION D'UN PRÉVENU DEVANT UN JUGE DE PAIX.

ARRESTATION SANS MANDAT.

434. Toute personne peut arrêter sans mandat un individu qu'elle trouve en train de commettre un acte criminel.

435. Un agent de la paix peut arrêter sans mandat

a) une personne qui a commis un acte criminel ou qui, d'après ce qu'il croit pour des motifs raisonnables et probables, a commis ou est sur le point de commettre un acte criminel, *ou est sur le point de commettre un suicide,*

b) une personne qu'il trouve en train de commettre une infraction criminelle, ou

c) une personne contre laquelle il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un mandat d'arrestation est exécutoire dans les limites de la juridiction territoriale dans laquelle est trouvée cette personne.»

436. Toute personne peut arrêter sans mandat un individu qui, d'après ce qu'elle croit pour des motifs raisonnables et probables,

a) a commis une infraction criminelle, et

b) est

(i) en train de fuir des personnes légalement autorisées à l'arrêter, et est

(ii) immédiatement poursuivi par de telles personnes.

437. Quiconque est

a) le propriétaire ou une personne en possession légitime d'un bien, ou

b) une personne autorisée par le propriétaire ou par une personne en possession légitime d'un bien,

peut arrêter sans mandat une personne qu'il trouve en train de commettre une infraction criminelle sur ou concernant ledit bien.

(ii) in the Province of Quebec, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the province,

(iii) in the Provinces of Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Manitoba and British Columbia, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the province or a judge of a county court,

(iv) in the Provinces of Saskatchewan, Alberta and Newfoundland, a judge of the superior court of criminal jurisdiction of the province or a judge of a district court,

(v) in the Yukon Territory, a judge of the Territorial Court, and

(vi) in the Northwest Territories, a judge of the Territorial Court;

"Officer in charge"

(*d*) "officer in charge" means the peace officer for the time being in charge of the lock-up, guard-room or other place where an accused is detained in custody;

"Promise to appear"

(*e*) "promise to appear" means a promise in Form 27A given to an officer in charge;

"Recognizance"

(*f*) "recognizance", when used in relation to a recognizance entered into before an officer in charge, means a recognizance in Form 27C, and when used in relation to a recognizance entered into before a justice or a judge, means a recognizance in Form 28;

"Summons"

(*g*) "summons" means a summons in Form 6 issued by a justice or a judge; and

"Undertaking"

(*h*) "undertaking" means an undertaking in Form 27B given to a justice or a judge.

(ii) dans la province de Québec, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province,

(iii) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba et de la Colombie-Britannique, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province ou un juge d'une cour de comté,

(iv) dans les provinces de la Saskatchewan, d'Alberta et de Terre-Neuve, un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province ou un juge d'une cour de district,

(v) dans le territoire du Yukon, un juge de la Cour territoriale, et

(vi) dans les territoires du Nord-Ouest, un juge de la Cour territoriale;

«fonctionnaire responsable»

d) «fonctionnaire responsable» désigne l'agent de la paix qui, au moment considéré, est responsable du poste de police, du corps de garde ou autre lieu où un prévenu est détenu sous garde;

«promesse de comparaître»

e) «promesse de comparaître» désigne une promesse selon la formule 27A, remise à un fonctionnaire responsable;

«engagement»

f) «engagement», lorsque ce mot est utilisé relativement à un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable, désigne un engagement selon la formule 27C et, lorsqu'il est utilisé relativement à un engagement contracté devant un juge de paix ou un juge, désigne un engagement selon la formule 28;

«sommation»

g) «sommation» désigne une sommation selon la formule 6, décernée par un juge de paix ou un juge; et

«promesse»

h) «promesse» désigne une promesse selon la formule 27B, remise à un juge de paix ou à un juge.

438. (1) Any one who arrests a person without warrant shall forthwith deliver that person to a peace officer, *and the peace officer may detain the person until he is dealt with in accordance with this section.*

(2) A peace officer who *receives delivery of and detains a person who has been arrested without warrant or who* arrests a person with or without warrant shall, in accordance with the following provisions, take or cause that person to be taken before a justice to be dealt with according to law, namely,

(*a*) where a justice is available within a period of twenty-four hours after the person has been delivered to or has been arrested by the peace officer, the person shall be taken before a justice before the expiration of that period, and

(*b*) where a justice is not available within a period of twenty-four hours after the person has been delivered to or has been arrested by the peace officer, the person shall be taken before a justice as soon as possible,

unless the peace officer, before the time prescribed in paragraph (*a*) or (*b*) for taking the person before a justice, is satisfied that such person should be released unconditionally *or with the intention of compelling his appearance by way of summons.*

(3) Where a person has been arrested without warrant for an indictable offence alleged to have been committed in Canada outside the province in which he was arrested, he shall be taken *forthwith* before a justice within whose jurisdiction he was arrested and the justice,

(*a*) if he is not satisfied that the arrest was justified, shall *discharge* him, or

(*b*) if he is satisfied that the arrest was justified, may remand him to the custody of a peace officer to await execution of a warrant for his arrest in accordance with section 447, but if no warrant for his arrest is so executed within a period of six days after the time he is remanded to such custody, the person in whose custody he then is shall release him *from such custody.*

INFORMATION, SUMMONS AND WARRANT

439. (1) Any one who, upon reasonable and probable grounds, believes that a person has committed an indictable offence may lay an information in writing and under oath before a justice, and the justice shall receive the information where it is alleged that

(*a*) the person has committed, anywhere, an indictable offence that may be tried in the province in which the justice resides, and that the person

(i) is or is believed to be, or

(ii) resides or is believed to reside,

within the territorial jurisdiction of the justice;

(*b*) the person, wherever he may be, has committed an indictable offence within the territorial jurisdiction of the justice;

(*c*) the person has anywhere unlawfully received property that was unlawfully obtained within the territorial jurisdiction of the justice; or

(*d*) the person has in his possession stolen property within the territorial jurisdiction of the justice.

(2) An information that is laid under *this section* may be in Form 2.

438. (1) Quiconque arrête une personne sans mandat doit aussitôt la livrer à un agent de la paix, *et celui-ci peut la détenir jusqu'à ce que des mesures soient prises à l'égard de cette personne conformément au présent article.*

(2) Un agent de la paix *à qui on livre une personne arrêtée sans mandat et qui la détient, ou qui* arrête une personne avec ou sans mandat, doit, en conformité des dispositions suivantes, conduire ou faire conduire cette personne devant un juge de paix, pour qu'elle soit traitée selon la loi, savoir:

a) si un juge de paix est disponible dans un délai de vingt-quatre heures après que la personne a été livrée à l'agent de la paix ou arrêtée par ce dernier, la personne doit être conduite devant un juge de paix antérieurement à l'expiration de la période en question; et

b) si un juge de paix n'est pas disponible dans un délai de vingt-quatre heures après que la personne a été livrée à l'agent de la paix ou arrêtée par ce dernier, la personne doit être conduite devant un juge de paix le plus tôt possible,

à moins que l'agent de la paix, avant le délai prescrit à l'alinéa *a*) ou *b*) pour conduire la personne devant un juge de paix, ne soit convaincu que cette personne devrait être libérée inconditionnellement *ou dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation.*

(3) Lorsqu'une personne a été arrêtée sans mandat en raison d'un acte criminel allégué avoir été commis, au Canada, hors de la province dans laquelle elle a été arrêtée, elle doit être conduite *sur-le-champ* devant un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où elle a été arrêtée, et le juge de paix,

a) s'il n'est pas convaincu que l'arrestation était justifiée, doit la *libérer*, ou

b) s'il est convaincu que l'arrestation était justifiée, peut la renvoyer à la garde d'un agent de la paix en attendant l'exécution d'un mandat pour son arrestation en conformité de l'article 447, mais si aucun mandat d'arrestation n'est ainsi exécuté dans les six jours qui suivent le moment où elle a été renvoyée à cette garde, la personne qui en a la garde doit la *relâcher.*

DÉNONCIATION, SOMMATION ET MANDAT.

439. (1) Quiconque croit, pour des motifs raisonnables et probables, qu'une personne a commis un acte criminel, peut faire une dénonciation par écrit et sous serment devant un juge de paix, et celui-ci doit recevoir la dénonciation s'il est allégué

a) que la personne a commis, en un lieu quelconque, un acte criminel qui peut être jugé dans la province où réside le juge de paix et que la personne

(i) se trouve ou est présumée se trouver, ou

(ii) réside ou est présumée résider

dans la juridiction territoriale du juge de paix;

b) que la personne, en quelque lieu qu'elle puisse être, a commis un acte criminel dans la juridiction territoriale du juge de paix;

c) que la personne a illégalement reçu en quelque lieu que ce soit des biens qui ont été illégalement obtenus dans la juridiction territoriale du juge de paix; ou

d) que la personne a en sa possession, dans la juridiction territoriale du juge de paix, des biens volés.

(2) Une dénonciation faite sous le régime *du présent article* peut être rédigée selon la formule 2.

ARREST WITHOUT WARRANT AND RELEASE FROM CUSTODY

ARRESTATION SANS MANDAT ET MISE EN LIBERTÉ

Arrest without warrant by any person

435. (1) Any one may arrest without warrant

(*a*) a person whom he finds committing an indictable offence, or

(*b*) a person who, on reasonable and probable grounds, he believes

(i) has committed a criminal offence, and

(ii) is escaping from and freshly pursued by persons who have lawful authority to arrest that person.

Arrestation sans mandat par quiconque

435. (1) Toute personne peut arrêter sans mandat

a) un individu qu'elle trouve en train de commettre un acte criminel, ou

b) un individu qui, d'après ce qu'elle croit pour des motifs raisonnables et probables,

(i) a commis une infraction criminelle, et

(ii) est en train de fuir des personnes légalement autorisées à l'arrêter et est immédiatement poursuivi par de telles personnes.

Arrest by owner, etc. of property

(2) Any one who is

(*a*) the owner or a person in lawful possession of property, or

(*b*) a person authorized by the owner or by a person in lawful possession of property,

may arrest without warrant a person whom he finds committing a criminal offence on or in relation to that property.

Arrestation par le propriétaire, etc., d'un bien

(2) Quiconque est

a) le propriétaire ou une personne en possession légitime d'un bien, ou

b) une personne autorisée par le propriétaire ou par une personne en possession légitime d'un bien,

peut arrêter sans mandat une personne qu'il trouve en train de commettre une infraction criminelle sur ou concernant ledit bien.

Delivery to peace officer

(3) Any one other than a peace officer who arrests a person without warrant shall forthwith deliver the person to a peace officer.

Personne livrée à un agent de la paix

(3) Quiconque, n'étant pas un agent de la paix, arrête une personne sans mandat doit aussitôt la livrer à un agent de la paix.

Arrest without warrant by peace officer

436. (1) A peace officer may arrest without warrant

(*a*) a person who has committed an indictable offence or who, on reasonable and probable grounds, he believes has committed or is about to commit an indictable offence,

(*b*) a person whom he finds committing a criminal offence, or

(*c*) a person for whose arrest he has reasonable and probable grounds to believe that a warrant is in force within the territorial jurisdiction in which the person is found.

Arrestation sans mandat par un agent de la paix

436. (1) Un agent de la paix peut arrêter sans mandat

a) une personne qui a commis un acte criminel ou qui, d'après ce qu'il croit pour des motifs raisonnables et probables, a commis ou est sur le point de commettre un acte criminel,

b) une personne qu'il trouve en train de commettre une infraction criminelle, ou

c) une personne contre laquelle il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un mandat d'arrestation est exécutoire dans les limites de la juridiction territoriale dans laquelle est trouvée cette personne.

440. (1) A justice who receives an information shall

(*a*) hear and consider, *ex parte*,

(i) the allegations of the informant, and

(ii) the evidence of witnesses, where he considers it desirable or necessary to do so; and

(*b*) issue, where he considers that a case for so doing is made out, a summons or warrant, *as the case may be*, to compel the accused to attend before him.

(2) No justice shall refuse to issue a summons or warrant by reason only that the alleged offence is one for which a person may be arrested without warrant.

(3) A justice who hears the evidence of a witness pursuant to subsection (1) shall

(*a*) take the evidence upon oath, and

(*b*) cause the evidence to be taken in accordance with section 453 in so far as that section is capable of being applied.

(4) *No* justice shall sign a summons or warrant in blank.

440. (1) Un juge de paix qui reçoit une dénonciation doit

a) entendre et examiner, *ex parte*,

(i) les allégations du dénonciateur, et

(ii) les dépositions des témoins, s'il l'estime opportun ou nécessaire; et

b) lancer, lorsqu'il estime qu'on en a établi la raison, une sommation ou un mandat, *selon le cas*, contraignant le prévenu à comparaître devant lui.

(2) Aucun juge de paix ne doit refuser de lancer une sommation ou un mandat pour le seul motif que l'infraction alléguée en est une pour laquelle une personne peut être arrêtée sans mandat.

(3) Un juge de paix qui entend les dépositions d'un témoin conformément au paragraphe (1) doit

a) recueillir les dépositions sous serment, et

b) faire recueillir les dépositions en conformité de l'article 453 dans la mesure où ledit article est susceptible d'application.

(4) *Aucun* juge de paix ne doit signer une sommation ou un mandat en blanc.

441. (1) A summons shall

(*a*) be directed to the accused,

(*b*) set out briefly the offence in respect of which the accused is charged, and

(*c*) require the accused to appear at a time and place to be stated therein.

(2) A summons may be in Form 6.

(3) A summons shall be served by a peace officer who shall deliver it personally to the person to whom it is directed, or, if that person cannot conveniently be found, shall leave it for him at his last or usual place of abode with some inmate thereof who appears to be at least sixteen years of age.

(4) Repealed. 1960-61, c. 43, s. 15

(5) Repealed. 1960-61, c. 43, s. 15

(6) Service of a summons may be proved by the oral evidence, given under oath, of the peace officer who served it or by his affidavit made before a justice.

441. (1) Une sommation doit

a) être adressée au prévenu;

b) énoncer brièvement l'infraction à l'égard de laquelle le prévenu est inculpé; et

c) enjoindre au prévenu de comparaître aux temps et lieu y indiqués.

(2) Une sommation peut être rédigée selon la formule 6.

(3) Une sommation doit être signifiée par un agent de la paix, qui doit la remettre personnellement à la personne à qui elle est adressée, ou, si cette personne ne peut commodément être trouvée, la remettre pour elle à sa dernière ou habituelle résidence, entre les mains d'une personne qui l'habite et qui paraît être âgée d'au moins seize ans.

(4) Abrogé. 1960-1961, c. 43, art. 15.

(5) Abrogé. 1960-1961, c. 43, art. 15.

(6) La signification d'une sommation peut être prouvée par le témoignage oral, donné sous serment, de l'agent de la paix qui l'a signifiée ou au moyen de son affidavit souscrit devant un juge de paix.

442. (1) A warrant shall

(*a*) name or describe the accused,

(*b*) set out briefly the offence in respect of which the accused is charged, and

(*c*) order that the accused be arrested and brought before the justice who issued the warrant or before some other justice having jurisdiction in the same territorial division, to answer to the charge and to be further dealt with according to law.

(2) A warrant remains in force until it is executed, and need not be made returnable at any particular time.

(3) A warrant may be in Form 7.

442. (1) Un mandat doit

a) nommer ou décrire le prévenu;

b) indiquer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé; et

c) ordonner que le prévenu soit arrêté et conduit devant le juge de paix qui a décerné le mandat ou devant quelque autre juge de paix ayant juridiction dans la même circonscription territoriale, pour répondre à l'inculpation et être par ailleurs traité selon la loi.

(2) Un mandat demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit exécuté, et il n'est pas nécessaire d'en fixer le rapport à une date particulière.

(3) Un mandat peut être rédigé selon la formule 7.

Limitation

(2) A peace officer shall not arrest a person without warrant for an offence, other than an offence mentioned in section 445H, where he has reasonable and probable grounds to believe that the public interest may be secured by proceeding otherwise than by arrest without warrant.

Consequences of arrest without warrant

(3) Notwithstanding subsection (2),

(*a*) a peace officer acting under subsection (1) is deemed to be acting lawfully and in the execution of his duty for the purposes of paragraphs (*a*) and (*b*) of section 110 and paragraphs (*a*) and (*b*) of subsection (2) of section 232, and is protected from criminal responsibility in respect thereof to the same extent as if he did not have reasonable and probable grounds to believe that the public interest could be secured by proceeding otherwise than by arrest without warrant; and

(*b*) a person arrested under subsection (1) is deemed to be in lawful custody for the purposes of paragraph (*a*) of section 125, paragraph (*a*) of section 126, and section 127.

Issue of appearance notice by peace officer

437. Where, by virtue of subsection (2) of section 436, a peace officer does not arrest a person whom he is authorized to arrest without warrant, he may issue an appearance notice to the person if the offence is

(*a*) an indictable offence mentioned in section 467,

(*b*) an offence for which the person may be prosecuted by indictment or for which he is punishable on summary conviction, or

(*c*) an offence punishable on summary conviction.

Restriction

(2) Un agent de la paix ne doit pas arrêter une personne sans mandat pour une infraction autre qu'une infraction mentionnée à l'article 445H, lorsqu'il a des motifs raisonnables et probables de croire que l'intérêt public peut être protégé en procédant autrement que par arrestation sans mandat.

Conséquences de l'arrestation sans mandat

(3) Nonobstant le paragraphe (2),

a) un agent de la paix agissant en vertu du paragraphe (1) est censé agir légalement et dans l'exécution de son devoir ou de ses fonctions aux fins des alinéas *a*) et *b*) de l'article 110 et des alinéas *a*) et *b*) du paragraphe (2) de l'article 232, et il est exempté de toute responsabilité criminelle à cet égard dans la même mesure que s'il n'avait pas de motifs raisonnables et probables de croire que l'intérêt public puisse être protégé en procédant autrement que par arrestation sans mandat; et

b) une personne arrêtée en vertu du paragraphe (1) est censée être sous garde légale aux fins de l'alinéa *a*) de l'article 125, de l'alinéa *a*) de l'article 126, et de l'article 127.

Délivrance d'une citation à comparaître par un agent de la paix

437. Lorsque, en vertu du paragraphe (2) de l'article 436, un agent de la paix n'arrête pas une personne qu'il est autorisé à arrêter sans mandat, il peut délivrer une citation à comparaître à la personne si l'infraction est

a) un acte criminel mentionné à l'article 467,

b) une infraction pour laquelle la personne peut être poursuivie par voie de mise en accusation ou pour laquelle elle est punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, ou

c) une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

443. A warrant that is authorized by this Part shall be signed by a justice and may be directed,

(*a*) to a peace officer by name,

(*b*) to a peace officer by name and all other peace officers within the territorial jurisdiction of the justice, or

(*c*) generally to all peace officers within the territorial jurisdiction of the justice.

444. (1) A justice may issue a warrant in Form 7 for the arrest of an accused notwithstanding that a summons has already been issued to require the appearance of the accused.

(2) Where

(*a*) service of a summons is proved and the accused *does not appear*, or

(*b*) it appears that a summons cannot be served because the accused is evading service,

a justice may issue a warrant in Form 8.

445. (1) A warrant may be executed by arresting the accused

(*a*) wherever he is found within the territorial jurisdiction of the justice by whom the warrant was issued, or

(*b*) wherever he is found in Canada, in the case of fresh pursuit.

(2) A warrant may be executed by a person who is

(*a*) the peace officer named in the warrant, or

(*b*) one of the peace officers to whom it is directed, whether or not the place in which the warrant is to be executed is within the territory for which the person is a peace officer.

PROCEDURE TO PROCURE ATTENDANCE OF A PRISONER.

446. (1) Where a person who is confined in a prison is required

(*a*) to attend at a preliminary inquiry into a charge against him,

(*b*) to stand his trial upon a charge that may be tried by indictment or on summary conviction, or

(*c*) to attend to give evidence in a proceeding to which this Act applies,

a judge of a superior court of criminal jurisdiction or of a county or district court may order in writing that the prisoner be brought before the court, judge, justice, or magistrate before whom his attendance is required, from day to day as may be necessary, if

(*d*) the applicant for the order sets out the facts of the case in an affidavit and produces the warrant, if any, and

(*e*) the judge is satisfied that the ends of justice require that an order be made.

(2) A magistrate has the same powers for the purposes of subsection (1) as a judge has under that subsection, where the person whose attendance is required is confined in a prison within the province in which the magistrate has jurisdiction.

(3) An order that is made under subsection (1) or (2) shall be addressed to the person who has custody of the prisoner, and on receipt thereof that person shall

(*a*) deliver the prisoner to any person who is named in the order to receive him, or

443. Un mandat qu'autorise la présente Partie doit être signé par un juge de paix et peut être adressé

a) à un agent de la paix nommément désigné;

b) à un agent de la paix nommément désigné et à tous les autres agents de la paix dans la juridiction territoriale du juge de paix; ou

c) en général, à tous les agents de la paix dans la juridiction territoriale du juge de paix.

444. (1) Un juge de paix peut décerner un mandat selon la formule 7 pour l'arrestation d'un prévenu, même si une sommation a déjà été émise pour requérir la comparution du prévenu.

(2) Quand

a) la signification d'une sommation est prouvée et que le prévenu *ne comparaît pas;* ou

b) il paraît qu'une sommation ne peut être signifiée parce que le prévenu se soustrait à la signification,

un juge de paix peut décerner un mandat selon la formule 8.

445. (1) Un mandat peut être exécuté par l'arrestation du prévenu

a) en tout lieu où il est trouvé dans la juridiction territoriale du juge de paix qui a décerné le mandat; ou

b) en quelque lieu qu'il se trouve au Canada, dans le cas d'une poursuite immédiate.

(2) Un mandat peut être exécuté par une personne qui est

a) l'agent de la paix nommé dans le mandat, ou

b) un des agents de la paix à qui il est adressé,

que l'endroit où le mandat doit être exécuté soit ou non dans le territoire pour lequel cette personne est un agent de la paix.

PROCÉDURE EN VUE D'OBTENIR LA COMPARUTION D'UN PRISONNIER.

446. (1) Lorsqu'une personne enfermée dans une prison est requise

a) d'être présente à une enquête préliminaire sur une inculpation formulée contre elle;

b) de subir son procès sur une inculpation qui peut être jugée par acte d'accusation ou sur déclaration sommaire de culpabilité; ou

c) d'être présente pour rendre témoignage dans une procédure à laquelle s'applique la présente loi,

un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou d'une cour de comté ou de district peut ordonner par écrit que le prisonnier soit amené devant la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat devant qui sa présence est requise, de jour en jour selon qu'il est nécessaire, si

d) celui qui demande l'ordonnance expose les faits de l'espèce dans un affidavit et produit le mandat, le cas échéant; et si

e) le juge est convaincu que les fins de la justice exigent l'émission d'une ordonnance.

(2) Un magistrat a les mêmes pouvoirs, aux fins du paragraphe (1), que ceux d'un juge en vertu dudit paragraphe, si la personne dont la présence est requise se trouve enfermée dans une prison à l'intérieur de la province où le magistrat a juridiction.

(3) Une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) ou (2) doit être adressée à la personne qui a la garde du prisonnier et, sur réception de l'ordonnance, cette personne doit

Release from custody by peace officer

438. (1) Where a peace officer arrests without warrant a person whom he finds committing a criminal offence, other than an offence mentioned in section 445H, or a person who has committed or who on reasonable and probable grounds he believes has committed

(*a*) an indictable offence mentioned in section 467, or

(*b*) an offence for which the person may be prosecuted by indictment or for which he is punishable on summary conviction,

he shall, as soon as practicable,

(*c*) release the person from custody with the intention of compelling his appearance by way of summons, or

(*d*) issue an appearance notice to the person and release him,

unless he has reasonable and probable grounds to believe that it is necessary in the public interest that the person should be detained in custody or released under any other provision of this Part.

Where subsection (1) does not apply

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has been arrested without warrant by a police officer for an offence described in subsection (2) of section 444.

Release from custody by officer in charge

439. (1) Where a person who has been arrested without warrant by a peace officer is taken into custody, or where a person who has been arrested without warrant and delivered to a peace officer under subsection (3) of section 435 is detained in custody under subsection (1) of section 444

(*a*) for an offence mentioned in section 437, or

(*b*) for any offence not mentioned in section 437 that is punishable by imprisonment for five years or less,

Mise en liberté par un agent de la paix

438. (1) Lorsqu'un agent de la paix arrête sans mandat une personne qu'il trouve en train de commettre une infraction criminelle autre qu'une infraction mentionnée à l'article 445H ou une personne qui a commis ou qui, d'après ce qu'il croit pour des motifs raisonnables et probables, aurait commis

a) un acte criminel mentionné à l'article 467, ou

b) une infraction pour laquelle elle peut être poursuivie par voie de mise en accusation ou pour laquelle elle est punissable sur déclaration sommaire de culpabilité,

il doit, dès que cela est matériellement possible,

c) la mettre en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation, ou

d) lui délivrer une citation à comparaître et la mettre en liberté,

à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables et probables de croire qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, qu'elle soit détenue sous garde ou mise en liberté en vertu de quelque autre disposition de la présente Partie.

Cas où le paragraphe (1) ne s'applique pas

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une personne qui a été arrêtée sans mandat par un officier de police pour une infraction visée au paragraphe (2) de l'article 444.

Mise en liberté par un fonctionnaire responsable

439. (1) Lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat par un agent de la paix est mise sous garde, ou qu'une personne qui a été arrêtée sans mandat et livrée à un agent de la paix en vertu du paragraphe (3) de l'article 435 est détenue sous garde en vertu du paragraphe (1) de l'article 444

a) pour une infraction mentionnée à l'article 437, ou

b) pour une infraction, non mentionnée à l'article 437, qui est punissable d'une peine d'emprisonnement de cinq ans ou moins,

(*b*) bring the prisoner before the court, judge, justice or magistrate, as the case may be, upon payment of his reasonable charges in respect thereof.

(4) Where the prisoner is required as a witness, the judge or magistrate shall direct, in the order, the manner in which the prisoner shall be kept in custody and returned to the prison from which he is brought.

(5) Where the appearance of the prisoner is required for the purposes of paragraph (*a*) or (*b*) of subsection (1), the judge or magistrate shall give appropriate directions in the order with respect to the manner in which the prisoner is

(*a*) to be kept in custody, if he is committed for trial; or

(*b*) to be returned, if he is discharged upon a preliminary inquiry or if he is acquitted of the charge against him.

(6) Sections 621 and 634 apply where a prisoner to whom this section applies is convicted and sentenced to imprisonment by the court, judge, justice or magistrate.

ENDORSEMENT OF WARRANT

447. (1) Where a warrant for the arrest of an accused cannot be executed in accordance with section 445, a justice within whose jurisdiction the accused is or is believed to be shall, upon application, and upon proof on oath or by affidavit of the signature of the justice who executed the warrant, authorize the execution of the warrant within his jurisdiction by making an endorsement, which may be in Form 25, upon the warrant.

(2) An endorsement that is made upon a warrant pursuant to subsection (1) is sufficient authority to the peace officers to whom it was originally directed, and to all peace officers within the territorial jurisdiction of the justice by whom it is endorsed, to execute the warrant and to take the accused before the justice who issued the warrant or before some other justice for the same territorial division.

CORONER'S WARRANT

448. (1) Where a person is alleged, by a verdict upon a coroner's inquisition, to have committed murder or manslaughter but he has not been charged with the offence, the coroner shall

(*a*) direct, by warrant under his hand, that the person be taken into custody and be conveyed, as soon as possible, before a justice, or

(*b*) direct the person to enter into recognizance before him with or without sureties, to appear before a justice.

(2) Where a coroner makes a direction under subsection (1) he shall transmit to the justice the evidence taken before him in the matter."

Subsection (1) of section 445H and section 445L, as set out in this clause, are equivalent to section 464 and subsection (2) of section 465, respectively, of the *Criminal Code*. Section 464 and subsection (2) of section 465 are quoted in the explanatory note to clause 9.

a) livrer le prisonnier à toute personne nommée dans l'ordonnance pour le recevoir, ou

b) amener le prisonnier devant la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat, selon le cas, sur paiement de ses frais raisonnables à cet égard.

(4) Lorsqu'on requiert le prisonnier comme témoin, le juge ou magistrat doit prescrire, dans l'ordonnance, la manière dont le prisonnier doit être tenu sous garde et renvoyé à la prison d'où il est amené.

(5) Lorsque la comparution du prisonnier est requise aux fins de l'alinéa *a*) ou *b*) du paragraphe (1), le juge ou magistrat doit, dans l'ordonnance, donner des instructions appropriées sur la manière

a) dont le prisonnier doit être tenu sous garde, s'il est renvoyé pour subir son procès; ou

b) dont le prisonnier doit être renvoyé, s'il est libéré lors d'une enquête préliminaire ou s'il est acquitté de l'accusation portée contre lui.

(6) Les articles 621 et 634 s'appliquent lorsqu'un prisonnier visé par le présent article est déclaré coupable et condamné à l'emprisonnement par la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat.

VISA DU MANDAT

447. (1) Lorsqu'un mandat pour l'arrestation d'un prévenu ne peut pas être exécuté conformément à l'article 445, un juge de paix dans le ressort duquel l'accusé se trouve ou est présumé se trouver, doit, sur demande, et sur preuve sous serment ou par affidavit de la signature du juge de paix qui a décerné le mandat, autoriser l'exécution du mandat dans les limites de sa juridiction, en apposant à l'endos du mandat un visa qui peut être selon la formule 25.

(2) Un visa apposé sur un mandat d'après le paragraphe (1) constitue une autorisation suffisante, pour les agents de la paix à qui il a été en premier lieu adressé et pour tous les agents de la paix dans la juridiction territoriale du juge de paix qui le vise, d'exécuter le mandat et d'amener le prévenu devant le juge de paix qui a décerné le mandat ou devant quelque autre juge de paix pour la même circonscription territoriale.

MANDAT DU CORONER

448. (1) Si un verdict sur enquête de coroner allègue qu'une personne a commis un meurtre ou un homicide involontaire coupable, et qu'elle n'ait pas été inculpée de l'infraction, le coroner doit

a) ordonner, au moyen d'un mandat revêtu de son seing, que cette personne soit mise sous garde et conduite, le plus tôt possible, devant un juge de paix; ou

b) ordonner que la personne contracte en sa présence un engagement, avec ou sans cautions, de comparaître devant un juge de paix.

(2) Lorsqu'un coroner donne un ordre prévu au paragraphe (1), il doit transmettre au juge de paix les dépositions faites devant lui en la matière.»

Le paragraphe (1) de l'article 445H et l'article 445L contenus au présent article du bill correspondent à l'article 464 et au paragraphe (2) de l'article 465, respectivement, du *Code criminel*. Le texte de l'article 464 et du paragraphe (2) de l'article 465 est reproduit dans les notes explicatives portant sur l'article 9 du bill.

and has not been taken before a justice or released from custody under any other provision of this Part, the officer in charge shall, as soon as practicable,

(*c*) release the person with the intention of compelling his appearance by way of summons,

(*d*) issue an appearance notice to the person and release him,

(*e*) release the person upon his giving his promise to appear,

(*f*) release the person upon his entering into a recognizance before the officer in charge without sureties in such amount not exceeding five hundred dollars as the officer in charge directs, but without deposit of money or other valuable security, or

(*g*) if the person is not ordinarily resident in the province in which he is in custody, release the person upon his entering into a recognizance before the officer in charge without sureties in such amount not exceeding five hundred dollars as the officer in charge directs and, if the officer in charge so directs, upon his depositing with the officer in charge such sum of money or other valuable security not exceeding in amount or value five hundred dollars, as the officer in charge directs,

unless he has reasonable and probable grounds to believe that it is necessary in the public interest that the person should be detained in custody or released under any other provision of this Part.

Where subsection (1) does not apply

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who has been arrested without warrant by a police officer for an offence described in subsection (2) of section 444.

et n'a pas été conduite devant un juge de paix ou mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la présente Partie, le fonctionnaire responsable doit, dès que cela est matériellement possible,

c) la mettre en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation,

d) lui délivrer une citation à comparaître et la mettre en liberté,

e) la mettre en liberté pourvu qu'elle remette sa promesse de comparaître,

f) la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable, sans caution, un engagement d'un montant d'au plus cinq cents dollars que fixe le fonctionnaire responsable, mais sans dépôt d'argent ou autre valeur, ou,

g) si elle ne réside pas ordinairement dans la province où elle est sous garde, la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable, sans caution, un engagement d'un montant d'au plus cinq cents dollars que fixe le fonctionnaire responsable et, si le fonctionnaire responsable l'ordonne, qu'elle dépose auprès du fonctionnaire responsable telle somme d'argent ou autre valeur, ne dépassant pas le montant ou la valeur de cinq cents dollars, que fixe le fonctionnaire responsable,

à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables et probables de croire qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, que la personne soit détenue sous garde ou mise en liberté en vertu de quelque autre disposition de la présente Partie.

Cas où le paragraphe (1) ne s'applique pas

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une personne qui a été arrêtée sans mandat par un officier de police pour une infraction visée au paragraphe (2) de l'article 444.

Release from custody by officer in charge where arrest made with warrant

440. (1) Where a person who has been arrested with a warrant by a peace officer is taken into custody

(*a*) for an offence mentioned in section 437, or

(*b*) for any offence not mentioned in section 437 that is punishable by imprisonment for five years or less,

the officer in charge may, if the warrant has been endorsed by a justice under subsection (6) of section 444D, release the person in accordance with any of paragraphs (*c*) to (*g*) of section 439.

Effect of release under subsection (1)

(2) Where a person who has been arrested with a warrant is released under subsection (1), the warrant is deemed to have been duly executed.

Money or other valuable security to be deposited with justice

441. Where a person who has been released from custody under section 439 or 440 has, pursuant to or in accordance with paragraph (*g*) of section 439, deposited with the officer in charge any sum of money or other valuable security, the officer in charge shall, forthwith after the deposit thereof and in any event not later than the time when an information relating to the offence alleged to have been committed by that person is laid before a justice under section 444B unless an information relating thereto has already been laid before a justice, cause such money or other valuable security to be delivered to a justice for deposit with the justice.

Contents of appearance notice, promise to appear and recognizance

442. (1) An appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge shall

(*a*) set out the name of the accused,

(*b*) set out the substance of the offence that the accused is alleged to have committed, and

(*c*) state the time and place at which the accused is to attend court in order to be dealt with according to law.

Mise en liberté par un fonctionnaire responsable lorsque l'arrestation a été faite sans mandat

440. (1) Lorsqu'une personne qui a été arrêtée aux termes d'un mandat par un agent de la paix est mise sous garde

a) pour une infraction mentionnée à l'article 437, ou

b) pour toute infraction, non mentionnée à l'article 437, qui est punissable d'une peine d'emprisonnement de cinq ans ou moins,

le fonctionnaire responsable peut, si le mandat a été visé par un juge de paix en vertu du paragraphe (6) de l'article 444D, la mettre en liberté conformément à l'un des alinéas *c*) à *g*) de l'article 439.

Effet de la mise en liberté aux termes du paragraphe (1)

(2) Lorsqu'une personne qui a été arrêtée aux termes d'un mandat est mise en liberté en vertu du paragraphe (1), le mandat est censé avoir été dûment exécuté.

Argent ou autre valeur devant être déposés auprès d'un juge de paix

441. Lorsqu'une personne qui a été mise en liberté en vertu de l'article 439 ou 440 a, en application ou en conformité de l'alinéa *g*) de l'article 439, déposé auprès du fonctionnaire responsable une somme d'argent ou autre valeur, le fonctionnaire responsable doit, aussitôt après ce dépôt et, dans tous les cas, au plus tard au moment où une dénonciation relative à l'infraction alléguée avoir été commise par cette personne est faite devant un juge de paix en vertu de l'article 444B, sauf si une dénonciation y relative a déjà été faite devant un juge de paix, faire remettre cet argent ou cette autre valeur à un juge de paix pour dépôt auprès de celui-ci.

Contenu de la citation à comparaître, de la promesse de comparaître et de l'engagement

442. (1) Une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable doit

a) indiquer le nom du prévenu,

b) indiquer l'essentiel de l'infraction que le prévenu est allégué avoir commise, et

c) indiquer les temps et lieu auxquels le prévenu doit être présent à la cour afin d'être traité selon la loi.

Idem

(2) An appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge shall set out therein the text of section 443.

Attendance for purposes of *Identification of Criminals Act*

(3) An appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge may, where the accused is alleged to have committed an indictable offence, require the accused to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, and a person so appearing is deemed, for the purposes only of that Act, to be in lawful custody charged with an indictable offence.

Execution of promise to appear or recognizance

(4) A promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge shall be signed in duplicate by the accused, and one of the duplicates shall thereupon be given to him.

Proof of issue of appearance notice

(5) The issue of an appearance notice by any peace officer or officer in charge may be proved by the oral evidence, given under oath, of the officer who issued it or by his affidavit made before a justice.

Failure to appear

443. (1) An accused who is named in an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge and who fails without lawful excuse, the proof of which lies upon him, to attend court in accordance therewith in order to be dealt with according to law is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Idem

(2) Le texte de l'article 443 doit être reproduit dans une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable.

Comparution aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*

(3) Une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable peuvent, lorsque le prévenu est allégué avoir commis un acte criminel, enjoindre au prévenu de comparaître aux temps et lieu y indiqués, aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*, et une personne qui comparaît ainsi est censée, aux seules fins de cette loi, être une personne légalement sous garde qui est accusée d'un acte criminel.

Exécution de la promesse de comparaître ou de l'engagement

(4) Une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable doivent être signés en double exemplaire par le prévenu, et l'un des exemplaires doit lui être remis immédiatement.

Preuve de la délivrance de la citation à comparaître

(5) La délivrance d'une citation à comparaître par un agent de la paix ou un fonctionnaire responsable peut être prouvée par le témoignage oral, rendu sous serment, de l'agent ou du fonctionnaire qui l'a délivrée ou par affidavit souscrit par lui devant un juge de paix.

Omission de comparaître

443. (1) Un prévenu dont le nom est indiqué dans une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent à la cour en conformité de la citation, de la promesse ou de l'engagement afin d'être traité selon la loi, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

Idem

(2) Where an accused who is required by an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge, to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 444E, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged.

Idem

(3) For the purposes of subsection (1), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence.

APPEARANCE OF ACCUSED BEFORE JUSTICE

Taking before justice

444. (1) A peace officer who arrests a person with or without warrant or to whom a person is delivered under subsection (3) of section 435 shall cause the person to be detained in custody and, in accordance with the following provisions, to be taken before a justice to be dealt with according to law, namely:

(*a*) where a justice is available within a period of twenty-four hours after the person has been arrested by or delivered to the peace officer, the person shall be taken before a justice without unreasonable delay and in any event within that period, and

(*b*) where a justice is not available within a period of twenty-four hours after the person has been arrested by or delivered to the peace officer, the person shall be taken before a justice as soon as possible,

Idem

(2) Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut, lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 444E, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé.

Idem

(3) Aux fins du paragraphe (1), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indique d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction alléguée, ne constitue pas une excuse légitime.

COMPARUTION DU PRÉVENU DEVANT UN JUGE DE PAIX

Prévenu conduit devant un juge de paix

444. (1) Un agent de la paix qui arrête une personne avec ou sans mandat ou auquel une personne est livrée en vertu du paragraphe (3) de l'article 435 doit la faire mettre sous garde et, conformément aux dispositions suivantes, la faire conduire devant un juge de paix pour qu'elle soit traitée selon la loi, à savoir:

a) si un juge de paix est disponible dans un délai de vingt-quatre heures après qu'elle a été arrêtée par l'agent de la paix ou lui a été livrée, elle doit être conduite devant un juge de paix sans retard injustifié et, dans tous les cas, au plus tard dans ledit délai, et

b) si un juge de paix n'est pas disponible dans un délai de vingt-quatre heures après qu'elle a été arrêtée par l'agent de la paix ou lui a été livrée, elle doit être conduite devant un juge de paix le plus tôt possible,

unless, at any time before the expiration of the time prescribed in paragraph (*a*) or (*b*) for taking the person before a justice,

(*c*) the peace officer or officer in charge releases the person under any other provision of this Part, or

(*d*) the peace officer or officer in charge is satisfied that the person should be released from custody unconditionally and so releases him.

à moins que, à un moment quelconque avant l'expiration du délai prescrit à l'alinéa *a*) ou *b*) pour la conduire devant un juge de paix,

c) l'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable ne la mette en liberté en vertu de quelque autre disposition de la présente Partie, ou que

d) l'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable ne soit convaincu qu'elle devrait être mise en liberté inconditionnellement et ne la mette ainsi en liberté.

Remand in custody for return to province where offence alleged to have been committed

(2) Where a person has been arrested without warrant for an indictable offence alleged to have been committed in Canada outside the province in which he was arrested, he shall be taken as soon as possible within the times prescribed in paragraphs (*a*) and (*b*) of subsection (1) before a justice within whose jurisdiction he was arrested and the justice,

(*a*) if he is not satisfied that the arrest was justified, shall release him; or

(*b*) if he is satisfied that the arrest was justified, may remand him to the custody of a peace officer to await execution of a warrant for his arrest in accordance with section 447, but if no warrant for his arrest is so executed within a period of six days after the time he is remanded to such custody, the person in whose custody he then is shall release him.

Mise sous garde pour renvoi à la province où l'infraction est alléguée avoir été commise

(2) Lorsqu'une personne a été arrêtée sans mandat en raison d'un acte criminel allégué avoir été commis, au Canada, hors de la province dans laquelle elle a été arrêtée, elle doit être conduite aussitôt que possible dans les délais prescrits aux alinéas *a*) et *b*) du paragraphe (1) devant un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où elle a été arrêtée, et le juge de paix,

a) s'il n'est pas convaincu que l'arrestation était justifiée, doit la mettre en liberté; ou

b) s'il est convaincu que l'arrestation était justifiée, peut la renvoyer à la garde d'un agent de la paix en attendant l'exécution d'un mandat pour son arrestation en conformité de l'article 447, mais si aucun mandat d'arrestation n'est ainsi exécuté dans les six jours qui suivent le moment où elle a été renvoyée à cette garde, la personne qui en a la garde doit la mettre en liberté.

Where arrest justified for purposes of subsection (2)

(3) For the purposes of subsection (2) an arrest is justified if there are reasonable and probable grounds to believe that the person arrested is the person alleged to have committed the offence.

Cas où une arrestation est justifiée aux fins du paragraphe (2)

(3) Aux fins du paragraphe (2), une arrestation est justifiée s'il y a des motifs raisonnables et probables de croire que la personne arrêtée est la personne alléguée avoir commis l'infraction.

In what cases justice may receive information

444A. Any one who, on reasonable and probable grounds, believes that a person has committed an indictable offence may lay an information in writing and under oath before a justice, and the justice shall receive the information, where it is alleged

(*a*) that the person has committed, anywhere, an indictable offence that may be tried in the province in which the justice resides, and that the person

(i) is or is believed to be, or

(ii) resides or is believed to reside, within the territorial jurisdiction of the justice;

(*b*) that the person, wherever he may be, has committed an indictable offence within the territorial jurisdiction of the justice;

(*c*) that the person has, anywhere, unlawfully received property that was unlawfully obtained within the territorial jurisdiction of the justice; or

(*d*) that the person has in his possession stolen property within the territorial jurisdiction of the justice.

Cas où un juge de paix peut recevoir une dénonciation

444A. Quiconque croit, pour des motifs raisonnables et probables, qu'une personne a commis un acte criminel, peut faire une dénonciation par écrit et sous serment devant un juge de paix, et celui-ci doit recevoir la dénonciation, s'il est allégué

a) que la personne a commis, en quelque lieu que ce soit, un acte criminel qui peut être jugé dans la province où réside le juge de paix et que la personne

(i) se trouve ou est présumée se trouver, ou

(ii) réside ou est présumée résider dans la juridiction territoriale du juge de paix;

b) que la personne, en quelque lieu qu'elle puisse être, a commis un acte criminel dans la juridiction territoriale du juge de paix;

c) que la personne a illégalement reçu, en quelque lieu que ce soit, des biens qui ont été illégalement obtenus dans la juridiction territoriale du juge de paix; ou

d) que la personne a en sa possession, dans la juridiction territoriale du juge de paix, des biens volés.

Time within which information to be laid in certain cases

444B. Where

(*a*) an appearance notice has been issued to an accused under section 437, or

(*b*) an accused has been released from custody under section 438 or 439,

an information relating to the offence alleged to have been committed by the accused shall be laid before a justice as soon as practicable thereafter and in any event before the time stated in the appearance notice, promise to appear or recognizance issued to or given or entered into by the accused for his attendance in court.

Délai dans lequel la dénonciation doit être faite dans certains cas

444B. Quand

a) une citation à comparaître a été délivrée à un prévenu en vertu de l'article 437, ou

b) un prévenu a été mis en liberté en vertu de l'article 438 ou 439,

une dénonciation relative à l'infraction que le prévenu est allégué avoir commise doit être faite devant un juge de paix dès que cela est matériellement possible par la suite et, dans tous les cas, avant le moment indiqué, dans la citation à comparaître délivrée au prévenu, la promesse de comparaître remise par lui ou l'engagement contracté par lui, pour sa présence à la cour.

Form

444c. An information laid under section 444A or 444B may be in Form 2.

Justice to hear informant and witnesses

444d. (1) A justice who receives an information under section 444A shall

(*a*) hear and consider, *ex parte*,

(i) the allegations of the informant, and

(ii) the evidence of witnesses, where he considers it desirable or necessary to do so; and

(*b*) where he considers that a case for so doing is made out, issue, in accordance with this section, either a summons or a warrant to compel the accused to attend before him to answer to a charge of an offence.

Process compulsory

(2) No justice shall refuse to issue a summons or warrant by reason only that the alleged offence is one for which a person may be arrested without warrant.

Procedure when witnesses attend

(3) A justice who hears the evidence of a witness pursuant to subsection (1) shall

(*a*) take the evidence upon oath; and

(*b*) cause the evidence to be taken in accordance with section 453 in so far as that section is capable of being applied.

Summons to be issued except in certain cases

(4) Where the justice considers that a case is made out for compelling the accused to attend before him to answer to a charge of an offence, he shall issue a summons to the accused unless the allegations of the informant or the evidence of any witness or witnesses taken in accordance with subsection (3) disclose reasonable and probable grounds to believe that it is necessary in the public interest to issue a warrant for the arrest of the accused.

Formule

444c. Une dénonciation faite sous le régime de l'article 444A ou 444B peut être rédigée selon la formule 2.

Le juge de paix entend le dénonciateur et les témoins

444d. (1) Un juge de paix qui reçoit une dénonciation en vertu de l'article 444A, doit

a) entendre et examiner, *ex parte*,

(i) les allégations du dénonciateur, et

(ii) les dépositions des témoins, s'il l'estime opportun ou nécessaire; et,

b) lorsqu'il estime qu'on en a établi la raison, décerner, en conformité du présent article, soit une sommation, soit un mandat, contraignant le prévenu à comparaître devant lui pour répondre à une inculpation d'infraction.

Mandat obligatoire

(2) Aucun juge de paix ne doit refuser de décerner une sommation ou un mandat pour le seul motif que l'infraction alléguée en est une pour laquelle une personne peut être arrêtée sans mandat.

Procédure lorsque des témoins comparaissent

(3) Un juge de paix qui entend les dépositions d'un témoin en application du paragraphe (1) doit

a) recueillir les dépositions sous serment; et

b) faire recueillir les dépositions en conformité de l'article 453, dans la mesure où ledit article est susceptible d'application.

Une sommation doit être décernée sauf dans certains cas

(4) Lorsque le juge de paix estime qu'on a démontré qu'il est justifié de contraindre le prévenu à être présent devant lui pour répondre à une inculpation d'infraction, il doit décerner une sommation contre le prévenu, à moins que les allégations du dénonciateur ou les dépositions d'un témoin ou des témoins recueillies en conformité du paragraphe (3) ne révèlent des motifs raisonnables et probables de croire qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, de décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu.

No process in blank

(5) A justice shall not sign a summons or warrant in blank.

(5) Un juge de paix ne doit pas signer une sommation ou un mandat en blanc.

Aucun mandat en blanc

Endorsement of warrant by justice

(6) Where a justice issues a warrant under this section, he may, where the offence is an offence mentioned in paragraph (*a*) or (*b*) of subsection (1) of section 439, authorize the release of the accused pursuant to section 440 by making an endorsement on the warrant in Form 25A.

(6) Lorsqu'un juge de paix décerne un mandat en vertu du présent article, il peut, lorsque l'infraction en est une mentionnée à l'alinéa *a*) ou *b*) du paragraphe (1) de l'article 439, autoriser la mise en liberté du prévenu en application de l'article 440 en inscrivant sur le mandat un visa selon la formule 25A.

Visa du mandat par le juge de paix

Justice to hear informant and witnesses

444E. (1) A justice who receives an information under section 444B shall

(*a*) hear and consider, *ex parte*,

(i) the allegations of the informant, and

(ii) the evidence of witnesses, where he considers it desirable or necessary to do so;

(*b*) where he considers that a case for so doing is made out, confirm the appearance notice, promise to appear or recognizance, as the case may be, and endorse the information accordingly; and

(*c*) where he considers that a case is not made out for the purposes of paragraph (*b*), cancel the appearance notice, promise to appear or recognizance, as the case may be, and cause the accused to be notified forthwith of such cancellation.

444E. (1) Un juge de paix qui reçoit une dénonciation en vertu de l'article 444B doit

a) entendre et examiner, *ex parte*,

(i) les allégations du dénonciateur, et

(ii) les dépositions des témoins, s'il l'estime opportun ou nécessaire;

b) lorsqu'il estime qu'on a démontré qu'il est justifié de le faire, confirmer la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement, selon le cas, et inscrire sur la dénonciation une mention à cet effet; et

c) lorsqu'il estime qu'on n'a pas démontré que l'application de l'alinéa *b*) est justifiée, annuler la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement, selon le cas, et faire notifier immédiatement cette annulation au prévenu.

Le juge de paix entend le dénonciateur et les témoins

Procedure when witnesses attend

(2) A justice who hears the evidence of a witness pursuant to subsection (1) shall

(*a*) take the evidence upon oath; and

(*b*) cause the evidence to be taken in accordance with section 453 in so far as that section is capable of being applied.

(2) Un juge de paix qui entend les dépositions d'un témoin en application du paragraphe (1), doit

a) recueillir les dépositions sous serment; et

b) faire recueillir les dépositions en conformité de l'article 453 dans la mesure où ledit article est susceptible d'application.

Procédure à suivre quand des témoins comparaissent

Summons

444F. (1) A summons issued under section 444D shall

(*a*) be directed to the accused;

(*b*) set out briefly the offence in respect of which the accused is charged; and

(*c*) require the accused to attend court at a time and place to be stated therein in order to be dealt with according to law.

Service on individual

(2) A summons shall be served by a peace officer who shall deliver it personally to the person to whom it is directed or, if that person cannot conveniently be found, shall leave it for him at his last or usual place of abode with some inmate thereof who appears to be at least sixteen years of age.

Proof of service

(3) Service of a summons may be proved by the oral evidence, given under oath, of the peace officer who served it or by his affidavit made before a justice.

Content of summons

(4) A summons shall set out therein the text of section 444G.

Attendance for purposes of *Identification of Criminals Act*

(5) A summons may, where the accused is alleged to have committed an indictable offence, require the accused to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, and a person so appearing is deemed, for the purposes only of that Act, to be in lawful custody charged with an indictable offence.

Failure to appear

444G. (1) An accused who is served with a summons issued under section 444D and who fails without lawful excuse, the proof of which lies upon him, to attend court in accordance with the summons is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Sommation

444F. (1) Une sommation décernée en vertu de l'article 444D doit

a) être adressée au prévenu;

b) énoncer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé; et

c) enjoindre au prévenu d'être présent à la cour aux temps et lieu y indiqués afin qu'il soit traité selon la loi.

Signification aux particuliers

(2) Une sommation doit être signifiée par un agent de la paix, qui doit la remettre personnellement à la personne à qui elle est adressée ou, si cette personne ne peut commodément être trouvée, la remettre pour elle à sa dernière ou habituelle résidence, entre les mains d'une personne qui l'habite et qui paraît être âgée d'au moins seize ans.

Preuve de la signification

(3) La signification d'une sommation peut être prouvée par le témoignage oral, donné sous serment, de l'agent de la paix qui l'a signifiée ou par affidavit souscrit par lui devant un juge de paix.

Contenu de la sommation

(4) Le texte de l'article 444G doit être reproduit dans une sommation.

Comparution aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*

(5) Une sommation peut, lorsqu'il est allégué que le prévenu a commis un acte criminel, enjoindre au prévenu de comparaître aux temps et lieu y indiqués, aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*, et une personne qui comparaît ainsi est censée, aux seules fins de cette loi, être une personne légalement sous garde qui est accusée d'un acte criminel.

Omission de comparaître

444G. (1) Un prévenu à qui est signifiée une sommation décernée en vertu de l'article 444D, et qui omet sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent à la cour en conformité de la sommation, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

Idem

(2) Where an accused who is required by a summons to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, does not appear at that time and place, a justice may issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged.

Idem

(2) Lorsqu'un prévenu à qui une sommation enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi indiqués, un juge de paix peut décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé.

Contents of warrant to arrest

444H. (1) A warrant issued under section 444D shall

(*a*) name or describe the accused,

(*b*) set out briefly the offence in respect of which the accused is charged, and

(*c*) order that the accused be arrested and that, unless he is sooner released under any other provision of this Part, he be brought before the justice who issued the warrant or before some other justice having jurisdiction in the same territorial division, to answer to the charge and to be further dealt with according to law.

Contenu du mandat d'arrestation

444H. (1) Un mandat décerné en vertu de l'article 444D doit

a) nommer ou décrire le prévenu,

b) indiquer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé, et

c) ordonner que le prévenu soit arrêté et que, à moins qu'il ne soit entretemps mis en liberté en vertu de quelque autre disposition de la présente Partie, il soit amené devant le juge de paix qui a décerné le mandat ou devant quelque autre juge de paix ayant juridiction dans la même circonscription territoriale, pour répondre à l'inculpation et être par ailleurs traité selon la loi.

No return day

(2) A warrant issued under section 444D remains in force until it is executed, and need not be made returnable at any particular time.

Aucun jour de rapport prescrit

(2) Un mandat décerné en vertu de l'article 444D demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit exécuté, et il n'est pas nécessaire d'en fixer le rapport à une date particulière.

Form

(3) A warrant issued under section 444D may be in Form 7.

Formule

(3) Un mandat décerné en vertu de l'article 444D, peut être rédigé selon la formule 7.

Certain actions not to preclude issue of warrant

444I. (1) A justice may, where he has reasonable and probable grounds to believe that it is necessary in the public interest to issue a warrant for the arrest of an accused, issue a warrant under section 444D for the arrest of the accused notwithstanding that

(*a*) an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge has been confirmed or cancelled under subsection (1) of section 444E;

Certaines mesures n'empêchent pas de décerner un mandat

444I. (1) Un juge de paix, lorsqu'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, de décerner un mandat pour l'arrestation d'un prévenu, peut décerner pour l'arrestation du prévenu un mandat en vertu de l'article 444D, même si

a) une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ont été confirmés ou annulés en vertu du paragraphe (1) de l'article 444E;

(*b*) a summons has previously been issued under subsection (4) of section 444D; or

(*c*) the accused has been released unconditionally or with the intention of compelling his appearance by way of summons.

Warrant in default of appearance

(2) Where

(*a*) service of a summons is proved and the accused fails to attend court in accordance with the summons,

(*b*) an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge has been confirmed under subsection (1) of section 444E and the accused fails to attend court in accordance therewith in order to be dealt with according to law, or

(*c*) it appears that a summons cannot be served because the accused is evading service,

a justice may issue a warrant in Form 8.

Formalities of warrant

444J. A warrant that is authorized by this Part shall be signed by a justice and may be directed

(*a*) to a peace officer by name;

(*b*) to a peace officer by name and all other peace officers within the territorial jurisdiction of the justice; or

(*c*) generally to all peace officers within the territorial jurisdiction of the justice.

Execution of warrant

445. (1) A warrant that is authorized by this Part may be executed by arresting the accused

(*a*) wherever he is found within the territorial jurisdiction of the justice by whom the warrant was issued; or

b) une sommation a antérieurement été décernée en vertu du paragraphe (4) de l'article 444D; ou

c) le prévenu a été mis en liberté inconditionnellement ou avec l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation.

Mandat à défaut de comparution

(2) Quand

a) la signification d'une sommation est prouvée et le prévenu omet d'être présent à la cour en conformité de la sommation,

b) une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ont été confirmés en vertu du paragraphe (1) de l'article 444E, et le prévenu omet d'être présent à la cour en conformité de la citation, de la promesse ou de l'engagement pour être traité selon la loi, ou

c) il paraît qu'une sommation ne peut être signifiée parce que le prévenu se soustrait à la signification,

un juge de paix peut décerner un mandat selon la formule 8.

Formalités relatives au mandat

444J. Un mandat qu'autorise la présente Partie doit être signé par un juge de paix et peut être adressé

a) à un agent de la paix nommément désigné;

b) à un agent de la paix nommément désigné et à tous les autres agents de la paix dans la juridiction territoriale du juge de paix; ou,

c) en général, à tous les agents de la paix dans la juridiction territoriale du juge de paix.

Exécution du mandat

445. (1) Un mandat qu'autorise la présente Partie peut être exécuté par l'arrestation du prévenu

a) en quelque lieu qu'il se trouve dans la juridiction territoriale du juge de paix qui a décerné le mandat; ou

(*b*) wherever he is found in Canada, in the case of fresh pursuit.

b) en quelque lieu qu'il se trouve au Canada, dans le cas d'une poursuite immédiate.

By whom warrant may be executed

(2) A warrant that is authorized by this Part may be executed by a person who is

(*a*) the peace officer named in the warrant, or

(*b*) one of the peace officers to whom it is directed,

whether or not the place in which the warrant is to be executed is within the territory for which the person is a peace officer.

(2) Un mandat qu'autorise la présente Partie peut être exécuté par une personne qui est

a) l'agent de la paix nommé dans le mandat, ou

b) un des agents de la paix à qui il est adressé,

que l'endroit où le mandat doit être exécuté soit ou non dans le territoire pour lequel cette personne est agent de la paix.

Qui peut exécuter le mandat

Warrant deemed to be executed

(3) Where an accused has been arrested with a warrant authorized by this Part and is released under paragraph (*d*) of subsection (1) of section 444, the warrant is deemed to have been duly executed.

(3) Lorsqu'un prévenu a été arrêté aux termes d'un mandat autorisé par la présente Partie et qu'il est mis en liberté en vertu de l'alinéa *d*) du paragraphe (1) de l'article 444, le mandat est censé avoir été dûment exécuté.

Cas où le mandat est censé avoir été exécuté

JUDICIAL INTERIM RELEASE

MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE PAR VOIE JUDICIAIRE

Release on undertaking

445A. (1) Where an accused is taken before a justice charged with an offence, other than an offence mentioned in section 464, the justice shall order that the accused be released upon his giving an undertaking without conditions, unless the prosecutor shows cause why the detention of the accused in custody is justified or why an order under any other provision of this section should be made.

445A. (1) Lorsqu'un prévenu est conduit devant un juge de paix sous l'inculpation d'une infraction autre qu'une infraction mentionnée à l'article 464, le juge de paix doit ordonner que le prévenu soit mis en liberté pourvu qu'il remette une promesse sans condition, à moins que le poursuivant n'invoque des motifs justifiant la détention du prévenu sous garde ou des motifs de rendre une ordonnance aux termes de quelque autre disposition du présent article.

Mise en liberté sur remise d'une promesse

Release on undertaking with conditions, etc.

(2) Where the justice does not make an order under subsection (1), he shall, unless the prosecutor shows cause why the detention of the accused is justified, order that the accused be released

(*a*) upon his giving an undertaking with such conditions as the justice directs,

(2) Lorsque le juge de paix ne rend pas une ordonnance en vertu du paragraphe (1), il doit, à moins que le poursuivant n'invoque des motifs justifiant la détention du prévenu sous garde, ordonner que le prévenu soit mis en liberté

a) pourvu qu'il remette une promesse assortie des conditions que le juge de paix fixe;

Mise en liberté sur remise d'une promesse assortie de conditions, etc.

(*b*) upon his entering into a recognizance before the justice, without sureties, in such amount and with such conditions, if any, as the justice directs but without deposit of money or other valuable security,

(*c*) upon his entering into a recognizance before the justice with sureties in such amount and with such conditions, if any, as the justice directs but without deposit of money or other valuable security, or

(*d*) if the accused is not ordinarily resident in the province in which he is in custody, upon his entering into a recognizance before the justice with or without sureties in such amount and with such conditions, if any, as the justice directs, and upon his depositing with the justice such sum of money or other valuable security as the justice directs.

Idem

(3) The justice shall not make an order under any of paragraphs (*b*) to (*d*) of subsection (2) unless the prosecutor shows cause why an order under the immediately preceding paragraph should not be made.

Conditions authorized

(4) The justice may direct as conditions under subsection (2) that the accused shall do any one or more of the following things as specified in the order, namely:

(*a*) report at times to be stated in the order to a peace office or other person designated in the order;

(*b*) remain within a territorial jurisdiction specified in the order;

(*c*) notify the peace officer or other person designated under paragraph (*a*) of any change in his address or his employment or occupation;

(*d*) abstain from communicating with any witness or other person expressly named in the order unless he has given to the justice and the prosecutor at least twenty-four hours notice in writing of his intention to communicate with that person;

b) pourvu qu'il contracte devant le juge de paix, sans cautions, un engagement dont le montant et les conditions, s'il en est, sont fixés par le juge de paix, mais sans dépôt d'argent ni d'autre valeur;

c) pourvu qu'il contracte devant le juge de paix, avec cautions, un engagement dont le montant et les conditions, s'il en est, sont fixés par le juge de paix, mais sans dépôt d'argent ni d'autre valeur, ou,

d) si le prévenu ne réside pas ordinairement dans la province où il est sous garde, pourvu qu'il contracte devant le juge de paix, avec ou sans cautions, un engagement dont le montant et les conditions, s'il en est, sont fixés par le juge de paix, et qu'il dépose auprès du juge de paix la somme d'argent ou autre valeur que le juge de paix fixe.

Idem

(3) Le juge de paix ne doit pas rendre d'ordonnance aux termes de l'un quelconque des alinéas *b*) à *d*) du paragraphe (2), à moins que le poursuivant n'invoque des motifs de ne pas rendre une ordonnance aux termes de l'alinéa précédant immédiatement.

Conditions autorisées

(4) Le juge de paix peut ordonner, comme conditions aux termes du paragraphe (2), que le prévenu fasse celle ou celles des choses suivantes que spécifie l'ordonnance, à savoir:

a) se présenter, aux moments indiqués dans l'ordonnance, à un agent de la paix ou à une autre personne désignés dans l'ordonnance;

b) rester dans la juridiction territoriale spécifiée dans l'ordonnance;

c) notifier à l'agent de la paix ou autre personne désignés en vertu de l'alinéa *a*) tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;

d) s'abstenir de communiquer avec quelque témoin ou autre personne expressément nommés dans l'ordonnance, à moins qu'il n'ait donné au juge de paix et au poursuivant un préavis écrit d'au moins vingt-quatre heures de son intention de communiquer avec cette personne;

(*e*) where the accused is the holder of a passport, deposit his passport as specified in the order; and

(*f*) comply with such other reasonable conditions specified in the order as the justice considers desirable.

Detention in custody

(5) Where the prosecutor shows cause why the detention of the accused in custody is justified, the justice shall order that the accused be detained in custody until he is dealt with according to law and shall include in the record a statement of his reasons for making the order.

Sufficiency of record

(6) For the purposes of subsection (5), it is sufficient if a record is made of the reasons in accordance with the provisions of Part XV relating to the taking of evidence at preliminary inquiries.

Justification for detention in custody

(7) For the purposes of this section, the detention of an accused in custody is justified only on either of the following grounds, namely:

(*a*) on the primary ground (the applicability of which in the case of the accused shall be determined before any evidence is led by the prosecutor to establish justification of his detention on the secondary ground referred to in paragraph (*b*)) that the detention of the accused is necessary to ensure his attendance in court in order to be dealt with according to law; or

(*b*) on the secondary ground (the applicability of which in the case of the accused may be established only in the event that and after it is determined that his detention is not justified on the primary ground referred to in paragraph (*a*)) that having regard to all circumstances that appear to be relevant, including any substantial likelihood that the accused will, if he is released from custody, commit a criminal offence involving serious harm or an interference with the administration of justice, the detention of the accused is necessary in the public interest or for the protection or safety of the public.

e) lorsque le prévenu est détenteur d'un passeport, déposer son passeport ainsi que le spécifie l'ordonnance; et

f) observer telles autres conditions raisonnables, spécifiées dans l'ordonnance, que le juge de paix estime opportunes.

Détention

(5) Lorsque le poursuivant invoque des motifs justifiant la détention du prévenu sous garde, le juge de paix doit ordonner que le prévenu soit détenu sous garde jusqu'à ce qu'il soit traité selon la loi et verser au dossier un exposé des raisons qui ont motivé son ordonnance.

Exposé suffisant

(6) Aux fins du paragraphe (5), il est suffisant de consigner les raisons en conformité des dispositions de la Partie XV ayant trait à la manière de recueillir les témoignages lors des enquêtes préliminaires.

Motifs justifiant la détention

(7) Aux fins du présent article, la détention d'un prévenu sous garde n'est justifiée que pour l'un ou l'autre des motifs suivants, à savoir:

a) pour le motif principal (il doit être décidé si ce motif vaut dans le cas du prévenu avant que le poursuivant ne présente de preuve tendant à justifier sa détention pour le motif secondaire mentionné à l'alinéa *b*)) que la détention est nécessaire pour assurer sa présence à la cour afin qu'il soit traité selon la loi; ou

b) pour le motif secondaire (la validité de ce motif dans le cas du prévenu ne peut être établie que, d'une part, s'il est déterminé que sa détention n'est pas justifiée pour le motif principal mentionné à l'alinéa *a*) et, d'autre part, après que ce fait est déterminé) que, compte tenu de toutes les circonstances qui paraissent pertinentes, y compris toute probabilité marquée que le prévenu, s'il est mis en liberté, commettra une infraction criminelle entraînant un préjudice grave ou nuisant à l'administration de la justice, la détention du prévenu est nécessaire dans l'intérêt public ou pour la protection ou la sécurité du public.

Remand in custody

445B. Where an accused has been taken before a justice charged with an offence, other than an offence mentioned in section 445H, and has not been released, the justice before whom he was taken shall remand him to custody in prison, by warrant in Form 17.

Renvoi sous garde

445B. Lorsqu'un prévenu a été conduit devant un juge de paix sous l'inculpation d'une infraction autre qu'une infraction mentionnée à l'article 445H, et n'a pas été mis en liberté, le juge de paix devant qui il a été conduit doit le renvoyer à la détention dans une prison, par mandat selon la formule 17.

Order directing evidence not to be published for specified period

445C. (1) Where the prosecutor intends to show cause under subsection (1) of section 445A, he shall so state to the justice and the justice may, before or at any time during the course of the proceedings under that section, make an order directing that the evidence taken at the proceedings shall not be published in any newspaper or broadcast before such time as,

(*a*) if a preliminary inquiry is held, the accused in respect of whom the proceedings are held is discharged, or

(*b*) if the accused in respect of whom the proceedings are held is tried or committed for trial, the trial is ended.

Ordonnance enjoignant de ne pas publier la preuve pendant une période spécifiée

445C. (1) Lorsque le poursuivant a l'intention d'invoquer des motifs aux termes du paragraphe (1) de l'article 445A, il doit le déclarer au juge de paix et le juge de paix peut, avant le début des procédures en vertu de cet article ou à tout moment au cours de celles-ci, rendre une ordonnance enjoignant que la preuve recueillie au cours des procédures, ne soit publiée dans aucun journal ni radiodiffusée,

a) si une enquête préliminaire est tenue, tant que le prévenu auquel se rapportent les procédures n'aura pas été libéré, ou,

b) si le prévenu auquel se rapportent les procédures est jugé ou renvoyé pour subir son procès, tant que le procès n'aura pas pris fin.

Failure to comply

(2) Every one who fails without lawful excuse, the proof of which lies upon him, to comply with an order made under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Omission de se conformer

(2) Quiconque, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, omet de se conformer à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

"Newspaper" defined

(3) In this section, "newspaper" has the same meaning as it has in sections 248 to 267 by virtue of section 247.

Définition de «journal»

(3) Au présent article, «journal» a le sens donné à ce mot, en vertu de l'article 247, dans les articles 248 à 267.

Inquiries to be made by justice and evidence

445D. In any proceedings under section 445A,

(*a*) the justice may, subject to paragraph (*b*), make such inquiries of and concerning the accused as he considers desirable;

(*b*) the accused shall not be examined or cross-examined by any person as to the offence with which he is charged, and no inquiry shall be made of him as to that offence;

(*c*) the prosecutor may, in addition to any other relevant evidence, lead evidence to prove that

Enquêtes devant être faites par le juge de paix; preuve

445D. Dans toutes procédures en vertu de l'article 445A,

a) le juge de paix peut, sous réserve de l'alinéa *b*), faire, auprès du prévenu ou à son sujet, les enquêtes qu'il estime opportunes;

b) le prévenu ne doit pas être interrogé ni contre-interrogé par qui que ce soit, quant à l'infraction dont il est inculpé, et aucune enquête ne doit être faite auprès de lui quant à cette infraction;

c) le poursuivant peut, en sus de toute autre preuve pertinente, poser des

(i) the accused has previously been convicted of a criminal offence,

(ii) the accused has been charged with and is waiting trial on another criminal offence, or

(iii) the accused has previously committed an offence under section 125, 443 or 444G,

but no order under subsection (5) of section 445A shall be made by the justice by reason only of the proof of any matter referred to in subparagraph (i), (ii) or (iii) of this paragraph.

questions tendancieuses en vue d'établir

(i) que le prévenu a antérieurement été déclaré coupable d'une infraction criminelle,

(ii) que le prévenu a été inculpé d'une autre infraction criminelle et attend son procès à cet égard, ou

(iii) que le prévenu a antérieurement commis une infraction en vertu de l'article 125, 443 ou 444G,

mais aucune ordonnance en vertu du paragraphe (5) de l'article 445A ne doit être rendue par le juge de paix en raison seulement de la preuve d'un fait mentionné au sous-alinéa (i), (ii) ou (iii) du présent alinéa.

Release

445E. Where a justice makes an order under subsection (1) or (2) of section 445A,

(*a*) the justice,

(*b*) another justice having jurisdiction, or

(*c*) if so authorized by a justice referred to in paragraph (*a*) or (*b*), the person having custody of the accused,

shall, where the accused complies with that order, direct that the accused be forthwith released, or forthwith release the accused, as the case may be.

Mise en liberté

445E. Lorsqu'un juge de paix rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) ou (2) de l'article 445A,

a) le juge de paix,

b) un autre juge de paix ayant juridiction, ou,

c) si elle y est autorisée par un juge de paix mentionné à l'alinéa *a*) ou *b*), la personne ayant la garde du prévenu,

doit, lorsque le prévenu se conforme à cette ordonnance, ordonner que le prévenu soit immédiatement mis en liberté, ou le mettre en liberté immédiatement, selon le cas.

Review of order of justice

445F. (1) Where a justice makes an order under subsection (2) or (5) of section 445A, the accused may, at any time before the trial of the charge, apply to a judge for a review of the order made by the justice.

Examen de l'ordonnance du juge de paix

445F. (1) Lorsqu'un juge de paix rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) ou (5) de l'article 445A, le prévenu peut, à tout moment avant le procès sur l'inculpation, demander à un juge l'examen de l'ordonnance rendue par le juge de paix.

Notice to prosecutor

(2) An application under this section shall not, unless the prosecutor otherwise consents in writing, be heard by a judge unless the accused has given to the prosecutor at least two clear days' notice in writing of the application.

Avis au poursuivant

(2) Une demande en vertu du présent article ne doit pas, sauf si le poursuivant y consent par écrit, être entendue par un juge, à moins que le prévenu n'ait donné un préavis de la demande de deux jours francs au moins, par écrit, au poursuivant.

Evidence and powers of judge on review

(3) Upon the hearing of an application under this section, the judge may consider

Preuve et pouvoirs du juge lors de l'examen

(3) Lors de l'audition d'une demande en vertu du présent article, le juge peut examiner

(*a*) the transcript, if any, of the evidence of any witnesses heard by the justice,

(*b*) the exhibits, if any, filed in the proceedings before the justice, and

(*c*) such additional evidence or exhibits as may be tendered by the accused or the prosecutor,

and shall either

(*d*) dismiss the application, or

(*e*) allow the application, vacate the order previously made by the justice and make any other order provided for in section 445A, other than an order provided for in subsection (5) of that section, that he considers to be warranted.

Accused to be present

(4) The accused shall be present at the hearing of an application under this section and, where the accused is in custody, the judge may order, in writing, the person having the custody of the accused to bring him before the court.

Limitation of further applications

(5) Where an application under this section or section 445G has been heard, a further or other application under this section or section 445G shall not be made with respect to that same accused, except with leave of a judge, prior to the expiration of thirty days from the date of the decision of the judge who heard the previous application.

Review of order of justice

445G. (1) Where a justice makes an order under subsection (1) or (2) of section 445A, the prosecutor may, at any time before the trial of the charge, apply to a judge for a review of the order made by the justice.

Notice to accused

(2) An application under this section shall not be heard by a judge unless the prosecutor has given to the accused at least two clear days' notice in writing of the application.

a) la transcription, s'il en est, des dépositions de tous témoins entendus par le juge de paix,

b) les pièces, s'il en est, déposées au cours des procédures devant le juge de paix, et

c) les autres preuves ou pièces que le prévenu ou le poursuivant peuvent présenter,

et il doit

d) soit rejeter la demande,

e) soit accueillir la demande, annuler l'ordonnance antérieurement rendue par le juge de paix et rendre telle autre ordonnance prévue à l'article 445A, sauf une ordonnance prévue au paragraphe (5) dudit article, qu'il estime justifiée.

Le prévenu doit être présent

(4) Le prévenu doit être présent à l'audition d'une demande en vertu du présent article et, lorsque le prévenu est sous garde, le juge peut ordonner, par écrit, à la personne ayant la garde du prévenu, de l'amener devant la cour.

Limitation des demandes subséquentes

(5) Lorsqu'une demande en vertu du présent article ou de l'article 445G a été entendue, il ne doit pas être fait de nouvelle demande ou d'autre demande en vertu du présent article ou de l'article 445G relativement au même prévenu, sauf avec l'autorisation d'un juge, avant l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de la décision du juge qui a entendu la demande précédente.

Examen de l'ordonnance du juge de paix

445G. (1) Lorsqu'un juge de paix rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1) ou (2) de l'article 445A, le poursuivant peut, à tout moment avant le procès sur l'inculpation, demander à un juge l'examen de l'ordonnance rendue par le juge de paix.

Avis au prévenu

(2) Une demande en vertu du présent article ne doit pas être entendue par un juge à moins que le poursuivant n'ait donné un préavis de la demande de deux jours francs au moins, par écrit, au prévenu.

Evidence and powers of judge on review

(3) Upon the hearing of an application under this section the judge may consider

(*a*) the transcript, if any, of the evidence of any witnesses heard by the justice,

(*b*) the exhibits, if any, filed in the proceedings before the justice, and

(*c*) such additional evidence or exhibits as may be tendered by the prosecutor or the accused,

and shall either

(*d*) dismiss the application, or

(*e*) allow the application, vacate the order previously made by the justice and make any other order provided for in section 445A that he considers to be warranted.

Preuve et pouvoirs du juge lors de l'examen

(3) Lors de l'audition d'une demande en vertu du présent article, le juge peut examiner

a) la transcription, s'il en est, des dépositions de tous témoins entendus par le juge de paix,

b) les pièces, s'il en est, déposées au cours des procédures devant le juge de paix, et

c) les autres preuves ou pièces que le poursuivant ou le prévenu peuvent présenter,

et il doit

d) soit rejeter la demande,

e) soit accueillir la demande, annuler l'ordonnance antérieurement rendue par le juge de paix et rendre telle autre ordonnance prévue à l'article 445A qu'il estime justifiée.

Accused to be present

(4) The accused shall be present at the hearing of an application under this section and, where the accused is in custody, the judge may order, in writing, the person having the custody of the accused to bring him before the court.

Le prévenu doit être présent

(4) Le prévenu doit être présent à l'audition d'une demande en vertu du présent article et, lorsque le prévenu est sous garde, le juge peut ordonner, par écrit, à la personne ayant la garde du prévenu, de l'amener devant la cour.

Limitation of further applications

(5) Where an application under this section or section 445F has been heard, a further or other application under this section or section 445F shall not be made with respect to the same accused, except with leave of a judge, prior to the expiration of thirty days from the date of the decision of the judge who heard the previous application.

Limitation des demandes subséquentes

(5) Lorsqu'une demande en vertu du présent article ou de l'article 445F a été entendue, il ne doit pas être fait de nouvelle demande ou d'autre demande en vertu du présent article ou de l'article 445F relativement au même prévenu, sauf avec l'autorisation d'un juge, avant l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de la décision du juge qui a entendu la demande précédente.

Interim release by judge only

445H. (1) Notwithstanding anything in this Act, where an accused is charged with an offence punishable by death, an offence under sections 50 to 53 or non-capital murder, no court, judge or justice, other than a judge of or a judge presiding in a superior court of criminal jurisdiction for the province in which the accused is so charged, may release the accused before or after commital for trial.

Mise en liberté provisoire par un juge

445H. (1) Nonobstant toute disposition de la présente loi, lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction punissable de mort, d'une infraction visée par les articles 50 à 53, ou d'un meurtre non qualifié, aucun tribunal, juge ou juge de paix, autre qu'un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou un juge présidant une telle cour, pour la province où le prévenu est ainsi inculpé, ne peut mettre le prévenu en liberté avant ni après le renvoi aux fins de procès.

Order of judge

(2) A judge of or a judge presiding in a superior court of criminal jurisdiction for the province in which an accused is charged with an offence mentioned in subsection (1) may, unless the prosecutor shows cause why the detention of the accused in custody is justified within the meaning of subsection (7) of section 445A, order that the accused be released upon his giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs (*a*) to (*d*) of subsection (2) of section 445A, with such conditions described in subsection (4) of that section as the judge considers desirable; and any order so made is not subject to review, except as provided in section 587A.

Ordonnance du juge

(2) Un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou un juge présidant une telle cour, pour la province où un prévenu est inculpé d'une infraction mentionnée au paragraphe (1), peut, à moins que le poursuivant n'invoque des motifs justifiant la détention du prévenu sous garde au sens du paragraphe (7) de l'article 445A, ordonner que le prévenu soit mis en liberté pourvu qu'il remette une promesse ou contracte un engagement visés à l'un quelconque des alinéas *a*) à *d*) du paragraphe (2) de l'article 445A et assortis des conditions visées au paragraphe (4) de cet article que le juge estime opportunes; et aucune ordonnance ainsi rendue n'est susceptible de revision, sauf ainsi que le prévoit l'article 587A.

Order directing evidence not to be published for specified period

(3) Where, on an application for an order under subsection (2), the prosecutor intends to show cause why the accused should be detained in custody, the judge may make an order described in subsection (1) of section 445C and the provisions of that section apply *mutatis mutandis* to any order so made.

Ordonnance enjoignant de ne pas publier la preuve pendant une période spécifiée

(3) Lorsque, sur une demande d'ordonnance en vertu du paragraphe (2), le poursuivant a l'intention d'invoquer des motifs de détenir le prévenu sous garde, le juge peut rendre une ordonnance décrite au paragraphe (1) de l'article 445C, et les dispositions de cet article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toute ordonnance ainsi rendue.

Application of sections 445D and 445E

(4) The provisions of sections 445D and 445E apply *mutatis mutandis* in respect of an application for an order under subsection (2) and where such an order is made.

Application des articles 445D et 445E

(4) Les dispositions des articles 445D et 445E s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'égard d'une demande d'ordonnance en vertu du paragraphe (2) et lorsqu'une telle ordonnance est rendue.

Period for which appearance notice etc., continues in force

445I. Where an accused has not been taken into custody or has been released from custody under or by virtue of any provision of this Part, the appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance issued to or given or entered into by him continues in force, subject to its terms,

(*a*) where the accused was released from custody pursuant to an order of a judge made under subsection (2) of section 445H, until his trial is completed, or

Période de validité de la citation à comparaître, etc.

445I. Lorsqu'un prévenu n'a pas été mis sous garde ou a été mis en liberté aux termes ou en vertu d'une autre disposition de la présente Partie, la sommation ou citation à comparaître à lui délivrée, la promesse de comparaître ou promesse remise par lui ou l'engagement contracté par lui, demeure en vigueur, sous réserve de ses termes,

a) lorsque le prévenu a été mis en liberté en application d'une ordonnance d'un juge rendue en vertu du paragraphe (2) de l'article 445H, tant que son procès n'a pas pris fin, ou,

(*b*) in any other case,

(i) until his trial is completed, and

(ii) where the accused is convicted at his trial, until he is sentenced or a disposition in respect of him is made under paragraph (*a*) of subsection (1) of section 638 unless, at the time he is convicted, the court, judge or justice orders that the accused be taken into custody pending such sentence or disposition.

ARREST OF ACCUSED ON INTERIM RELEASE

Issue of warrant for arrest of accused

445J. (1) Where a justice is satisfied that there are reasonable and probable grounds to believe that an accused

(*a*) has violated or is about to violate the promise to appear, undertaking or recognizance upon which he has been released, or

(*b*) has, after his release from custody on a promise to appear, undertaking or recognizance, committed an indictable offence,

he may issue a warrant in Form 8A for the arrest of the accused.

Arrest of accused without warrant

(2) Notwithstanding anything in this Act, a peace officer who has reasonable and probable grounds to believe that an accused

(*a*) has violated or is about to violate the promise to appear, undertaking or recognizance upon which he has been released, or

(*b*) has, after his release from custody on a promise to appear, undertaking or recognizance, committed an indictable offence,

may arrest the accused without warrant.

b) dans tout autre cas, tant que

(i) son procès n'a pas pris fin, et que,

(ii) lorsque le prévenu est déclaré coupable à son procès, sa sentence n'a pas été prononcée ou une décision n'a pas été rendue à son égard en vertu de l'alinéa *a*) du paragraphe (1) de l'article 638, à moins que, au moment où il est déclaré coupable, la cour, le juge ou le juge de paix n'ordonne que le prévenu soit mis sous garde en attendant cette sentence ou cette décision.

ARRESTATION D'UN PRÉVENU EN LIBERTÉ PROVISOIRE

Mandat décerné pour l'arrestation d'un prévenu

445J. (1) Lorsqu'un juge de paix est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un prévenu

a) a violé ou est sur le point de violer la promesse de comparaître, la promesse ou l'engagement en raison duquel ou de laquelle il a été mis en liberté, ou

b) a commis un acte criminel, après avoir été mis en liberté sur promesse de comparaître, promesse ou engagement,

il peut décerner un mandat selon la formule 8A pour l'arrestation du prévenu.

Arrestation, sans mandat, du prévenu

(2) Nonobstant toute disposition de la présente loi, un agent de la paix qui a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un prévenu

a) a violé ou est sur le point de violer la promesse de comparaître, la promesse ou l'engagement en raison duquel ou de laquelle il a été mis en liberté, ou

b) a commis un acte criminel, après avoir été mis en liberté sur promesse de comparaître, promesse ou engagement,

il peut arrêter le prévenu sans mandat.

Hearing

(3) Where an accused who has been arrested with a warrant issued under subsection (1), or who has been arrested under subsection (2), is taken before a justice, the justice shall

(*a*) where the accused was released from custody pursuant to an order made under subsection (2) of section 445H by a judge of the superior court of criminal jurisdiction of any province, order that the accused be taken before a judge of that court, or

(*b*) in any other case, hear the prosecutor and his witnesses, if any, and the accused and his witnesses, if any.

Hearing by judge

(4) A judge before whom an accused is taken pursuant to an order of a justice under paragraph (*a*) of subsection (3) shall hear the prosecutor and his witnesses, if any, and the accused and his witnesses, if any, and thereafter may make any order that to him seems proper in the circumstances.

Powers of justice after hearing

(5) Where the justice before whom an accused described in subsection (3) is taken, other than an accused to whom paragraph (*a*) of that subsection applies, finds

(*a*) that the accused has violated or had been about to violate his promise to appear, undertaking or recognizance, or

(*b*) that there are reasonable and probable grounds to believe that the accused has, after his release from custody on a promise to appear, undertaking or recognizance, committed an indictable offence,

he may cancel the promise to appear, undertaking or recognizance and either

Audition

(3) Lorsqu'un prévenu qui a été arrêté aux termes d'un mandat décerné en vertu du paragraphe (1), ou qui a été arrêté en vertu du paragraphe (2), est conduit devant un juge de paix, le juge de paix doit,

a) lorsque le prévenu a été mis en liberté en application d'une ordonnance rendue, par un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle d'une province, en vertu du paragraphe (2) de l'article 445H, ordonner que le prévenu soit conduit devant un juge de cette cour, ou,

b) dans tout autre cas, entendre le poursuivant et ses témoins, s'il en est, ainsi que le prévenu et ses témoins, s'il en est.

Audition par le juge

(4) Un juge devant qui un prévenu est conduit en application d'une ordonnance d'un juge de paix en vertu de l'alinéa *a*) du paragraphe (3) doit entendre le poursuivant et ses témoins, s'il en est, ainsi que le prévenu et ses témoins, s'il en est, et il peut dès lors rendre toute ordonnance qui lui semble convenir dans les circonstances.

Pouvoirs du juge de paix après l'audition

(5) Lorsque le juge de paix devant qui est conduit un prévenu visé au paragraphe (3) qui n'est pas un prévenu auquel s'applique l'alinéa *a*) de ce paragraphe, conclut

a) que le prévenu a violé ou était sur le point de violer sa promesse de comparaître, sa promesse ou son engagement, ou

b) qu'il y a des motifs raisonnables et probables de croire que le prévenu a commis un acte criminel, après avoir été mis en liberté sur promesse de comparaître, promesse ou engagement,

il peut annuler la promesse de comparaître, la promesse ou l'engagement et

(*c*) order that the accused be released upon his giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs (*a*) to (*d*) of subsection (2) of section 445A, with such conditions or additional conditions described in subsection (4) of that section as the justice considers desirable, or

(*d*) where the prosecutor shows cause why the detention of the accused in custody is justified within the meaning of subsection (7) of section 445A, order that the accused be detained in custody until he is dealt with according to law.

c) soit ordonner que le prévenu soit mis en liberté pourvu qu'il remette une promesse ou contracte un engagement décrits dans l'un quelconque des alinéas *a*) à *d*) du paragraphe (2) de l'article 445A, assortis des conditions supplémentaires décrites au paragraphe (4) de cet article que le juge de paix estime opportunes,

d) soit, lorsque le poursuivant invoque des motifs justifiant la détention du prévenu sous garde au sens du paragraphe (7) de l'article 445A, ordonner que le prévenu soit détenu sous garde jusqu'à ce qu'il soit traité selon la loi.

Reasons to be stated for order of detention

(6) Where the justice makes an order under paragraph (*d*) of subsection (5), he shall include in the record a statement of his reasons for making the order, and subsection (6) of section 445A is applicable *mutatis mutandis* in respect thereof.

(6) Lorsque le juge de paix rend une ordonnance en vertu de l'alinéa *d*) du paragraphe (5), il doit verser au dossier un exposé des raisons qui ont motivé son ordonnance, et le paragraphe (6) de l'article 445A est applicable, *mutatis mutandis*, à cet égard.

Les raisons motivant l'ordonnance de détention doivent être indiquées

Where justice to order that accused be released

(7) Where the justice does not make a finding under paragraph (*a*) or (*b*) of subsection (5), he shall order that the accused be released from custody.

(7) Lorsque le juge de paix ne conclut pas ainsi que le prévoit l'alinéa *a*) ou *b*) du paragraphe (5), il doit ordonner que le prévenu soit mis en liberté.

Cas où le juge de paix doit ordonner de mettre le prévenu en liberté

Certain provisions applicable to order under this section

(8) Section 445F applies in respect of any order made under subsection (5) as though the order were an order made by a justice under subsection (2) or (5) of section 445A, and section 445G applies in respect of any order made under subsection (5) as though the order were an order made by a justice under subsection (2) of section 445A.

(8) L'article 445F s'applique à l'égard de toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe (5) comme si elle était une ordonnance rendue par un juge de paix en vertu du paragraphe (2) ou (5) de l'article 445A, et l'article 445G s'applique à l'égard de toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe (5) comme si elle était une ordonnance rendue par un juge de paix en vertu du paragraphe (2) de l'article 445A.

Certaines dispositions sont applicables à une ordonnance rendue en vertu du présent article

REVIEW OF DETENTION WHERE TRIAL DELAYED

EXAMEN DE LA DÉTENTION QUAND LE PROCÈS EST RETARDÉ

Time for application to judge of superior court

445K. (1) Where an accused has been detained in custody for the purpose only of ensuring his attendance at the trial of the charge in respect of which he is in custody and the trial of that charge has not commenced

445K. (1) Lorsqu'un prévenu a été détenu sous garde à la seule fin d'assurer sa présence au procès sur l'inculpation pour laquelle il est sous garde, et que le procès sur cette inculpation n'est pas commencé,

Délai dans lequel une demande est faite à un juge d'une cour supérieure

(*a*) in the case of an indictable offence other than an offence mentioned in section 445H, within ninety days from

(i) the day on which the accused was taken before a justice under section 444, or

(ii) where an order that the accused be detained in custody has been made under section 445G or 445J, the day on which he was taken into custody under that order, or

(*b*) in the case of an offence for which the accused is being prosecuted in proceedings by way of summary conviction, within thirty days from

(i) the day on which the accused was taken before a justice under subsection (1) of section 444, or

(ii) where an order that the accused be detained in custody has been made under section 445G or 445J, the day on which he was taken into custody under that order

the person having the custody of the accused shall, forthwith upon the expiration of those ninety or thirty days, as the case may be, apply to a judge of the superior court of criminal jurisdiction in the province in which the accused is being detained, to fix a date for a hearing to determine whether or not the accused should be released from custody.

Notice of hearing

(2) Upon receiving an application under subsection (1), the judge shall fix a date for the hearing described therein of the question and direct that notice of the hearing be given to such persons, including the prosecutor and the accused, and in such manner as the judge may specify.

a) dans le cas d'un acte criminel autre qu'une infraction mentionnée à l'article 445H, dans les quatre-vingt-dix jours

(i) à partir du jour où le prévenu a été conduit devant un juge de paix en vertu de l'article 444, ou,

(ii) lorsqu'une ordonnance enjoignant de détenir le prévenu sous garde a été rendue en vertu de l'article 445G ou 445J, à partir du jour où il a été mis sous garde en vertu de cette ordonnance, ou,

b) dans le cas d'une infraction pour laquelle le prévenu est poursuivi dans des procédures par voie de déclaration sommaire de culpabilité, dans les trente jours

(i) à partir du jour où le prévenu a été conduit devant un juge de paix en vertu du paragraphe (1) de l'article 444, ou,

(ii) lorsqu'une ordonnance enjoignant de détenir le prévenu sous garde a été rendue en vertu de l'article 445G ou 445J, à partir du jour où il a été mis sous garde en vertu de cette ordonnance,

la personne ayant la garde du prévenu doit, dès l'expiration de ces quatre-vingt-dix jours ou trente jours, selon le cas, demander à un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle dans la province dans laquelle le prévenu est détenu de fixer une date pour une audition aux fins de déterminer si le prévenu devrait être mis en liberté ou non.

Avis d'audition

(2) Sur réception d'une demande en vertu du paragraphe (1) le juge doit fixer une date pour l'audition de la question qui y est visée et ordonner qu'avis de l'audition soit donné à telles personnes, y compris le poursuivant et le prévenu, et de telle manière que le juge peut spécifier.

Matters to be considered on hearing

(3) Upon the hearing described in subsection (1), the judge may, in deciding whether or not the accused should be released from custody, take into consideration whether the prosecutor or the accused has been responsible for any unreasonable delay in the trial of the charge.

Questions à examiner lors de l'audition

(3) Lors de l'audition visée au paragraphe (1), le juge peut, pour décider si le prévenu devrait être mis en liberté ou non, prendre en considération le fait que le poursuivant ou le prévenu a été responsable ou non de tout délai déraisonnable dans le procès sur l'inculpation.

Order

(4) If, following the hearing described in subsection (1), the judge is not satisfied that the continued detention of the accused in custody is justified within the meaning of subsection (7) of section 445A, he shall order that the accused be released from custody pending the trial of the charge,

(*a*) upon his giving an undertaking with such conditions as the judge directs, or

(*b*) upon his entering into a recognizance before the judge without sureties in such amount and with such conditions, if any, as the judge directs, but without deposit of money or other valuable security.

Ordonnance

(4) Si, à la suite de l'audition visée au paragraphe (1), le juge n'est pas convaincu que la continuation de la détention du prévenu sous garde est justifiée au sens du paragraphe (7) de l'article 445A, il doit ordonner que le prévenu soit mis en liberté en attendant le procès sur l'inculpation,

a) pourvu qu'il remette une promesse dont les conditions sont fixées par le juge, ou

b) pourvu qu'il contracte devant le juge, sans caution, un engagement dont le montant et les conditions, s'il en est, sont fixés par le juge, mais sans dépôt d'argent ni d'autre valeur.

Arrest of accused without warrant

(5) A peace officer who has reasonable and probable grounds to believe that an accused who has been released from custody under subsection (4) has violated or is about to violate the undertaking or recognizance upon which he was released, may arrest the accused without warrant and take him or cause him to be taken before a judge of the superior court of criminal jurisdiction in the province where the order for his release was made.

Arrestation, sans mandat, du prévenu

(5) Un agent de la paix qui a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un prévenu qui a été mis en liberté en vertu du paragraphe (4) a violé ou est sur le point de violer la promesse ou l'engagement en raison duquel ou de laquelle il a été mis en liberté, peut arrêter le prévenu sans mandat et le conduire ou le faire conduire devant un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle dans la province où a été rendue l'ordonnance pour sa mise en liberté.

Issue of warrant for arrest or order

(6) Where an accused has been released under subsection (4), a judge of the superior court of criminal jurisdiction in the province where the order for his release was made may,

Mandat d'arrestation décerné, ou ordonnance rendue

(6) Lorsqu'un prévenu a été mis en liberté en vertu du paragraphe (4) un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle dans la province où l'ordonnance pour sa mise en liberté a été rendue peut,

(*a*) at any time, if the prosecutor shows cause why the detention of the accused in custody pending the trial of the charge in respect of which he was previously in custody is justified within the meaning of subsection (7) of section 445A, or

(*b*) if the accused is brought before him pursuant to subsection (5),

cancel the order made under subsection (4) and either issue a warrant in Form 8B for the arrest of the accused and his detention in custody pending his trial, or order that the accused be again detained in custody pending his trial, as the case may be.

Directions for expediting trial

(7) Where the judge does not make an order under subsection (4) or where, under subsection (6), the judge cancels an order made under subsection (4), he may give such directions as he thinks necessary for expediting the trial of the accused.

No application by way of *habeas corpus*

"445L. No application may be made by way of *habeas corpus* for the purpose of obtaining the making of any order under this Part or section 587 or 587A relating to interim release or for the purpose of reviewing or varying any decision made thereunder relating to interim release or detention."

6. (1) Paragraph (*a*) of section 451 of the said Act is repealed.

(2) Subparagraph (i) of paragraph (*b*) of section 451 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) is not in custody and he and the prosecutor consent to the proposed adjournment, or"

(3) Paragraphs (*c*) and (*d*) of section 451 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

a) à tout moment, si le poursuivant invoque des motifs justifiant, au sens du paragraphe (7) de l'article 445A, la détention du prévenu sous garde en attendant le procès sur l'inculpation pour laquelle il était auparavant sous garde, ou,

b) si le prévenu est amené devant lui en application du paragraphe (5),

annuler l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (4) et, soit décerner un mandat selon la formule 8B pour l'arrestation du prévenu et sa détention sous garde en attendant son procès, soit ordonner que le prévenu soit de nouveau détenu sous garde en attendant son procès, selon le cas.

Instructions en vue de hâter le procès

(7) Lorsque le juge ne rend pas une ordonnance prévue par le paragraphe (4) ou lorsque, en vertu du paragraphe (6), le juge annule une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (4), il peut donner les instructions qu'il estime nécessaires pour hâter le procès du prévenu.

Pas de demande par voie d'*habeas corpus*

«445L. Il ne peut être fait aucune demande par voie d'*habeas corpus* aux fins d'obtenir que soit rendue une ordonnance en vertu de la présente Partie ou de l'article 587 ou 587A relative à la mise en liberté provisoire ni aux fins de reviser ou modifier une décision rendue sous leur régime et relative à la mise en liberté provisoire ou à la détention.»

6. (1) L'alinéa *a*) de l'article 451 de ladite loi est abrogé.

(2) Le sous-alinéa (i) de l'alinéa *b*) de l'article 451 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(i) ne soit pas sous garde et que lui-même et le poursuivant ne consentent à l'ajournement projeté, ou»

(3) Les alinéas *c*) et *d*) de l'article 451 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Clause 6: Section 451 at present reads as follows:

"**451.** A justice acting under this Part may

(*a*) order that an accused, at any time before he has been committed for trial, be admitted to bail

(i) upon the accused entering into a recognizance in Form 28 before him or any other justice, with sufficient sureties in such amount as he or that justice directs,

(ii) upon the accused entering into a recognizance in Form 28 before him or any other justice and depositing an amount that he or that justice directs, or

(iii) upon the accused entering into his own recognizance in Form 28 before him or any other justice in such amount as he or that justice directs without any deposit;

(*b*) adjourn the inquiry from time to time and change the place of hearing, where it appears to be desirable to do so by reason of the absence of a witness, the inability of a witness who is ill to attend at the place where the justice usually sits, or for any other sufficient reason, but no such adjournment shall be for more than eight clear days unless the accused

(i) is *at large on bail* and he *and his sureties* and the prosecutor consent to the proposed adjournment, or

(ii) is remanded for observation under subparagraph (i) of paragraph (*c*);

(*c*) remand an accused,

(i) by order in writing, to such custody as the justice directs for observation for a period not exceeding thirty days where, in his opinion, supported by the evidence of at least one duly qualified medical practitioner, there is reason to believe that

(A) the accused is mentally ill, or

(B) the balance of the mind of the accused is disturbed, where the accused is a female person charged with an offence arising out of the death of her newly-born child, or

(ii) *orally, to the custody of a peace officer or other person, where the remand is for a period not exceeding three clear days;*

(*d*) remand an accused to custody in a prison, by warrant in Form 14;

(*e*) resume an inquiry before the expiration of a period for which it has been adjourned with the consent of the prosecutor and the accused or his counsel;

(*f*) order in writing, in Form 26, that the accused be brought before him, or any other justice for the same territorial division, at any time before the expiration of the time for which the accused has been remanded;

(*g*) issue a warrant in Form 8 or 9, as the case may be, for the arrest of an accused

(i) who does not appear pursuant to service of a summons upon him, if service is proved, or

(ii) who does not appear at the time and place to which an inquiry has been adjourned;

Article 6 du bill: L'article 451 se lit actuellement comme suit:

«**451.** Un juge de paix agissant en vertu de la présente Partie peut

a) ordonner qu'un prévenu, à toute époque avant d'être renvoyé pour subir son procès, soit admis à cautionnement

(i) pourvu que le prévenu contracte, devant lui ou tout autre juge de paix, un engagement selon la formule 28 avec des cautions suffisantes et au montant que ce juge ou cet autre juge de paix détermine;

(ii) pourvu que le prévenu contracte, devant ce juge ou tout autre juge de paix, un engagement selon la formule 28 et dépose un montant que ce juge ou cet autre juge de paix, détermine, ou

(iii) pourvu que le prévenu contracte, devant ce juge ou tout autre juge de paix, son propre engagement selon la formule 28, au montant que ce juge ou cet autre juge de paix détermine, sans dépôt;

b) ajourner l'enquête de temps à autre et changer le lieu de l'audition, lorsque la chose paraît opportune en raison de l'absence d'un témoin, de l'impossibilité pour un témoin malade d'être présent à l'endroit où le juge de paix siège ordinairement, ou pour tout autre motif suffisant, mais nul ajournement de ce genre ne doit être de plus de huit jours francs, à moins que le prévenu

(i) ne soit *en liberté moyennant cautionnement* et que lui-même, *ses cautions* et le poursuivant ne consentent à l'ajournement projeté, ou

(ii) ne soit renvoyé pour observation suivant le sous-alinéa (i) de l'alinéa *c*);

c) renvoyer un prévenu,

(i) au moyen d'une ordonnance par écrit, à telle garde que le juge de paix détermine pour observation pendant une période d'au plus trente jours, lorsque, suivant son opinion, appuyée par le témoignage d'au moins un médecin dûment qualifié, il y a raison de croire

(A) que le prévenu est atteint d'une maladie mentale, ou

(B) que l'esprit du prévenu est déséquilibré, lorsque le prévenu est une personne du sexe féminin inculpée d'une infraction découlant de la mort de son enfant nouveau-né, ou

(ii) *oralement, à la garde d'un agent de la paix ou d'une autre personne, lorsque le renvoi porte sur une période d'au plus trois jours francs;*

d) renvoyer un prévenu à la détention dans une prison, au moyen d'un mandat selon la formule 14;

e) reprendre une enquête avant l'expiration d'une période pour laquelle elle a été ajournée avec le consentement du poursuivant et du prévenu ou de son conseil;

f) ordonner par écrit, selon la formule 26, que le prévenu soit amené devant lui, ou devant tout autre juge de paix pour la même circonscription territoriale à toute époque avant l'expiration de la période pour laquelle le prévenu a été renvoyé;

g) émettre un mandat d'après la formule 8 ou 9, suivant le cas, pour l'arrestation d'un prévenu

(i) qui ne comparaît pas conformément à la signification d'une sommation à lui destinée, si la signification est prouvée, ou

(ii) qui ne comparaît pas au temps et à l'endroit auxquels une enquête a été ajournée;

"(*c*) remand an accused, by order in writing, to such custody as the justice directs for observation for a period not exceeding thirty days where, in his opinion, supported by the evidence of at least one duly qualified medical practitioner, there is reason to believe that

(i) the accused is mentally ill, or

(ii) the balance of the mind of the accused is disturbed, where the accused is a female person charged with an offence arising out of the death of her newly-born child;

(*d*) except where the accused is authorized pursuant to Part XIV to be at large, remand the accused to custody in a prison by warrant in Form 14;"

«*c*) renvoyer un prévenu, au moyen d'une ordonnance par écrit, à telle garde que le juge de paix détermine pour observation pendant une période d'au plus trente jours, lorsque, suivant son opinion, appuyée par le témoignage d'au moins un médecin dûment qualifié, il y a raison de croire

(i) que le prévenu est atteint d'une maladie mentale, ou

(ii) que l'esprit du prévenu est déséquilibré, lorsque le prévenu est une personne du sexe féminin inculpée d'une infraction découlant de la mort de son enfant nouveau-né;

d) sauf lorsque le prévenu est, en application de la Partie XIV, autorisé à être en liberté, renvoyer le prévenu à la détention dans une prison, au moyen d'un mandat selon la formule 14;»

(4) Paragraph (*g*) of section 451 of the said Act is repealed.

(4) L'alinéa *g*) de l'article 451 de ladite loi est abrogé.

7. Section 456 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. L'article 456 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Order that accused appear or be taken before justice where offence committed

"**456.** (1) Where an accused is charged with an offence alleged to have been committed out of the limits of the jurisdiction in which he has been charged, the justice before whom he appears or is brought may, at any stage of the inquiry after hearing both parties,

(*a*) order the accused to appear, or

(*b*) if the accused is in custody, issue a warrant in Form 10 to convey the accused

before a justice having jurisdiction in the place where the offence is alleged to have been committed, who shall continue and complete the inquiry.

Prévenu se présentant ou conduit devant un juge de paix de l'endroit où l'infraction a été commise

«**456.** (1) Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction alléguée avoir été commise hors des limites de la juridiction où il a été inculpé, le juge de paix devant qui il comparaît ou est amené peut, à toute étape de l'enquête, après avoir entendu les deux parties,

a) ordonner au prévenu de comparaître, ou,

b) si le prévenu est sous garde, décerner un mandat selon la formule 10 pour que le prévenu soit emmené

devant un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où l'infraction est alléguée avoir été commise, d'après l'allégation, et ce dernier devra continuer et compléter l'enquête.

(*h*) grant or refuse permission to the prosecutor or his counsel to address him in support of the charge, by way of opening or summing up or by way of reply upon any evidence that is given on behalf of the accused;

(*i*) receive evidence on the part of the prosecutor or the accused, as the case may be, after hearing any evidence that has been given on behalf of either of them;

(*j*) order that no person other than the prosecutor, the accused and their counsel shall have access to or remain in the room in which the inquiry is held, where it appears to him, that the ends of justice will be best served by so doing; and

(*k*) regulate the course of the inquiry in any way that appears to him to be desirable and that is not inconsistent with this Act."

h) accorder ou refuser au poursuivant ou à son conseil la permission de lui adresser la parole, à l'appui de l'inculpation, soit pour ouvrir ou résumer l'affaire, soit par voie de réplique sur tout témoignage rendu pour le compte du prévenu;

i) recevoir une preuve de la part du poursuivant ou du prévenu, selon le cas, après avoir entendu les témoignages rendus pour le compte de l'un ou l'autre d'entre eux;

j) ordonner que personne, autre que le poursuivant, le prévenu et leurs conseils, n'ait accès à la salle où se tient l'enquête, ou n'y demeure, lorsqu'il lui paraît que les fins de la justice seront ainsi mieux servies; et

k) régler le cours de l'enquête de toute manière qui lui paraît désirable et qui n'est pas incompatible avec la présente loi.»

Clause 7: Section 456 at present reads as follows:

"**456.** (1) Where an accused is charged with an offence alleged to have been committed out of the limits of the jurisdiction in which he has been charged, the justice before whom he is brought may, at any stage of the inquiry after hearing both parties, order *that* the accused *be taken* before a justice having jurisdiction in the place where the offence is alleged to have been committed, who shall continue and complete the inquiry.

(2) Where a justice makes an order pursuant to subsection (1) he shall deliver to a peace officer

(*a*) a warrant in Form 10, and

(*b*) the information, evidence and recognizances, if any.

(3) The peace officer shall produce the accused to a justice having jurisdiction in the place where the offence is alleged to have been committed and shall deliver to that justice all the writings received by the peace officer pursuant to subsection (2).

(4) A peace officer who complies with subsection (3) and who proves, under oath, the handwriting of the justice who subscribed the writings referred to therein is entitled to receive from the justice to whom he delivers the writings a receipt in respect thereof.

(5) A recognizance that is delivered by a peace officer to a justice having jurisdiction in the place where the offence is alleged to have been committed shall be deemed to have been taken by the justice to whom it is delivered, and continues in force, unless that justice requires a new recognizance, until the accused is committed for trial or discharge, as the case may be.

(6) The evidence that, pursuant to subsection (3), is delivered by a peace officer to a justice shall be deemed to have been taken by that justice."

Article 7 du bill: L'article 456 se lit actuellement comme suit:

«**456.** (1) Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction alléguée avoir été commise hors des limites de la juridiction où il a été inculpé, le juge de paix devant qui il est amené peut, à toute étape de l'enquête, après avoir entendu les deux parties, ordonner *que* le prévenu *soit conduit* devant un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où l'infraction a été commise, d'après l'allégation, et ce dernier devra continuer et compléter l'enquête.

(2) Lorsqu'un juge de paix rend une ordonnance sous le régime du paragraphe (1), il doit remettre à un agent de la paix

a) un mandat suivant la formule 10, et

b) la dénonciation, les dépositions et les engagements, s'il en est.

(3) L'agent de la paix doit produire le prévenu devant un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où l'infraction est alléguée avoir été commise et remettre à ce juge de paix tous les écrits qu'il a reçus en conformité du paragraphe (2).

(4) Un agent de la paix qui observe le paragraphe (3) et qui prouve, sous serment, l'écriture du juge de paix qui a souscrit les écrits y mentionnés, a le droit de recevoir, du juge de paix à qui il les livre, un récépissé à cet égard.

(5) L'engagement qu'un agent de la paix remet à un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où l'infraction est alléguée avoir été commise, doit être considéré comme ayant été obtenu par le juge de paix à qui il est remis, et demeure en vigueur, à moins que ce juge de paix n'exige un nouvel engagement, jusqu'à ce que le prévenu soit renvoyé pour subir son procès ou libéré, selon le cas.

(6) La preuve qu'un agent de la paix remet, selon le paragraphe (3), à un juge de paix, est censée avoir été recueillie par ledit juge de paix.»

Transmission of transcript and documents and effect of order or warrant

(2) Where a justice makes an order or issues a warrant pursuant to subsection (1), he shall cause the transcript of any evidence given before him in the inquiry and all documents that were then before him and that are relevant to the inquiry to be transmitted to a justice having jurisdiction in the place where the offence is alleged to have been committed and

(*a*) any evidence the transcript of which is so transmitted shall be deemed to have been taken by the justice to whom it is transmitted; and

(*b*) any appearance notice, promise to appear, undertaking or recognizance issued to or given or entered into by the accused under Part XIV shall be deemed to have been issued, given or entered into in the jurisdiction where the offence is alleged to have been committed and to require the accused to appear before the justice to whom the transcript and documents are transmitted at the time provided in the order made in respect of the accused under paragraph (*a*) of subsection (1)."

Trans-mission de la transcription et des documents et effet de l'ordonnance ou du mandat

(2) Lorsqu'un juge de paix rend une ordonnance ou décerne un mandat en application du paragraphe (1), il doit faire transmettre à un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où l'infraction est alléguée avoir été commise, la transcription de tous témoignages rendus devant lui lors de l'enquête et tous les documents qu'il avait alors devant lui et qui se rapportent à l'enquête, et

a) tout témoignage dont la transcription est ainsi transmise est censé avoir été recueilli par le juge de paix auquel elle est transmise; et

b) toute citation à comparaître délivrée au prévenu, toute promesse de comparaître ou promesse remise par lui, ou tout engagement contracté par lui aux termes de la Partie XIV, sont censés avoir été délivrés, remis ou contractés dans la juridiction où l'infraction est alléguée avoir été commise et enjoindre au prévenu de comparaître devant le juge de paix auquel la transcription et les documents sont transmis au moment prévu dans l'ordonnance rendue au sujet du prévenu en vertu de l'alinéa *a*) du paragraphe (1).»

1968–69 c.38, s. 34(2)

8. Subsection (2) of section 460 of the said Act is repealed.

8. La paragraphe (2) de l'article 460 de ladite loi est abrogé.

1968–69, c. 38, art. 34(2)

9. Sections 462 to 465 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

9. Les articles 462 à 465 de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Material to be transmitted to clerk of court

"**462.** Where a justice commits an accused for trial or orders an accused to stand trial, he shall forthwith send to the clerk or other proper officer of the court by which the accused is to be tried, the information, the evidence, the exhibits, the statement if any of the accused, any promise to appear, undertaking or recognizance given or

Documentation à transmettre au greffier de la cour

«**462.** Lorsqu'un juge de paix renvoie un prévenu pour qu'il subisse son procès, ou ordonne à un prévenu de subir son procès, ce juge doit immédiatement expédier au greffier ou autre fonctionnaire compétent de la cour par laquelle le prévenu doit être jugé, la dénonciation, la preuve, les pièces, la déclaration, s'il en est, du prévenu, toute promesse de comparaître, toute promesse ou tout engage-

Clause 8: Subsection (2) of section 460 reads as follows:

"(2) Where a justice commits an accused for trial he shall, unless he is a magistrate as defined in section 466 and the accused is admitted to bail under subsection (3) of section 463, issue a warrant in Form 17 in respect of the accused."

Article 8 du bill: Le paragraphe (2) de l'article 460 se lit actuellement comme suit:

«(2) Lorsqu'un juge de paix renvoie une personne inculpée pour qu'elle subisse son procès, il doit, sauf s'il est un magistrat défini à l'article 466 et sauf si la personne inculpée est admise à caution aux termes du paragraphe (3) de l'article 463, décerner un mandat selon la Formule 17 à l'égard de cette personne.»

Clause 9: Sections 462 to 465 at present read as follows:

"462. Where a justice commits an accused for trial or orders an accused to stand trial, he shall forthwith send to the clerk or other proper officer of the court by which the accused is to be tried the information, the evidence, the exhibits, the statement, if any, of the accused, *the recognizances entered into,* and any evidence taken before a coroner, that are in the possession of the justice.

Article 9 du bill: Les articles 462 à 465 se lisent actuellement comme suit:

«462. Lorsqu'un juge de paix renvoie un prévenu pour qu'il subisse son procès, ou ordonne à un prévenu de subir un procès, ce juge doit immédiatement expédier au greffier ou autre fonctionnaire compétent de la cour par laquelle le prévenu doit être jugé, la dénonciation, la preuve, les pièces, la déclaration, s'il en est, du prévenu, *les engagements contractés* et tous les témoignages recueillis devant un coroner, qui sont en la possession du juge de paix.

BAIL

463. (1) The following provisions with respect to bail apply where an accused has been committed for trial, namely,

(*a*) where an accused is charged with an offence other than an offence punishable by death, an offence under sections 50 to 53, or, non-capital murder, he may apply to a judge of a county or district court, or a magistrate as defined in section 466, who has jurisdiction in the territorial division in which the accused was committed for trial or is confined; and"

(*b*) where an accused is charged with any offence, or where bail has been refused by a judge of a county or district court or by a magistrate, he may apply to a judge of, or a judge presiding in, a superior court of criminal jurisdiction for the province.

(2) Where an accused makes an application under subsection (1) he shall give notice thereof to the prosecutor.

(3) The judge or magistrate may, upon production of any material that he considers necessary upon the application, order that the accused be admitted to bail

(*a*) on entering into a recognizance before a justice with sufficient sureties in such amount as the judge or magistrate directs,

(*b*) on entering into his own recognizance before a justice and depositing with the justice such sum of money as the judge or magistrate directs, or

(*c*) on entering into his own recognizance before a justice in such amount as the judge or magistrate directs without any deposit,

and where the order is complied with the justice shall issue an order for discharge in Form 35, and shall attach to it the order of the judge or magistrate.

(4) The recognizance mentioned in subsection (3) shall be in Form 28.

(5) A justice who issues an order for discharge under this section shall send it to the keeper of the prison in which the accused is confined and the keeper shall thereupon discharge the accused if he is not in custody for any other reason.

CAUTIONNEMENT

463. (1) Les dispositions suivantes sur le cautionnement s'appliquent lorsqu'un prévenu a été renvoyé pour subir son procès, savoir:

a) Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction autre qu'une infraction punissable de mort, d'une infraction visée par les articles 50 à 53, ou d'un meurtre non qualifié, il peut s'adresser à un juge d'une cour de comté ou de district, ou à un magistrat défini à l'article 466, ayant juridiction dans la circonscription territoriale où le prévenu a été renvoyé pour subir son procès ou dans celle où il est incarcéré; et

b) Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction, ou lorsqu'un juge d'une cour de comté ou de district ou un magistrat a refusé un cautionnement, il peut s'adresser à un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle de la province ou à un juge y présidant.

(2) Lorsqu'un prévenu adresse une demande selon le paragraphe (1), il doit en donner avis au poursuivant.

(3) Le juge ou magistrat, sur production de tout ce qu'il estime nécessaire à l'occasion de la demande, peut ordonner que le prévenu soit admis à caution

a) en contractant un engagement devant un juge de paix avec des cautions suffisantes, au montant que le juge ou magistrat prescrit;

b) en contractant son propre engagement devant un juge de paix et en déposant auprès de ce dernier la somme d'argent que le juge ou magistrat détermine; ou

c) en contractant son propre engagement devant un juge de paix au montant que le juge ou magistrat prescrit, sans dépôt;

et, lorsque l'ordonnance a été observée, le juge de paix doit décerner une ordonnance de libération suivant la formule 35 et y annexer l'ordonnance du juge ou magistrat.

(4) L'engagement mentionné au paragraphe (3) doit être établi selon la formule 28.

(5) Un juge de paix qui décerne une ordonnance de libération en vertu du présent article doit l'envoyer au gardien de la prison où le prévenu est enfermé, et le gardien doit aussitôt libérer le prévenu s'il n'est pas sous garde pour quelque autre raison.

entered into in accordance with Part XIV, and any evidence taken before a coroner, that are in the possession of the justice."

10. Section 484 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application of Parts XIV, XV, XVII and XX

"**484.** The provisions of Part XIV, the provisions of Part XV relating to transmission of the record by a magistrate where he holds a preliminary inquiry, and the provisions of Parts XVII and XX, in so far as they are not inconsistent with this Part, apply, *mutatis mutandis*, to proceedings under this Part."

11. Subsection (1) of section 507 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Bench warrant

"**507.** (1) Where an indictment has been found against a person who is at large, and that person does not appear or remain in attendance for his trial, the court before which the accused should have appeared or remained in attendance may issue a warrant for his arrest."

12. Section 587 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Release pending determination of appeal

"**587.** (1) A judge of the court of appeal may, in accordance with this section, release an appellant from custody pending the determination of his appeal if,

(*a*) in the case of an appeal to the court of appeal against conviction, the appellant has given notice of appeal or, where leave is required, notice of his application for leave to appeal pursuant to section 586,

ment remis ou contractés en conformité de la Partie XIV, et tous les témoignages recueillis devant un coroner, qui sont en la possession du juge de paix.»

10. L'article 484 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Application des Parties XIV, XV, XVII et XX

«484. Les dispositions de la Partie XIV, les dispositions de la Partie XV relatives à la transmission du dossier par un magistrat, lorsqu'il tient une enquête préliminaire, et les dispositions des Parties XVII et XX, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la présente Partie, s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux procédures prévues à la présente Partie.»

11. Le paragraphe (1) de l'article 507 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Mandat d'arrestation délivré par le tribunal

«**507.** (1) Lorsqu'une mise en accusation a été prononcée contre une personne qui est en liberté, et que cette personne ne comparaît pas ou ne demeure pas présente pour son procès, la cour devant laquelle l'accusé aurait dû comparaître ou demeurer présent peut émettre un mandat pour son arrestation.»

12. L'article 587 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Mise en liberté en attendant la décision de l'appel

«**587.** (1) Un juge de la cour d'appel peut, en conformité du présent article, mettre un appelant en liberté en attendant la décision de son appel,

a) si, dans le cas d'un appel d'une déclaration de culpabilité interjeté devant la cour d'appel, l'appelant a donné un avis d'appel ou, lorsqu'une autorisation est requise, a donné un avis de sa demande d'autorisation d'appel en application de l'article 586,

464. Notwithsanding anything in this Act, no court, judge, justice *or magistrate* other than a judge of or a judge presiding in a superior court of criminal jurisdiction for the province in which an accused is charged with an offence punishable by death, an offence under sections 50 to 53 or non-capital murder may *admit* that accused *to bail* before or after committal for trial.

465. (1) A judge of, or a judge presiding in a superior court of criminal jurisdiction may, upon application,

(*a*) before an accused is committed for trial,

(i) admit the accused to bail if a justice has no power to grant bail or if bail has been refused by a justice, or

(ii) vary the amount of bail fixed by a justice, or

(*b*) where an accused is committed for trial, vary an order for bail fixed, under subsection (3) of section 463 by a judge of a county or district court or a magistrate.

(2) No application *shall* be made by way of *habeas corpus* for the purpose of fixing, reviewing or varying bail."

464. Nonobstant toute disposition de la présente loi, aucun tribunal, juge, juge de paix ou *magistrat*, autre qu'un juge d'une cour supérieure de juridicition criminelle ou un juge présidant une telle cour, pour la province où un prévenu est inculpé d'une infraction punissable de mort, d'une infraction visée par les articles 50 à 53, ou d'un meurtre non qualifié, ne peut *admettre* ce prévenu *à caution* avant ou après le renvoi aux fins de procès.

465. (1) Un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle, ou un juge présidant une telle cour, peut, sur demande,

a) avant qu'un prévenu soit renvoyé pour subir son procès,

(i) l'admettre à caution si un juge de paix n'a pas l'autorité ou a refusé d'admettre une caution; ou

(ii) changer le montant du cautionnement fixé par un juge de paix; ou

b) lorsqu'un prévenu est renvoyé pour subir son procès, modifier une ordonnance pour un cautionnement fixé, d'après le paragraphe (3) de l'article 463, par un juge d'une cour de comté ou de district ou par un magistrat.

(2) Aucune demande en vue de la fixation, de la revision ou du changement d'un *cautionnement* ne *doit* être présentée par voies d'*habeas corpus.*»

Clause 10: Section 484 at present reads as follows:

"**484.** The provisions of Part XV relating to *bail and* transmission of the record by the magistrate where he holds a preliminary inquiry and the provisions of Parts XVII and XX, in so far as they are not inconsistent with this Part apply, *mutatis mutandis,* to proceedings under this Part."

Article 10 du bill: L'article 484 se lit actuellement comme suit:

«**484.** Les dispositions de la Partie XV relatives au *cautionnement et* à la transmission du dossier par le magistrat, lorsqu'il tient une enquête préliminaire, et les dispositions des Parties XVII et XX, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la présente Partie, s'appliquent, *mutatis mutandis,* aux procédures prévues à la présente Partie.»

Clause 11: Subsection (1) of section 507 at present reads as follows:

"**507.** (1) Where an indictment has been found against a person who is at large, and that person does not appear or remain in attendance for his trial, the court before which the accused should have appeared or remained in attendance may, *whether or not he is bound by recognizance to appear,* issue a warrant for his arrest."

Article 11 du bill: Le paragraphe (1) de l'article 507 se lit actuellement comme suit:

«**507.** (1) Lorsqu'une mise en accusation a été prononcée contre une personne qui est en liberté, et que cette personne ne comparaît pas ou ne demeure pas présente pour son procès, la cour devant laquelle l'accusé aurait dû comparaître ou demeurer présent peut, *que cette personne soit ou non tenue par un engagement de comparaître,* émettre un mandat pour son arrestation.»

Clause 12: Section 587 at present reads as follows:

"**587.** The chief justice or the acting chief justice of the court of appeal or a judge of that court to be designated by the chief justice or acting chief justice may admit an appellant to bail pending the determination of his appeal."

Article 12 du bill: L'article 587 se lit actuellement comme suit:

«**587.** Le juge en chef ou le juge en chef suppléant de la cour d'appel, ou un juge de cette cour que doit désigner le juge en chef ou le juge en chef suppléant, peut admettre un appelant à caution en attendant la décision de son appel.»

(*b*) in the case of an appeal to the court of appeal against sentence only, the appellant has been granted leave to appeal, or

(*c*) in the case of an appeal or an application for leave to appeal to the Supreme Court of Canada, the appellant has filed and served his notice of appeal or, where leave is required, his application for leave to appeal.

Notice of application for release

(2) Where an appellant applies to a judge of the court of appeal to be released pending the determination of his appeal, he shall give written notice of the application to the prosecutor or to such other person as a judge of the court of appeal directs.

Circumstances in which appellant may be released

(3) In the case of an appeal referred to in paragraph (*a*) or (*c*) of subsection (1), the judge of the court of appeal may order that the appellant be released pending the determination of his appeal if the appellant establishes that

(*a*) the appeal or application for leave to appeal is not frivolous,

(*b*) he will surrender himself into custody in accordance with the terms of the order, and

(*c*) his detention is not necessary in the public interest.

Idem

(4) In the case of an appeal referred to in paragraph (*b*) of subsection (1), the judge of the court of appeal may order that the appellant be released pending the determination of his appeal or until otherwise ordered by a judge of the court of appeal if the appellant establishes that

(*a*) the appeal has sufficient merit that, in the circumstances, it would cause unnecessary hardship if he were detained in custody,

(*b*) he will surrender himself into custody in accordance with the terms of the order, and

(*c*) his detention is not necessary in the public interest.

b) si, dans le cas d'un appel d'une sentence seulement interjeté devant la cour d'appel, l'autorisation d'appel a été accordée à l'appelant, ou

c) si, dans le cas d'un appel ou d'une demande d'autorisation d'appel devant la Cour suprême du Canada, l'appelant a déposé et signifié son avis d'appel ou, quand une autorisation est requise, sa demande d'autorisation d'appel.

Avis de demande de mise en liberté

(2) Lorsqu'un appelant demande à un juge de la cour d'appel d'être mis en liberté en attendant la décision de son appel, il doit donner un avis écrit de la demande au poursuivant ou à toute autre personne qu'un juge de la cour d'appel indique.

Circonstances dans lesquelles l'appelant peut être mis en liberté

(3) Dans le cas d'un appel mentionné à l'alinéa *a*) ou *c*) du paragraphe (1), le juge de la cour d'appel peut ordonner que l'appelant soit mis en liberté en attendant la décision de son appel, si l'appelant établit

a) que l'appel ou la demande d'autorisation d'appel n'est pas futile,

b) qu'il se livrera en conformité des termes de l'ordonnance, et

c) que sa détention n'est pas nécessaire dans l'intérêt public.

Idem

(4) Dans le cas d'un appel mentionné à l'alinéa *b*) du paragraphe (1), le juge de la cour d'appel peut ordonner que l'appelant soit mis en liberté en attendant la décision de son appel ou jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par un juge de la cour d'appel, si l'appelant établit

a) que l'appel est suffisamment justifié pour que, dans les circonstances, sa détention sous garde constitue une épreuve non nécessaire,

b) qu'il se livrera en conformité des termes de l'ordonnance, et

c) que sa détention n'est pas nécessaire dans l'intérêt public.

Conditions of order

(5) Where the judge of the court of appeal does not refuse the application of the appellant, he shall order that the appellant be released

(*a*) upon his giving an undertaking to the judge, without conditions or with such conditions as the judge directs, to surrender himself into custody in accordance with the order,

(*b*) upon his entering into a recognizance without sureties in such amount, with such conditions, if any, and before such justice as the judge directs, but without deposit of money or other valuable security, or

(*c*) upon his entering into a recognizance with or without sureties in such amount, with such conditions, if any, and before such justice as the judge directs, and upon his depositing with that justice such sum of money or other valuable security, as the judge directs,

and the person having the custody of the appellant shall, where the appellant complies with the order, forthwith release the appellant.

Arrest of appellant without warrant

(6) A peace officer who has reasonable and probable grounds to believe that an appellant who has been released from custody under this section has violated or is about to violate the undertaking or recognizance upon which he was released, may arrest the appellant without warrant and take him or cause him to be taken before a judge of the court of appeal.

Issue of warrant for arrest or order

(7) Where an appellant has been released under this section, a judge of the court of appeal may

(*a*) at any time, if the prosecutor shows cause why the detention of the appellant in custody pending the determination of his appeal is justified within the meaning of subsection (7) of section 445A, or

(*b*) if the appellant is brought before him pursuant to subsection (6),

cancel the order previously made under this section and either issue a warrant in

Conditions dont est assortie l'ordonnance

(5) Lorsque le juge de la cour d'appel ne refuse pas la demande de l'appelant, il doit ordonner que l'appelant soit mis en liberté

a) pourvu qu'il remette au juge une promesse, sans condition ou aux conditions que le juge fixe, de se livrer en conformité de l'ordonnance,

b) pourvu qu'il contracte, sans caution, devant le juge de paix que le juge indique, un engagement dont le montant et les conditions, s'il en est, sont fixés par le juge, mais sans dépôt d'argent ni d'autre valeur, ou

c) pourvu qu'il contracte, avec ou sans cautions, devant le juge de paix que le juge indique, un engagement dont le montant et les conditions, s'il en est, sont fixés par le juge et qu'il dépose auprès du juge de paix la somme d'argent ou autre valeur que le juge fixe,

et la personne ayant la garde de l'appelant doit, lorsque l'appelant se conforme à l'ordonnance, le mettre immédiatement en liberté.

Arrestation, sans mandat, de l'appelant

(6) Un agent de la paix qui a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un appelant qui a été mis en liberté en vertu du présent article a violé ou est sur le point de violer la promesse ou l'engagement en raison duquel ou de laquelle il a été mis en liberté, peut arrêter l'appelant sans mandat et le conduire ou le faire conduire devant un juge de la cour d'appel.

Mandat d'arrestation décerné ou ordonnance rendue

(7) Lorsqu'un appelant a été mis en liberté en vertu du présent article, un juge de la cour d'appel peut,

a) à tout moment, si le poursuivant invoque des motifs justifiant, au sens du paragraphe (7) de l'article 445A, la détention de l'appelant sous garde en attendant la décision de son appel, ou,

b) si l'appelant est amené devant lui en application du paragraphe (6),

annuler l'ordonnance rendue auparavant en vertu du présent article et soit dé-

Form 8C for the arrest of the appellant and his detention in custody pending the determination of his appeal or order that he be again detained in custody pending the determination of his appeal, as the case may be.

Directions for expediting appeal

(8) A judge of the court of appeal, where upon the application of an appellant he does not make an order under subsection (5) or where, under subsection (7), he cancels an order previously made under this section, or a judge of the Supreme Court of Canada upon application by an appellant in the case of an appeal to that Court, may give such directions as he thinks necessary for expediting the hearing of the appellant's appeal.

Review by court of appeal

587A. (1) A decision made by a judge under section 445H or a decision made by a judge of the court of appeal under section 587 may, upon the direction of the chief justice or acting chief justice of the court of appeal, be reviewed by that court and that court may, if it does not confirm the decision,

(*a*) vary the decision, or

(*b*) substitute such other decision as, in its opinion, should have been made.

Enforcement of decision

(2) A decision as varied by the court of appeal under paragraph (*a*) of subsection (1) or a decision made by the court of appeal under paragraph (*b*) of that subsection shall have effect and may be enforced in all respects as though it were the decision made by the judge under section 445H or by the judge of the court of appeal under section 587, as the case may be."

1959, c. 41, s. 28

13. Subsection (2) of section 624 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Convicted person lawfully at large

"(2) Any time during which a convicted person is lawfully at large on interim release granted pursuant to any provision of this Act does not count as

cerner un mandat selon la formule 8C pour l'arrestation de l'appelant et sa détention sous garde en attendant la décision de son appel, soit ordonner qu'il soit de nouveau détenu sous garde en attendant la décision de son appel, selon le cas.

Instructions pour hâter l'appel

(8) Un juge de la cour d'appel, lorsque, à la suite de la demande de l'appelant, il ne rend pas une ordonnance prévue par le paragraphe (5) ou lorsque, en vertu du paragraphe (7), il annule une ordonnance rendue auparavant en vertu du présent article, ou un juge de la Cour suprême du Canada, sur demande d'un appelant dans le cas d'un appel interjeté devant cette Cour, peut donner les instructions qu'il estime nécessaires pour hâter l'audition de l'appel de l'appelant.

Examen par la cour d'appel

587A. (1) Une décision rendue par un juge en vertu de l'article 445H ou une décision rendue par un juge de la cour d'appel en vertu de l'article 587 peut, sur l'ordre du juge en chef ou du juge en chef suppléant de la cour d'appel, faire l'objet d'un examen par cette cour et cette cour peut, si elle ne confirme pas la décision,

a) modifier la décision, ou

b) substituer à cette décision telle autre décision qui, à son avis, aurait dû être rendue.

Exécution de la décision

(2) Une décision telle qu'elle est modifiée par la cour d'appel en vertu de l'alinéa *a*) du paragraphe (1) ou une décision rendue par la cour d'appel en vertu de l'alinéa *b*) de ce paragraphe a son effet et peut être exécutée à tous égards comme si elle était la décision rendue par le juge en vertu de l'article 445H ou par le juge de la cour d'appel en vertu de l'article 587, selon le cas.»

1959, c. 41, art. 28

13. Le paragraphe (2) de l'article 624 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Personne déclarée coupable et se trouvant légalement en liberté

«(2) Toute période pendant laquelle une personne déclarée coupable est légalement en liberté sur mise en liberté provisoire accordée en application d'une

Clause 13: Subsection (2) of section 624 at present reads as follows:

"(2) *The* time during which a convicted person is at large on *bail* does not count as part of any term of imprisonment imposed pursuant to his conviction."

Article 13 du bill: Le paragraphe (2) de l'article 624 se lit actuellement comme suit:

«(2) *La* période pendant laquelle une personne déclarée coupable est en liberté *sous caution* ne compte pas comme partie d'une période d'emprisonnement imposée en conformité de sa condamnation.»

part of any term of imprisonment imposed pursuant to his conviction.

Determination of sentence

(2a) In determining the sentence to be imposed on a convicted person, a justice, magistrate or judge may take into account any time spent in custody by the person as a result of the offence for which he has been convicted."

14. Section 675 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application of judicial interim release provisions

"**675.** Where a surety for a person has rendered him into custody and that person has been committed to prison, the provisions of Part XIV relating to judicial interim release or of section 587 apply, *mutatis mutandis* in respect of him and he shall forthwith be taken before a justice or judge as an accused charged with an offence or as an appellant, as the case may be, for the purposes of those provisions."

15. Subsection (2) of section 710 of the said Act is repealed.

1968-69, c. 38, s. 87

16. The heading preceding section 724 of the said Act and section 724 are repealed and the following substituted therefor:

"INTERIM RELEASE OF APPELLANT

Application of judicial interim release provisions

724. (1) Where an appeal is taken to the appeal court, the provisions of Part XIV relating to judicial interim release apply, *mutatis mutandis*, to the appellant and he shall forthwith appear, or if he is in custody be taken before a justice, as an accused charged with an offence for the purposes of those provisions; but

(*a*) subsections (5) and (7) of section 445A and sections 445C and 445H do not apply; and

(*b*) sections 445J and 445K do not apply where the appellant is the prosecutor.

disposition de la présente loi ne compte pas comme partie d'une période d'emprisonnement imposée en conformité de sa déclaration de culpabilité.

Établissement de la sentence

(2a) Pour fixer la sentence à imposer à une personne déclarée coupable, un juge de paix, magistrat ou juge peut tenir compte de toute période que la personne a passée sous garde par suite de l'infraction dont elle a été déclarée coupable.»

14. L'article 675 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Application des dispositions relatives à la mise en liberté provisoire par voie judiciaire

«**675.** Lorsqu'une personne a été remise sous garde par sa caution et a été envoyée en prison, les dispositions de la Partie XIV concernant la mise en liberté provisoire par voie judiciaire ou de l'article 587 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à son sujet et elle doit être immédiatement conduite devant un juge de paix ou un juge comme prévenu sous l'inculpation d'infraction ou comme appelant, selon le cas, aux fins de ces dispositions.»

15. Le paragraphe (2) de l'article 710 de ladite loi est abrogé.

1968-69, c. 38, art. 87

16. La rubrique précédant l'article 724 de ladite loi et l'article 724 sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

«MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE DE L'APPELANT

Application des dispositions relatives à la mise en liberté provisoire par voie judiciaire

724. (1) Lorsqu'un appel est interjeté devant la cour d'appel, les dispositions de la Partie XIV relatives à la mise en liberté provisoire par voie judiciaire s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'appelant et celui-ci doit immédiatement comparaître ou, s'il est sous garde, être conduit devant un juge de paix comme prévenu sous l'inculpation d'infraction aux fins de ces dispositions; toutefois,

a) les paragraphes (5) et (7) de l'article 445A et les articles 445C et 445H ne s'appliquent pas; et

Clause 14: Section 675 at present reads as follows:

"675. Where a surety for a person has rendered him into custody and that person has been committed to prison, he may apply to the court, justice or magistrate before whom he was required to appear to be admitted again to bail, and the court, justice or magistrate may

(*a*) refuse the application, or

(*b*) allow the application and make any order with respect to the number of sureties and the amount of the bail that is considered proper in the circumstances."

Clause 15: Subsection (2) of section 710 reads as follows:

"(2) Where the summary conviction court adjourns a trial it may

(*a*) permit the defendant to be at large,

(*b*) commit him by warrant in Form 14 to a prison within the territorial division for which the summary conviction court has jurisdiction or to such other safe custody as the summary conviction court thinks fit, or

(*c*) discharge the defendant upon his recognizance in Form 28,

(i) with or without sureties, or

(ii) upon depositing such sum of money as the court directs,

conditioned for his appearance at the time and place fixed for resumption of the trial."

Clause 16: The heading preceding section 724 and section 724 at present read as follows:

"SECURITY BY APPELLANT.

724. (1) The following provisions apply in respect of appeals to the appeal court, namely,

(*a*) where an appeal is from a conviction imposing imprisonment without alternative punishment, the appellant shall

(i) remain in custody until the appeal is heard, or

(ii) enter into a recognizance;

(*b*) where an appeal is from a conviction or order adjudging that a fine or sum of money be paid and imposing a term of imprisonment in default of payment, the appellant shall

(i) remain in custody until the appeal is heard,

(ii) enter into a recognizance, or

(iii) deposit with the summary conviction court the amount of the fine or the sum of money to be paid; and

(*c*) where an appeal is from a conviction or order adjudging that a fine or sum of money be paid but not imposing a term of imprisonment in default of payment, the appellant shall comply with subparagraph (ii) or (iii) of paragraph (*b*).

(2) A recognizance under this section

(*a*) shall be in Form 28,

(*b*) shall be entered into before a judge of the county or district court, or a justice having jurisdiction in the territorial division in which the conviction or order was made in such amount as the judge or justice directs,

(*c*) may be required to be entered into with one or more sureties, and

(*d*) may, where it is not entered into by one or more sureties, be required to be accompanied by a deposit of such

Article 14 du bill: L'article 675 se lit actuellement comme suit:

«675. Une personne qui a été remise sous garde par sa caution et a été envoyée en prison peut demander à la cour, au juge de paix ou au magistrat devant qui elle était astreinte à comparaître, d'être de nouveau admise à caution et la cour, le juge de paix ou le magistrat peut

a) rejeter la demande; ou

b) agréer la demande et rendre, à l'égard du nombre des cautions et du montant du cautionnement, toute ordonnance jugée appropriée aux circonstances.»

Article 15 du bill: Le paragraphe (2) de l'article 710 se lit actuellement comme suit:

«(2) Lorsque la cour des poursuites sommaires ajourne un procès, elle peut

a) permettre au défendeur d'être en liberté;

b) par un mandat selon la formule 14, l'envoyer dans une prison de la circonscription territoriale sur laquelle la cour des poursuites sommaires a juridicition ou le remettre en toute autre garde sûre que ladite cour estime à propos; ou

c) libérer le défendeur sur son engagement selon la formule 28,

(i) avec ou sans caution, ou

(ii) sur dépôt de la somme d'argent que la cour prescrit, portant comme condition qu'il comparaîtra aux temps et lieu fixés pour la reprise du procès.»

Article 16 du bill: La rubrique précédant l'article 724 et l'article 724 se lisent actuellement comme suit:

«CAUTIONNEMENT PAR L'APPELANT

724. (1) Les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard des appels interjetés à la cour d'appel, savoir:

a) lorsqu'un appel est porté d'une condamnation imposant l'emprisonnement sans peine alternative, l'appelant doit

(i) demeurer sous garde jusqu'à ce que l'appel soit entendu, ou

(ii) contracter un engagement;

b) lorsqu'un appel est porté d'une condamnation ou d'une ordonnance qui prescrit le paiement d'une amende ou d'une somme d'argent et impose une période d'emprisonnement à défaut de paiement, l'appelant doit

(i) demeurer sous garde jusqu'à ce que l'appel soit entendu,

(ii) contracter un engagement, ou

(iii) déposer auprès de la cour des poursuites sommaires le montant de l'amende ou de la somme d'argent à payer; et

c) lorsqu'un appel est porté d'une condamnation ou d'une ordonnance qui prescrit le paiement d'une amende ou d'une somme d'argent, mais n'impose pas une période d'emprisonnement à défaut de paiement, l'appelant doit se conformer au sous-alinéa (ii) ou (iii) de l'alinéa *b*).»

(2) Un engagement prévu par le présent article

a) doit être établi selon la formule 28;

b) doit être contracté devant un juge de la cour de comté ou de district, ou devant un juge de paix ayant juridiction dans la circonscription territoriale où la condamnation a été prononcée ou l'ordonnance rendue, pour le montant que détermine le juge ou le juge de paix;

c) peut être requis avec une ou plusieurs cautions; et

d) peut, s'il n'est pas contracté par une ou plusieurs cautions, obligatoirement être accompagné d'un dépôt de la somme d'argent qu'a prescrite la cour des poursuites som-

Exception

(2) Subsection (1) does not apply where an appeal is taken to the appeal court by the Attorney General of Canada or the Attorney General of a province or by counsel acting on behalf of the Attorney General of Canada or the Attorney General of a province."

17. All that portion of subsection (3) of section 727 of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Appeal against sentence

"(3) Where an appeal is taken against sentence, the appeal court shall, unless the sentence is one fixed by law, consider the fitness of the sentence appealed against and may take into account any time spent in custody by the convicted person as a result of the offence for which he has been convicted; and the appeal court may, upon such evidence, if any, as it thinks fit to require or receive, by order"

18. Section 729 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Dismissal for failure to appear or want of prosecution

"**729.** The appeal court may, upon proof that notice of an appeal has been given and that

(*a*) the appellant has failed to comply with subsection (1) of section 724, or

(*b*) the appeal has not been proceeded with or has been abandoned,

order that the appeal be dismissed."

19. Paragraph (*b*) of subsection (2) of section 734 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(*b*) the case shall be stated and signed by the summary conviction court within one month after the time when the application was made; and"

b) les articles 445J et 445K ne s'appliquent pas lorsque l'appelant est le poursuivant.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsqu'un appel est interjeté devant la cour d'appel par le procureur général du Canada ou le procureur général d'une province ou par un avocat agissant au nom du procureur général du Canada ou du procureur général d'une province.»

17. Toute la partie du paragraphe (3) de l'article 727 de ladite loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

Appel d'une sentence

«(3) Lorsqu'il est interjeté appel d'une sentence, la cour d'appel doit, à moins que la sentence n'en soit une fixée par la loi, étudier la justesse de la sentence frappée d'appel, et elle peut tenir compte de toute période que la personne déclarée coupable a passé sous garde par suite de l'infraction dont elle a été déclarée coupable; et la cour d'appel peut, d'après la preuve, s'il en est, qu'elle croit opportun d'exiger ou de recevoir, par ordonnance,»

18. L'article 729 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Rejet pour cause d'omission de comparaître ou d'abandon de l'appel

«**729.** La cour d'appel, sur preuve qu'un avis d'appel a été donné et

a) que l'appelant a omis de se conformer au paragraphe (1) de l'article 724, ou

b) que l'appel n'a pas été poursuivi ou a été abandonné,

peut ordonner que l'appel soit rejeté.»

19. L'alinéa *b*) du paragraphe (2) de l'article 734 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«*b*) l'exposé de la cause doit être formulé et signé par la cour des poursuites sommaires dans un délai d'un mois après la date où la demande a été faite; et»

sum of money as the summary conviction court that made the conviction or order has directed.

(3) The condition of a recognizance under this section shall be that

(*a*) the appellant, if he was the defendant in the proceedings before the summary conviction court will appear personally at the sittings of the appeal court at which the appeal is to be heard,

(*b*) the appellant, if he was the prosecutor in the proceedings before the summary conviction court, will appear personally or by counsel at the sittings of the appeal court at which the appeal is to be heard,

(*c*) the appellant will abide the judgment of the appeal court on the appeal, and

(*d*) the appellant will pay any costs that are awarded against him.

(4) An appeal court has, with respect to a recognizance that appears to it to be insufficient, defective or invalid, the same powers that a superior court has under subsection (5) of section 735.

(5) Where an appellant is in custody an order for discharge in Form 35 shall, when a recognizance is entered into under this section, be issued by the person who takes the recognizance."

maires ayant prononcé la condamnation ou rendu l'ordonnance.

(3) Un engagement prévu au présent article doit porter, comme condition,

a) que l'appelant, s'il était le défendeur dans les procédures devant la cour des poursuites sommaires, comparaîtra personnellement à la session de la cour d'appel où l'appel doit être entendu;

b) que l'appelant, s'il était le poursuivant dans les procédures devant la cour des poursuites sommaires, comparaîtra en personne ou par conseil, à la session de la cour d'appel où l'appel doit être entendu;

c) que l'appelant se soumettra au jugement de la cour d'appel sur l'appel; et

d) que l'appelant paiera tous les frais adjugés contre lui.

(4) Une cour d'appel possède, à l'égard d'un engagement qui lui semble insuffisant, irrégulier ou invalide, les mêmes pouvoirs que ceux dont dispose une cour supérieure en vertu du paragraphe (5) de l'article 735.

(5) Si un appelant est sous garde, une ordonnance de libération selon la formule 35 doit, lorsqu'un engagement est souscrit aux termes du présent article, être émise par la personne qui reçoit l'engagement.»

Clause 17: Subsection (3) of section 727 at present reads as follows:

"(3) Where an appeal is taken against sentence, the appeal court shall, unless the sentence is one fixed by law, consider the fitness of the sentence appealed against, and may upon such evidence, if any, as it thinks fit to require or receive, by order,

(*a*) dismiss the appeal, or

(*b*) vary the sentence within the limits prescribed by law for the offence of which the defendant was convicted."

Article 17 du bill: Le paragraphe (3) de l'article 727 se lit actuellement comme suit:

«(3) Lorsqu'un appel est interjeté d'une sentence, la cour d'appel doit, à moins que la sentence n'en soit une fixée par la loi, étudier la justesse de la sentence frappée d'appel, et peut, d'après la preuve, s'il en est, qu'elle croit opportun d'exiger ou de recevoir, par ordonnance,

a) rejeter l'appel, ou

b) modifier la sentence dans les limites prescrites par la loi pour l'infraction dont le défendeur a été déclaré coupable.»

Clause 18: Section 729 at present reads as follows:

"729. The appeal court may, upon proof that notice of an appeal has been given and that the appeal has not been proceeded with or has been abandoned, order that the appeal be dismissed."

Article 18 du bill: L'article 729 se lit actuellement comme suit:

«729. La cour d'appel, sur preuve qu'un avis d'appel a été donné et que l'appel n'a pas été poursuivi ou a été abandonné, peut ordonner que l'appel soit rejeté.»

Clause 19: The opening words of subsection (2) of section 734 and paragraph (*b*) thereof at present read as follows:

"(2) An application to state a case shall be made and the case shall be stated within the period and in the manner directed by rules of court, if any, and where there are no rules of court otherwise providing, the following rules apply, namely,

...

(*b*) the case shall be stated and signed by the summary conviction court

(i) within one month after the time when the application was made, and

(ii) *after the recognizance referred to in section 735 has been entered into*; and"

Article 19 du bill: Le début du paragraphe (2) de l'article 734 et son alinéa *b*) se lisent comme suit:

«(2) Une demande d'exposé de cause doit être faite et l'exposé de la cause formulé dans le délai et de la manière que prescrivent les règles de cour, le cas échéant, et, en l'absence de règles de cour prescrivant autrement, les règles suivantes s'appliquent, savoir:

...

b) L'exposé de la cause doit être formulé et signé par la cour des poursuites sommaires

(i) dans un délai d'un mois à compter de la date où la demande a été faite, et

(ii) *après qu'a été contracté l'engagement mentionné à l'article 735*; et»

1968-69, c. 38, s. 90(1)

20. Section 735 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Application of judicial interim release provisions

"**735.** (1) Where an appeal is taken under section 734, the provisions of Part XIV relating to judicial interim release apply, *mutatis mutandis*, to the appellant and he shall forthwith appear, or if he is in custody be taken before a justice, as an accused charged with an offence for the purposes of those provisions; but

(*a*) subsections (5) to (7) of section 445A and sections 445C and 445H do not apply; and

(*b*) sections 445J and 445K do not apply where the appellant is the prosecutor.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply where an appeal is taken under section 734 by the Attorney General of Canada or the Attorney General of a province or by counsel acting on behalf of the Attorney General of Canada or the Attorney General of a province.

Application of s. 729

(3) Section 729 applies *mutatis mutandis* to an appeal under section 734."

21. Subsection (2) of section 736 of the said Act is repealed.

22. Subsection (3) of section 738 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Case to be stated

"(3) Where an order is made under this section, the summary conviction court shall, upon being served with a copy thereof, state a case accordingly."

20. L'article 735 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1968-69, c. 38, art. 90(1)

Application des dispositions relatives à la mise en liberté provisoire par voie judiciaire

«**735.** (1) Lorsqu'un appel est interjeté en vertu de l'article 734, les dispositions de la Partie XIV relatives à la mise en liberté provisoire par voie judiciaire s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'appelant, et celui-ci doit immédiatement comparaître ou, s'il est sous garde, être conduit devant un juge de paix, comme prévenu sous l'inculpation d'infraction aux fins de ces dispositions; toutefois,

a) les paragraphes (5) à (7) de l'article 445A et les articles 445C et 445H ne s'appliquent pas, et

b) les articles 445J et 445K ne s'appliquent pas lorsque l'appelant est le poursuivant.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsqu'un appel est interjeté en vertu de l'article 734 par le procureur général du Canada ou le procureur général d'une province ou par un avocat agissant au nom du procureur général du Canada ou du procureur général d'une province.

Application de l'art. 729

(3) L'article 729 s'applique, *mutatis mutandis*, à un appel aux termes de l'article 734.»

21. Le paragraphe (2) de l'article 736 de ladite loi est abrogé.

22. Le paragraphe (3) de l'article 738 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Un exposé de cause doit être formulé

«(3) Lorsqu'une ordonnance est rendue en vertu du présent article, la cour des poursuites sommaires doit, dès qu'il lui en a été signifié copie, formuler un exposé de cause en conséquence.»

Clause 20: Section 735 at present reads as follows:

"735. (1) The appellant shall, at the time he makes the application and before a case is stated, enter into a recognizance in Form 28 before the summary conviction court or a justice having the same jurisdiction, with or without sureties and in an amount that the summary conviction court or the justice considers proper, conditioned to prosecute his appeal without delay and to submit to the judgment of the superior court, or in lieu of furnishing sureties, make a cash deposit as the summary conviction court or the justice may direct.

(2) The appellant shall, before the stated case is delivered to him, pay to the summary conviction court or the justice the fees to which they are entitled.

(3) Subsections (1) *and* (2) *do* not apply where the application *is made* by the Attorney General of Canada or the Attorney General of a province or by counsel acting on behalf of *either of them.*

(4) Where an appellant is in custody the summary conviction court or the justice shall order that he be released if his recognizance contains a further condition that he will appear before that court or another summary conviction court within ten days after the judgment of the superior court has been given, to abide the judgment, unless the judgment from which the appeal is taken is reversed.

(5) Where the recognizance appears to the superior court to be insufficient, defective or invalid, the superior court may permit the substitution of a new and sufficient recognizance, to be entered into before it and for that purpose may allow such time and make such examination as it considers just and reasonable, and the substituted recognizance shall, for all purposes, be as valid and effectual as if it had been entered into at the time the appellant made the application and before the case was stated."

Article 20 du bill: L'article 735 se lit actuellement comme suit:

«735. (1) L'appelant, au moment où il présente la demande et avant qu'un exposé de la cause ne soit fait, doit contracter un engagement selon la formule 28 devant la cour des poursuites sommaires ou un juge de paix ayant la même juridiction, avec ou sans cautions, et au montant que la cour des poursuites sommaires ou le juge de paix estime approprié, portant comme conditions que l'appelant poursuivra son appel sans retard et qu'il se soumettra au jugement de la cour supérieure ou, au lieu de fournir des cautions, il doit faire un dépôt d'argent selon que la cour des poursuites sommaires ou le juge de paix peut l'ordonner.

(2) L'appelant, avant que l'exposé de la cause lui soit remis, doit verser à la cour des poursuites sommaires ou au juge de paix les honoraires auxquels ils ont droit.

(3) Les paragraphes (1) *et* (2) ne *s'appliquent* pas lorsque la *demande est présentée* par le procureur général du Canada ou le procureur général d'une province ou par un conseil agissant pour le compte *de l'un ou de l'autre.*

(4) Lorsqu'un appelant est sous garde, la cour des poursuites sommaires ou le juge de paix doit ordonner sa mise en liberté si son engagement renferme une autre condition portant qu'il comparaîtra devant cette cour ou une autre cour des poursuites sommaires dans les dix jours qui suivront le prononcé du jugement de la cour supérieure, pour se conformer au jugement, à moins que ne soit réformé celui dont il est porté appel.

(5) Lorsque l'engagement lui semble insuffisant, irrégulier ou invalide, la cour supérieure peut permettre la substitution d'un engagement nouveau et suffisant, à contracter devant cette cour, et, à pareille fin, peut accorder le délai et faire l'examen qu'elle estime justes et raisonnables; et l'engagement substitué est, à toutes fins, aussi valide et efficace que s'il avait été contracté au moment où l'appellant a présenté la demande et avant que l'exposé de la cause fût formulé.»

Clause 21: Subsection (2) of section 736 reads as follows:

"(2) The appellant shall, before a case is stated by the superior court under this section, enter a recognizance as provided in section 735."

Article 21 du bill: Le paragraphe (2) de l'article 736 se lit actuellement comme suit:

«(2) Avant que la cour supérieure formule un exposé de cause aux termes du présent article, l'appelant doit contracter l'engagement prévu à l'article 735.»

Clause 22: Subsection (3) of section 738 at present reads as follows:

"(3) Where an order is made under this section, the summary conviction court shall, upon being served with a copy thereof *and upon the appellant entering into a recognizance pursuant to subsection (1) of section 735,* state a case accordingly."

Article 22 du bill: Le paragraphe (3) de l'article 738 se lit actuellement comme suit:

«(3) Lorsqu'une ordonnance est rendue en vertu du présent article, la cour des poursuites sommaires doit, dès qu'il lui en a été signifié copie *et une fois que l'appelant a contracté un engagement aux termes du paragraphe (1) de l'article 735,* formuler un exposé de cause en conséquence.»

23. (1) Form 2 set out in Part XXVI of the said Act is amended by striking out the first line thereof and substituting therefor the following:

"(*Sections 444A, 444B, 444C and 695.*)"

(2) Part XXVI of the said Act is further amended by striking out Forms 6 to 8 and substituting therefor the following:

"FORM 6

(*Sections 434, 444D, 444F, 444G and 700.*)

Summons to a person charged with an offence.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

TO A.B., of , (*occupation*):

Whereas you have this day been charged before me that (*set out briefly the offence in respect of which the accused is charged*);

This is therefore to command you, in Her Majesty's name:

1. to attend court on , the day of A.D. , at o'clock in the noon, at or before any justice for the said (*territorial division*) who is there, and to attend thereafter as required by the court, in order to be dealt with according to law; and

2. to appear on , the day of A.D. , at o'clock in the noon, at , for the purposes of the *Identification of Criminals Act*. (*Ignore, if not filled in*).

23. (1) La formule 2 indiquée dans la Partie XXVI de ladite loi est modifiée par le retranchement de la première ligne et son remplacement par ce qui suit:

«(*Articles 444A, 444B, 444C et 695.*)»

(2) La Partie XXVI de ladite loi est en outre modifiée par le retranchement des formules 6 à 8 et leur remplacement par ce qui suit:

«FORMULE 6

(*Articles 434, 444D, 444F, 444G et 700.*)

Sommation à une personne inculpée d'infraction.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

A A.B., de (*profession ou occupation*):

Attendu que vous avez, ce jour, été inculpé devant moi d'avoir (*Énoncer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé*);

À ces causes, les présentes vous enjoignent, au nom de Sa Majesté:

1. d'être présent à la cour le , jour de en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, à , ou devant un juge de paix pour ladite (*circonscription territoriale*) qui s'y trouve et d'être présent par la suite selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi; et

2. de comparaître le , jour de en l'an de grâce 19 , à heures du matin *ou* de l'après-midi, à , aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*. (*Ne pas tenir compte de cet alinéa s'il n'est pas rempli*).

You are warned that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this summons is a summary conviction offence under subsection 444G(1) of the *Criminal Code*.

Section 444G of the *Criminal Code* states as follows:

"**444G.** An accused who is served with a summons issued under section 444D and who fails without lawful excuse, the proof of which lies upon him, to attend court in accordance with the summons is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) Where an accused who is required by a summons to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act*, does not appear at that time and place, a justice may issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged."

Dated this day of A.D. , at .

.....

A Justice of the Peace in and for or Judge.

Vous êtes averti que l'omission, sans excuse légitime, d'être présent à la cour en conformité de la présente sommation, constitue une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité en vertu du paragraphe 444G(1) du *Code criminel*.

L'article 444G du Code criminel s'énonce comme suit:

«**444G.** (1) Un prévenu à qui est signifiée une sommation décernée en vertu de l'article 444D, et qui omet sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent à la cour en conformité de la sommation, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(2) Lorsqu'un prévenu à qui une sommation enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués aux fins de la *Loi sur l'identification de criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi indiqués, un juge de paix peut décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé.»

Daté du jour de , en l'an de grâce 19 , à .

.....

Juge de paix dans et pour ou juge.

FORM 7

(*Sections 444D, 444H and 707.*)

Warrant to arrest a person charged with an offence.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

To the peace officers in the said (*territorial division*):

Whereas A.B., of , (*occupation*), hereinafter called the accused, has been charged that (*set out briefly the offence in respect of which the accused is charged*);

FORMULE 7

(*Articles 444D, 444H et 707.*)

Mandat pour l'arrestation d'une personne inculpée d'infraction.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Aux agents de la paix de (*circonscription territoriale*):

Attendu que A.B., de , (*profession ou occupation*), ci-après appelé le prévenu, a été inculpé d'avoir (*Indiquer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé*);

This is, therefore, to command you in Her Majesty's name forthwith to arrest the accused and, unless he is sooner released under any provision of Part XIV of the *Criminal Code*, to bring him before or any justice for the said (*territorial division*), to answer to the said charge and to be further dealt with according to law.

Dated this day of A.D. , at .

.....
A Justice of the Peace in and for .

À ces causes, les présentes ont pour objet de vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le prévenu et, à moins qu'il n'ait été plus tôt mis en liberté en vertu d'une disposition de la Partie XIV du *Code criminel*, de l'amener devant ou tout juge de paix pour ladite (*circonscription territoriale*), afin qu'il réponde à cette inculpation et soit par ailleurs traité selon la loi.

Daté du jour de , en l'an de grâce 19 , à .

.....
Juge de paix dans et pour

FORM 7A

(*Sections 434, 437, 438, 439 and 442.*)

Appearance Notice issued by a peace officer to a person not yet charged with an offence.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

To A.B., of ,
(*occupation*):

You are alleged to have committed (*set out substance of offence*).

1. You are required to attend court on day, the day of A.D. , at o'clock in the noon, in courtroom No. , at court, in the municipality of , and to attend thereafter as required by the court, in order to be dealt with according to law.

2. You are also required to appear on day, the day of A.D. , at o'clock in the noon, at , (police station) (address) , for the purposes of the *Identification of Criminals Act*. (*Ignore, if not filled in*).

FORMULE 7A

(*Articles 434, 437, 438, 439 et 442.*)

Citation à comparaître délivrée par un agent de la paix à une personne qui n'est pas encore inculpée d'infraction.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

A A.B., de , (*profession ou occupation*):

Il est allégué que vous avez commis (*Indiquer l'essentiel de l'infraction*).

1. Vous êtes requis d'être présent à la cour le , jour de , en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, à la salle d'audience nº , à la cour , dans la municipalité de , et d'être présent par la suite selon les exigences de la cour, afin d'être traité selon la loi.

2. Vous êtes en outre requis de comparaître le , jour de , en l'an de grâce 19 , à heures du matin *ou* de l'après-midi , à , , aux (*poste de police*) (*adresse*) fins de la *Loi sur l'identification des criminels*. (*Ne pas tenir compte de cet alinéa s'il n'est pas rempli.*)

You are warned that failure to attend court in accordance with this appearance notice is a summary conviction offence under subsection 443(1) of the *Criminal Code*.

Section 443 of the *Criminal Code* states as follows:

"**443.** (1) An accused who is named in an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge and who fails without lawful excuse, the proof of which lies upon him, to attend court in accordance therewith in order to be dealt with according to law is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) Where an accused who is required by an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge, to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 444E, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged.

(3) For the purposes of subsection (1), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence."

Issued at a.m./p.m. this day of A.D. , at

.....
Signature of peace officer.

Vous êtes averti que l'omission d'être présent à la cour en conformité de la présente citation à comparaître constitue une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité en vertu du paragraphe 443(1) du *Code criminel*.

L'article 443 du *Code criminel* s'énonce comme suit:

«**443.** (1) Un prévenu dont le nom est indiqué dans une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent à la cour en conformité de la citation, de la promesse ou de l'engagement afin d'être traité selon la loi, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(2) Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut, lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 444E, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé.

(3) Aux fins du paragraphe (1), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indique d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction alléguée, ne constitue pas une excuse légitime.»

Délivré à du matin ou de l'après-midi, ce jour de en l'an de grâce 19 , à

.....
Signature de l'agent de la paix

FORM 8

(*Sections 444I, 444J and 710.*)

Warrant where

(*a*) *service of a summons is proved and the accused fails to comply therewith;*

(*b*) *an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge has been confirmed and the accused does not appear at the time and place stated therein in order to be dealt with according to law; or*

(*c*) *it appears that a summons cannot be served because the accused is evading service.*

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

To the peace officers in the said (*territorial division*):

Whereas on the day of A.D. , A.B., of , was charged that (*state the offence as in the information*);

And whereas:

1. a summons to the accused was issued commanding him, in Her Majesty's name, to attend court on day, the day of A.D. , at o'clock in the noon, at , before me or any justice who should then be there, and to attend thereafter as required by the court, to answer to the said charge and to be dealt with according to law; or

2. an appearance notice was issued to the accused, a promise to appear was given by him or a recognizance was entered into by him before an officer in charge and has been confirmed under subsection 444E(1).

FORMULE 8

(*Articles 444I, 444J et 710.*)

Mandat décerné

a) *quand la signification d'une sommation est prouvée et le prévenu omet de s'y conformer;*

b) *quand une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable ont été confirmés et le prévenu ne comparaît pas aux temps et lieu indiqués afin d'être traité selon la loi; ou*

c) *quand il paraît qu'une sommation ne peut être signifiée du fait que le prévenu se soustrait à la signification.*

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Aux agents de la paix de (*circonscription territoriale*);

Attendu que le jour de , en l'an de grâce 19 , A.B., de , a été inculpé d'avoir (*Indiquer l'infraction comme dans la dénonciation*);

Et attendu:

1. qu'une sommation a été décernée contre le prévenu, lui ordonnant, au nom de Sa Majesté, d'être présent à la cour le jour de , en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, à , devant moi ou tout juge de paix s'y trouvant présent, et d'être présent par la suite selon les exigences de la cour, pour répondre à ladite inculpation et être traité selon la loi; ou

2. qu'une citation à comparaître a été délivrée au prévenu, qu'une promesse de comparaître a été remise par lui ou qu'un engagement a été contracté par lui devant un fonctionnaire responsable et que cette citation, cette promesse ou cet engagement a été confirmé en vertu du paragraphe 444E(1).

And whereas it appears:

3. that the accused has failed to attend court in accordance with the summons and it has been proved that the summons was duly served on him; or

4. that the summons cannot be served because the accused is evading service; or

5. that the accused has failed to attend court in accordance with the appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge, in order to be dealt with according to law;

This is therefore to command you, in Her Majesty's name, forthwith to arrest the said accused and to bring him before me or any justice in and for the said (*territorial division*), to answer to the said charge and to be dealt with according to law.

Dated this day of 20 A.D. , at .

.....
A Justice of the Peace in and for .

Et attendu qu'il paraît:

3. que le prévenu a omis d'être présent à la cour en conformité de la sommation et qu'il a été prouvé que la sommation lui avait été dûment signifiée; ou

4. que la sommation ne peut être signifiée du fait que le prévenu se soustrait à la signification; ou

5. que le prévenu a omis d'être présent à la cour en conformité de la citation à comparaître, de la promesse de comparaître ou de l'engagement contracté devant un fonctionnaire responsable, afin d'être traité selon la loi;

À ces causes, les présentes vous enjoignent, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement ledit prévenu et de l'amener devant moi ou devant tout juge de paix dans et pour ladite (*circonscription territoriale*), pour qu'il réponde à ladite inculpation et soit traité selon la loi.

Daté du jour de , en l'an de grâce , à .

.....
Juge de paix dans et pour .

FORM 8A

(*Section 445J*)

Warrant where accused has violated or is about to violate his promise to appear, undertaking or recognizance or after his release thereon has committed an indictable offence.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*) .

To the peace officers in the said (*territorial division*):

Whereas on the day of A.D. , A.B., of , hereinafter called the accused, was charged that (*state the offence as in the information*);

FORMULE 8A

(*Article 445J*)

Mandat décerné lorsque le prévenu a violé ou est sur le point de violer sa promesse de comparaître, sa promesse ou son engagement, ou qu'il a, après sa mise en liberté sur cette promesse ou cet engagement, commis un acte criminel

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Aux agents de la paix de (*circonscription territoriale*):

Attendu que le jour de , en l'an de grâce , A.B., de , ci-après appelé le prévenu, a été inculpé d'avoir (*Indiquer l'infraction comme dans la dénonciation*);

And whereas the accused was released from custody on a promise to appear, undertaking or recognizance given or entered into by him and I am satisfied that there are reasonable and probable grounds to believe that he

1. has violated or is about to violate the promise to appear, undertaking or recognizance; or

2. has, since his release from custody, committed an indictable offence;

This is therefore to command you, in Her Majesty's name, forthwith to arrest the said accused and to bring him before me or any justice in and for the said (*territorial division*), to answer to the said charge and to be dealt with according to law.

Dated this day of A.D. , at .

.....
A Justice of the Peace in and for .

FORM 8B

(*Section 445K*)

Warrant of Arrest and Detention.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

To the peace officers in the said (*territrial division*) and to the keeper of the (*prison*) at :

Whereas A. B., hereinafter called the accused, stands charged that (*state offence as in the information or indictment*);

And whereas the order for the release of the accused under subsection 445K(4) of the *Criminal Code* has been cancelled;

Et attendu que, d'une part, le prévenu a été mis en liberté sur une promesse de comparaître ou promesse remise par lui ou, sur un engagement contracté par lui et que, d'autre part, je suis convaincu qu'il y a des motifs raisonnables et probables de croire

1. qu'il a violé ou est sur le point de violer la promesse de comparaître, la promesse ou l'engagement; ou

2. qu'il a, depuis sa mise en liberté, commis un acte criminel;

À ces causes, les présentes vous enjoignent, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement ledit prévenu et de le conduire devant moi ou devant tout juge de paix dans et pour ladite (*circonscription territoriale*), pour qu'il réponde à ladite inculpation et soit traité selon la loi.

Daté du jour de , en l'an de grâce , à .

.....
Juge de paix dans et pour .

FORMULE 8B

(*Article 445K*)

Mandat d'arrestation et de détention.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Aux agents de la paix de (*circonscription territoriale*) et au gardien de la (*prison*) à :

Attendu que A.B., ci-après appelé le prévenu, est inculpé d'avoir (*Indiquer l'infraction comme dans la dénonciation ou l'acte d'accusation*);

Et attendu que l'ordonnance de mise en liberté du prévenu en vertu du paragraphe 445K(4) du *Code criminel* a été annulée;

This is therefore to command you, in Her Majesty's name, forthwith to arrest the said accused, if he has not already been arrested, and to take the accused and convey him safely to the (*prison*) at and there deliver him to the keeper thereof, with the following precept:

I do hereby command you the said keeper to receive the accused into your custody in the said prison and keep him safely there until he is delivered by due course of law.

Dated this day of A.D. , at

.....

A Judge *or* clerk of the court.

FORM 8C

(*Section 587*)

Warrant of Arrest and Detention.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

To the peace officers in the said (*territorial division*) and to the keeper of the (*prison*) at :

Whereas A. B., hereinafter called the appellant, was released pending the determination of his appeal against his conviction (*or* sentence, *as the case may be*) in respect of the following charge (*set out offence of which the appellant was convicted*);

And whereas the order for the release of the appellant under subsection 587(4) of the *Criminal Code* has been cancelled;

This is therefore to command you, in Her Majesty's name, forthwith to arrest the said appellant, if he has not already been arrested, and to take the appellant and convey him safely to the (*prison*) at and there deliver

À ces causes, les présentes ont pour objet de vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement ledit prévenu, s'il n'a pas déjà été arrêté, et de le conduire sûrement à la (*prison*) à et de l'y livrer au gardien de ladite prison, avec l'ordre suivant:

Je vous enjoins par les présentes à vous, ledit gardien, de recevoir le prévenu sous votre garde dans ladite prison et de l'y détenir sûrement jusqu'à ce qu'il soit livré en d'autres mains selon le cours régulier de la loi.

Daté du jour de , en l'an de grâce , à

.....

Juge ou greffier de la cour.

FORMULE 8C

(*Article 587*)

Mandat d'arrestation et de détention.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Aux agents de la paix de (*circonscription territoriale*) et au gardien de la (*prison*) à :

Attendu que A.B., ci-après appelé l'appelant, a été mis en liberté en attendant la décision de l'appel qu'il a interjeté de sa déclaration de culpabilité (*ou* sentence, *selon le cas*) relativement à l'inculpation suivante (*Indiquer l'infraction dont l'appelant a été déclaré coupable*);

Et attendu que l'ordonnance de mise en liberté de l'appelant en vertu du paragraphe 587(4) du Code criminel a été annulée;

À ces causes, les présentes ont pour objet de vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement ledit appelant, s'il n'a pas déjà été arrêté, et de le conduire sûrement à la (*prison*) à et de l'y livrer au

him to the keeper thereof, with the following precept:

I do hereby command you the said keeper to receive the appellant into your custody in the said prison and keep him safely there until he is delivered by due course of law.

Dated this day of A.D. , at .

.....
A Judge *or* clerk of the court."

gardien de ladite prison, avec l'ordre suivant:

Je vous enjoins par les présentes à vous, ledit gardien, de recevoir l'appelant sous votre garde dans ladite prison et de l'y détenir sûrement jusqu'à ce qu'il soit livré en d'autres mains selon le cours régulier de la loi.

Daté du jour de , en l'an de grâce , à .

.....
Juge ou greffier de la cour.»

(3) Form 9 set out in Part XXVI of the said Act is amended by striking out the first line thereof and substituting therefor the following:

"(*Section 710.*)"

(3) La formule 9 indiquée dans la Partie XXVI de ladite loi est modifiée par le retranchement de la première ligne et son remplacement par ce qui suit:

«(*Article 710.*)»

(4) Form 10 set out in Part XXVI of the said Act is amended by striking out the last paragraph preceding the date thereof and substituting therefor the following:

"This is to command you, in Her Majesty's name, to convey the said A.B., before a justice of the (*last mentioned territorial division*)."

(4) La formule 10 indiquée dans la Partie XXVI de ladite loi est modifiée par le retranchement du dernier alinéa précédant la date, et son remplacement par ce qui suit:

«Les présentes vous enjoignent, au nom de Sa Majesté, d'emmener ledit A.B. devant un juge de paix de (*la circonscription territoriale en dernier lieu mentionnée*).»

(5) Form 14 set out in Part XXVI of the said Act is amended by striking out the first line thereof and substituting therefor the following:

"(*Section 451.*)"

(5) La formule 14 indiquée dans la Partie XXVI de ladite loi est modifiée par le retranchement de la première ligne et son remplacement par ce qui suit:

«(*Article 451.*)»

(6) Part XXVI of the said Act is further amended by striking out Form 17 and substituting therefor the following:

(6) La Partie XXVI de ladite loi est en outre modifiée par le retranchement de la formule 17 et son remplacement par ce qui suit:

"FORM 17

(*Section 445B.*)

Warrant of Committal in Lieu of Interim Release.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

To the peace officers in the said (*territorial division*) and to the keeper of the (*prison*) at :

Whereas A. B., hereinafter called the accused, stands charged that (*state offence as in the information*);

And whereas the accused has not been released pursuant to the provisions of Part XIV of the *Criminal Code;*

This is therefore to command you, in Her Majesty's name, to take the accused and convey him safely to the (*prison*) at and there deliver him to the keeper thereof, with the following precept:

I do hereby command you the said keeper to receive the accused into your custody in the said prison and keep him safely there until he is delivered by due course of law.

Dated this day of A.D. , at .

.....
A Justice of the Peace in and for ."

(7) Part XXVI of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after Form 25, the following Form:

«FORMULE 17

(*Article 445B.*)

Mandat de dépôt au lieu de mise en liberté provisoire.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Aux agents de la paix de (*circonscription territoriale*) et au gardien de la (*prison*) à :

Attendu que A.B., ci-après appelé le prévenu, a été inculpé d'avoir (*Indiquer l'infraction comme dans la dénonciation*);

Et attendu que le prévenu n'a pas été mis en liberté en application des dispositions de la Partie XIV du *Code criminel;*

À ces causes, les présentes ont pour objet de vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'appréhender le prévenu et de le conduire sûrement à la (*prison*) à et de l'y livrer au gardien de ladite prison, avec l'ordre suivant:

Je vous enjoins par les présentes à vous, ledit gardien, de recevoir le prévenu sous votre garde dans ladite prison et de l'y détenir sûrement jusqu'à ce qu'il soit livré en d'autres mains selon le cours régulier de la loi.

Daté du jour de , en l'an de grâce , à .

.....
Juge de paix dans et pour .»

(7) La Partie XXVI de ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après la formule 25, de la formule suivante:

"FORM 25A

(*Subsections 440(1) and 444D(6)*.)

Endorsement of Warrant.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

Whereas this warrant is issued in respect of an offence mentioned in paragraph 439(1)(*a*) or (*b*) of the *Criminal Code*, I hereby authorize the release of the accused pursuant to section 440 thereof.

Dated this day of A.D. , at .

.....
A Justice of the Peace in and for ."

«FORMULE 25A

(*Paragraphes 440(1) et 444D(6)*.)

Visa du mandat.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Attendu que le présent mandat est décerné relativement à une infraction visée à l'alinéa 439(1)*a*) ou *b*) du *Code criminel*, j'autorise par les présentes la mise en liberté du prévenu en application de l'article 440 dudit Code.

Daté du jour de , en l'an de grâce , à .

.....
Juge de paix dans et pour .»

(8) Part XXVI of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after Form 27, the following Forms:

(8) La Partie XXVI de ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après la formule 27, des formules suivantes:

"FORM 27A

(*Sections 434, 439 and 442*)

Promise to Appear.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

I, A.B., of , (*occupation*) understand that it is alleged that I have committed (*set out substance of offence*).

In order that I may be released from custody,

«FORMULE 27A

(*Articles 434, 439 et 442.*)

Promesse de comparaître

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Je, A.B., de , (*profession ou occupation*), comprends qu'il est allégué que j'ai commis (*Indiquer l'essentiel de l'infraction*).

Afin de pouvoir être mis en liberté,

1. I promise to attend court on day, the day of A.D. , at o'clock in the noon, in courtroom No. , at court in the municipality of , and to attend thereafter as required by the court, in order to be dealt with according to law.

2. I also promise to appear on day, the day of A.D. , at o'clock in the noon, at , (police station) (address) for the purposes of the *Identification of Criminals Act*. (*Ignore if not filled in*).

I understand that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this promise to appear is a summary conviction offence under subsection 443(1) of the *Criminal Code*.

Section 443 of the *Criminal Code* states as follows:

"**443.** (1) An accused who is named in an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge and who fails without lawful excuse, the proof of which lies upon him, to attend court in accordance therewith in order to be dealt with according to law is guilty of an offence punishable on summary conviction.

1. Je promets d'être présent à la cour le , jour de , en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, en la salle d'audience n° , à la cour , dans la municipalité de , et d'être présent par la suite selon les exigences de la cour, afin d'être traité selon la loi.

2. Je promets également de comparaître le , jour de , en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, au , (*poste de police*) aux fins (*adresse*) de la *Loi sur l'identification des criminels*. (*Ne pas tenir compte de cet alinéa s'il n'est pas rempli.*)

Je comprends que l'omission, sans excuse légitime, d'être présent à la cour en conformité de la présente promesse de comparaître constitue une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité en vertu du paragraphe 443(1) du *Code criminel*.

L'article 443 du *Code criminel* s'énonce comme suit:

«**443.** (1) Un prévenu dont le nom est indiqué dans une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable et qui omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent à la cour en conformité de la citation, de la promesse ou de l'engagement afin d'être traité selon la loi, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(2) Where an accused who is required by an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge, to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 444E, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged.

(3) For the purposes of subsection (1), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence."

Dated this day of A.D. , at .20

.....
Signature of accused.

FORM 27B

(*Sections 434, 445A and 445H*)

Undertaking Given to a Justice or Judge.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

I, A.B., of (*occupation*) understand that it is alleged that I have committed (*set out substance of offence*).

In order that I may be released from custody,

(2) Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut, lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 444E, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé.

(3) Aux fins du paragraphe (1), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indique d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction alléguée, ne constitue pas une excuse légitime.»

Daté du jour de ,
en l'an de grâce ,
à .

.....
Signature du prévenu

FORMULE 27B

(*Articles 434, 445A et 445H*)

Promesse remise à un juge de paix ou à un juge.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Je, A.B., de , (*profession ou occupation*) comprends qu'il est allégué que j'ai commis (*Indiquer l'essentiel de l'infraction*).

Afin de pouvoir être mis en liberté,

I undertake to attend court on day, the day of , A.D. , at o'clock in the noon, in court room No. , at court in the municipality of , and to attend thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law.

(*and where applicable*)

I also undertake to

(*insert any conditions that are directed*)

(*a*) report at (*state times*) to (*name of peace officer or other person designated*);

(*b*) remain within (*designated territorial jurisdiction*);

(*c*) notify (*name of peace officer or other person designated*) of any change in my address, employment or occupation;

(*d*) abstain from communicating with (*name of witness or other person*) unless I have given to (*name of justice or judge*) and (*name of prosecutor*) at least twenty-four hours notice in writing of my intention to do so;

(*e*) deposit my passport (*as justice or judge directs*);

(*f*) (*any other reasonable conditions*).

I understand that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this undertaking is an indictable offence under section 125 of the *Criminal Code*.

The relevant portions of section 125 of the *Criminal Code* state as follows:

Je m'engage à être présent à la cour le , jour de , en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, en la salle d'audience nº , à la cour , dans la municipalité de , et à être présent par la suite selon les exigences de la cour, afin d'être traité selon la loi.

(*Et, le cas échéant,*)

Je m'engage également

(*Insérer toutes les conditions qui sont fixées*)

a) à me présenter à (*Indiquer à quels moments*) à (*nom de l'agent de la paix ou autre personne désignés*);

b) à rester dans les limites de (*juridiction territoriale désignée*);

c) à notifier à (*nom de l'agent de la paix ou autre personne désignés*) tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;

d) à m'abstenir de communiquer avec (*nom du témoin ou autre personne*) à moins que je n'aie donné à (*nom du juge de paix ou du juge*) et à (*nom du poursuivant*) un préavis écrit d'au moins vingt-quatre heures de mon intention de le faire;

e) à déposer mon passeport (*ainsi que le juge de paix ou le juge l'ordonne*);

f) (*autres conditions raisonnables*).

Je comprends que l'omission, sans excuse légitime, d'être présent à la cour en conformité de la présente promesse constitue un acte criminel en vertu de l'article 125 du *Code criminel*.

Les parties pertinentes de l'article 125 du *Code criminel* s'énoncent comme suit:

"**125.** Everyone who

...

(*c*) having been charged with a criminal offence and being at large on his undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or a judge in accordance with Part XIV or section 587, fails, without lawful excuse, the proof of which lies upon him, to attend court in accordance with the undertaking or recognizance in order to be dealt with according to law, or to surrender himself in accordance with an order of the judge, as the case may be,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years."

Dated this day of A.D. , at .

.....
Signature of accused.

FORM 27C

(*Sections 434, 439 and 442*)

Recognizance Entered into before an Officer in Charge.

Canada,
Province of ,
(*territorial division*).

I, A.B., of , (*occupation*) understand that it is alleged that I have committed (*set out substance of offence*).

In order that I may be released from custody, I hereby acknowledge that I owe $(*not exceeding $500*) to Her Majesty the Queen to be levied on my real and personal property if I fail to attend court as hereinafter required.

(*or, for persons not ordinarily resident in Canada:*)

«**125.** Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, quiconque,

...

c) ayant été inculpé d'une infraction criminelle et étant en liberté sur sa promesse ou son engagement remis ou contractés devant un juge de paix ou un juge en conformité de la Partie XIV ou de l'article 587, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent à la cour en conformité de la promesse ou de l'engagement afin d'être traité selon la loi, ou de se livrer en conformité d'une ordonnance du juge, selon le cas,»

Daté du jour de , en l'an de grâce , à .

.....
Signature du prévenu

FORMULE 27C

(*Articles 434, 439 et 442*)

Engagement contracté devant un fonctionnaire responsable.

Canada,
Province de ,
(*circonscription territoriale*).

Je, A.B., de ,(*profession ou occupation*) comprends qu'il est allégué que j'ai commis (*Indiquer l'essentiel de l'infraction*).

Afin de pouvoir être mis en liberté, je reconnais par les présentes devoir $(*au plus $500*) à Sa Majesté la Reine, ladite somme devant être prélevée sur mes biens meubles et immeubles si j'omets d'être présent à la cour comme j'y suis ci-après requis.

(*ou, pour les personnes ne résidant pas ordinairement au Canada:*)

In order that I may be released from custody, I hereby acknowledge that I owe $(*not exceeding $500*) to Her Majesty the Queen and deposit herewith (*money or other valuable security not exceeding in amount or value $500*) to be forfeited if I fail to attend court as hereinafter required.

1. I acknowledge that I am required to attend court on day, the day of , A.D. , at o'clock in the .noon, in courtroom No. , at court in the municipality of , and to attend thereafter as required by the court, in order to be dealt with according to law.

2. I acknowledge that I am also required to appear on day, the day of A.D. , at o'clock in the noon, at, , , (police station) (address) for the purposes of the *Identification of Criminals Act*. (*Ignore if not filled in*).

I understand that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this recognizance is a summary conviction offence under subsection 443(1) of the *Criminal Code*.

Section 443 of the *Criminal Code* states as follows:

"**443.** (1) An accused who is named in an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge and who fails with-

Afin de pouvoir être mis en liberté, je reconnais par les présentes devoir $(*au plus $500*) à Sa Majesté la Reine et je dépose, en conséquence, (*argent ou autre valeur ne dépassant pas un montant ou une valeur de $500*), ladite somme devant être confisquée si j'omets d'être présent à la cour comme j'y suis ci-après requis.

1. Je reconnais que je suis requis d'être présent à la cour le , jour de , en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, en la salle d'audience n° , à la cour , dans la municipalité de et d'être présent par la suite selon les exigences de la cour, afin d'être traité selon la loi.

2. Je reconnais que je suis également requis de comparaître le , jour de , en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, à , (*poste de police*) , (*adresse*) aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*. (*Ne pas tenir compte du présent alinéa s'il n'est pas rempli.*)

Je comprends que l'omission, sans excuse légitime, d'être présent à la cour en conformité du présent engagement constitue une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité en vertu du paragraphe 443(1) du *Code criminel*.

L'article 443 du *Code criminel* s'énonce comme suit:

«**443.** (1) Un prévenu dont le nom est indiqué dans une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant

out lawful excuse, the proof of which lies upon him, to attend court in accordance therewith in order to be dealt with according to law is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) Where an accused who is required by an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer in charge, to appear at a time and place stated therein for the purposes of the *Identification of Criminals Act* does not appear at that time and place, a justice may, where the appearance notice, promise to appear or recognizance has been confirmed by a justice under section 444E, issue a warrant for the arrest of the accused for the offence with which he is charged.

(3) For the purposes of subsection (1), it is not a lawful excuse that an appearance notice, promise to appear or recognizance states defectively the substance of the alleged offence."

Dated this day of A.D. , at .

Seal if required .....
Signature of accused."

un fonctionnaire responsable et qui omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d'être présent à la cour en conformité de la citation, de la promesse ou de l'engagement afin d'être traité selon la loi, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

(2) Lorsqu'un prévenu à qui une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement contracté devant un fonctionnaire responsable enjoint de comparaître aux temps et lieu y indiqués, aux fins de la *Loi sur l'identification des criminels*, ne comparaît pas aux temps et lieu ainsi fixés, un juge de paix peut, lorsque la citation à comparaître, la promesse de comparaître ou l'engagement a été confirmé par un juge de paix en vertu de l'article 444E, décerner un mandat pour l'arrestation du prévenu pour l'infraction dont il est inculpé.

(3) Aux fins du paragraphe (1), le fait qu'une citation à comparaître, une promesse de comparaître ou un engagement indique d'une manière imparfaite l'essentiel de l'infraction alléguée, ne constitue pas une excuse légitime.»

Daté du jour de , en l'an de grâce , à .

Sceau, s'il est requis .....
Signature du prévenu.»

(9) Form 28 set out in Part XXVI of the said Act is amended

(*a*) by striking out the first line thereof and substituting therefor the following:

"(*Sections 434, 445A, 445H, 461, 611, 669, 670 and 717.*)"

(*b*) by striking out the last two lines thereof and substituting therefor the following:

"Clerk of the Court, Judge or Justice";

(9) La formule 28 indiquée dans la Partie XXVI de ladite loi est modifiée

a) par le retranchement de la première ligne et son remplacement par ce qui suit:

«(*Articles 434, 445A, 445H, 461, 611, 669, 670 et 717.*)»

b) par le retranchement de ses deux dernières lignes et leur remplacement par ce qui suit:

«Greffier de la cour, juge ou juge de paix»;

(*c*) by striking out conditions (*a*), (*b*), (*c*) and (*g*) set forth at the end of the said Form and substituting therefor the following conditions:

"(*a*) Whereas the said A.B. has been charged (*state offence as in the information*);

Now, therefore, the condition of the above written recognizance is that if the said A.B. attends court before the (*state court, judge or justice*) on the day of A.D. , at o'clock in the noon, at (*place*) and attends thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law;

And further if the said A.B. (*insert any conditions that are directed*)

(i) reports at (*state times*) to (*name of peace officer or other person designated*),

(ii) remains within (*designated territorial jurisdiction*),

(iii) notifies (*name of peace officer or other person designated*) of any change in his address, employment or occupation,

(iv) abstains from communicating with (*name of witness or other person*) unless he has given to (*name of justice or judge*) and (*name of prosecutor*) at least twenty-four hours notice in writing of his intention to do so,

(v) deposits his passport (*as the justice or judge directs*),

(vi) (*any other reasonable conditions*),

the said recognizance is void, otherwise it stands in full force and effect.

(*b*) Whereas the said A.B. is an appellant against his conviction (*or* sentence, *as the case may be*) in respect of the following charge (*set out the offence for which the appellant was convicted*);

c) par le retranchement des conditions *a*), *b*), *c*) et *g*) énoncées à la fin de cette formule et leur remplacement par les conditions suivantes:

«*a*) Attendu que ledit A.B. a été inculpé d'avoir (*Indiquer l'infraction comme dans la dénonciation*);

À ces causes, la condition de l'engagement écrit ci-dessus est que si ledit A.B. est présent à la cour devant (*Indiquer la cour, le juge ou le juge de paix*) le jour de , en l'an de grâce , à heures du matin *ou* de l'après-midi, à (*lieu*) et est présent par la suite selon les exigences de la cour, afin d'être traité selon la loi;

Et qu'en outre si ledit A.B. (*Insérer toutes conditions fixées*)

(i) se présente à (*Indiquer à quels moments*) à (*Nom de l'agent de la paix ou autre personne désignés*);

(ii) reste dans les limites de (*juridiction territoriale désignée*);

(iii) notifie à (*nom de l'agent de la paix ou autre personne désignés*) tout changement d'adresse, d'emploi ou d'occupation;

(iv) s'abstient de communiquer avec (*nom du témoin ou autre personne*) à moins qu'il n'ait donné à (*nom du juge de paix ou du juge*) et à (*nom du poursuivant*) un préavis écrit d'au moins vingt-quatre heures de son intention de le faire;

(v) dépose son passeport (*ainsi que l'ordonne le juge de paix ou le juge*);

(vi) (*autres conditions raisonnables*);

ledit engagement est nul mais qu'au cas contraire il a pleine force et plein effet.

b) Attendu que ledit A.B. interjette appel de sa déclaration de culpabilité (*ou* sentence, *selon le cas*) relativement à l'inculpation suivante (*Indiquer l'infraction dont l'appelant a été déclaré coupable*);

Now, therefore, the condition of the above written recognizance is that if the said A.B. proceeds diligently with the said appeal and attends as required by the court in order to be dealt with according to law;

And further if the said A.B. (*insert any conditions that are directed as in condition (a) above*) the said recognizance is void, otherwise it stands in full force and effect.

(*c*) Whereas the said A.B. was brought before me under a warrant issued pursuant to subsection 603(2) (*or* pursuant to section 609 or section 610 (*delete as required*));

Now, therefore, the condition of the above written recognizance is that if the said A.B. attends to give evidence at the time and place fixed for the trial of the accused, the said recognizance is void, otherwise it stands in full force and effect."

À ces causes, la condition de l'engagement écrit ci-dessus est que si ledit A.B. poursuit ledit appel avec diligence et est présent selon les exigences de la cour, afin d'être traité selon la loi;

Et qu'en outre si ledit A.B. (*Insérer toutes conditions fixées comme dans la condition a) ci-dessus*)

ledit engagement est nul mais qu'au cas contraire il a pleine force et plein effet.

c) Attendu que ledit A.B. a été amené devant moi en vertu d'un mandat décerné en application du paragraphe 603 (2) (*ou* en application de l'article 609 ou de l'article 610 (*rayer les termes inutiles*));

À ces causes, la condition de l'engagement écrit ci-dessus est que si ledit A.B. est présent pour rendre témoignage aux temps et lieu fixés pour le procès du prévenu, ledit engagement est nul mais qu'au cas contraire il a pleine force et plein effet.»

Coming into force

24. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

24. La présente loi entrera en vigueur à une date qui sera fixée par proclamation.

Entrée en vigueur

C-221

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-221

An Act to amend the Navigable Waters Protection Act

First reading, June 10, 1970

MR. BARNETT

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22156

C-221

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-221

Loi modifiant la Loi sur la protection des eaux navigables

Première lecture, le 10 juin 1970

M. BARNETT

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-221

An Act to amend the Navigable Waters Protection Act

R.S., c. 193; 1953–54, c. 37; 1956, c. 41; 1968–69, c. 15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Navigable Waters Protection Act* is amended by adding thereto, immediately after section 32 thereof, the following:

Act binding on Her Majesty

"**33.** This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province and any agent thereof."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-221

Loi modifiant la Loi sur la protection des eaux navigables

S.R., c. 193; 1953–54, c. 37; 1956, c. 41; 1968–69, c. 15

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. La *Loi sur la protection des eaux navigables* est modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 32, de ce qui suit:

La loi lie Sa Majesté

«**33.** La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et tout agent de Sa Majesté.»

Explanatory Note

Many activities of the governments of Canada and the provinces, and their agents, now affect navigable waters in ways similar to non-governmental activities. It is therefore proper and necessary that the Act clearly require that governmental activities are subject to the same conditions and approvals.

Note explicative

Beaucoup d'activités des gouvernements fédéral et provinciaux et de leurs mandataires affectent les eaux navigables de la même manière que les activités d'autres organismes. Il importe, par conséquent, que la loi exige clairement que les activités des gouvernements soient assujetties aux mêmes conditions et approbations.

C-222

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-222

An Act to authorize the making of a grant to the Province of Nova Scotia for the purpose of providing assistance to Deuterium of Canada Limited

First reading, June 15 1970

THE MINISTER OF REGIONAL ECONOMIC EXPANSION

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22215

C-222

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-222

Loi autorisant l'attribution d'une subvention à la province de Nouvelle-Écosse pour lui permettre d'aider la Deuterium of Canada Limited

Première lecture, le 15 juin 1970

LE MINISTRE DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-222

An Act to authorize the making of a grant to the Province of Nova Scotia for the purpose of providing assistance to Deuterium of Canada Limited

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Deuterium of Canada Assistance Act.*

INTERPRETATION

Definitions

2. In this Act,

"Minister"

(*a*) "Minister" means the Minister of Regional Economic Expansion;

"Province"

(*b*) "Province" means the Province of Nova Scotia;

"Remedial program"

(*c*) "remedial program" means the work required to be done to enable Deuterium of Canada Limited, a company all the issued shares of the capital stock of which are owned by or held in trust for Her Majesty in right of the Province, to produce heavy water at its manufacturing plant located at the Town of Glace Bay in the Province.

AUTHORIZATION OF GRANT

Grant

3. The Minister may, at the request of the Province and in lieu of any development grant that might otherwise be paya-

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-222

Loi autorisant l'attribution d'une subvention à la province de Nouvelle-Écosse pour lui permettre d'aider la Deuterium of Canada Limited

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi d'aide à la Deuterium of Canada.*

INTERPRÉTATION

Définitions

2. Dans la présente loi,

«Ministre»

a) «Ministre» désigne le ministre de l'Expansion économique régionale;

«province»

b) «province» désigne la province de Nouvelle-Écosse;

«programme correctif»

c) «programme correctif» désigne les travaux dont l'exécution est requise pour permettre à la Deuterium of Canada Limited de produire de l'eau lourde dans son usine de Glace Bay, dans la province; toutes les actions émises du capital-actions de la compagnie sont possédées par sa Majesté du chef de la province ou sont détenues pour elle du même chef par fidéicommis.

AUTORISATION DE LA SUBVENTION

Subvention

3. A la demande de la province, et en guise de toute subvention au développement qui pourrait autrement être consentie

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General has recommended to the House of Commons the present measure to provide for the making of a grant of five million dollars out of the Consolidated Revenue Fund to the province of Nova Scotia for the purpose of providing assistance to Deuterium of Canada Limited; and the conditions thereof.

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général a recommandé à la Chambre des communes la présente mesure prévoyant l'attribution d'une subvention de cinq millions de dollars sur le Fonds du revenu consolidé à la province de Nouvelle-Écosse pour lui permettre d'aider la Deuterium of Canada Limited, et les conditions de cette subvention.

ble under the *Area Development Incentives Act* with respect to the remedial program, authorize payment out of the Consolidated Revenue Fund of a grant to the Province of five million dollars for the purpose of assisting Deuterium of Canada Limited to carry out the remedial program.

PAYMENT OF GRANT

Evidence of amounts expended and to be expended

4. (1) Commencing with the month immediately following the month in which the remedial program is commenced, the Province shall submit monthly to the Minister evidence satisfactory to him showing the amount expended during the immediately preceding month for or on account of work done with respect to the remedial program, together with a certificate in a form satisfactory to the Minister setting forth the total amount, as estimated by the Province as of the last day of that immediately preceding month, expended and to be expended for or on account of work done and to be done with respect to the remedial program.

Payments on account of grant

(2) Where payment of the grant provided for by this Act has been authorized by the Minister under section 3 and the Province has, with respect to amounts expended during any month for or on account of work done with respect to the remedial program, submitted to the Minister the evidence and certificate referred to in subsection (1), there shall be paid to the Province an amount on account of the grant equal to that proportion of the amounts expended during that month for or on account of work done with respect to the remedial program that five million dollars is of the total amount, as estimated by the Province as of the last day of that month, expended and to be expended for or on account of work done and to be done with respect to the remedial program.

en vertu de la *Loi stimulant le développement de certaines régions* à l'égard du programme correctif, le Ministre peut autoriser le paiement à la province, à même le Fonds du revenu consolidé, d'une subvention de cinq millions de dollars pour aider la Deuterium of Canada Limited à mettre en oeuvre ledit programme.

PAIEMENT DE LA SUBVENTION

Preuve des sommes dépensées

4. (1) A compter du mois qui suit celui de la mise en œuvre du programme correctif, la province doit soumettre mensuellement au Ministre une preuve établissant à la satisfaction de ce dernier, la somme dépensée directement ou indirectement durant le mois précédent pour les travaux exécutés dans le cadre du programme correctif, ainsi qu'un certificat, en une forme jugée satisfaisante par le Ministre, établissant la somme totale qui, selon l'estimation de la province au dernier jour du mois précédent, a été ou doit être dépensée directement ou indirectement pour les travaux exécutés ou à exécuter dans le cadre du programme correctif.

Paiements à valoir sur la subvention

(2) Lorsque, en vertu de l'article 3, le Ministre a autorisé le paiement de la subvention prévue par la présente loi et que la province lui a soumis la preuve et le certificat mentionnés au paragraphe (1), à l'égard des sommes dépensées directement ou indirectement au cours d'un mois pour les travaux exécutés dans le cadre du programme correctif, il doit être payé à la province une somme à valoir sur la subvention représentant une fraction des sommes dépensées directement ou indirectement au cours de ce mois, dans le cadre du programme correctif, égale à la fraction que représentent cinq millions de dollars par rapport à la somme totale qui, selon l'estimation de la province au dernier jour de ce mois, a été ou doit être dépensée directement ou indirectement pour les travaux exécutés ou à exécuter dans le cadre du programme correctif.

Final payment

(3) Notwithstanding subsection (2), when the Minister is satisfied that the remedial program is completed and the Province submits to the Minister a certificate in a form satisfactory to him stating that no further amounts are to be expended for or on account of work done with respect to the remedial program, there shall be paid to the Province any amount by which five million dollars exceeds the total of the amounts paid to the Province on account of the grant provided for by this Act.

Dernier versement

(3) Nonobstant le paragraphe (2), lorsque le Ministre est convaincu que le programme correctif est réalisé, et sur présentation au Ministre par la province d'un certificat en une forme jugée par lui satisfaisante et stipulant qu'aucune nouvelle somme ne sera dépensée directement ou indirectement à l'égard de travaux exécutés dans le cadre du programme, le solde restant à verser sur les cinq millions de dollars de la subvention prévue par la présente loi pour le programme correctif sera versé à la province.

C-223

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-223

An Act to amend the Canada Labour (Safety) Code (Marine workers)

First reading, June 17 1970

MR. SKOBERG

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22253

C-223

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-223

Loi modifiant le Code canadien du travail (Sécurité) (Ouvriers des chantiers maritimes)

Première lecture, le 17 juin 1970

M. SKOBERG

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-223

An Act to amend the Canada Labour (Safety) Code (Marine workers)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1966–67, c. 62

1. Paragraph (*c*) of section 2 of the *Canada Labour (Safety) Code* is deleted and the following substituted therefor:

"(*c*) "federal work, undertaking or business" means a work, undertaking or business to which, in respect of employment thereupon or in connection with the operation thereof, this Act applies and includes ship repair workers, longshoremen and all port workers when working on domestic or foreign registered vessels and domestic and foreign government vessels while in Canadian ports."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-223

Loi modifiant le Code canadien du travail (Sécurité) (Ouvriers des chantiers maritimes)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'alinéa *c*) de l'article 2 du *Code canadien du travail (Sécurité)* est abrogé et remplacé par ce qui suit: 1966–67, c. 62

«*c*) «ouvrage, entreprise ou affaire relevant de la juridiction fédérale» désigne un ouvrage, une entreprise ou une affaire que vise la présente loi en ce qui concerne le fait d'être employé à l'exécution d'un semblable ouvrage ou à l'exploitation d'une semblable entreprise ou affaire ou en rapport avec une telle exécution ou exploitation et comprend les ouvriers chargés de la réparation des navires, les débardeurs et tous les ouvriers des ports lorsqu'ils travaillent à la réparation de navires immatriculés au Canada ou à l'étranger et de navires appartenant à un gouvernement canadien ou étranger, pendant qu'ils se trouvent dans les ports canadiens.»

C-224

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-224

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the public service for the financial year ending 31st March, 1971

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS 18th JUNE, 1970

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

21801

C-224

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-224

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1971

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 18 JUIN 1970

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-224

An Act for granting to Her Majesty certain sums of money for the public service for the financial year ending 31st March, 1971

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

Preamble

Whereas it appears by message from His Excellency, the Right Honourable Roland Michener, Governor General of Canada, and the estimates accompanying the said message, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the public service of Canada, not otherwise provided for, for the financial year ending the 31st day of March, 1971, and for other purposes connected with the public service: May it therefore please Your Majesty, that it may be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, that:

Short title

1. This Act may be cited as the *Appropriation Act No. 3, 1970.*

$5,513,517,508.33 granted for 1970-71

2. From and out of the Consolidated Revenue Fund, there may be paid and applied a sum not exceeding in the whole five billion, five hundred and thirteen million, five hundred and seventeen thousand, five hundred and eight dollars and thirty-three cents towards defraying the several

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-224

Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1971

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Préambule

Considérant qu'il appert, du message de Son Excellence le très honorable Roland Michener, Gouverneur général du Canada, et du budget qui accompagne ledit message, que les sommes ci-dessous mentionnées sont nécessaires pour faire face à certaines dépenses du service public du Canada, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, à l'égard de l'année financière se terminant le 31 mars 1971, et pour d'autres objets se rattachant au service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté que soit statué et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, ce qui suit:

Titre

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits.*

$5,513,517,508.33 accordés pour 1970-71

2. Sur le Fonds du revenu consolidé, il peut être payé et appliqué une somme n'excédant pas en tout cinq milliards cinq cent treize millions cinq cent dix-sept mille cinq cent huit dollars trente-trois cents, pour subvenir aux diverses charges et dé-

charges and expenses of the public service, from the 1st day of April, 1970 to the 31st day of March, 1971, not otherwise provided for, and being the total of the amounts of the items set forth in the Main Estimates as contained in the schedule to this Act, less the amounts voted on account of the said items by *Appropriation Act No. 2, 1970*.....$5,513,517,508.33

penses du service public depuis le 1er avril 1970 jusqu'au 31 mars 1971, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le total des montants des articles énoncés au budget principal contenus dans l'annexe de la présente loi, moins les montants attribués à compte sur lesdits articles par la *Loi nº 2 de 1970 portant affectation de crédits*.....
.....$5,513,517,508.33

Purpose and effect of each item

3. (1) The amount authorized by this Act to be paid or applied in respect of an item may be paid or applied only for the purposes and subject to any terms and conditions specified in the item, and the payment or application of any amount pursuant to the item has such operation and effect as may be stated or described therein.

3. (1) Le montant dont la présente loi autorise le paiement ou l'affectation à l'égard d'un article peut être versé ou affecté aux seules fins et sous la seule réserve de conditions spécifiées dans l'article, et le paiement ou l'affectation de tout montant relevant de l'article ont l'application et l'effet qui peuvent y être énoncés ou désignés.

Objet et effet de chaque article

(2) The provisions of each item in the Schedule shall be deemed to have been enacted by Parliament on the 1st day of April, 1970.

(2) Les dispositions de chaque article de l'annexe sont censées avoit été édictées par le Parlement le 1er avril 1970.

Commitments

4. (1) Where an item in the Estimates referred to in section 2 purports to confer authority to enter into commitments up to an amount stated therein or increases the amount up to which commitments may be entered into under any other Act or where a commitment is to be entered into under subsection (2), the commitment may be entered into in accordance with the terms of such item or in accordance with subsection (2), if the deputy head or other person charged with the administration of a service certifies that the amount of the commitment proposed to be entered into, together with all previous commitments entered into in accordance with this section or under such other Act, does not exceed the total amount of the commitment authority stated in such item or calculated in accordance with subsection (2).

4. (1) Lorsqu'un article du budget mentionné à l'article 2 est censé conférer l'autorisation de prendre des engagements jusqu'à concurrence du montant qui y figure ou augmente le montant jusqu'à concurrence duquel des engagements peuvent être pris en vertu de toute autre loi ou lorsqu'un engagement est pris en vertu du paragraphe (2), l'engagement peut être pris conformément aux conditions de cet article ou conformément au paragraphe (2), si le sous-chef ou une autre personne chargée de l'administration d'un service certifie que le montant de l'engagement qu'on se propose de prendre, ainsi que tous les engagements antérieurement pris conformément au présent article ou en vertu d'une autre loi, n'excède pas le montant total de l'autorisation d'engagement mentionné dans cet article ou calculé conformément au paragraphe (2).

Engagements

Idem

(2) Where an item is the Estimates referred to in section 2 or a provision of any Act purports to confer authority to spend revenues, commitments may be entered into in accordance with the terms of such item or provision up to an amount equal to the aggregate of

(*a*) the amount, if any, appropriated in respect of that item or provision; and

(*b*) the amount of revenues actually received or, in the case of an item in the said Estimates, the estimated revenues set out in the details related to such item, whichever is the greater.

Idem

(2) Lorsqu'un article du budget mentionné à l'article 2 ou une disposition d'une loi est censé conférer l'autorisation de dépenser des recettes, des engagements peuvent être pris conformément aux conditions de cet article ou de ladite disposition jusqu'à concurrence d'un montant égal à l'ensemble

a) du montant, s'il y a lieu, accordé relativement à cet article ou à cette disposition; et

b) du montant des recettes effectivement reçues ou, dans le cas d'un article contenu audit budget, les recettes estimatives énoncées dans les détails relatifs à cet article, selon celui qui est le plus élevé.

Appropriation charged

5. At any time prior to the date on which the Public Accounts for a fiscal year are tabled in Parliament, an appropriation granted by this or any other Act may be charged after the end of the fiscal year for which the appropriation is granted for the purpose of making adjustments in the accounts of Canada for the said fiscal year that do not require payments from the Consolidated Revenue Fund.

Imputation de crédit

5. A toute époque avant la date à laquelle les comptes publics pour une année financière ont été déposés au Parlement, un crédit accordé par la présente loi ou toute autre loi peut être imputé après l'expiration de l'année financière pour laquelle il est accordé en vue d'apporter des rectifications aux comptes du Canada pour l'année financière en question qui ne requièrent aucun paiement à prélever sur le Fonds du revenu consolidé.

Account to be rendered R.S., c. 116

6. Amounts paid or applied under the authority of this Act shall be accounted for in the Public Accounts in accordance with section 64 of the *Financial Administration Act*.

Compte à rendre S.R., c. 116

6. Il doit être rendu compte des montants payés ou affectés sous le régime de la présente loi, dans les Comptes publics, conformément à l'article 64 de la *Loi sur l'administration financière*.

SCHEDULE

Based on the Main Estimates, 1970-71. The amount hereby granted is $5,513,517,508.33, being the total of the amounts of the items in the said Estimates as contained in this Schedule less the amounts voted on account of the said items by the *Appropriation Act No. 2, 1970.*

SUMS granted to Her Majesty, by this Act for the financial year ending 31st March, 1971, and the purposes for which they are granted.

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	AGRICULTURE		
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures and contributions	10,764,000	
	RESEARCH PROGRAM		
5	Research—Program expenditures, including the costs of publishing departmental research papers as supplements to the "Canadian Entomologist", the grants listed in the Estimates and contributions	45,747,400	
	PRODUCTION AND MARKETING PROGRAM		
10	Production and Marketing—Operating expenditures and authority to spend revenue received during the year	19,786,000	
15	Production and Marketing—The grants listed in the Estimates and contributions including premium warrants for high grade hog carcasses and for high grade lamb carcasses subject to the terms specified in Agriculture Vote 25, Appropriation Act No. 10, 1964	132,725,900	
	HEALTH OF ANIMALS PROGRAM		
20	Health of Animals—Program expenditures, contributions including compensation at rates determined in the manner provided by section 12 of the Animal Contagious Diseases Act to owners of animals affected with diseases coming under that Act that have died or have been slaughtered in circumstances not covered by the Act, and authority to spend revenue received during the year	24,148,000	
	BOARD OF GRAIN COMMISSIONERS PROGRAM		
25	Board of Grain Commissioners—Program expenditures, including contributions and authority to purchase and sell screenings	11,233,000	
			244,404,300

ANNEXE

D'après le budget principal de 1970–71. Le montant voté par les présentes est de $5,513,517,508.33 soit le total des montants des articles dudit budget contenus dans la présente annexe, moins les montants attribués à compte sur lesdits articles par la *Loi n° 2 de 1970 portant affectation de crédits.*

MONTANTS attribués par la présente loi à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1971 et fins auxquelles ils doivent être affectés.

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	AGRICULTURE		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme et contributions	10,764,000	
	PROGRAMME DE RECHERCHES		
5	Recherches—Dépenses du programme, y compris les frais de publication des travaux de recherche du ministère comme suppléments du *Canadian Entomologist*, subventions inscrites au budget et contributions	45,747,400	
	PROGRAMME DE LA PRODUCTION ET DES MARCHÉS		
10	Production et marchés—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	19,786,000	
15	Production et marchés—Subventions inscrites au budget et contributions, y compris les chèques-primes pour les carcasses de porc et d'agneau de qualité supérieure, sous réserve des conditions spécifiées dans le crédit 25 (Agriculture), *Loi des subsides n° 10 de 1964*	132,725,900	
	PROGRAMME D'HYGIÈNE VÉTÉRINAIRE		
20	Hygiène vétérinaire—Dépenses du programme, contributions, y compris les indemnités, aux taux déterminés et de la manière prévue à l'article 12 de la *Loi sur les épizooties*, aux propriétaires d'animaux qui, atteints de maladies mentionnées dans la loi, sont morts ou ont été abattus dans des circonstances non prévues par la loi, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	24,148,000	
	PROGRAMME DE LA COMMISSION DES GRAINS		
25	Commission des grains—Dépenses du programme, y compris des contributions et l'autorisation d'acheter et de vendre des criblures	11,233,000	
			244,404,300

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	AGRICULTURE (Concluded)		
	B—CANADIAN DAIRY COMMISSION		
30	Canadian Dairy Commission—Program expenditures		456,000
	C—CANADIAN LIVESTOCK FEED BOARD		
35	Canadian Livestock Feed Board—Operating expenditures	406,700	
40	Canadian Livestock Feed Board—Contributions	17,550,000	
			17,956,700
	D—FARM CREDIT CORPORATION		
45	Farm Credit Corporation—Estimated amount required for the operating loss of the Farm Credit Corporation for the fiscal year ending March 31, 1971		9,600,000
	COMMUNICATIONS AND POST OFFICE		
	A—COMMUNICATIONS		
1	Communications—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions and authority to spend revenues received during the year including the spending of fees received by the Canadian Radio-Television Commission for broadcasting licences	10,969,000	
5	Communications—Capital expenditures	5,753,000	
			16,722,000
	B—POST OFFICE		
10	Post Office—Operating expenditures, contributions and authority to spend revenue received during the year for financial and miscellaneous services	390,525,000	
15	Post Office—Capital expenditures	5,444,000	
			395,969,000
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS		
	A—DEPARTMENT		
	Administration Program		
1	Administration—Program expenditures	1,864,000	
	Consumer Affairs Program		
5	Consumer Affairs—Program expenditures and the grant listed in the Estimates	7,700,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	AGRICULTURE (Fin)		
	B—COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
30	Commission canadienne du lait—Dépenses du programme		456,000
	C—OFFICE CANADIEN DES PROVENDES		
35	Office canadien des provendes—Dépenses de fonctionnement	406,700	
40	Office canadien des provendes—Contributions	17,550,000	
			17,956,700
	D—SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE		
45	Société du crédit agricole—Montant estimatif requis pour dédommager la Société du crédit agricole des pertes de fonctionnement subies durant l'année financière se terminant le 31 mars 1971		9,600,000
	COMMUNICATIONS ET POSTES		
	A—COMMUNICATIONS		
1	Communications—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année, y compris la dépense des taxes de licences de radio-télévision perçues par le Conseil de la radio-télévision canadienne	10,969,000	
5	Communications—Dépenses d'investissement	5,753,000	
			16,722,000
	B—POSTES		
10	Postes—Dépenses de fonctionnement, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année pour des services financiers et autres	390,525,000	
15	Postes—Dépenses d'investissement	5,444,000	
			395,969,000
	CONSOMMATION ET CORPORATIONS		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	1,864,000	
	PROGRAMME DE LA CONSOMMATION		
5	Consommation—Dépenses du programme et subvention inscrite au budget	7,700,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS (Concluded)		
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	Corporate Affairs Program		
10	Corporate Affairs—Program expenditures and the grant listed in the Estimates	7,550,000	
	Combines Investigation and Competition Policy Program		
15	Combines Investigation and Competition Policy—Office of Investigation and Research—Operating expenditures	1,746,000	
20	Combines Investigation and Competition Policy—Restrictive Trade Practices Commission—Operating expenditures	154,000	
			19,014,000
	B—PRICES AND INCOMES COMMISSION		
25	Prices and Incomes Commission—Program expenditures		1,000,000
	ENERGY, MINES AND RESOURCES		
	A—DEPARTMENT		
	Administration Program		
1	Administration—Program expenditures	7,855,000	
	Minerals, Energy and Earth Sciences Program		
5	Minerals, Energy and Earth Sciences—Program expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions, authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the share of the United States Government of the cost of binding annual reports and maintaining boundary range lights, and authority to spend revenue received during the year	42,866,000	
	Loans, Investments and Advances		
L10	Loans to Hydro Quebec Research Institute on terms and conditions approved by the Governor in Council to assist in the financing of the construction of laboratories	6,500,000	
	Water Resources Program		
15	Water Resources—Operating expenditures including the expenses of the Saskatchewan-Nelson Basin Board and the Atlantic Tidal Power Programming Board and recoverable expenditures relating thereto, the expenses of the National Committee for Canada of the International Geographical Union, recoverable expenditures incurred in respect of Regional Water Resources Planning Investigations and Water Resources Inventories, authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of the Provinces of Manitoba and Ontario of the cost of regulating the levels of Lake of the Woods and Lac Seul and the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of hydrometric surveys, and authority to provide free accommodation for the International Commission for the Northwest Atlantic Fisheries	39,269,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	CONSOMMATION ET CORPORATIONS (Fin)		
	A—MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES CORPORATIONS		
10	Corporations—Dépenses du programme et subvention inscrite au budget	7,550,000	
	PROGRAMME D'ENQUÊTE SUR LES COALITIONS ET DE POLITIQUE DE CONCURRENCE		
15	Enquêtes sur les coalitions et politique de concurrence—Bureau des enquêtes et recherches—Dépenses de fonctionnement	1,746,000	
20	Enquêtes sur les coalitions et politique de concurrence—Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce—Dépenses de fonctionnement	154,000	
			19,014,000
	B—COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS		
25	Commission des prix et des revenus—Dépenses du programme		1,000,000
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	7,855,000	
	PROGRAMME DES MINÉRAUX, DE L'ÉNERGIE ET DES SCIENCES DE LA TERRE		
5	Minéraux, énergie et sciences de la terre—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget, contributions, autorisation de consentir des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la somme représentant la part du gouvernement des États-Unis des frais de reliure des rapports annuels et des frais d'entretien des feux d'alignement dans la zone frontalière, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	42,866,000	
	Prêts, placements et avances		
L10	Prêts consentis à l'Institut de recherche de l'Hydro-Québec, selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider à financer la construction de laboratoires	6,500,000	
	PROGRAMME DES RESSOURCES EN EAU		
15	Ressources en eau—Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses de la Commission du bassin de la Saskatchewan et du Nelson et du Bureau des études marémotrices de l'Atlantique et les dépenses recouvrables y afférentes; dépenses du Comité national canadien de l'Union géographique internationale; dépenses recouvrables occasionnées par les recherches sur la planification régionale des ressources hydrauliques et les inventaires des ressources hydrauliques; autorisation d'effectuer des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la somme représentant la part des frais de travaux de régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul assumée par le Manitoba et l'Ontario, et de la somme représentant la part des frais de levés hydrométriques assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur; et autorisation de fournir des locaux gratuits à la Commission internationale des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique	39,269,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	ENERGY, MINES AND RESOURCES (Continued)		
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	WATER RESOURCES PROGRAM (Concluded)		
20	Water Resources—Capital expenditures including authority to make recoverable advances not exceeding the amount of the shares of provincial and outside agencies of the cost of hydrometric surveys	12,080,000	
25	Water Resources—The grants listed in the Estimates and contributions	5,658,100	
			114,228,100
	B—ATOMIC ENERGY CONTROL BOARD		
30	Atomic Energy Control Board—Operating expenditures	704,000	
35	Atomic Energy Control Board—The grants listed in the Estimates	7,100,000	
			7,804,000
	C—ATOMIC ENERGY OF CANADA LIMITED		
	NUCLEAR RESEARCH AND UTILIZATION PROGRAM		
40	Nuclear Research and Utilization—Operating expenditures	63,869,000	
45	Nuclear Research and Utilization—Capital expenditures	5,131,000	
	Loans, Investments and Advances		
L50	Loans in the current and subsequent fiscal years to Atomic Energy of Canada Limited, in such amounts and on such terms and conditions as the Governor in Council may approve, to finance the construction of the Candu-BLW 250 nuclear power station in Quebec; to share in the construction of the Pickering Generating Station under agreement between the Federal Government, the Province of Ontario and the Hydro Electric Power Commission of Ontario; to finance the construction of the Bruce Heavy Water Plant at Douglas Point, Ontario; to finance the construction of the Auxiliary Steam Supply for the Bruce Heavy Water Plant; to finance the construction of manufacturing facilities for the Commercial Products Division at South March; to finance the construction of housing and other works near the Whiteshell Nuclear Research Establishment	102,000,000	
L55	Loans to Atomic Energy of Canada Limited in the current and subsequent fiscal years, in such amounts and on such terms and conditions as the Governor in Council may approve, to finance the purchase of heavy water for lease or resale to Canadian and foreign users	10,000,000	
L60	Loans to Atomic Energy of Canada Limited, subject to such terms and conditions as the Governor in Council may approve, to make advance payments with respect to the Deuterium of Canada Limited facility based on the value of one year's production at full capacity of the Glace Bay plant	16,400,000	
	NELSON RIVER TRANSMISSION FACILITIES PROGRAM		
L65	Loans to Atomic Energy of Canada Limited in the current and subsequent fiscal years, in such amounts and on such terms and conditions as the Governor in Council may approve, to finance the construction of transmission facilities in connection with the Nelson River Power Project, in accordance with an agreement between Canada and Manitoba; to authorize Atomic Energy of Canada Limited to construct, control, lease and dispose of the said transmission facilities	60,000,000	
			257,400,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES (Suite)		
	A—MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES RESSOURCES EN EAU (Fin)		
20	Ressources en eau—Dépenses d'investissement, y compris l'autorisation d'effectuer des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais de levés hydrométriques assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur	12,080,000	
25	Ressources en eau—Subventions inscrites au budget et contributions	5,658,100	
			114,228,100
	B—COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE		
30	Commission de contrôle de l'énergie atomique—Dépenses de fonctionnement	704,000	
35	Commission de contrôle de l'énergie atomique—Subventions inscrites au budget	7,100,000	
			7,804,000
	C—L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE		
	PROGRAMME DE RECHERCHES ET DE RÉALISATIONS NUCLÉAIRES		
40	Recherches et réalisations nucléaires—Dépenses de fonctionnement	63,869,000	
45	Recherches et réalisations nucléaires—Dépenses d'investissement	5,131,000	
	Prêts, placements et avances		
L50	Prêts à l'Énergie atomique du Canada, Limitée, pour l'année financière en cours et les années subséquentes, aux montants et selon les modalités approuvés par le gouverneur en conseil, dans le but: de financer la construction de la centrale nucléaire CANDU-BLW 250 dans le Québec; de contribuer à la construction de la centrale nucléaire de Pickering selon un accord entre le gouvernement fédéral, la province d'Ontario et l'Hydro Electric Power Commission de l'Ontario; de financer la construction de l'usine d'eau lourde de Bruce à Douglas Point, Ontario; de financer la construction de la source auxiliaire de vapeur destinée à l'usine d'eau lourde de Bruce; de financer la construction d'installations manufacturières pour la Division des produits commerciaux à South March; de financer la construction de logements et autres ouvrages près du Centre d'études nucléaires de Whiteshell	102,000,000	
L55	Prêts accordés à l'Énergie atomique du Canada, Limitée, pour l'année financière en cours et les années subséquentes, aux montants et selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, dans le but d'acheter de l'eau lourde pour location ou revente à des utilisateurs canadiens ou étrangers	10,000,000	
L60	Prêts à l'Énergie atomique du Canada, Limitée, selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, dans le but de fournir des avances pour l'installation de la Deuterium du Canada Limitée, correspondant à la valeur de la production annuelle, à pleine capacité, de l'usine de Glace Bay	16,400,000	
	PROGRAMME DES INSTALLATIONS DE TRANSPORT DE L'ÉLECTRICITÉ DU NELSON		
L65	Prêts à l'Énergie atomique du Canada, Limitée, pour l'année financière en cours et pour les années subséquentes, aux montants et selon les modalités approuvés par le gouverneur en conseil, dans le but de financer la construction des installations de transport de l'électricité du développement hydroélectrique du Nelson, selon l'entente conclue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Manitoba, et d'autoriser l'Énergie atomique du Canada, Limitée, à construire, contrôler, louer et vendre lesdites installations de transport	60,000,000	
			257,400,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	ENERGY, MINES AND RESOURCES (Concluded)		
	D—DOMINION COAL BOARD		
70	Dominion Coal Board—Program expenditures and contributions	.....	2,427,000
	E—ELDORADO NUCLEAR LIMITED		
	Loans, Investments and Advances		
L75	Loans to Eldorado Nuclear Limited on terms and conditions approved by the Governor in Council, and to authorize Eldorado Nuclear Limited, on terms and conditions approved by the Governor in Council, to borrow from the Minister of Finance or others up to an aggregate amount not exceeding	.....	13,000,000
	F—NATIONAL ENERGY BOARD		
80	National Energy Board—Operating expenditures and the grant listed in the Estimates	.....	2,425,000
	EXTERNAL AFFAIRS		
	A—DEPARTMENT		
1	External Affairs—Operating expenditures, including the payment of remuneration and other expenditures subject to the approval of the Governor in Council in connection with the assignment by the Canadian Government of Canadians to the staffs of international organizations, and authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the amounts of the shares of such organizations of such expenses; authority for the appointment and fixing of salaries by the Governor in Council of High Commissioners, Ambassadors, Ministers Plenipotentiary, Consuls, Commissioners (International Commissions for Supervision and Control in Indo-China), Secretaries, and staff of such officials; and recoverable assistance in the repatriation of distressed Canadian citizens and persons of Canadian domicile abroad, including their dependents; cultural relations and academic exchange programs with other countries	52,955,700	
5	External Affairs—Capital expenditures	5,400,000	
10	External Affairs—The grants listed in the Estimates, contributions and authority to pay assessments in the amounts and in the currencies in which they are levied, and authority to pay other amounts specified in the currencies of the countries indicated, notwithstanding that the total of such payments may exceed the equivalent in Canadian dollars, estimated as of January, 1970 which is	18,238,486	
			76,594,186
	B—CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY		
15	Canadian International Development Agency—Operating expenditures	8,204,000	
20	Canadian International Development Agency—The grants listed in the Estimates and contributions	184,455,265	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES (Fin)		
	D—OFFICE FÉDÉRAL DU CHARBON		
70	Office fédéral du charbon—Dépenses du programme et contributions		2,427,000
	E—ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE		
	Prêts, placements et avances		
L75	Prêts consentis à l'Eldorado Nucléaire Limitée, selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, et autorisation accordée à l'Eldorado Nucléaire Limitée, selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, d'emprunter du ministre des Finances ou d'autres sources un montant global de dépassant pas		13,000,000
	F—OFFICE NATIONALE DE L'ÉNERGIE		
80	Office national de l'énergie—Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au budget		2,425,000
	AFFAIRES EXTÉRIEURES		
	A—MINISTÈRE		
1	Affaires extérieures—Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence des parts de ces frais payables par ces organismes; autorisation, au gouverneur en conseil, de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, commissaires (Commissions internationales pour la surveillance et le contrôle en Indochine), secrétaires et autres fonctionnaires; montant recouvrable pour l'assistance aux citoyens canadiens et aux personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger, ainsi que leur rapatriement; programmes de relations culturelles et d'échanges d'universitaires avec d'autres pays	52,955,700	
5	Affaires extérieures—Dépenses d'investissement	5,400,000	
10	Affaires extérieures—Subventions inscrites au budget, contributions et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le montant global des paiements peut dépasser l'équivalent en dollars canadiens, établi en janvier 1970 à	18,238,486	
			76,594,186
	B—AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
15	Agence canadienne de développement international—Dépenses de fonctionnement	8,204,000	
20	Agence canadienne de développement international—Subventions inscrites au budget et contributions	184,455,265	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	EXTERNAL AFFAIRS (Concluded)		
	B—CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY (Concluded)		
	Loans, Investments and Advances		
L25	Canadian International Development Agency—Special loan assistance to developing countries and to recognized international development institutions, in the current and subsequent fiscal years, subject to such terms and conditions as the Governor in Council may approve, for the purpose of undertaking such economic, technical and educational assistance as may be agreed upon by Canada and the developing countries or recognized international development institutions	150,000,000	
			342,659,265
	C—INTERNATIONAL JOINT COMMISSION		
30	International Joint Commission—Salaries and expenses of the Canadian Section and the expenses of studies, surveys and investigations by the Commission in Canada		555,335
	FINANCE		
	A—DEPARTMENT		
	Financial and Economic Policies Program		
1	Financial and Economic Policies—Program expenditures, including administration of the guaranteed loans Acts and the Inspector General of Bank's Office	5,479,000	
	Municipal Grants Program		
5	Municipal Grants—Grants to municipalities in accordance with the Municipal Grants Act and grants to municipalities in lieu of redevelopment charges and grants to Provinces in respect of federal property situated therein, where a real estate tax has been imposed or levied on property by a province to finance services that are ordinarily provided throughout Canada by municipalities, the grants to be calculated, subject to terms and conditions approved by the Governor in Council, in the same manner as grants to municipalities under the Municipal Grants Act	54,100,000	
	Anti-Dumping Tribunal Program		
10	Anti-Dumping Tribunal—Program expenditures	211,598	
			59,790,598
	B—AUDITOR GENERAL		
15	Auditor General—Program expenditures		3,407,000
	C—INSURANCE		
20	Insurance—Program expenditures and authority to spend revenue received during the fiscal year		533,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	AFFAIRES EXTÉRIEURES (Fin)		
	B—AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (Fin)		
	Prêts, placements et avances		
L25	Agence canadienne de développement international—Aide spéciale sous forme de prêts aux pays en voie de développement et aux institutions internationales de développement reconnues, pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, selon les modalités et conditions que le gouverneur en conseil pourra approuver, en vue d'exécuter les programmes intéressant l'économie, l'enseignement et la technique convenus entre le Canada et les pays en voie de développement ou les institutions internationales de développement reconnues	150,000,000	
			342,659,265
	C—COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
30	Commission mixte internationale—Traitements et dépenses de la Section canadienne; dépenses relatives aux études, relevés et enquêtes de la Commission au Canada		555,335
	FINANCES		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
1	Politiques financières et économiques—Dépenses du programme, y compris l'application des lois sur les prêts garantis et le fonctionnement du bureau de l'inspecteur général des banques	5,479,000	
	PROGRAMME DE SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS		
5	Subventions aux municipalités—Subventions aux municipalités prévues par la *Loi sur les subventions aux municipalités* et subventions aux municipalités en remplacement des frais de réaménagement; subventions aux provinces à l'égard de biens fédéraux qui sont situés dans ces provinces, là ou une taxe sur les biens immobiliers a été imposée ou prélevée sur des biens par une province pour financer des services que les municipalités assurent ordinairement dans tout le Canada; subventions devant être calculées sous réserve des modalités approuvées par le gouverneur en conseil, de la même manière que les subventions aux municipalités prévues par la *Loi sur les subventions aux municipalités*	54,100,000	
	PROGRAMME DU TRIBUNAL ANTIDUMPING		
10	Tribunal antidumping—Dépenses du programme	211,598	
			59,790,598
	B—AUDITEUR GÉNÉRAL		
15	Auditeur général—Dépenses du programme		3,407,000
	C—ASSURANCES		
20	Assurances—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année financière en cours		533,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	FINANCE (Concluded)		
	D—TARIFF BOARD		
25	Tariff Board—Program expenditures		398,500
	FISHERIES AND FORESTRY		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures	3,282,000	
	FISHERIES MANAGEMENT AND DEVELOPMENT PROGRAM		
5	Fisheries Management and Development—Program expenditures, the grant listed in the Estimates and contributions, Canada's share of the expenses of international fishery commissions, authority to make recoverable advances in the amounts of the shares of international fishery commissions of joint cost projects, and payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by these bodies	32,354,000	
	AQUATIC RENEWABLE RESOURCES RESEARCH PROGRAM		
10	Aquatic Renewable Resources Research—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and authority to provide free accommodation for the International North Pacific Fisheries Commission	16,200,000	
	FORESTRY RESEARCH AND SERVICES PROGRAM		
15	Forestry Research and Services—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	22,829,000	
			74,665,000
	GOVERNOR GENERAL AND LIEUTENANT-GOVERNORS		
1	Governor General and Lieutenant-Governors—Program expenditures and the grants listed in Estimates		936,416
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT		
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures	7,519,400	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	FINANCES (Fin)		
	D—COMMISSION DU TARIF		
25	Commission du tarif—Dépenses du programme		398,500
	PÊCHES ET FORÊTS		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	3,282,000	
	PROGRAMME DE GESTION ET D'EXPANSION DES PÊCHES		
5	Gestion et expansion des pêches—Dépenses du programme, subvention inscrite au budget et contributions; participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalant aux montants des quotes-parts de ces commissions dans les programmes à frais partagés, et paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par les unes ou les autres	32,354,000	
	PROGRAMME DE RECHERCHES SUR LES RESSOURCES AQUATIQUES RENOUVELABLES		
10	Recherches sur les ressources aquatiques renouvelables—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et autorisation de fournir des locaux gratuits à la Commission internationale des pêcheries du Pacifique Nord	16,200,000	
	PROGRAMME DE RECHERCHES EN FORESTERIE ET DES SERVICES FORESTIERS		
15	Recherches en foresterie et services forestiers—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contributions	22,829,000	
			74,665,000
	GOUVERNEUR GÉNÉRAL ET LIEUTENANTS-GOUVERNEURS		
1	Gouverneur général et lieutenants-gouverneurs—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget		936,416
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	7,519,400	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Continued)		
	A—DEPARTMENT (Continued)		
	INDIAN AND ESKIMO AFFAIRS PROGRAM		
5	Indian and Eskimo Affairs—Operating expenditures, including expenditures on works, buildings and equipment on other than federal property, the grants listed in the Estimates, contributions and special payments for general assistance to Indians and Eskimos, including such payments in respect of social assistance to non-Indians residing on Indian reserves; recoverable expenditures under agreements entered into with the approval of the Governor in Council with provincial governments and local school boards in respect of social assistance to non-Indians residing on Indian reserves and the education in Indian schools of non-Indians; authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the amount of the share of the Northwest Territories Government of expenditures on education; authority for the Minister of Indian Affairs and Northern Development to enter into agreements with provincial and territorial governments, school boards and charitable and other organizations for the provision of support and maintenance of children; authority to provide, in respect of Indian and Eskimo economic development activities, for the instruction and supervision of Indians and Eskimos, the furnishing of materials and equipment, the purchase of finished goods and the sale of such finished goods; authority to sell electric power, fuel oil and services incidental thereto together with usual municipal services to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council and to provide the same to departments and agencies of the Government of Canada operating in the Northwest Territories	165,514,800	
10	Indian and Eskimo Affairs—Capital expenditures, including expenditures on buildings, works, land and equipment, the operation, control and ownership of which may be transferred to provincial governments on terms and conditions approved by the Governor in Council or to Indian Bands, groups of Indians or individual Indians at the discretion of the Minister of Indian Affairs and Northern Development; such expenditures on other than federal property; authority to make recoverable expenditures and recoverable advances in amounts not exceeding the shares of provincial governments and local school boards of expenditures on roads and related works and on education, including the education in Indian schools of non-Indians; authority for the construction and acquisition of housing for Indians and Eskimos, for its occupation by Indians and Eskimos in return for such payments, if any, as the Minister of Indian Affairs and Northern Development may fix, for its sale or rental to Indians and Eskimos on terms and conditions and at cost or any lesser amount approved by the Governor in Council and for assistance to Indians and Indian Bands in the construction of housing and other buildings	46,393,000	
	Loans, Investments and Advances		
L15	To increase to $5,500,000 the amount authorized for loans to Indians and Eskimos by Loans, Investments and Advances Vote L51a, *Appropriation Act No. 9, 1966*, which Vote as amended authorized loans, and the forgiving of the repayment thereof in whole or in part, and advances to Indians and Eskimos for the construction or acquisition of houses and land in areas other than Indian Reserves; additional amount required	1,200,000	
L20	To extend the purposes of Vote L49c, *Appropriation Act No. 9, 1966*, as amended, to authorize in the current and subsequent fiscal years advances from the special account established pursuant thereto of amounts to cover the losses sustained by the Farm Credit Corporation as a result of loans made to Indians pursuant to section 3A of the Farm Syndicates Credit Act; and to provide a further amount of	40,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Suite)		
	A—MINISTÈRE (Suite)		
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET ESQUIMAUDES		
5	Affaires indiennes et esquimaudes—Dépenses de fonctionnement, y compris celles qui concernent des ouvrages, bâtiments et installations implantés sur des terrains non fédéraux, les subventions inscrites au budget; contributions et paiements spéciaux en vue d'accorder une aide générale aux Indiens et aux Esquimaux, y compris les paiements relatifs à l'assistance sociale aux non-Indiens vivant dans les réserves indiennes; dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les administrations provinciales et les commissions scolaires locales, relativement à l'assistance sociale assurée aux non-Indiens qui vivent dans les réserves indiennes, et à l'éducation de ces derniers dans les écoles indiennes; autorisation de consentir des avances recouvrables d'un montant ne dépassant pas celui qu'affecte l'administration des territoires du Nord-Ouest à l'éducation; autorisation du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de conclure des accords avec les administrations provinciales et territoriales, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance et d'autres associations, afin de subvenir aux besoins de certains enfants relativement au progrès économique des Indiens et des Esquimaux; autorisation d'assurer l'instruction et le contrôle d'Indiens et d'Esquimaux, de fournir du matériel, d'acheter et de vendre des produits finis; autorisation de vendre de l'énergie électrique et de l'huile combustible, et d'assurer les services connexes, en plus des services municipaux ordinaires aux particuliers qui demeurent dans des régions éloignées, lorsqu'il n'existe pas d'autres sources d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; et autorisation d'assurer les mêmes services aux ministères et organismes fédéraux installés dans les territoires du Nord-Ouest....	165,514,800	
10	Affaires indiennes et esquimaudes—Dépenses d'investissement, y compris les dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien; dépenses ayant trait aux biens-fonds n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation d'engager des dépenses recouvrables et de consentir des avances recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales au sujet de routes et d'ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Esquimaux, des maisons que les destinataires occuperont contre versement, s'il y a lieu, de montants que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut fixer, ou qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil, et autorisation d'aider les Indiens et les bandes indiennes à construire des logements et d'autres bâtiments.....	46,393,000	
	Prêts, placements et avances		
L15	Pour porter à $5,500,000 le montant des prêts aux Indiens et aux Esquimaux autorisé par le crédit L51a, Prêts, placements et avances, *Loi des subsides n° 9 de 1966* qui, dans sa forme modifiée, autorise le consentement de prêts et d'avances aux Indiens et aux Esquimaux pour la construction ou l'acquisition de maisons et de terrains dans des secteurs ne faisant pas partie des réserves indiennes, et permet de faire grâce du remboursement de ces prêts et avances; montant supplémentaire demandé.....	1,200,000	
L20	Pour étendre la portée du crédit L49c, de la *Loi des subsides n° 9 de 1966* dans sa forme modifiée, afin d'autoriser, au cours des années financières actuelle et subséquentes et à partir du compte spécial qui a été ouvert conformément aux crédits susmentionnés, des avances d'un montant équivalant aux pertes subies par la Société du crédit agricole, à la suite de prêts consentis aux Indiens sous l'empire de l'article 3A de la *Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles;* et pour assurer un montant supplémentaire de.....	40,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Continued)		
	A—DEPARTMENT (Continued)		
	NORTHERN DEVELOPMENT PROGRAM		
25	Northern Development—Operating expenditures; the grant listed in the Estimates; authority to make recoverable advances for services performed on behalf of the Governments of the Northwest Territories and the Yukon Territory; authority to sell electric power, fuel oil and services incidental thereto together with usual municipal services to private consumers in remote locations when alternative local sources of supply are not available in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council and to provide the same to Departments and agencies of the Government of Canada operating in the Northwest Territories; and authority to provide, in respect of Eskimo commercial activities, for the instruction and supervision of Eskimos, the furnishing of materials and equipment, the purchase of finished goods and the sale of such finished goods	26,315,000	
30	Northern Development—Capital expenditures including authority to make expenditures and recoverable advances in respect of services provided and work performed on other than federal property and authority to make advances and payments to or on behalf of the Government of the Northwest Territories in respect of activities or portions thereof transferred to the administration of that Government by the Government of Canada during the current fiscal year	17,329,700	
35	Northern Development—The grants and other transfer payments listed in the Estimates and contributions	38,413,800	
	Loans, Investments and Advances		
L40	Loans to the Government of the Yukon Territory in the current and subsequent fiscal years, in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, for capital expenditures	4,911,600	
L45	To increase to $250,000 the amount authorized for loans to the Government of the Yukon Territory by Loans, Investments and Advances Vote 762, *Appropriation Act No. 2, 1961*, as amended, which vote authorized the making of second mortgage loans to residents of the Territory for the purchase or construction of houses in the Territory under the *National Housing Act*; additional amount required	50,000	
L50	To increase to $1,740,000 the amount authorized for loans to the Government of the Yukon Territory by Loans, Investments and Advances Vote 672, *Appropriation Act No. 2*, 1962, as amended, which Vote authorized the making of mortgage loans for low-cost housing to residents of the Territory; additional amount required	400,000	
L55	Loans to the Government of the Northwest Territories in the current and subsequent fiscal years, in accordance with the terms and conditions prescribed by the Governor in Council, for capital expenditures	10,207,500	
L60	To increase to $1,755,000 the amount authorized for Loans to the Government of the Northwest Territories by Loans, Investments and Advances Vote L75, *Appropriation Act No. 3, 1969*, for the construction of rental houses for non-Indians and non-Eskimos in the Northwest Territories	900,000	
	CONSERVATION PROGRAM		
65	Conservation—Operating expenditures including expenditures on other than federal property and the grants listed in the Estimates; authority to make expenditures on the new National Park at Kejimkujik Lake in Nova Scotia and proposed new national parks in New Brunswick, Newfoundland, Quebec, British Columbia and the Northwest Territories and to spend revenue received during the current fiscal year	19,154,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Suite)		
	A—MINISTÈRE (Suite)		
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADIEN		
25	Développement du Nord canadien—Dépenses de fonctionnement; subvention inscrite au budget; autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom des gouvernements des territoires du Nord-Ouest et du Yukon, autorisation de vendre de l'énergie électrique, du mazout et de fournir les services connexes, ainsi que les services municipaux habituels, aux consommateurs privés d'endroits reculés où il n'existe pas d'autres sources d'approvisionnement, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil; autorisation de fournir les mêmes services aux ministères, et organismes fédéraux installés dans les territoires du Nord-Ouest; autorisation d'assurer, en rapport avec les activités commerciales des Esquimaux, l'instruction et la surveillance nécessaire, l'approvisionnement en matières premières et en équipement, l'achat de produits finis et la vente de ces produits finis	26,315,000	
30	Développement du Nord canadien—Dépenses d'investissement, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de faire des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des terrains non fédéraux et autorisation de verser des avances et des paiements au gouvernement des territoires du Nord-Ouest, ou en son nom, relativement aux activités transférées, en tout ou en partie, à l'administration de ce gouvernement par le gouvernement du Canada au cours de l'année financière en cours	17,329,700	
35	Développement du Nord canadien—Subventions et autres paiements de transfert inscrits au budget et contributions	38,413,800	
	Prêts, placements et avances		
L40	Prêts au gouvernement du Yukon pendant l'année financière en cours et les années financières subséquentes, conformément aux modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, pour les dépenses d'investissement	4,911,600	
L45	Pour porter à $250,000 le montant des prêts consentis au gouvernement du Yukon aux termes du crédit 762, Prêts, placements et avances, *Loi des subsides n° 2 de 1961*, modifiée, qui autorisait des prêts en seconde hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons d'habitation, au Yukon, aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation*; montant supplémentaire requis	50,000	
L50	Pour porter à $1,740,000 le montant des prêts consentis au gouvernement du Yukon, aux termes du crédit 672, Prêts, placements et avances, *Loi des subsides n° 2 de 1962*, modifiée, qui autorisait des prêts hypothécaires pour des logements à bas prix aux habitants du territoire; montant supplémentaire requis	400,000	
L55	Prêts au gouvernement des territoires du Nord-Ouest pendant l'année financière en cours et les années financières subséquentes conformément aux modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, pour les dépenses d'investissement	10,207,500	
L60	Pour porter à $1,755,000 le montant des prêts consentis au gouvernement des territoires du Nord-Ouest aux termes du crédit L75, Prêts, placements et avances, *Loi n° 3 de 1969 portant affectation de crédits*, pour la construction de logements loués pour les non-Indiens et les non-Esquimaux des territoires du Nord-Ouest	900,000	
	PROGRAMME DE CONSERVATION		
65	Conservation—Frais de fonctionnement, y compris les dépenses à l'égard de terrains qui n'appartiennent pas au gouvernement fédéral et subventions inscrites au budget; autorisation d'engager des dépenses pour l'aménagement du nouveau parc national dans la région du lac Kejimkujik, en Nouvelle-Écosse, et des nouveaux parcs nationaux projetés, au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve, au Québec, en Colombie-Britannique et dans les territoires du Nord-Ouest, et autorisation de dépenser les sommes reçues au cours de la présente année financière	19,154,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT (Concluded)		
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	CONSERVATION PROGRAM (Concluded)		
70	Conservation—Capital expenditures including expenditures on other than federal property and authority to make expenditures on the new National Park at Kejimkujik Lake in Nova Scotia and proposed new national parks in New Brunswick, Newfoundland, Quebec, British Columbia and the Northwest Territories	14,477,000	
75	Payments to the National Battlefields Commission for the purposes and subject to the provisions of an act respecting the National Battlefields at Quebec	289,000	
			353,114,800
	B—NORTHERN CANADA POWER COMMISSION		
	Loans, Investments and Advances		
L80	Advances to the Northern Canada Power Commission for the purpose of capital expenditure in accordance with Section 15 of the Northern Canada Power Commission Act		5,008,000
	C—NORTHERN TRANSPORTATION COMPANY LIMITED		
	Loans, Investments and Advances		
L85	Loans to Northern Transportation Company Limited, in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, to finance the acquisition of transportation facilities for use on the Mackenzie River and Central Arctic Coast		9,500,000
	INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE		
	A—DEPARTMENT		
	TRADE-INDUSTRIAL PROGRAM		
1	Trade-Industrial—Operating expenditures	40,165,500	
5	Trade-Industrial—The grants listed in the Estimates and contributions and to increase to $150,000,000 the commitments during the current and subsequent fiscal years for payments to develop and sustain the technological capability of Canadian defence industry, and to increase to $60,000,000 the commitments during the current and subsequent fiscal years for payments to advance the technological capability of Canadian manufacturing industry by supporting selected civil (non-defence) development projects	88,888,500	
	Loans, Investments and Advances		
L10	Advances, subject to the approval of the Treasury Board, to assist Canadian defence industry with plant modernization in amounts not to exceed one-half of the cost of the acquisition of new equipment, such advances to be recovered on sale of the equipment to defence industry	12,000,000	
L15	Loans, in the current and subsequent fiscal years and in accordance with terms and conditions prescribed by the Governor in Council, to assist manufacturers of automotive products in Canada, including materials suppliers and tooling manufacturers, affected by the Canada-United States Agreement on Automotive Products to adjust and expand their production; such loans to be made for the purposes of acquisition, construction, installation, modernization, development, conversion or expansion of land, buildings, equipment, facilities or machinery and for working capital	5,000,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN (Fin)		
	A—MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADIEN (Fin)		
70	Conservation—Dépenses d'investissement, y compris les dépenses à l'égard de terrains qui n'appartiennent pas au gouvernement fédéral, et autorisation d'engager des dépenses pour l'aménagement du nouveau parc national dans la région du lac Kejimkujik, en Nouvelle-Écosse, et de nouveaux parcs nationaux projetés au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve, au Québec, en Colombie-Britannique et dans les territoires du Nord-Ouest	14,477,000	
75	Paiements à la Commission des champs de bataille nationaux aux fins et sous réserve des dispositions de la *Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec*	289,000	
			353,114,800
	B—COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN		
	Prêts, placements et avances		
L80	Avances à la Commission d'énergie du Nord canadien pour des dépenses d'investissement, conformément à l'article 15 de la *Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien*		5,008,000
	C—SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DU NORD LIMITÉE		
	Prêts, placements et avances		
L85	Prêts à la Société des transports du Nord Limitée, selon les modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, pour financer l'acquisition de matériel de transport devant servir sur le fleuve Mackenzie et sur la côte centrale de l'Arctique		9,500,000
	INDUSTRIE ET COMMERCE		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME COMMERCIAL ET INDUSTRIEL		
1	Commercial et industriel—Dépenses de fonctionnement	40,165,500	
5	Commercial et industriel—Subventions inscrites au budget et contributions; pour porter à $150,000,000 les engagements pris pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, pour développer et soutenir les possibilités technologiques de l'industrie canadienne de défense et pour porter à $60,000,000 les engagements pris pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, pour faire progresser les possibilités technologiques de l'industrie manufacturière canadienne en appuyant certains programmes de perfectionnement dans le domaine civil (et non pas de la défense)	88,888,500	
	Prêts, placements et avances		
L10	Sous réserve de l'approbation du conseil du Trésor, avances à l'industrie canadienne de défense pour l'aider à moderniser ses usines, avances n'excédant pas la moitié du coût de l'acquisition du nouvel équipement et devant être recouvrées par la vente d'équipement à l'industrie de défense	12,000,000	
L15	Prêts effectués, pendant l'année financière en cours et les années subséquentes et selon les modalités prescrites par le gouverneur en conseil, pour aider les fabricants d'automobiles au Canada, y compris les fournisseurs de matériaux et d'outillage touchés par l'accord canado-américain de l'automobile, à adapter et à accroître leur production, ces prêts devant être destinés à l'acquisition, à la construction, à l'installation, à la modernisation, au développement, à la conversion ou à l'expansion de terrains, immeubles, équipement, installations ou machinerie, ainsi qu'au fonds de roulement	5,000,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	INDUSTRY, TRADE AND COMMERCE (Concluded)		
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	Tourism Program		
20	Tourism—Operating expenditures, the grant listed in the Estimates and authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the share of the Provincial Governments of the cost of a domestic travel survey	11,197,000	
	World Exhibition Program		
25	World Exhibitions—Program expenditures	3,528,000	
			160,779,000
	B—DOMINION BUREAU OF STATISTICS		
30	Dominion Bureau of Statistics—Program expenditures and contributions		38,421,000
	JUSTICE		
1	Justice—Program expenditures, the grants listed in the Estimates, travelling and other allowances and expenses not provided for by the *Judges' Act* for Judges including expenses incurred in attending seminars and authority to make recoverable advances for the administration of justice on behalf of the governments of the Northwest Territories and the Yukon Territory		9,655,000
	LABOUR		
	A—DEPARTMENT		
1	Labour—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and the expenses of delegates engaged in activities related to Canada's role in international labour affairs		10,230,000
	B—UNEMPLOYMENT INSURANCE COMMISSION		
5	Unemployment Insurance Commission—Program expenditures including recoverable expenditures on behalf of the *Canada Pension Plan*		47,407,400
	MANPOWER AND IMMIGRATION		
	A—DEPARTMENT		
	Administration Program		
1	Administration—Program expenditures	12,054,600	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	INDUSTRIE ET COMMERCE (Fin)		
	A—MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DE TOURISME		
20	Tourisme—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget et autorisation de faire des avances recouvrables dont le montant ne doit pas dépasser la part des gouvernements provinciaux dans les frais du relevé sur le tourisme intérieur	11,197,000	
	PROGRAMME DES EXPOSITIONS UNIVERSELLES		
25	Expositions universelles—Dépenses du programme	3,528,000	
			160,779,000
	B—BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE		
30	Bureau fédéral de la statistique—Dépenses du programme et contributions		38,421,000
	JUSTICE		
1	Justice—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget, allocations de voyage et autres dépenses pour les juges non prévues dans la *Loi sur les juges*, y compris les dépenses exigées par la participation à des séminaires, et autorisation de consentir des avances recouvrables pour l'administration de la justice au nom des gouvernements des territoires du Nord-Ouest et du Yukon		9,655,000
	TRAVAIL		
	A—MINISTÈRE		
1	Travail—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail		10,230,000
	B—COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE		
5	Commission d'assurance-chômage—Dépenses du programme, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard du *Régime de pensions du Canada*		47,407,400
	MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	12,054,600	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	MANPOWER AND IMMIGRATION (Concluded)		
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	DEVELOPMENT AND UTILIZATION OF MANPOWER PROGRAM		
5	Development and Utilization of Manpower—Operating expenditures	174,326,500	
10	Development and Utilization of Manpower—Contributions	245,789,000	
	IMMIGRATION PROGRAM		
15	Immigration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	22,542,400	
	PROGRAM DEVELOPMENT SERVICE PROGRAM		
20	Program Development Service—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	6,613,800	
			461,326,300
	B—IMMIGRATION APPEAL BOARD		
25	Immigration Appeal Board—Program expenditures	.....	1,000,000
	NATIONAL DEFENCE		
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures, the grants listed in the Estimates, and authority for total commitments, subject to allotment by the Treasury Board, of $2,895,636,280 for the purposes of Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, and 30 of the Department regardless of the year in which such commitments will come in course of payment (of which it is estimated that $1,182,495,000 will come due for payment in future years), authority to make payments from any of the said Votes to Provinces or Municipalities as contributions towards construction done by those bodies, authority, subject to the direction of the Treasury Board, to make recoverable expenditures or advances from any of the said Votes in respect of materials supplied to or services performed on behalf of individuals, corporations, outside agencies, other government departments and agencies and other governments and authority to spend revenue, as authorized by Treasury Board, received during the year for the purposes of any of the said Votes	7,784,280	
	DEFENCE SERVICES PROGRAM		
5	Defence Services—Operating expenditures and the grants listed in the Estimates	1,294,523,000	
10	Defence Services—Capital expenditures	222,669,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION (Fin)		
	A—MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DE PERFECTIONNEMENT ET D'UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE		
5	Perfectionnement et utilisation de la main-d'œuvre—Dépenses de fonctionnement	174,326,500	
10	Perfectionnement et utilisation de la main-d'œuvre—Contributions	245,789,000	
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
15	Immigration—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contributions	22,542,400	
	PROGRAMME DU SERVICE D'ÉTABLISSEMENT DES PROGRAMMES		
20	Service d'établissement des programmes—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contributions	6,613,800	461,326,300
	B—COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION		
25	Commission d'appel de l'immigration—Dépenses du programme		1,000,000
	DÉFENSE NATIONALE		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget, autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le conseil du Trésor, des engagements totalisant $2,895,636,280 aux fins des crédits 1er, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $1,182,495,000 deviendra payable dans les années à venir), autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités, à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes, autorisation, sous réserve des directives du conseil du Trésor, de faire des dépenses recouvrables aux termes de l'un quelconque desdits crédits, à l'égard de matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres gouvernements, et autorisation, sous réserve de l'approbation du conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année aux fins de n'importe lequel desdits crédits	7,784,280	
	PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE		
5	Services de défense—Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au budget	1,294,523,000	
10	Services de défense—Dépenses d'investissement	222,669,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	NATIONAL DEFENCE (Concluded)		
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	DEFENCE RESEARCH PROGRAM		
15	Defence Research—Operating expenditures	39,900,000	
20	Defence Research—Contributions	7,500,000	
	MUTUAL AID PROGRAM		
25	Mutual Aid—Contributions to the North Atlantic Treaty Organization military budgets and common infrastructure program and the transfer of defence equipment and supplies and the provision of services and facilities for defence purposes in accordance with section 3 of the *Defence Appropriation Act, 1950,* not exceeding a total of $15,200,000 including the present value of defence equipment or supplies or the cost of services made available by the Canadian Forces estimated in the amount of $800,000 and provided by appropriations for those Forces in the current and former years in respect of which no amount shall be charged to this appropriation or paid into a special account	14,400,000	
	CIVIL EMERGENCY MEASURES PROGRAM		
30	Civil Emergency Measures—Program expenditures and contributions	5,000,000	
			1,591,776,280
	B—DEFENCE CONSTRUCTION (1951) LIMITED		
35	Defence Construction (1951) Limited—Expenses incurred in procuring the construction and maintenance of defence projects on behalf of the Department of National Defence and in procuring the construction of such other projects as are approved by Treasury Board		2,195,000
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE		
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures including recoverable expenditures on behalf of the *Canada Pension Plan* and the grants listed in the Estimates	5,696,000	
	HEALTH SERVICES PROGRAM		
5	Health Services—Program expenditures, including recoverable expenditures on behalf of the *Canada Pension Plan* and authority to spend revenue received during the year	8,075,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	DÉFENSE NATIONALE (Fin)		
	A—MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DE RECHERCHES POUR LA DÉFENSE		
15	Recherches pour la défense—Dépenses de fonctionnement	39,900,000	
20	Recherches pour la défense—Contributions	7,500,000	
	PROGRAMME D'AIDE MUTUELLE		
25	Aide mutuelle—Contributions au programme commun d'infrastructure et aux budgets militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, transfert de matériel et d'approvisionnements de défense et fourniture de services et d'installations aux fins de la défense aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, jusqu'à concurrence de $15,200,000, y compris la valeur actuelle du matériel ou des approvisionnements de défense ou le coût des services fournis par les Forces canadiennes, évalués à $800,000, et prévus par les crédits relatifs auxdites Forces pour l'année en cours et lea années précédentes, à l'égard desquels aucun montant ne sera imputé sur le présent crédit ni versé à un compte spécial	14,400,000	
	PROGRAMME DES MESURES CIVILES D'URGENCE		
30	Mesures civiles d'urgence—Dépenses du programme et contributions	5,000,000	
			1,591,776,280
	B—CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE		
35	Construction de Défense (1951) Limitée—Dépenses subies en vue d'assurer l'exécution de travaux de construction et d'entretien, pour le compte du ministère de la Défense nationale, et pour assurer l'exécution d'autres travaux de construction approuvés par le conseil du Trésor	.....	2,195,000
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et les subventions inscrites au budget	5,696,000	
	PROGRAMME DES SERVICES D'HYGIÈNE		
5	Services d'hygiène—Dépenses du programme, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*, et autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'année	8,075,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	NATIONAL HEALTH AND WELFARE (Concluded)		
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	HEALTH INSURANCE AND RESOURCES PROGRAM		
10	Health Insurance and Resources—Operating expenditures	1,604,000	
15	Health Insurance and Resources—The grants listed in the Estimates, contributions and authority to make commitments during the current fiscal year of $2,300,000 for contributions for the improvement of health services	25,294,000	
	MEDICAL SERVICES PROGRAM		
20	Medical Services—Program expenditures, contributions and authority to spend revenue received during the year	48,300,000	
	FOOD AND DRUG SERVICES PROGRAM		
25	Food and Drug Services—Program expenditures	15,817,000	
	WELFARE SERVICES PROGRAM		
30	Welfare Services—Operating expenditures, including recoverable expenditures on behalf of the *Canada Pension Plan*	12,326,000	
35	Welfare Services—The grants listed in the Estimates and contributions	5,999,000	
	FITNESS AND AMATEUR SPORT PROGRAM		
40	Fitness and Amateur Sport—Operating expenditures	775,000	
			123,886,000
	B—MEDICAL RESEARCH COUNCIL		
45	Medical Research Council—Program expenditures	404,000	
50	Medical Research Council—The grants listed in the Estimates	33,962,000	
			34,366,000
	NATIONAL REVENUE		
	A—CUSTOMS AND EXCISE		
1	Customs and Excise—Program expenditures and authority to spend revenues received during the year from firms and individuals requiring special services		77,880,800
	B—TAXATION		
5	Taxation—Program expenditures, including the grant listed in the Estimates and recoverable expenditures on behalf of the *Canada Pension Plan*		86,989,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL (Fin)		
	A—MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME D'ASSURANCE-MALADIE ET D'AIDE À LA SANTÉ		
10	Assurance-maladie et aide à la santé—Dépenses de fonctionnement	1,604,000	
15	Assurance-maladie et aide à la santé—Subventions inscrites au budget, contributions et autorisation de prendre pour l'année financière courante, des engagements de $2,300,000 à titre de contributions en vue de l'amélioration des services de santé	25,294,000	
	PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
20	Services médicaux—Dépenses de fonctionnement, contributions et autorisation de dépenser les revenus touchés au cours de l'année	48,300,000	
	PROGRAMME DES SERVICES DES ALIMENTS ET DROGUES		
25	Services des aliments et drogues—Dépenses du programme	15,817,000	
	PROGRAMME DES SERVICES DE BIEN-ÊTRE SOCIAL		
30	Services de bien-être social—Dépenses du programme, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	12,326,000	
35	Services de bien-être social—Subventions inscrites au budget et contributions	5,999,000	
	PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DU SPORT AMATEUR		
40	Santé et sport amateur—Dépenses du programme	775,000	
			123,886,000
	B—CONSEIL DES RECHERCHES MÉDICALES		
45	Conseil des recherches médicales—Dépenses du programme	404,000	
50	Conseil des recherches médicales—Subventions inscrites au budget	33,962,000	
			34,366,000
	REVENU NATIONAL		
	A—DOUANES ET ACCISE		
1	Douanes et Accise—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes provenant, au cours de l'année, d'entreprises et de particuliers qui ont besoin de services spéciaux		77,880,800
	B—IMPÔT		
5	Impôt—Dépenses du programme, y compris la subvention inscrite au budget et les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*		86,989,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	NATIONAL REVENUE—(Concluded)		
	C—TAX APPEAL BOARD		
10	Tax Appeal Board—Program expenditures		270,000
	PARLIAMENT		
	A—THE SENATE		
1	The Senate—Program expenditures including an allowance in lieu of residence to the Speaker of the Senate		3,499,700
	B—HOUSE OF COMMONS		
5	House of Commons—Program expenditures including allowances in lieu of residence to the Speaker of the House of Commons, and in lieu of apartments to the Deputy Speaker of the House of Commons; allowances to the Deputy Chairman and to the Assistant Deputy Chairman of Committees and the grants as listed in the Estimates and contributions		13,621,600
	C—LIBRARY OF PARLIAMENT		
10	Library of Parliament—Program expenditures		926,000
	PRIVY COUNCIL		
	A—PRIVY COUNCIL		
	Privy Council Office Program		
1	Privy Council Office—Program expenditures including maintenance and operation of the Prime Minister's residence, and the payment to each member of the Queen's Privy Council for Canada who is a Minister without Portfolio of a salary of $7,500 per annum and pro rata for any period less than a year	5,359,700	
	Constitutional Conference Secretariat Program		
5	Constitutional Conference Secretariat—Program expenditures	386,000	
			5,745,700
	B—CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION		
10	To reimburse Central Mortgage and Housing Corporation for the calendar year 1970; for expenditures on housing research and community planning, for the amounts of loans for sewage treatment projects forgiven to a Province, municipality or municipal sewerage corporation, for contributions made for an urban renewal scheme or pursuant to an urban renewal agreement, for losses resulting from the operation of public housing projects, and for Cité du Havre operating expenditures	53,700,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	REVENU NATIONAL (Fin)		
	C—COMMISSION D'APPEL DE L'IMPÔT		
10	Commission d'appel de l'impôt—Dépenses du programme		270,000
	PARLEMENT		
	A—SÉNAT		
1	Sénat—Dépenses du programme, y compris l'indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat		3,499,700
	B—CHAMBRE DES COMMUNES		
5	Chambre des communes—Dépenses du programme, y compris des indemnités de logement en remplacement d'une résidence pour l'Orateur de la Chambre des communes, et d'un appartement pour l'Orateur suppléant; indemnités au vice-président et au vice-président adjoint des comités; subventions inscrites au budget et contributions		13,621,600
	C—BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10	Bibliothèque du Parlement—Dépenses du programme		926,000
	CONSEIL PRIVÉ		
	A—CONSEIL PRIVÉ		
	PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1	Bureau du Conseil privé—Dépenses du programme, y compris l'entretien et l'administration de la résidence du premier ministre et le paiement, à chaque membre du Conseil privé de la reine pour le Canada ayant qualité de ministre d'État d'un traitement de $7,500 par année ou au prorata à l'égard de toute période inférieure à une année	5,359,700	
	PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DE LA CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE		
5	Secrétariat de la conférence constitutionnelle—Dépenses du programme	386,000	
			5,745,700
	B—SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
10	Aux fins de rembourser la Société centrale d'hypothèques et de logement des dépenses suivantes pour l'année civile 1970: recherches sur le logement et l'aménagement communal; renonciation par la Société au paiement par une province, une municipalité ou une corporation municipale de système d'égout, d'une proportion des prêts consentis à l'égard de projets d'épuration des eaux-vannes; contributions à des programmes de rénovation urbaine ou au titre d'ententes portant sur la rénovation urbaine; pertes résultant de l'exploitation de projets de logement public et dépenses d'exploitation à l'égard de la Cité du Havre	53,700,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	PRIVY COUNCIL—(Concluded)		
	B—CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION—(Concluded)		
	Loans, Investments and Advances		
L15	Advances to Central Mortgage and Housing Corporation for the calendar year 1970 in respect of housing and land development projects undertaken jointly with the Governments of the Provinces, in respect of loans to municipalities for the construction or expansion of sewage treatment projects, in respect of loans made to assist in the implementation of an urban renewal scheme, and for the acquisition, development, construction or improvement of land and buildings	122,000,000	
			175,700,000
	C—COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES		
20	Commissioner of Official Languages—Program expenditures		113,000
	D—ECONOMIC COUNCIL OF CANADA		
25	Economic Council of Canada—Program expenditures		1,662,000
	E—PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS BOARD		
30	Public Service Staff Relations Board—Program expenditures and authority to spend revenue received during the year		1,400,000
	F—SCIENCE COUNCIL OF CANADA		
35	Science Council of Canada—Program expenditures		1,300,000
	PUBLIC WORKS		
	Administration Program		
1	Administration—Program expenditures	12,639,000	
	Professional and Technical Services Program		
5	Professional and Technical Services—Program expenditures and the grants listed in the Estimates	14,274,000	
	Accommodation Program		
10	Accommodation—Operating expenditures, the provision on a recoverable basis of accommodation and related services for *Canada Pension Plan* purposes, and assistance to the International Civil Aviation Organization in the form of office accommodation at less than commercial rates, and, on a partially recoverable basis, to the Ottawa Civil Service Recreation Association in the form of maintenance services in respect of the W. Clifford Clark Memorial Centre in Ottawa	123,860,000	
15	Accommodation—Capital expenditures including expenditures on works on other than Federal property	105,600,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	CONSEIL PRIVÉ (Fin)		
	B—SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT (Fin)		
	Prêts, placements et avances		
L15	Sommes avancées à la Société centrale d'hypothèques et de logement pour l'année civile, 1970 aux fins suivantes: projets d'habitations et d'aménagement de terrains entrepris conjointement avec les gouvernements provinciaux; prêts à des municipalités pour la construction ou l'agrandissement de projets d'épuration des eaux-vannes; prêts consentis pour aider à la mise en œuvre de programmes de rénovation urbaine et pour l'acquisition, l'aménagement et l'équipement de terrains aux fins de logement ou pour l'amélioration de terrains et de bâtiments	122,000,000	
			175,700,000
	C—COMMISSAIRE DES LANGUES OFFICIELLES		
20	Commissaire des langues officielles—Dépenses du programme		113,000
	D—CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA		
25	Conseil économique du Canada—Dépenses du programme		1,662,000
	E—COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
30	Commission des relations de travail dans la fonction publique—Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année		1,400,000
	F—CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA		
35	Conseil des sciences du Canada—Dépenses du programme		1,300,000
	TRAVAUX PUBLICS		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	12,639,000	
	PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES		
5	Services professionnels et techniques—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget	14,274,000	
	PROGRAMME DU LOGEMENT		
10	Logement—Dépenses de fonctionnement, fourniture de locaux et prestation de services connexes, sur une base de recouvrement des frais, aux fins du *Régime de pensions du Canada*: aide à l'Organisation de l'aviation civile internationale, sous forme de location de bureaux à des prix inférieurs au tarif commercial, et, sur une base de recouvrement partiel des frais, à l'Association récréative du service civil d'Ottawa, sous forme de services d'entretien au Centre commémoratif W. Clifford Clark à Ottawa	123,860,000	
15	Logement—Dépenses d'investissement, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale	105,600,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	PUBLIC WORKS—(Concluded)		
	MARINE PROGRAM		
20	Marine—Operating expenditures and contributions	9,585,000	
25	Marine—Capital expenditures including expenditures on works on other than Federal property	23,735,000	
	TRANSPORTATION AND OTHER ENGINEERING PROGRAM		
30	Transportation and Other Engineering—Program expenditures including authority to make recoverable advances in amounts not exceeding in the aggregate the amount of the operating expenses of the New Westminster Bridge and contributions	13,000,000	
			302,693,000
	REGIONAL ECONOMIC EXPANSION		
	A—DEPARTMENT		
1	Regional Economic Expansion—Operating expenditures	25,440,400	
5	Regional Economic Expansion—Capital expenditures—Including authority to make recoverable advances in amounts not exceeding the amount of the share of the Province of Nova Scotia of the cost of the Avon River Causeway Dam project	10,073,900	
10	Regional Economic Expansion—The grants listed in the Estimates and contributions	231,337,200	
	Loans, Investments and Advances		
L15	Advances in accordance with agreements entered into pursuant to the Atlantic Provinces Power Development Act	33,657,000	
L20	Loans in accordance with a development agreement entered into with the Province of Prince Edward Island	10,000,000	
L25	Loans in accordance with agreements entered into or to be entered into with the provinces with the approval of the Governor in Council for the development of industrial infrastructure	39,147,000	
L30	Loans to persons engaged in primary industries in accordance with agreements entered into with the approval of the Governor in Council to provide assistance in meeting abnormal start-up and running-in costs	4,000,000	
			353,655,500
	B—CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION		
35	Payment to the Cape Breton Development Corporation to be applied by the Corporation in payment of the losses incurred in the operation and maintenance in the calendar year 1970 of the coal mining and related works and undertakings acquired by the Corporation under Section 9 of the *Cape Breton Development Corporation Act*, for administrative expenses chargeable to the Coal Division, and for grants to municipalities on Cape Breton Island not exceeding an amount equal to the taxes that might have been levied for their 1970 fiscal year by the municipalities in respect of the personal property of the Corporation if the Corporation were not an agent of Her Majesty		21,000,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	TRAVAUX PUBLICS (Fin)		
	PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES		
20	Travaux maritimes—Dépenses de fonctionnement et contributions	9,585,000	
25	Travaux maritimes—Dépenses d'investissement, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale	23,735,000	
	PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE		
30	Voirie et autres travaux de génie—Dépenses du programme, y compris l'autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de l'ensemble des frais d'exploitation du pont de New-Westminster, et contributions	13,000,000	
			302,693,000
	EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE		
	A—MINISTÈRE		
1	Expansion économique régionale—Dépenses de fonctionnement	25,440,400	
5	Expansion économique régionale—Dépenses d'investissement—Y compris l'autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas le montant de la participation de la Nouvelle-Écosse aux frais d'aménagement du barrage-chaussée de la rivière Avon.	10,073,900	
10	Expansion économique régionale—Subventions inscrites au budget et contributions	231,337,200	
	Prêts, placements et avances		
L15	Avances aux termes d'ententes conclues sous le régime de la *Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique*	33,657,000	
L20	Prêts aux termes d'une entente conclue avec la province de l'Île du Prince-Édouard pour le développement des régions rurales	10,000,000	
L25	Prêts aux termes d'ententes conclues ou à conclure avec les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour l'aménagement d'infrastructures	39,147,000	
L30	Prêts consentis à des personnes engagées dans des industries primaires, aux termes d'ententes conclues avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour aider à payer les frais anormaux de démarrage et de rodage	4,000,000	
			353,655,500
	B—SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
35	Versement à la Société de développement du Cap-Breton à affecter au paiement des pertes subies dans l'exploitation et l'entretien, durant l'année civile 1970, des exploitations de houille et autres entreprises acquises par la Société conformément à l'article 9 de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, dépenses d'administration imputables à la Division des charbonnages et pour payer aux municipalités de l'île du Cap-Breton des subventions n'excédant pas une somme égale aux impôts que les municipalités auraient pu prélever au cours de l'année financière 1970 à l'égard des biens personnels de la Société si la Société n'avait pas été l'agent de Sa Majesté		21,000,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	REGIONAL ECONOMIC EXPANSION—(Concluded)		
	C—NATIONAL CAPITAL COMMISSION		
40	National Capital Commission—Operating expenditures	10,900,000	
45	National Capital Commission—Payment to the National Capital Fund	17,100,000	
	Loans, Investments and Advances		
L50	Loans to the National Capital Commission in accordance with section 16 of the *National Capital Act* for the purpose of acquiring and developing property in the National Capital Region	2,800,000	
			30,800,000
	SECRETARY OF STATE		
	A—DEPARTMENT		
	Administration Program		
1	Administration—Program expenditures	2,027,000	
	Bilingualism Development Program		
5	Bilingualism Development—Operating expenditures	1,303,000	
10	Bilingualism Development—The grants listed in the Estimates and contributions	52,228,000	
	Arts and Cultural Support Program		
15	Arts and Cultural Support—Operating expenditures	599,000	
20	Arts and Cultural Support—The grants listed in the Estimates	5,403,000	
	Education Support Program		
25	Education Support—Program expenditures and the grant listed in the Estimates	325,000	
	Translation Program		
30	Translation—Program expenditures and the grants listed in the Estimates	8,000,000	
	Citizenship Development Program		
35	Citizenship Development—Program expenditures, the grants listed in the Estimates and contributions	4,006,000	
	Citizenship Registration Program		
40	Citizenship Registration—Program expenditures	1,800,000	
			75,691,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE (Fin)		
	C—COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
	Commission de la Capitale nationale—Dépenses de fonctionnement	10,900,000	
45	Commission de la Capitale nationale—Paiement à la Caisse de la Capitale nationale	17,100,000	
	Prêts, placements et avances		
L50	Prêts à la Commission de la Capitale nationale, en conformité de l'article 16 de la *Loi sur la Capitale nationale*, aux fins d'acquérir et de mettre en valeur des biens-fonds dans la région de la Capitale nationale	2,800,000	
			30,800,000
	SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	2,027,000	
	PROGRAMME D'EXPANSION DU BILINGUISME		
5	Expansion du bilinguisme—Dépenses de fonctionnement	1,303,000	
10	Expansion du bilinguisme—Subventions inscrites au budget et contributions	52,228,000	
	PROGRAMME D'AIDE AUX ACTIVITÉS ARTISTIQUES ET CULTURELLES		
15	Aide aux activités artistiques et culturelles—Dépenses de fonctionnement	599,000	
20	Aide aux activités artistiques et culturelles—Subventions inscrites au budget	5,403,000	
	PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION		
25	Aide à l'éducation—Dépenses du programme et subvention inscrite au budget	325,000	
	PROGRAMME DE LA TRADUCTION		
30	Traduction—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget	8,000,000	
	PROGRAMME DE PROMOTION DU CIVISME		
35	Promotion du civisme—Dépenses du programme, subventions inscrites au budget et contributions	4,006,000	
	PROGRAMME D'ENREGISTREMENT DE LA CITOYENNETÉ		
40	Enregistrement de la citoyenneté—Dépenses du programme	1,800,000	
			75,691,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	SECRETARY OF STATE—(Continued)		
	B—CANADA COUNCIL		
45	Payment to the Canada Council within the meaning of section 20 of the *Canada Council Act*, to be used for the general purposes set out in section 8 of the Act		24,200,000
	C—CANADIAN BROADCASTING CORPORATION		
50	Payment to the Canadian Broadcasting Corporation for operating expenditures in providing a broadcasting service	166,000,000	
	Loans, Investments and Advances		
L55	Loans, on terms and conditions approved by the Governor in Council, to the Canadian Broadcasting Corporation in the current and subsequent fiscal years for capital expenditures	25,323,000	
			191,323,000
	E—CANADIAN RADIO-TELEVISION COMMISSION		
60	Canadian Radio-Television Commission—Program expenditures and contributions		3,300,000
	F—OFFICE OF THE CHIEF ELECTORAL OFFICER		
65	Office of the Chief Electoral Officer—Program expenditures		200,320
	G—COMPANY OF YOUNG CANADIANS		
70	Payment to the Company of Young Canadians		1,900,000
	H—NATIONAL ARTS CENTRE CORPORATION		
75	Payments to the National Arts Centre Corporation		2,625,000
	I—NATIONAL FILM BOARD		
80	National Film Board—Program expenditures and the grant listed in the Estimates		10,012,600
	J—NATIONAL LIBRARY		
85	National Library—Program expenditures, including a payment of $200,000 to the National Library Purchase Account for the purpose of acquiring books		2,600,000
	K—NATIONAL MUSEUMS OF CANADA		
90	National Museums of Canada—Program expenditures, the grant listed in the Estimates, $1,050,000 for the purchase of objects for the collections of the Corporation, and $150,000 for the acquisition or publication and the sale to the public of books, pamphlets, replicas and other materials related to the Corporation's purposes		8,217,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	SECRÉTARIAT D'ÉTAT (Suite)		
	B—CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
45	Subventions au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la loi	.....	24,200,000
	C—SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
50	Paiement à la Société Radio-Canada pour couvrir les frais d'exploitation de son service de radiodiffusion	166,000,000	
	Prêts, placements et avances		
L55	Prêts à la Société Radio-Canada, selon les modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux fins de dépenses d'investissement au cours de la présente année financière et des années subséquentes	25,323,000	
			191,323,000
	E—CONSEIL DE LA RADIO-TÉLÉVISION CANADIENNE		
60	Conseil de la Radio-Télévision canadienne—Dépenses du programme et contributions	.....	3,300,000
	F—BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
65	Bureau du directeur général des élections—Dépenses du programme	.....	200,320
	G—COMPAGNIE DES JEUNES CANADIENS		
70	Paiements à la Compagnie des jeunes Canadiens	.....	1,900,000
	H—CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
75	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts	.....	2,625,000
	I—OFFICE NATIONAL DU FILM		
80	Office national du film—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget	.....	10,012,600
	J—BIBLIOTHÈQUE NATIONALE		
85	Bibliothèque nationale—Dépenses du programme, y compris un paiement de $200,000 au Compte d'achat de la Bibliothèque nationale pour l'acquisition de livres	.....	2,600,000
	K—MUSÉES NATIONAUX DU CANADA		
90	Musées nationaux du Canada—Dépenses du programme, subvention inscrite au budget, $1,050,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation, et $150,000 pour l'acquisition ou la publication et la vente au public de livres, brochures, reproductions et autres objets utiles aux fins de la Corporation	.....	8,217,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	SECRETARY OF STATE—(Concluded)		
	L—PUBLIC ARCHIVES		
95	Public Archives—Program expenditures		2,817,000
	M—PUBLIC SERVICE COMMISSION		
100	Public Service Commission—Program expenditures including payments to retired public servants and the estates of deceased public servants where awards for suggestions or meritorious contributions are approved, payments in accordance with the Incentive Award Plan of the Public Service of Canada and the costs of the Public Service Bilingual and Bicultural Development Program, and authority to spend revenue received during the year		16,783,000
	SOLICITOR GENERAL		
	A—DEPARTMENT		
	Administration Program		
1	Administration—Program expenditures and the grants listed in the Estimates		1,382,000
	B—CORRECTIONAL SERVICES		
	Correctional Services Program		
5	Correctional Services—Penitentiary Service—Operating expenditures including compensation to discharged inmates permanently disabled while in Penitentiaries, and the grants listed in the Estimates	57,559,000	
10	Correctional Services—Penitentiary Service—Capital expenditures including payments to Provinces or Municipalities as contributions towards construction done by those bodies	21,106,000	
15	Correctional Services—National Parole Board—Operating expenditures and the grants listed in the Estimates	4,345,000	
			83,010,000
	C—ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE		
	Law Enforcement Program		
20	Law Enforcement—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, and authority to spend revenue received during the year	104,351,000	
25	Law Enforcement—Capital expenditures	11,146,000	
			115,497,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	SECRÉTARIAT D'ÉTAT (Fin)		
	L—ARCHIVES PUBLIQUES		
95	Archives publiques—Dépenses du programme		2,817,000
	M—COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
100	Commission de la Fonction publique—Dépenses du programme, y compris les paiements aux fonctionnaires retraités et à la succession des fonctionnaires décédés lorsqu'une prime à l'initiative ou au mérite a été approuvée, les paiements accordés en vertu du Régime des primes d'encouragement de la fonction publique du Canada et le coût du Programme d'expansion du bilinguisme et du biculturalisme dans la fonction publique; autorisation de dépenser les recettes de l'année		16,783,000
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget		1,382,000
	B—SERVICES CORRECTIONNELS		
	PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		
5	Services correctionnels—Service pénitentiaire—Dépenses de fonctionnement, y compris l'indemnisation des détenus libérés, frappés d'incapacité permanente pendant leur incarcération, et subventions inscrites au budget	57,559,000	
10	Services correctionnels—Service pénitentiaire—Depenses d'investissement, y compris des paiements au provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par les unes ou les autres	21,106,000	
15	Services correctionnels—Commission nationale des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au budget	4,345,000	
			83,010,000
	C—GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
	PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI		
20	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget et autorisation de dépenser les recettes de l'année	104,351,000	
25	Application de la loi—Dépenses d'investissement	11,146,000	
			115,497,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	SUPPLY AND SERVICES		
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures	3,890,000	
	SUPPLY PROGRAM		
5	Supply—Program expenditures and grants to municipalities in lieu of taxes on Crown owned defence plants operated by private contractors	22,453,000	
	SERVICES PROGRAM		
10	Services—Program expenditures including recoverable expenditures on behalf of the *Canada Pension Plan* and in respect of the services provided under Part V of the *Government Organization Act, 1969* and authority to spend revenue received during the year	34,970,000	
			61,313,000
	B—CANADIAN ARSENALS LIMITED		
15	Canadian Arsenals Limited—Program expenditures	.....	350,000
	C—CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION		
20	Canadian Commercial Corporation—Program expenditures	.....	3,930,000
	D—INFORMATION CANADA		
25	Information Canada—Program expenditures and to establish the Office of Director Information Canada within the Department of Supply and Services, to provide that the Director shall have the rank and status of a deputy head of a department, and be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure, and as such shall, under the Minister of Supply and Services or such other member of the Queen's Privy Council for Canada as may be designated by the Governor in Council administer a consolidated information service in respect of all matters assigned to the Director by the Minister of Supply and Services, and to authorize the purchase, publication, distribution and sale by Information Canada of publications to the public	.....	7,355,000
	TRANSPORT		
	A—DEPARTMENT		
	ADMINISTRATION PROGRAM		
1	Administration—Program expenditures including contributions and the reimbursement of the Department of Transport Revolving Fund for the value of stores which have become obsolete, unserviceable, lost or destroyed	9,212,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	3,890,000	
	PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS		
5	Approvisionnements—Dépenses du programme et subventions aux municipalités en remplacement de taxes à l'égard d'usines pour la défense, appartenant à la Couronne et exploitées par des entrepreneurs particuliers	22,453,000	
	PROGRAMME DES SERVICES		
10	Services—Dépenses du programme, y compris les dépenses recouvrables pour le compte du *Régime de pensions du Canada* à l'égard des services fournis en vertu de la partie V de la *Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement*, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	34,970,000	
			61,313,000
	B—LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE		
15	Les Arsenaux canadiens Limitée—Dépenses du programme	.....	350,000
	C—CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
20	Corporation commerciale canadienne—Dépenses du programme	.....	3,930,000
	D—INFORMATION CANADA		
25	Information Canada—Dépenses du programme et pour établir le bureau du directeur d'Information Canada au sein du ministère des Approvisionnements et Services; pour permettre que le Directeur ait le même rang qu'un sous-ministre et qu'il soit nommé par le gouverneur en conseil jusqu'à révocation, et pour que, sous l'autorité du ministre des Approvisionnements et Services ou d'un autre membre du Conseil privé du Canada désigné par le gouverneur en conseil, il dirige un service centralisé d'informations concernant tous les domaines que le directeur se verra confier par le ministre des Approvisionnements et Services; pour autoriser l'achat, la publication, la diffusion et la vente au public d'imprimés d'Information Canada	.....	7,355,000
	TRANSPORTS		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme, y compris des contributions et le remboursement de l'avance du fonds renouvelable du ministère des Transports, pour la valeur du matériel désuet, inutilisable, perdu ou détruit	9,212,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	TRANSPORT—(Continued)		
	A—DEPARTMENT (Concluded)		
	MARINE SERVICES PROGRAM		
5	Marine Services—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions, the payment of excepted expenses incurred in respect of Canadian distressed seamen as defined in Section 306 of the *Canada Shipping Act*, authority to make recoverable advances for transportation, stevedoring and other shipping services performed on behalf of individuals, outside agencies and other governments, and authority to spend revenue received during the year	69,848,000	
10	Marine Services—Capital expenditures including payments to provinces or municipalities as contributions towards construction done by those bodies	20,352,000	
	Loans, Investments and Advances		
L15	Loans to the Port Alberni Harbour Commission in accordance with terms and conditions approved by the Governor in Council to finance the construction of a new lumber assembly wharf	2,000,000	
	RAILWAYS AND STEAMSHIPS PROGRAM		
20	Railways and Steamships—Operating expenditures, including payments for the amortization of the cost of ferry vessels and related equipment and payments to the Canadian National Railway Company to be applied by the Company in payment of the deficits arising in the operations in the calendar year 1970 of the following Ferry Services: Newfoundland Ferry and Terminals; Newfoundland Coastal Service, Prince Edward Island Ferry and Terminals and Yarmouth, N.S.–Bar Harbor, Maine U.S.A.	32,600,000	
25	Railways and Steamships—Capital expenditures, including expenditures on works on other than Federal property	7,900,000	
30	Railways and Steamships—The grants listed in the Estimates and contributions including payments to supplement pension allowances under the *Intercolonial and Prince Edward Island Railway Employees Provident Fund Act* so as to make the minimum allowance payable in the calendar year 1970 $30 per month instead of $20 per month as fixed by the said Act	7,245,000	
	AIR SERVICES PROGRAM		
35	Air Services—Operating expenditures, the grants listed in the Estimates, contributions, and authority to spend revenue received during the year	125,450,000	
40	Air Services—Capital expenditures including contributions towards construction done by local or private authorities	41,310,000	
	Loans, Investments and Advances		
L45	Payments in the current and subsequent fiscal years for capital purposes at Montreal and Toronto International Airports and such other airports as the Treasury Board may approve subject to such terms and conditions as the Treasury Board may prescribe.	67,829,000	
			383,746,000
	B—CANADIAN NATIONAL RAILWAYS		
50	Payments to the Canadian National Railway Company to be applied by the Company in payment of the deficit arising in the operations in the calendar year 1970 in respect of the Canadian National Railways System		25,000,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	TRANSPORTS (Suite)		
	A—MINISTÈRE (Fin)		
	PROGRAMME DES SERVICES DE LA MARINE		
5	Services de la Marine—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget, contributions, paiement des dépenses réservées, faites à l'égard de marins canadiens en détresse, aux termes de l'article 306 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements et autorisation de dépenser les recettes de l'année	69,848,000	
10	Services de la Marine—Dépenses d'investissement, y compris les paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions à l'égard de la construction faite par ces gouvernements	20,352,000	
	Prêts, placements et avances		
L15	Prêts à la Commission du port de Port-Alberni, selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, pour financer la construction d'un nouveau quai en bois	2,000,000	
	PROGRAMME DES CHEMINS DE FER ET DES NAVIRES À VAPEUR		
20	Chemins de fer et navires à vapeur—Dépenses de fonctionnement, y compris les paiements pour amortir le coût des transbordeurs et du matériel connexe et les paiements à la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada de sommes à affecter par la Compagnie aux déficits d'exploitation pour l'année civile 1970 à l'égard des services de bac suivants: Service de bac de Terre-Neuve et terminus; service côtier de Terre-Neuve: services de bac et terminus de l'Île du Prince-Édouard et entre Yarmouth (N.-É.) et Bar-Harbor (Maine) É.-U.	32,600,000	
25	Chemins de fer et navires à vapeur—Dépenses d'investissement, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur des propriétés fédérales	7,900,000	
30	Chemins de fer et navires à vapeur—Subventions inscrites au budget et contributions, y compris des paiements en vue d'un supplément aux pensions prévues par la *Loi sur la caisse de prévoyance des employés du chemin de fer Intercolonial et de l'Île du Prince-Édouard*, de façon à porter, pour l'année civile 1970, le versement minimum à $30 par mois au lieu de $20 comme le fixe ladite loi	7,245,000	
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'AIR		
35	Services de l'Air—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	125,450,000	
40	Services de l'Air—Dépenses d'investissement, y compris des contributions pour les travaux de construction exécutés par les autorités locales ou des entrepreneurs privés	41,310,000	
	Prêts, placements et avances		
L45	Paiements pour immobilisations aux aéroports internationaux de Montréal et de Toronto et à tous autres aéroports que le conseil du Trésor pourra approuver, pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, conformément aux modalités que pourra prescrire le conseil du Trésor	67,829,000	
			383,746,000
	B—CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA		
50	Paiements à la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada, de sommes à affecter par la Compagnie aux déficits d'exploitation pour l'année civile 1970 à l'égard du réseau des chemins de fer Nationaux du Canada		25,000,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	TRANSPORT (Continued)		
	C—CANADIAN TRANSPORT COMMISSION		
55	Canadian Transport Commission—Operating expenditures	9,659,000	
60	Canadian Transport Commission—The grants listed in the Estimates and contributions including an amount of $20,000,000 to be credited to the Railway Grade Crossing Fund in the current fiscal year for the purposes of the Fund; to increase to $65,000,000 the commitments for the purposes of the Fund during the current and subsequent fiscal years; to repeal, effective April 1, 1970, subsection (5) of section 265 of the *Railway Act* and to authorize the making of payments during the current and subsequent fiscal years in the amounts authorized by and for the purposes of and subject to the provisions of subsection (2) of section 265 of the *Railway Act* in force on the 30th day of January, 1970	43,722,000	
			53,381,000
	D—NATIONAL HARBOURS BOARD		
65	Payment to the National Harbours Board to be applied in payment of the deficit (exclusive of interest on advances authorized by Parliament and depreciation on capital structures) expected to be incurred in the calendar year 1970 in the operation of the Jacques Cartier Bridge, Montreal Harbour	500,000	
70	Payments to the National Harbours Board, subject to the provisions of section 29 of the *National Harbours Board Act*, to meet capital expenditures applicable to the calendar year 1970	800,000	
75	To authorize expenditures by the National Harbours Board, either by itself or on behalf of or in co-operation with others, for the construction of retaining walls along the banks of the St. Charles River between the proposed dam at the mouth of the river and Scott Bridge at Quebec Harbour, such amount to be credited to the National Harbours Board Special Account and to constitute an absolute grant without interest	1,200,000	
	Loans, Investments and Advances		
L80	Advances to the National Harbours Board, subject to the provisions of section 29 of the *National Harbours Board Act*, to meet capital expenditures applicable to the calendar year 1970	9,885,000	
			12,385,000
	E—ST. LAWRENCE SEAWAY AUTHORITY		
	Deep Water Program		
85	Deep Waterway—Payments to The St. Lawrence Seaway Authority, upon application approved by the Minister of Transport, made by the Authority to the Minister of Finance, to be applied by the Authority in payment of the deficit arising in the calendar year 1970 in respect of the operation of the Welland Canal Section of the deep waterway between the Port of Montreal and Lake Erie	9,400,000	
	Loans, Investments and Advances		
L90	Deep Waterway—Loans to The St. Lawrence Seaway Authority in such manner and subject to such terms and conditions as the Governor in Council may approve	43,700,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	TRANSPORTS (Suite)		
	C—COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS		
55	Commission canadienne des transports—Dépenses de fonctionnement	9,659,000	
60	Commission canadienne des transports—Subventions inscrites au budget et contributions y compris un montant de $20,000,000, à créditer à la Caisse des passages à niveau, au cours de la présente année financière, pour les besoins de la Caisse; pour porter à $65,000,000 le montant des engagements pris pour les fins de la Caisse pendant l'année financière en cours et les années subséquentes; pour abroger, à compter du 1er avril 1970, le paragraphe (5) de l'article 265 de la *Loi sur les chemins de fer* et pour autoriser le versement, pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, des montants autorisés aux termes, pour les fins et sous réserve des dispositions du paragraphe (2) de l'article 265 de la *Loi sur les chemins de fer*, en vigueur le 30 janvier 1970	43,722,000	
			53,381,000
	D—CONSEIL DES PORTS NATIONAUX		
65	Versement au Conseil des ports nationaux pour payer le déficit (sauf l'intérêt sur les avances autorisées par le Parlement et la dépréciation des installations permanentes) prévu pour l'année civile 1970 dans l'exploitation du pont Jacques-Cartier, dans le port de Montréal	500,000	
70	Versements au Conseil des ports nationaux, sous réserve des dispositions de l'article 29 de la *Loi sur le Conseil des ports nationaux*, en vue de payer les dépenses d'investissement imputables à l'année civile 1970	800,000	
75	Autorisation des dépenses engagées par le Conseil des ports nationaux de son propre chef ou au nom de tiers ou en collaboration avec eux, pour la construction de murs de soutènement le long de la rivière Saint-Charles entre le futur barrage, à l'embouchure de la rivière, et le pont Scott, au port de Québec; ce montant doit être crédité au compte spécial du Conseil des ports nationaux et constitue une subvention absolue sans intérêt	1,200,000	
	Prêts, placements et avances		
L80	Avances au Conseil des ports nationaux, sous réserve des dispositions de l'article 29 de la *Loi sur le Conseil des ports nationaux*, en vue de payer les dépenses d'investissement imputables à l'année civile 1970	9,885,000	
			12,385,000
	E—ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT		
	PROGRAMME RELATIF À LA VOIE NAVIGABLE EN EAU PROFONDE		
85	Voie navigable en eau profonde—Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, sur demande approuvée par le ministre des Transports et autorisée par le ministre des Finances, pour rembourser à l'Administration le déficit qu'elle a subi, au cours de l'année civile 1970, à l'égard de l'exploitation de la section du canal de Welland de la voie navigable en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Érié	9,400,000	
	Prêts, placements et avances		
L90	Voie navigable en eau profonde—Prêts à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent selon les modalités et sous réserve des modalités approuvées par le gouverneur en conseil	43,700,000	

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	TRANSPORT (Concluded)		
	E—ST. LAWRENCE SEAWAY AUTHORITY (Concluded)		
	ENTRUSTED (NON-TOLL) CANALS PROGRAM		
95	Payments to The St. Lawrence Seaway Authority in respect of the operating deficit and capital requirements for the year 1970-71 of the Canals and Works entrusted to it with the approval of the Governor in Council, and to authorize the disbursement by the Authority of revenues derived from the operation and management of such Canals and Works	1,800,000	
			54,900,000
	TREASURY BOARD		
	A—DEPARTMENT		
	CENTRAL ADMINISTRATION OF THE PUBLIC SERVICE PROGRAM		
1	Central Administration of the Public Service—Program expenditures and the Grants listed in the Estimates	8,000,000	
	GOVERNMENT CONTINGENCIES PROGRAM		
5	Government Contingencies—Subject to the approval of the Treasury Board, to supplement other votes for paylist and other requirements and to provide for miscellaneous minor and unforeseen expenses not otherwise provided for including awards under the *Public Servants Inventions Act*, authority to re-use any sums allotted for non-paylist requirements and repaid to this appropriation from other appropriations and to authorize expenditures during the period ending April 30, 1971 in respect of salary increases for persons employed in the Public Service payable with respect to 1970–71 and previous fiscal years, to establish as a reserve the unexpended balance of this vote from which payments may be made in respect of the aforesaid salary increases, and to provide that such expenditures shall be recorded in the Accounts of Canada as a transaction of the 1970–71 fiscal year	55,000,000	
	EMPLOYER CONTRIBUTIONS TO EMPLOYEE BENEFIT PLANS PROGRAM		
10	Employer Contributions to Employee Benefit Plans—Government's share of surgical-medical and other insurance premiums determined on such bases and paid in respect of such persons and their dependents as Treasury Board prescribes who are described in Vote 124, *Appropriation Act No. 6, 1960*, Finance Vote 85a, *Appropriation Act No. 5, 1963* and Finance Vote 20b, *Appropriation Act No. 10, 1964* and Government's contributions to pension plans and death benefit plans for employees engaged locally outside Canada, to the Unemployment Insurance Fund in respect of Government employees paid through the Central Pay Office, and to the Hospital Insurance (outside Canada) Plan	18,425,000	
			81,425,000

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	TRANSPORTS (Fin)		
	E—ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT (Fin)		
	PROGRAMME DES CANAUX CONFIÉS (sans péage)		
95	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard du déficit de fonctionnement et des besoins de capitaux pour l'année 1970–71 relativement aux canaux et ouvrages confiés à l'Administration, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et autorisation à l'Administration de dépenser les recettes provenant de l'exploitation et de la gestion de ces canaux et ouvrages	1,800,000	
			54,900,000
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	A—MINISTÈRE		
	PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
1	Administration centrale de la fonction publique—Dépenses du programme et subventions inscrites au budget	8,000,000	
	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT		
5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du conseil du Trésor, pour ajouter à d'autres crédits relatifs à la feuille de paie et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paie, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit; autorisation, pour la période se terminant le 30 avril 1971, des dépenses se rapportant aux augmentations de salaire des personnes à l'emploi de la fonction publique, payables pour l'année 1970–71 et les années antérieures, établissement, comme réserve du solde indépensé de ce crédit sur lequel le paiement des augmentations mentionnées plus haut peut être effectué, et inscription de ces dépenses dans les Comptes du Canada comme une transaction de l'année financière 1970–71	55,000,000	
	PROGRAMME DES CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES DE PRESTATIONS DES EMPLOYÉS		
10	Contributions de l'employeur aux régimes de prestations des employés—Quote-part de l'État des primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances, calculée et versée selon les prescriptions du conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites dans le crédit n° 124, *Loi des subsides n° 6 de 1960*, le crédit des Finances n° 85a, *Loi des subsides n° 5 de 1963*, et le crédit des Finances n° 20b, *Loi des subsides n° 10 de 1964*, et en faveur des personnes à leur charge, et contributions de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès pour des personnes engagées sur place, à l'étranger, à la Caisse d'assurance-chômage à l'égard de fonctionnaires payés par le Bureau central de paye, et au régime d'assurance-hospitalisation (hors du Canada)	18,425,000	
			81,425,000

SCHEDULE—*Continued*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	TREASURY BOARD (Concluded)		
	B—NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA		
15	National Research Council of Canada—Operating expenditures including authority to expend revenue received by the Council through the conduct of its operations	47,436,800	
20	National Research Council of Canada—Capital expenditures	5,953,000	
25	National Research Council of Canada—The grants listed in the Estimates	72,227,000	
			125,616,800
	VETERANS AFFAIRS		
	Administration Program		
1	Administration—Program expenditures	7,491,400	
	Welfare Services Program		
5	Welfare Services—War Veterans Allowance Board—Operating expenditures	358,000	
10	Welfare Services—War Veterans Allowance Board—The grants listed in the Estimates provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of the Treasury Board	93,350,000	
15	Welfare Services—Operating expenditures	7,034,000	
20	Welfare Services—The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of the Treasury Board	12,879,600	
	Loans, Investments and Advances		
L25	To increase to $500,000 the amount that may be charged at any time to the revolving fund established by Vote 517, *Appropriation Act No. 5, 1958* for financing the manufacture of Remembrance Day poppies and wreaths; additional amount required	50,000	
	Pensions Program		
30	Pensions—Operating expenditures	3,880,000	
35	Pensions—The grants listed in the Estimates and contributions provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of the Treasury Board	218,670,000	
	Treatment Services Program		
40	Treatment Services—Operating expenditures, contributions, and authority to spend revenue received during the year	62,827,000	
45	Treatment Services—Capital expenditures including contributions to Provinces and other authorities towards such costs	5,752,000	

ANNEXE—*Suite*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	CONSEIL DU TRÉSOR (Fin)		
	B—CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
15	Conseil national de recherches du Canada—Dépenses de fonctionnement, y compris l'autorisation de dépenser les revenus propres au Conseil	47,436,800	
20	Conseil national de recherches du Canada—Dépenses d'investissement	5,953,000	
25	Conseil national de recherches—Subventions inscrites au budget	72,227,000	
			125,616,800
	AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration—Dépenses du programme	7,491,400	
	PROGRAMME DES SERVICES DE BIEN-ÊTRE		
5	Services de bien-être—Commission des allocations aux anciens combattants—Dépense de fonctionnement	358,000	
10	Services de bien-être—Commission des allocations aux anciens combattants—Subventions inscrites au budget, les montants inscrits à chacun des postes pouvant être modifiés sous réserve de l'approbation du conseil du Trésor	93,350,000	
15	Services de bien-être—Dépenses de fonctionnement	7,034,000	
20	Services de bien-être—Subventions inscrites au budget et contributions, les montants inscrits à chacun des postes pouvant être modifiés sous réserve de l'approbation du conseil du Trésor	12,879,600	
	Prêts, placements et avances		
L25	Pour porter à $500,000 le montant imputable en tout temps sur le fonds renouvelable établi par le crédit 517, *Loi des subsides n° 5 de 1958*, en vue du financement de la fabrication des coquelicots et des couronnes utilisés le jour du Souvenir; montant additionnel requis	50,000	
	PROGRAMME DES PENSIONS		
30	Pensions—Dépenses de fonctionnement	3,880,000	
35	Pensions—Subventions inscrites au budget et contributions, le montant inscrit pour tout poste pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du conseil du Trésor	218,670,000	
	PROGRAMME DES SERVICES DE TRAITEMENT		
40	Services de traitement—Dépenses de fonctionnement, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	62,827,000	
45	Services de traitement—Dépenses d'investissement, y compris les contributions aux provinces et à divers organismes à l'égard de tels frais	5,752,000	

SCHEDULE—*Concluded*

No. of Vote	Service	Amount	Total
		$	$
	VETERANS AFFAIRS (Concluded)		
	VETERANS' LAND ADMINISTRATION PROGRAM		
50	Veterans' Land Administration—Program expenditures; upkeep of property, including engineering and other investigational planning expenses that do not add tangible value to real property, taxes, insurance and maintenance of public utilities; to authorize, subject to the approval of the Governor in Council, necessary remedial work on properties constructed under individual firm price contracts and sold under the *Veterans' Land Act* and to correct defects for which neither the veteran nor the contractor can be held financially responsible, and for such other work on other properties as may be required to protect the interest of the Director therein; and the grants listed in the Estimates provided that the amount listed for any grant may be increased or decreased subject to the approval of the Treasury Board.....	5,693,000	
L55	Veterans' Land Administration—To increase to $605,000,000 the amount that may be charged at any one time to the *Veterans' Land Act* Fund—additional amount required.	75,000,000	
			492,985,000
			7,429,811,200

ANNEXE—*Fin*

N° du crédit	Service	Montant	Total
		$	$
	AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS (Fin)		
	PROGRAMME DE L'OFFICE DE L'ÉTABLISSEMENT AGRICOLE DES ANCIENS COMBATTANTS		
50	Office de l'établissement agricole des anciens combattants—Dépenses du programme, entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, taxes, assurance et maintien des services d'utilité publique; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de travaux de réparation nécessaires à des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; tous autres travaux qui s'imposent à d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède; subventions inscrites au budget, le montant inscrit à chaque poste pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du conseil du Trésor	5,693,000	
L55	Office de l'établissement agricole des anciens combattants—Pour porter à $605,000,000 le montant maximum qui peut être imputé sur la Caisse de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*—montant additionnel requis.....	75,000,000	
			492,985,000
			7,429,811,200

C-225

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-225

An Act respecting the retirement of judges

First reading, June 22, 1970

MR. CHAPPELL

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22269

C-225

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-225

Loi concernant la mise à la retraite des juges

Première lecture, le 22 juin 1970

M. CHAPPELL

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-225

An Act respecting the retirement of judges

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-225

Loi concernant la mise à la retraite des juges

30 and 31 Vict., c. 3 (Imp)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

9 Eliz. II, c. 2, (Imp) Proviso at age 70

1. Subsection (2) of section 99 of the *British North America Act, 1867* is repealed and the following substituted therefor:

Termination

R.S., c. 159; 1952–53, c. 4; 1953–54, c. 58; 1955, c. 48; 1956, c. 8; 1957, c. 30; 1958, c. 33; 1959, c. 28; 1960, cc. 46, 47; 1960–61, c. 38; 1962, c. 22; 1963, c. 8; 1964–65, cc. 14, 36; 1966–67, cc. 8, 68, 76; 1967–68, c. 20

"(2) A Judge of a Superior Court, whether appointed before or after the coming into force of this section, shall cease to hold office upon attaining the age of seventy years, or upon the coming into force of this section if at that time he has already attained that age, provided that a judge including a Chief Justice of a province or of a division of the superior court of a province who has attained the age of seventy years, may, within one month after he has reached the age of seventy years or within one month after the coming into force of this section as the case may be, elect to be a reserve judge to continue to hold office until the age of seventy-five,"

2. The *Judges Act* is amended by adding immediately after Section 23 thereof the following:

30 et 31 Vict., c. 3, (Imp.)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

9 Eliz. II, c. 2, (Imp.)

1. Le paragraphe (2) de l'article 99 de *l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867,* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Cessation des fonctions à l'âge de 70 ans

Réserve

S.R., c. 159; 1952–53, c. 4; 1953–54, c. 58 1955, c. 48; 1956, c. 8; 1957, c. 30; 1958, c. 33; 1959, c. 28; 1960, cc. 46, 47; 1960–61, c. 38; 1962, c. 22; 1963, c. 8; 1964–65, cc. 14, 36; 1966–67, cc. 8 68, 76; 1967–68, c. 20; 1968–69, c. 4

«(2) Un juge d'une cour supérieure, nommé avant ou après l'entrée en vigueur du présent article, cessera d'occuper sa charge lorsqu'il aura atteint l'âge de soixante-dix ans, ou à l'entrée en vigueur du présent article si, à cette époque il a déjà atteint ledit âge, étant entendu qu'un juge y compris un juge en chef d'une province ou d'une division d'une cour supérieure d'une province qui a atteint l'âge de soixante-dix ans, peut, dans le délai d'un mois qui suit le jour où il a atteint l'âge de soixante-dix ans ou dans le délai d'un mois qui suit l'entrée en vigueur du présent article, selon le cas, choisir d'être un juge prorogé pour continuer d'occuper sa charge jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans.»

2. La *Loi sur les juges* est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 23, de ce qui suit:

Explanatory Note

The purpose of this Bill is to reduce the age of retirement of all federally appointed judges from age seventy-five to seventy provided that they may elect to continue to hold office until the age of seventy-five. In this way, judges could retire at age 70 if they wished or they could serve as a source of supply of experienced judges where a backlog of cases developed in a particular court in a particular area requiring additional judges.

Section 99(2) of the *British North America Act*, at present, reads as follows:

"(2) A judge of a superior court, whether appointed before or after the coming into force of this section, shall cease to hold office upon attaining the age of *seventy-five* years, or upon the coming into force of this section if at that time he has already attained that age."

Section 26 of the *Judges Act*, at present, reads as follows:

"26. A judge of a county court who has attained the age of *seventy-five* years shall be compulsorily retired."

Subsection 2 of Section 9 of the *Supreme Court Act*, at present, reads as follows:

"(2) A judge ceases to hold office upon attaining the age of *seventy-five* years."

Section 9 of the *Exchequer Court Act*, at present, reads as follows:

"9. Every judge of the Court holds office during good behaviour, but is removable by the Governor General on address of the Senate and House of Commons, but each judge, whether heretofore appointed or hereafter to be appointed, ceases to hold office upon attaining the age of *seventy-five years*."

Notes explicatives

Ce bill a pour objet de réduire l'âge de la mise à la retraite de tous les juges nommés par le gouvernement fédéral et de le ramener de soixante-quinze à soixante-dix ans étant entendu que les juges peuvent être désignés par le juge en chef dont ils dépendent pour continuer d'occuper leur charge jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans. De cette manière, les juges qui le désirent peuvent être mis à la retraite à l'âge de soixante-dix ans ou ils peuvent constituer une source supplémentaire de recrutement des juges ayant une longue expérience lorsqu'il se présente un engorgement des tribunaux causé par une surabondance de causes nécessitant des juges supplémentaires.

L'article 99(2) de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*, se lit actuellement comme suit:

«(2) Un juge d'une cour supérieure, nommé avant ou après l'entrée en vigueur du présent article, cessera d'occuper sa charge lorsqu'il aura atteint l'âge de *soixante-quinze* ans, ou à l'entrée en vigueur du présent article si, à cette époque, il a déjà atteint ledit âge.»

L'article 26 de la *Loi sur les juges* se lit actuellement comme suit:

«(26) Un juge d'une cour de comté qui a atteint l'âge de *soixante-quinze* ans est mis à la retraite d'office.»

Le paragraphe (2) de l'article 9 de la *Loi sur la Cour suprême* se lit actuellement comme suit:

«(2) Un juge cesse d'occuper sa charge lorsqu'il atteint l'âge de *soixante-quinze* ans.

L'article 9 de la *Loi sur la Cour de l'Échiquier* se lit actuellement comme suit:

«9. Tout juge de la Cour reste en fonction durant bonne conduite, mais il peut être démis par le gouverneur général, sur une adresse du Sénat et de la Chambre des Communes; toutefois, qu'il ait été nommé jusqu'ici ou qu'il le soit à l'avenir, ce juge doit cesser d'occuper sa charge dès qu'il atteint l'âge de *soixante-quinze* ans.»

"Reserve judge"

"**23A.** (1) "reserve judge" is a Chief Judge, a Chief Justice, a President or a judge who has attained the age of seventy years and has elected to continue to hold office and to preside over trials or appeals as the case may be until the age of seventy-five.

Countermanding election

(2) A Chief Justice or Chief Judge or President as the case may be may countermand an election to be a reserve judge at any time.

(3) A reserve judge who ceases to hold office or who reaches the age of seventy-five or who has become afflicted with some permanent infirmity disabling him from the due execution of his office may be granted an annuity to which he would have been entitled if he had not elected to be a reserve judge."

1966-67, c. 76, s. 3

3. Section 26 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Termination at age 70

"**26.** A judge of a county court whether appointed before or after the coming into force of this section ceases to hold office upon attaining the age of seventy years or upon the coming into force of this section if at that time he has already attained that age, provided that a judge of a county court, including a chief judge of the province or of a district within the province where a province so provides, may, within one month after he has reached the age of seventy years, or within one month after the coming into force of this section, as the case may be, elect to be a reserve judge to continue to hold office until the age of seventy-five."

Proviso

R.S. 1952, cc. 259, 335; 1956, c. 48; 1968-69, c. 28, s. 105

4. Subsection (2) of section 9 of the *Supreme Court Act* is repealed and the following substituted therefor:

«juge prorogé»

«**23A.** (1) «juge prorogé» désigne un juge en chef, un président ou un juge qui a atteint l'âge de soixante-dix ans et a choisi de continuer d'occuper sa charge et de présider le tribunal tant en première instance qu'en appel, selon le cas, jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans.

Choix révoqué

(2) Un juge en chef ou un juge ou un président, selon le cas, peut révoquer en tout temps le choix en vertu duquel il devient juge prorogé.

(3) Il peut être accordé, à un juge prorogé qui cesse d'occuper sa charge ou qui atteint l'âge de soixante-quinze ans ou est affligé d'une infirmité permanente l'empêchant de remplir utilement ses fonctions, une pension à laquelle il aurait eu droit s'il n'avait pas choisi d'être un juge prorogé.»

1966-67, c. 76, art. 3

3. L'article 26 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Cessation des fonctions à l'âge de 70 ans

«**26.** Un juge d'une cour de comté qu'il soit nommé avant ou après l'entrée en vigueur du présent article cesse d'occuper sa charge lorsqu'il atteint l'âge de soixante-dix ans ou à l'entrée en vigueur du présent article si à cette date il a déjà atteint cet âge, étant entendu qu'un juge d'une cour de comté, y compris un juge en chef d'une province ou d'un district dans la province là où une province le prévoit ainsi, peut, dans le délai d'un mois qui suit le jour où il a atteint l'âge de soixante-dix ans ou dans le délai d'un mois qui suit l'entrée en vigueur du présent article, selon le cas, choisir d'être un juge prorogé pour continuer d'occuper sa charge jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans.»

Réserve

S.R., cc. 259, 335; 1956, c. 48; 1968-69, c. 28, art. 105

4. Le paragraphe (2) de l'article 9 de la *Loi sur la Cour suprême* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Termination at age 70

"(2) A judge whether appointed before or after the coming into force of this section ceases to hold office upon attaining the age of seventy years or upon the coming into force of this section if at that time he has already attained that age, provided that a judge including a Chief Justice may, within one month after he has reached the age of seventy years or within one month after the coming into force of this section as the case may be, elect to be a reserve judge to continue to hold office until the age of seventy-five years."

Proviso

«(2) Un juge qu'il soit nommé avant ou après l'entrée en vigueur du présent article cesse d'occuper sa charge lorsqu'il atteint l'âge de soixante-dix ans ou à l'entrée en vigueur du présent article si à cette date il a déjà atteint cet âge, étant entendu qu'un juge y compris un juge en chef peut, dans le délai d'un mois qui suit le jour où il a atteint l'âge de soixante-dix ans ou dans le délai d'un mois qui suit l'entrée en vigueur du présent article, selon le cas, choisir d'être un juge prorogé pour continuer d'occuper sa charge jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans.»

Cessation des fonctions à l'âge de 70 ans

Réserve

R.S., c. 98 1952–53, c. 30, s. 25; 1957, c. 24; 1960–61, c. 38; 1964–65, c. 14; 1966–67, c. 39, c. 69, s. 94, c. 96, s. 64; 1967–68, c. 24, s. 23; 1968–69, c. 28, s. 105

5. Section 9 of the *Exchequer Court Act* is repealed and the following substituted therefor:

Termination at age 70

"**9.** Every judge of the court holds office during good behaviour, but is removable by the Governor General on address of the Senate and House of Commons, but each judge, whether heretofore appointed or hereafter to be appointed, ceases to hold office upon attaining the age of seventy years or upon the coming into force of this section if at that time he has already attained that age, provided that a judge including a President may, within one month after he has reached the age of seventy years or within one month after the coming into force of this section as the case may be, elect to be a reserve judge to continue to hold office until the age of seventy-five years."

Proviso

S.R., c. 98; 1952–53, c. 30, art. 25; 1957, c. 24; 1960–61, c. 38; 1964–65, c. 14; 1966–67, c. 39; c. 69, art. 94, c. 96, art. 64; 1967–68, c. 24, art. 23; 1968–69, c. 28, art. 105

5. L'article 9 de la *Loi sur la Cour de l'Échiquier* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«**9.** Tout juge de la Cour reste en fonction durant bonne conduite, mais il peut être démis par le gouverneur général, sur une adresse du Sénat et de la Chambre des communes; toutefois, qu'il ait été nommé jusqu'ici ou qu'il le soit à l'avenir, ce juge doit cesser d'occuper sa charge dès qu'il atteint l'âge de soixante-dix ans ou à l'entrée en vigueur du présent article si à cette date il a déjà atteint cet âge, étant entendu qu'un juge y compris un président peut, dans un délai d'un mois qui suit le jour où il a atteint l'âge de soixante-dix ans ou dans le délai d'un mois qui suit l'entrée en vigueur du présent article, selon le cas, choisir d'être un juge prorogé pour continuer d'occuper sa charge jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans.»

Cessation des fonctions à l'âge de soixante-dix ans

Réserve

C-226

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-226

An Act to designate Major's Hill Park

First reading, June 22, 1970

Mr. Stewart (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
Ottawa, 1970

22255

C-226

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-226

Loi désignant le parc Major's Hill

Première lecture, le 22 juin 1970

M. Stewart (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-226

An Act to designate Major's Hill Park

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Major's Hill Park—Forum for public expression of opinion

1. The area of land in the City of Ottawa known as Major's Hill Park being bounded on the east by MacKenzie Avenue, on the south by the Chateau Laurier Hotel, on the west by the Rideau Canal, then following the embankment north to the Alexandra Bridge thence south east on St. Patrick Street to the intersection of MacKenzie Avenue is designated for the purpose of peaceful demonstrations, marches and public expressions of opinion.

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-226

Loi désignant le parc Major's Hill

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Parc Major's Hill—lieu d'expression des affaires publiques

1. La partie de terre, dans la ville d'Ottawa, connue sous le nom de parc Major's Hill, et bornée, à l'est, par l'avenue MacKenzie, au sud, par l'hôtel Château Laurier, et, à l'ouest, par le canal Rideau, et longeant ensuite la berge, vers le nord, jusqu'au pont Alexandra, et de là, vers le sud-est, la rue St. Patrick jusqu'à l'intersection de cette rue et de l'avenue MacKenzie, est désignée comme lieu destiné aux manifestations paisibles, aux marches et à l'expression d'opinion publique.

Explanatory Note

The purpose of this bill is to designate a specific place in the capital similar to Hyde Park in London where citizens can go to speak their mind, demonstrate or hold protest marches. It would follow the government take steps that such manifestations be banned from Parliament Hill.

Note explicative

Ce bill a pour objet de désigner un endroit déterminé de la capitale, du genre de Hyde Park, à Londres, où les citoyens pourront exprimer leurs vues, manifester ou faire des marches de protestation. Le gouvernement pourrait, par la suite, interdire de telles manifestations sur la colline du Parlement.

C-227

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-227

An Act to amend the Criminal Code

First reading, June 22, 1970

Mr. Stewart (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
Ottawa, 1970

22257

C-227

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-227

Loi modifiant le Code criminel

Première lecture, le 22 juin 1970

M. Stewart (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

1953–54, c. 51; 1955, cc. 2, 45; 1956, c. 48; 1957–58, c. 28; 1958, c. 18; 1959, cc. 40, 41; 1960, cc. 37, 45; 1960–61, cc. 21, 42, 43, 44; 1962–63, c. 4; 1963, c. 8; 1964–65, cc. 22, 35, 53; 1966–67, cc. 23, 25, 96; 1967–68, cc.. 15, 26

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-227

An Act to amend the Criminal Code

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

The *Criminal Code* is amended by adding immediately after section 161 thereof the following:

Disturbance in Parliament

"**161A.** Everyone who upsets the dignity, and decorum of the House of Commons by discharging a firearm, disturbing, demonstrating, or by other disorderly conduct, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-227

Loi modifiant le Code criminel

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le *Code criminel* est modifié par l'insertion, immédiatement après l'article 161, de ce qui suit:

Manifestation au Parlement

«**161A.** Quiconque trouble la dignité et le décorum de la Chambre des communes soit en déchargeant une arme à feu, en faisant du chahut ou en manifestant, soit par quelque autre forme d'inconduite, est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans.»

1953–54, c. 51; 1955, cc. 2, 45; 1956, c. 48; 1957–58, c. 28; 1958, c. 18; 1959, cc. 40, 41; 1960, cc. 37, 45; 1960–61, cc. 21, 42, 43, 44; 1962–63, c. 4; 1963, c. 8; 1964–65, cc. 22, 35, 53; 1966–67, cc. 23, 25, 96; 1967–68, cc. 15, 26

Explanatory Note

The purpose of this Bill is to put a stop to disturbances in the House of Commons by making it an indictable offence liable to imprisonment for two years.

Note explicative

Ce bill a pour objet de mettre fin aux manifestations à la Chambre des communes, qui désormais constituent un acte criminel passible d'un emprisonnement de deux ans.

C-228

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-228

An Act to amend the Air Canada Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22300

C-228

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-228

Loi modifiant la Loi sur Air Canada

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-228

An Act to amend the Air Canada Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 268; 1952-53, c. 50; 1964-65, c. 2

1. Section 5 of the *Air Canada Act* is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) At least one of the directors other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-228

Loi modifiant la Loi sur Air Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 5 de la *Loi sur Air Canada* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

S.R., c. 268; 1952-53, c. 50; 1964-65, c. 2

Député éligible

«(3) Au moins un des administrateurs, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-229

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-229

An Act to amend the Atomic Energy Control Act

First reading, June 22, 1970

Mr. Stewart (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
Ottawa, 1970

22302

C-229

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-229

Loi modifiant la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique

Première lecture, le 22 juin 1970

M. Stewart (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-229

An Act to amend the Atomic Energy Control Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 11; 1953-54, c. 40, s. 15, c. 47; 1966-67, c. 25, s. 41

Member of Parliament eligible

1. Section 4 of the *Atomic Energy Control Act* is amended by adding immediately after subsection 5 thereof the following:

"(6) One of the members may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses are payable, be rendered incapable of being elected or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-229

Loi modifiant la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 11; 1953-54, c. 40, art. 15, c. 47; 1966-67, c. 25, art. 41

Député éligible

1. L'article 4 de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (5), de ce qui suit:

«(6) Un des membres peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-230

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-230

An Act to amend the Bank of Canada Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22304

C-230

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-230

Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-230

An Act to amend the Bank of Canada Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 13, c. 315, s. 30; 1953-54, c. 33; 1966-67, c. 88

1. Section 11 of the *Bank of Canada Act* is amended by adding the following:

Member of Parliament eligible

"(2) One of the members may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-230

Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 13, c. 315, art. 30; 1953-54, c. 33; 1966-67, c. 88

1. L'article 11 de la *Loi sur la Banque du Canada* est modifié par l'adjonction du paragraphe suivant:

Député éligible

«(2) Un des membres peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-231

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-231

An Act to amend the Broadcasting Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22306

C-231

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-231

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-231

An Act to amend the Broadcasting Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1958, c. 22; 1967-68, c. 25, s. 65; 1968-69, c. 28, s. 105

1. Section 9 of the *Broadcasting Act* is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) At least two of the part-time members may be a member of Parliament, one member of the government party and one member of a party in opposition to the government; they shall be eligible for fees and expenses and shall not, by reason of their being the holders of the office or place in respect of which such fees and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as members of the House of Commons."

2. Section 37 of the said Act is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

"(3) At least two of the directors may be a member of Parliament, one member of the government party and one member of a party in opposition to the government; they shall be eligible for expenses and shall not, by reason of their being the holders of the office or place in respect of which such expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-231

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1958, c. 22; 1967-68, c. 25, art. 65; 1968-69, c. 28, art. 105

1. L'article 9 de la Loi sur la radiodiffusion est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Au moins deux des membres à temps partiel peuvent être des députés siégeant au Parlement, l'un étant membre du parti gouvernemental et l'autre, membre d'un parti de l'opposition; ils peuvent percevoir des honoraires et des frais et ne deviennent pas, du fais qu'ils occupent le poste pour lequel ces honoraires et ces frais sont payables, inéligibles ni incapables de siéger ou de voter, à titre de députés, à la Chambre des communes.»

2. L'article 37 de ladite loi est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

«(3) Au moins deux des administrateurs peuvent être des députés siégeant au Parlement, l'un étant membre du parti gouvernemental et l'autre, membre d'un parti de l'opposition; ils peuvent percevoir des frais et ne deviennent pas, du fait qu'ils occupent le poste pour lequel ces frais sont payables, inéligibles ni incapables de siéger ou de voter, à titre de députés, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-232

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-232

An Act to amend the Canada Council Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22308

C-232

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-232

Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Arts

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-232

An Act to amend the Canada Council Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1957, c. 3

1. Section 6 of the *Canada Council Act* is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) At least one of the members other than the Chairman and Vice-Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses and allowances and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses and allowances are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-232

Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Arts

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1957, c. 3

1. L'article 6 de la *Loi sur le Conseil des Arts* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Au moins un des membres, à l'exception du président ou du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des indemnités et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces indemnités et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-233

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-233

An Act to amend the Canadian Commercial Corporation Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22310

C-233

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-233

Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-233

An Act to amend the Canadian Commercial Corporation Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 35

1. Section 3 of the *Canadian Commercial Corporation Act* is amended by adding immediately after subsection (3) thereof the following:

Member of Parliament elected

"(4) One of the members other than the President may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-233

Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 3 de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), de ce qui suit: S.R., c. 35

Député éligible

«(4) Un des membres, à l'exception du président, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-234

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-234

An Act to amend the Canadian Dairy Commission Act (Consultative Committee)

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22312

C-234

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-1970

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-234

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du lait (Comité consultatif)

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-234

An Act to amend the Canadian Dairy Commission Act (Consultative Committee)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1966-67, c. 34

1. Section 6 of the *Canadian Dairy Commission Act* is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses for services and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses for services are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-234

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du lait (Comité consultatif)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1966-67, c. 34

1. L'article 6 de la *Loi sur la Commission canadienne du lait* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais pour services et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais pour services sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-235

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-235

An Act to amend the Canadian Film Development Corporation Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22314

C-235

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-235

Loi modifiant la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-235

An Act to amend the Canadian Film Development Corporation Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1966-67, c. 78

1. Section 6 of the *Canadian Film Development Corporation Act* is amended by adding immediately after subsection (1) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(2) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons"

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-235

Loi modifiant la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1966-67, c. 78

1. L'article 6 de la *Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (1), de ce qui suit:

Député éligible

«(2) Un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-236

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-236

An Act to amend the Canadian National Railways Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22363

C-236

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-236

Loi modifiant la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-236

An Act to amend the Canadian National Railways Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1955, c. 29; 1960-61, c. 28; 1966-67, c. 25, s. 45, c. 69, ss. 77, 94

1. Section 8 of the Canadian National Railways Act is amended by adding immediately after subsection (5) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(6) At least two of the members, other than the Chairman, may be a member of Parliament, one member of the government party and one member of a party in opposition to the government; they shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of their being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as members of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-236

Loi modifiant la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1955, c. 29; 1960-61, c. 28; 1966-67, c. 25, art. 45, c. 69, art. 77, 94

1. L'article 8 de la *Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (5), de ce qui suit:

Député éligible

«(6) Au moins deux des membres, à l'exception du président du Conseil, peuvent être des députés siégeant au Parlement, l'un étant membre du parti gouvernemental et l'autre, membre d'un parti de l'opposition; ils peuvent percevoir une rémunération et des frais et ne deviennent pas, du fait qu'ils occupent le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligibles ni incapables de siéger ou de voter, à titre de députés, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-237

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-237

An Act to amend the Canadian Overseas Telecommunication Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22365

C-237

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-237

Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-237

An Act to amend the Canadian Overseas Telecommunication Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S. c. 42, 1952–53, c. 13; 1953–54, c. 44, s. 2; 1963, c. 24; 1968–69, c. 30

1. Section 5 of the Canadian Overseas Telecommunication Act is amended by adding immediately after subsection (5) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(6) At least one of the members other than the President, General Manager and Vice President may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-237

Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 42; 1952–53, c. 13; 1953–54, c. 44, art. 2; 1963, c. 24; 1968–69, c. 30

1. L'article 5 de la *Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (5), de ce qui suit:

Député éligible

«(6) Au moins un des membres, à l'exception du président, gérant général et vice-président, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel les honoraires et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown hereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-238

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-238

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act (Advisory Committee)

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22367

C-238

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-238

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-238

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act (Advisory Committee)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1952, c.44; 1952-53, c. 26; 1958, c. 6; 1962, c. 21; 1967-68, c. 5

1. Section 9 of the Canadian Wheat Board Act is amended by adding immediately after subsection (5) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(6) At least one member of the Advisory Committee may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses and honorarium and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses and honorarium are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-238

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 44; 1952–53, c. 26; 1968, c. 8; 1962, c. 21; 1967–68, c. 5

1. L'article 9 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (5), de ce qui suit:

Député éligible

«(6) Au moins un membre du Comité consultatif peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-239

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-239

An Act to amend the Cape Breton Development Corporation Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22369

C-239

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-239

Loi modifiant la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-239

An Act to amend the Cape Breton Development Corporation Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1967–68, c. 6

1. Section 7 of the *Cape Breton Development Corporation Act* is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) At least one of the members other than the Chairman and the President may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-239

Loi modifiant la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1967–68, c. 6

1. L'article 7 de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Au moins un des membres, à l'exception du président du Conseil et du président, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-240

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-240

An Act to amend the Central Mortgage and Housing Corporation Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22371

C-240

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-240

Loi modifiant la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-240

An Act to amend the Central Mortgage and Housing Corporation Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 46; 1965, c. 8

1. Section 8 of the *Central Mortgage and Housing Corporation Act* is amended by adding immediately after subsection (5) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(6) At least one of the members other than the President and Vice-President may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-240

Loi modifiant la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 8 de la *Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (5), de ce qui suit: S.R., c. 46; 1965, c. 8

Député éligible

«(6) Au moins un des membres, à l'exception du président et du vice-président, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-241

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-241

An Act to amend the Company of Young Canadians Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22373

C-241

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-241

Loi modifiant la Loi sur la Compagnie des jeunes Canadiens

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-241

An Act to amend the Company of Young Canadians Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1966–67, c. 36; 1969–70, cc. 5, 15

1. Section 4 of the Company of Young Canadians Act is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) One of the members other than the Chairman and the Vice-Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees, remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees, remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-241

Loi modifiant la Loi sur la Compagnie des jeunes Canadiens

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1966–67, c. 36; 1969–70, cc. 5, 15

1. L'article 4 de la Loi sur la Compagnie des jeunes Canadiens est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Un des membres, à l'exception du président et du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires, une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires, cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-242

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-242

An Act to amend the Economic Council of Canada Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22361

C-242

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-242

Loi modifiant la Loi sur le Conseil économique du Canada

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-242

An Act to amend the Economic Council of Canada Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1963, c. 11

1. Section 5 of the Economic Council of Canada Act is amended by adding immediately after subsection (3) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(4) At least one of the members, other than the Chairman and Vice-Chairman, may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses and remuneration and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses and remuneration are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of Parliament."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-242

Loi modifiant la Loi sur le Conseil économique du Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1963, c. 11

1. L'article 5 de la *Loi sur le Conseil économique du Canada* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), de ce qui suit:

Député éligible

«(4) Au moins un des membres, à l'exception du président ou du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-243

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-243

An Act to amend the Export Development Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22316

C-243

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-243

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-243

An Act to amend the Export Development Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1968-69, c. 39

1. Section 9 of the *Export Development Act* is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) At least one of the directors other than the Chairman, Vice Chairman and President may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses, salary, fees or other remuneration and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses, salary, fees or other remuneration are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-243

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1968-69, c. 39

1. L'article 9 de la *Loi sur l'expansion des exportations* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Au moins un des administrateurs, à l'exception des président et vice-président du Conseil et du président, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des frais, un traitement, des honoraires ou une autre rémunération et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces frais, ce traitement, ces honoraires ou cette autre rémunération sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-244

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-244

An Act to amend the Farm Credit Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22318

C-244

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-244

Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-244

An Act to amend the Farm Credit Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1959, c. 43

1. Section 6 of the *Farm Credit Act* is amended by adding the following subsections:

Member of Parliament eligible

"(1) At least one of the members of the corporation may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses, salary, fees or other remuneration and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses, salary, fees or other remuneration are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of Parliament.

(2) At least one of the members of the Advisory Committee other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of Parliament."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-244

Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1959, c. 43

1. L'article 6 de la *Loi sur le crédit agricole* est modifié par l'adjonction des paragraphes suivants:

Député éligible

«(1) Au moins un des membres de la Société peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des frais, un traitement, des honoraires ou une autre rémunération et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces frais, ce traitement, ces honoraires ou cette autre rémunération sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.

(2) Au moins un des membres du Comité consultatif, à l'exception du président, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-245

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-245

An Act to amend the Fisheries Prices Support Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22320

C-245

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-245

Loi modifiant la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-245

An Act to amend the Fisheries Prices Support Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 120

1. Section 3 of the *Fisheries Prices Support Act* is amended by adding immediately after subsection (11) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(12) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for payment for his services and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such payment for his services is payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-245

Loi modifiant la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 120

1. L'article 3 de la *Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (11), de ce qui suit:

Député éligible

«(12) Un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération pour ses services et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération pour ses services est payable, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-246

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-246

An Act to amend the Fisheries Research Board Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22322

C-246

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-246

Loi modifiant la Loi sur le Conseil de recherches sur les pêcheries

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-246

An Act to amend the Fisheries Research Board Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 121; 1952-53, c. 37; 1968-69, c. 28, s. 6

1. Section 9 of the *Fisheries Research Board Act* is amended by adding immediately after subsection (1) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(2) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for payment for his expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such payment for his expenses is payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-246

Loi modifiant la Loi sur le Conseil de recherches sur les pêcheries

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 121; 1952-53, c. 37; 1968-69, c. 28, art. 6

1. L'article 9 de la *Loi sur le Conseil de recherches sur les pêcheries* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (1), de ce qui suit:

Député éligible

«(2) Un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir un paiement pour ses dépenses, et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ce paiement pour ses dépenses est payable, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de députés, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-247

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-247

An Act to amend the Freshwater Fish Marketing Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22324

C-247

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-247

Loi modifiant la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-247

An Act to amend the Freshwater Fish Marketing Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1968-69, c. 21

1. Section 6 of the *Freshwater Fish Marketing Act* is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) At least one of the members, other than the Chairman, may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees and expenses and remuneration are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of Parliament."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-247

Loi modifiant la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1968-69, c. 21

1. L'article 6 de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Au moins un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-248

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-248

An Act to amend the Government Organization Act, 1969 (Medical Research Council)

First reading, June 22, 1970

Mr. Stewart (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
Ottawa, 1970

22326

C-248

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-248

Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement (Conseil de recherches médicales)

Première lecture, le 22 juin 1970

M. Stewart (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-248

An Act to amend the Government Organization Act, 1969 (Medical Research Council)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1968-69, c. 28

1. Section 59 of the *Government Organization Act, 1969* is amended by adding immediately after subsection (3) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(4) At least one of the members other than the President and Vice-President may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses and remuneration and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses and remuneration are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-248

Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement (Conseil de recherches médicales)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1968-69, c. 28

1. L'article 59 de la *Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), de ce qui suit:

Député éligible

«(4) Au moins un des membres à l'exception du président et du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-249

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-249

An Act to amend the Government Organization Act, 1969 (Royal Canadian Mint)

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22328

C-249

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-249

Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement (Monnaie royale canadienne)

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-249

An Act to amend the Government Organization Act, 1969 (Royal Canadian Mint)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 315; 1968-69, c. 28

1. Section 82 of the *Government Organization Act, 1969* is amended by adding immediately after subsection (4) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(5) One of the members other than the Chairman and the Vice-Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-249

Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement (Monnaie royale canadienne)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 315; 1968-69, c. 28

1. L'article 82 de la *Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (4), de ce qui suit:

Député éligible

«(5) Un des membres, à l'exception du président et du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-250

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-250

An Act to amend the Livestock Feed Assistance Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22330

C-250

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-250

Loi modifiant la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-250

An Act to amend the Livestock Feed Assistance Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1966-67, c. 52

1. Section 11 of the *Livestock Feed Assistance Act* is amended by adding the following subsection:

Member of Parliament eligible

"(2) At least one of the members other than the Chairman and Vice-Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for salary and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such salary and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2. Section 15 of the said Act is amended by adding immediately after subsection (6) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(7) At least one of the members, other than a member of the Advisory Committee, may be a member of Parliament; he shall be eligible for allowance and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such allowance and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-250

Loi modifiant la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 11 de la *Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme* est modifié par l'adjonction du paragraphe suivant: 1966-67, c. 52

Député éligible

«(2) Au moins un des membres à l'exception du président et du vice-président de l'Office, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir un traitement et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ce traitement et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

2. L'article 15 de ladite loi est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (6), de ce qui suit:

Député éligible

«(7) Au moins un des membres, à l'exception d'un membre du Comité consultatif, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une allocation et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette allocation et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-251

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-251

An Act to amend the Municipal Development and Loan Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22333

C-251

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-251

Loi modifiant la Loi sur le développement et les prêts municipaux

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-251

An Act to amend the Municipal Development and Loan Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1963, c. 13

1. Section 4 of the *Municipal Development and Loan Act* is amended by adding immediately after subsection (3) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(4) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-251

Loi modifiant la Loi sur le développement et les prêts municipaux

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1963, c. 13

1. L'article 4 de la *Loi sur le développement et les prêts municipaux* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), de ce qui suit:

Député éligible

«(4) Un des membres, à l'exception du président de l'Office, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-252

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-252

An Act to amend the National Arts Centre Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22335

C-252

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-252

Loi modifiant la Loi sur le Centre national des Arts

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-252

An Act to amend the National Arts Centre Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1966-67, c. 48

1. Section 5 of the *National Arts Centre Act* is amended by adding immediately after subsection (1) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(2) One of the members other than the Chairman and the Vice-Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-252

Loi modifiant la Loi sur le Centre national des Arts

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1966-67, c. 48

1. L'article 5 de la *Loi sur le Conseil national des Arts* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (1), de ce qui suit:

Député éligible

«(2) Un des membres, à l'exception du président et du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their iesponsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-253

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-253

An Act to amend the National Capital Act
(National Capital Commission)

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22337

C-253

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969–70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-253

Loi modifiant la Loi sur la Capitale nationale
(Commission de la Capitale nationale)

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-253

An Act to amend the *National Capital Act* (National Capital Commission)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1958, c. 37

1. Section 7 of the National Capital Act is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) One of the members other than the Chairman and the Vice-Chairman may be a member of Parliament; he shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-253

Loi modifiant la Loi sur la Capitale nationale (Commission de la Capitale nationale)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1958, c. 37

1. L'article 7 de la *Loi sur la Capitale nationale* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Un des membres, à l'exception du président et du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à title de député, à la Chambre des communes.»

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

C-254

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-254

An Act to amend the National Defence Act
(Defence Research Board)

First reading, June 22, 1970

Mr. Stewart (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
Ottawa, 1970

22339

C-254

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-254

Loi modifiant la Loi sur la défense nationale
(Conseil de recherches pour la défense)

Première lecture, le 22 juin 1970

M. Stewart (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-254

An Act to amend the National Defence Act (Defence Research Board)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S. 1952, c. 184; R.S., c. 310, s. 2; 1952–53, c. 6 and c. 24, s. 5; 1953–54, c. 13, ss. 8-16, c. 21, s. 3, and c. 40, s. 13; 1955, c. 28, ss. 2-14; 1956, c. 18, ss. 5-13; 1959, c. 5; 1964–65, c. 21; 1966–67, c. 96; 1968–69, c. 38, ss. 118-119.

1. Section 53 of the *National Defence Act* is amended by adding immediately after subsection (8) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(9) At least one of the members other than the Chairman and Vice-Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-254

Loi modifiant la Loi sur la défense nationale (Conseil de recherches pour la défense)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 184, c. 310, art. 2; 1952–53, c. 6 et c. 24, art. 5; 1953–54, c. 13, art. 8-16, c. 21, art. 3, et c. 40, art. 13; 1955, c. 28, art. 2-14; 1956, c. 18, art. 5-13; 1959, c. 5; 1964–65, c. 21; 1966–67, c. 96; 1968–69, c. 38, art. 118-119

1. L'article 53 de la *Loi sur la défense nationale* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (8), de ce qui suit:

Député éligible

«(9) Au moins un des membres, à l'exception du président ou du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-255

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-255

An Act to amend the National Film Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22341

C-255

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-255

Loi modifiant la Loi nationale sur le film

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-255

An Act to amend the National Film Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S. c. 185 1968-69, c. 28, s. 105

1. Section 6 of the *National Film Act* is amended by adding the following subsection:

Member of Parliament eligible

"(2) At least one of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-255

Loi modifiant la Loi nationale sur le film

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 185

1. L'article 6 de la *Loi nationale sur le film* est modifié par l'adjonction du paragraphe suivant:

Député éligible

«(2) Au moins un des membres, à l'exception du président peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-256

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-256

An Act to amend the National Library Act

First reading, June 22, 1970

Mr. Stewart (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
Ottawa, 1970

22343

C-256

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-256

Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale

Première lecture, le 22 juin 1970

M. Stewart (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-256

An Act to amend the National Library Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1968-69, c. 47

1. Section 9 of the *National Library Act* is amended by adding immediately after subsection (7) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(8) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-256

Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1968-69, c. 47

1. L'article 9 de la *Loi sur la Bibliothèque nationale* est abrogé par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (7), de ce qui suit:

Député éligible

«(8) Un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-257

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-257

An Act to amend the National Museums Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22345

C-257

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-257

Loi modifiant la Loi sur les musées nationaux

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-257

An Act to amend the National Museums Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1967-68, c. 21

1. Section 4 of the *National Museums Act* is amended by adding immediately after subsection (4) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(5) One of the members other than the Chairman and the Vice Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-257

Loi modifiant la Loi sur les musées nationaux

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1967-68, c. 21

1. L'article 4 de la *Loi sur les musées nationaux* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (4), de ce qui suit:

Député éligible

«(5) Un des membres, à l'exception du président et du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-258

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-258

An Act to amend the National Research Council Act

First reading, June 22, 1970

Mr. Stewart (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

C-258

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-258

Loi modifiant la Loi sur le Conseil national de recherches

Première lecture, le 22 juin 1970

M. Stewart (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-258

An Act to amend the National Research Council Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S. 1952, c. 239; 1953-54, c. 40, s. 15, c. 42; 1966-67, c. 26

1. Section 12 of the *National Research Council Act* is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) At least one of the members other than the President and the Vice President may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses and remuneration and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses and remuneration are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-258

Loi modifiant la Loi sur le Conseil national de recherches

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R. c. 239; 1953-54, c. 40, art. 15, c. 42; 1966-67, c. 26

1. L'article 12 de la *Loi sur le Conseil national de recherches* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

Député éligible

«(3) Au moins un des membres, à l'exception du président et du vice-président, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-259

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-259

An Act to amend the Northern Canada Power Commission Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22349

C-259

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-259

Loi modifiant la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-259

An Act to amend the Northern Canada Power Commission Act

R.S., c. 196; 1956, c. 42; 1966-67, c. 25, s. 40; 1968-69, c. 28, s. 105

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 3 of the *Northern Canada Power Commission Act* is amended by adding immediately after subsection (9) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(10) At least one of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-259

Loi modifiant la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien

S.R., c. 196; 1956, c. 42; 1966-67, c. 25, art. 40; 1968-69, c. 28, art. 105

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 3 de la *Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (9), de ce qui suit:

Député éligible

«(10) Au moins un des membres, à l'exception du président de la Commission, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-260

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-260

An Act to amend the Official Languages Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22351

C-260

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-260

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-260

An Act to amend the Official Languages Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1968-69, c. 54

1. Section 14 of the Official Languages Act is amended by adding immediately after subsection (3) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(4) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees, remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees, remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-260

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1968-69, c. 54

1. L'article 14 de la *Loi sur les langues officielles* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), de ce qui suit:

Député éligible

«(4) Un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires, une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires, cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-261

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-261

An Act to amend the Saltfish Act

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22353

C-261

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-261

Loi modifiant la Loi sur le poisson salé

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-261

An Act to amend the Saltfish Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1969–70 c. 32

1. Section 6 of the Saltfish Act is amended by adding immediately after subsection (2) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(3) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-261

Loi modifiant la Loi sur le poisson salé

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 6 de la *Loi sur le poisson salé* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

1969–70, c. 32

Député éligible

«(3) Un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-262

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-262

An Act to amend the Science Council of Canada Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22355

C-262

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-262

Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Sciences du Canada

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-262

An Act to amend the Science Council of Canada Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1966–67, c.19; 1968–69, c.28, s. 70

1. Section 7 of the Science Council of Canada Act is amended by adding immediately after subsection (3) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(4) One of the members other than the Chairman and the Vice-Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for expenses and remuneration and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such expenses and remuneration are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-262

Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Sciences du Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1966–67, c. 19 1968–69, c.28, art. 70

1. L'article 7 de la *Loi sur le Conseil des Sciences du Canada* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), de ce qui suit:

Député éligible

«(4) Un des membres, à l'exception du président et du vice-président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-263

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-263

An Act to amend the Surplus Crown Assets Act
(Crown Assets Disposal Corporation)

First reading, June 22, 1970

MR. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22357

C-263

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-263

Loi modifiant la Loi sur les biens de surplus
de la Couronne
(Corporation des dispositions des biens
de la Couronne)

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-263

An Act to amend the Surplus Crown Assets Act (Crown Assets Disposal Corporation)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 260; 1966–67, c.25, s.45

1. Section 7 of the Surplus Crown Assets Act is amended by adding immediately after subsection (11) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(12) One of the members may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees and actual disbursements for expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees and actual disbursements for expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting, as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-263

Loi modifiant la Loi sur les biens de surplus de la Couronne (Corporation des dispositions des biens de la Couronne)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 7 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (11), de ce qui suit:

S.R., c. 260; 1966–67, c. 25, art. 45

Député éligible

«(12) Un des membres peut être un député siégeant au Parlement; il peut recevoir les jetons de présence et les déboursés réels qu'il a effectués pour les dépenses et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces jetons de présence et ces déboursés réels pour les dépenses sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-264

An Act to amend the Telesat Canada Act

First reading, June 22, 1970

Mr. STEWART (*Cochrane*)

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22359

C-264

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-264

Loi modifiant la Loi de la Télésat Canada

Première lecture, le 22 juin 1970

M. STEWART (*Cochrane*)

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-264

An Act to amend the Telesat Canada Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1968-69, c. 51

1. Section 12 of the Telesat Canada Act is amended by adding immediately after subsection (4) thereof the following:

Member of Parliament eligible

"(5) One of the members other than the Chairman may be a member of Parliament; he shall be eligible for fees, remuneration and expenses and shall not, by reason of his being the holder of the office or place in respect of which such fees, remuneration and expenses are payable, be rendered incapable of being elected, or of sitting or voting as a member of the House of Commons."

2e Session, 28e Législature, 18 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-264

Loi modifiant la Loi de la Télésat Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1968-69, c. 51

1. L'article 12 de la *Loi de la Télésat Canada* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (4), de ce qui suit:

Député éligible

«(5) Un des membres, à l'exception du président du Conseil, peut être un député siégeant au Parlement; il peut percevoir des honoraires, une rémunération et des frais et ne devient pas, du fait qu'il occupe le poste pour lequel ces honoraires, cette rémunération et ces frais sont payables, inéligible ni incapable de siéger ou de voter, à titre de député, à la Chambre des communes.

Explanatory Note

The purpose of this bill is to allow the elected representatives of the people to have a voice in the deliberations of agencies of the Crown thereby helping to fulfill their responsibility to the electors.

Note explicative

Ce bill a pour objet de permettre aux élus du peuple d'avoir une voix délibérative au sein des organismes de la Couronne et, de ce fait, de les aider à remplir le mandat reçu des électeurs.

C-265

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-265

An Act to amend the Inquiries Act
(Publication of Reports)

First reading, June 22, 1970

MR. BALDWIN

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22291

C-265

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-265

Loi modifiant la Loi sur les enquêtes
(Publication des rapports)

Première lecture, le 22 juin 1970

M. BALDWIN

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-265

An Act to amend the Inquiries Act (Publication of Reports)

R.S., c. 154

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Inquiries Act* is amended by inserting therein, immediately after section 5 thereof, the following:

Report to Parliament

"**5A.** (1) The commissioners shall, within fifteen days after the completion of a report by them on any matter within the scope of the commission, cause the report to be laid before both Houses of Parliament.

Debate in Houses of Parliament

(2) Where a report has been laid before Parliament pursuant to subsection (1), a notice of motion in either House signed by ten members thereof, and made in accordance with the rules of that House within seven days of the day the report was laid before that House, praying that the report be taken into consideration, shall be debated in that House at the first convenient opportunity within the four sitting days next after the day the motion in that House was made.

Portions to be excluded

(3) The commissioners, if thereunto authorized by the commission issued in the case, may exclude from a report to be laid before Parliament pursuant to subsection (1), so much thereof as might, if published or otherwise communicated, be prejudicial to the safety or interests of the State but nothing may be so excluded from a report except upon explanation made in the report as so laid before Parliament."

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-265

Loi modifiant la Loi sur les enquêtes (Publication des rapports)

S.R., c. 154

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. La *Loi sur les enquêtes* est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 5, de ce qui suit:

Rapport au Parlement

«**5A.** (1) Les commissaires doivent, dans les quinze jours qui suivent l'achèvement d'un rapport sur une affaire relevant de la compétence de la commission, faire soumettre le rapport aux deux Chambres du Parlement.

Débat aux Chambres du Parlement

(2) Lorsqu'un rapport a été soumis au Parlement en application du paragraphe (1), un avis de motion émanant de l'une ou de l'autre Chambre, signé par dix membres et établi conformément au Règlement de cette Chambre dans un délai de sept jours à compter du jour où le rapport a été soumis à cette Chambre, la priant de prendre le rapport en considération, doit faire l'objet d'un débat à cette Chambre dès que l'occasion s'en présente, dans les quatre jours où elle siège qui suivent le jour où la motion a été présentée à cette Chambre.

Parties exclues d'un rapport

(3) Les commissaires peuvent, s'ils y sont autorisés par la commission ad hoc instituée, exclure d'un rapport qui doit être soumis au Parlement en application du paragraphe (1), tout ce qui, étant publié ou autrement communiqué, pourrait être préjudiciable à la sécurité ou aux intérêts de l'État; toutefois, rien ne peut être ainsi exclu d'un rapport sans qu'il n'en soit fourni une explication dans le rapport ainsi soumis au Parlement.»

C-266

Second Session, Twenty-Eighth Parliament,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-266

An Act to amend the Canadian Citizenship Act
(Minimum residence requirement)

First reading, June 25, 1970

MR. PRUD'HOMME

Queen's Printer for Canada
OTTAWA, 1970

22283

C-266

Deuxième Session, Vingt-huitième Législature,
18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-266

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne
(Exigence minimum de résidence)

Première lecture, le 25 juin 1970

M. PRUD'HOMME

Imprimeur de la Reine pour le Canada
OTTAWA, 1970

2nd Session, 28th Parliament, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-266

An Act to amend the Canadian Citizenship Act
(Minimum residence requirement)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S. c. 33; 1952–53, c. 23; 1953–54, c. 34; 1956, c. 6; 1958, c. 24; 1966–67, c. 25, s. 42; 1967–68, c. 4

1. Subparagraph (i) of paragraph (*c*) of subsection (1) of section 10 of the *Canadian Citizenship Act* is repealed and the following substituted:

"(i) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and has, since such admission, resided in Canada for at least three of the five years immediately preceding the date of application, but for the purpose of this subparagraph, each full year of residence in Canada by the applicant prior to his lawful admission to Canada for permanent residence is deemed to be one-half year of residence in Canada within the five year period referred to in this subparagraph,"

2e Session, 28e Législature, 18-19 Elizabeth II, 1969-70

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-266

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne
(Exigence minimum de résidence)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R. c. 33; 1952–53, c. 23; 1953–54, c. 34; 1956, c. 6; 1958, c. 24; 1966–67, c. 25, art. 42; 1967–68, c. 4

1. Le sous-alinéa (i) de l'alinéa *c*) du paragraphe (1) de l'article 10 de la *Loi sur la citoyenneté canadienne* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(i) a été licitement admis au Canada pour y demeurer en permanence et a, depuis cette admission, résidé au Canada pendant au moins trois des cinq années qui précèdent immédiatement la date de sa demande; toutefois, aux fins du présent sous-alinéa, chaque année entière passée au Canada par l'auteur de la demande avant son admission licite au Canada pour y résider en permanence est censée être une demi-année de résidence au Canada comprise dans la période de cinq ans visée au présent sous-alinéa,»

Explanatory Note

The purpose of this bill is to reduce the residence requirement for citizenship applicants from five years to three years.

Section 10 (1) (*c*) (i) at present reads as follows:

"(i) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and has, since such admission, resided in Canada for at least *five* of the *eight* years immediately preceding the date of application, but for the purpose of this subparagraph, each full year of residence in Canada by the applicant prior to his lawful admission to Canada for permanent residence is deemed to be one-half year of residence in Canada within the *eight* year period referred to in this subparagraph,"

Note explicative

Ce bill a pour objet de ramener de cinq ans à trois ans l'exigence minimum de résidence pour l'auteur d'une demande de certificat de citoyenneté.

Le sous-alinéa (i) de l'alinéa *c*) du paragraphe (1) de l'article 10 se lit actuellement comme suit:

« (i) a été licitement admis au Canada pour y demeurer en permanence et a, depuis cette admission, résidé au Canada pendant au moins *cinq* des *huit* années qui précèdent immédiatement la date de sa demande; toutefois, aux fins du présent sous-alinéa, chaque année entière passée au Canada par l'auteur de la demande avant son admission licite au Canada pour y résider en permanence est censée être une demi-année de résidence au Canada comprise dans la période de *huit* ans visée au présent sous-alinéa,»

HOUSE OF COMMONS

(MEMBERS SPONSORING BILLS)

2nd SESSION, 28th PARLIAMENT, 1969-70

Alexander, Lincoln M.
- Bill C- 90 .... An Act to amend the National Housing Act, 1954 (Municipal Water and Soil Pollution Projects), 1969

Allmand, W. Warren
- Bill C- 87 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Qualification of electors). 1969
- Bill C- 95 .... An Act to amend the Criminal Code (Air and water pollution). 1969
- Bill C-110 .... An Act to amend the Food and Drugs Act. 1969
- Bill C-114 .... An Act to amend the Public Service Staff Relations Act. 1969
- Bill C-125 .... An Act to amend the Criminal Code (Adjournment for accused to obtain legal representation). 1969

Anderson, D.A.
- Bill C- 14 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Political affiliations of candidates on ballot papers). 1969
- Bill C- 26 .... An Act to amend the Criminal Code (Pollution). 1969
- Bill C- 39 .... An Act to amend the Navigable Waters Protection Act (Prevention of water pollution). 1969
- Bill C- 47 .... An Act to amend the Food and Drugs Act (Labelling). 1969
- Bill C- 91 .... An Act to amend the Territorial Sea and Fishing Zones Act. 1969
- Bill C- 96 .... An Act to amend the National Trade Mark and True Labelling Act. 1969
- Bill C-131 .... An Act respecting the Marketing of Synthetic Detergents. 1969
- Bill C-165 .... Synthetic Detergents Contents Act. 1969

Badanai, H.
- Bill C-117 .... An Act to amend the British North America Act, 1867 (Canadian Bill of Rights). 1969
- Bill C-185 .... An Act to amend the Canadian Citizenship Act. 1970

Baldwin, G.W.
- Bill C-115 .... An Act relating to the Control and Management of the Water Resources of Canada. 1969
- Bill C-167 .... An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act. 1969
- Bill C-265 .... An Act to amend the Inquiries Act (Publication of Reports). 1970

Barnett, T.S.
- Bill C-219 .... An Act to amend the Fisheries Act. 1970
- Bill C-221 .... An Act to amend the Navigable Waters Protection Act. 1970

Basford, Hon. S.R.

Bill C- 4 .... An Act to amend the Canada Corporations Act and other statutory provisions related to the subject matter of certain of those amendments. 1969

Bill C-208 .... An Act to amend the Bills of Exchange Act. 1970

Benson, Hon. E.J.

Bill C0 7 .... An Act to authorize the provision of moneys to meet certain capital expenditures of the CNR and Air Canada... from the 1st day of Jan. 1969, to the 30th day of June 1970, and to authorize... certain securities to be issued by the CNR & certain debentures to be issued by Air Canada. 1969

Bill C- 9 .... An Act to amend the Small Business Loans Act. 1969

Bill C-135 .... An Act to amend the Canada Student Loans Act. 1969

Bill C-139 .... An Act to amend An Act to amend the Income Tax Act. 1969

Bill C-140 .... An Act to amend the Customs Tariff and to make a consequential amendment to the Excise Tax Act. 1969

Bill C-155 .... An Act to amend the Excise Tax Act. 1969

Bill C-156 .... An Act to implement a Supplementary Income Tax Agreement between Canada and Sweden. 1969

Bill C-179 .... An Act respecting investment companies. 1969

Borrie, R.J.

Bill C- 63 .... An Act respecting Canada Day. 1969

Broadbent, J.E.

Bill C- 16 .... An Act to amend the Criminal Code (Modernization of Law of Picketing). 1969

Bill C-104 .... An Act respecting Canada Day. 1969

Bill C-191 .... An Act to amend the Broadcasting Act (Information relating to political programs). 1970

Brown, J.E.

Bill C- 29 .... An Act respecting Canada Day. 1969

Caouette, R.

Bill C-147 .... An Act to amend the Central Mortgage and Housing Corporation Act. 1969

Bill C-148 .... An Act to amend the Criminal Code (Disturbance in Parliament). 1969

Bill C-149 .... An Act respecting the use of the word "Canada". 1969

Bill C-150 .... An Act to amend the Supreme Court Act. 1969

Bill C-151 .... An Act to amend the British North America Act, 1867 (Grants of aids and supplies). 1969

Chappell, H.

Bill C-195 .... An Act respecting the Port of Toronto 1970

Bill C-225 .... An Act respecting the retirement of judges. 1970

Chrétien, Hon. J.

Bill C-152 .... An Act to amend the National Parks Act. 1969
Bill C-187 .... An Act respecting inland water resources in the Yukon Territory and Northwest Territories. 1970
Bill C-202 .... An Act to prevent pollution of areas of the arctic waters adjacent to the mainland and islands of the Canadian arctic. 1970
Bill C-212 .... An Act to amend the Yukon Act, the Northwest Territories Act and the Territorial Lands Act. 1970

Coates, R.C.

Bill C-211 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Publication of the Result of Election Polls). 1970

Comeau, L.R.

Bill C-101 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Proxy voting). 1969

Côté, Hon. J.P.

Bill C-209 .... An Act to amend the Excise Act. 1970

Cullen, J.G.S.

Bill C- 75 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act. 1969

Danson, B.J.

Bill C-146 .... An Act to amend the Remembrance Day Act. 1969

Davis, Hon. J.

Bill C-133 .... An Act to repeal the Deep Sea Fisheries Act. 1969
Bill C-134 .... An Act to amend the Coastal Fisheries Protection Act. 1969
Bill C-175 .... An Act to establish the Canadian Saltfish Corporation and regulate interprovincial and export trade in saltfish. 1969
Bill C-204 .... An Act to amend the Fisheries Act. 1970

Deachman, G.

Bill C- 97 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Students' franchise). 1969

Drury, Hon. C.M.

Bill C-169 .... Appropriation Act No. 4. 1969
Bill C-194 .... An Act to provide suppl. retirement benefits for... persons in receipt of pensions payable out of the Consolidated Revenue Fund and to amend certain Acts that provide for the payment of these pensions. 1970
Bill C-200 .... Appropriation Act No. 1. 1970
Bill C-201 .... Appropriation Act No. 2. 1970
Bill C-224 .... Appropriation Act No. 3. 1970

Dubé, Hon. J.E.
Bill C- 8 .... An Act to amend the Children of War Dead (Education Assistance) Act, 1969

Ethier, V.
Bill C-153 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act, 1969

Forest, Y.
Bill C-162 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjust- Act, 1969

Forrestall, J.M.W.C.
Bill C- 49 .... An Act to amend the Canada Fair Employment Practices Act (Age or sex discrimination), 1969
Bill C- 67 .... An Act to amend the Unemployment Insurance Act (Age or sex discrimination), 1969
Bill C- 80 .... An Act to amend the Public Service Employment Act (Age discrimination), 1969

Fortin, A.G.
Bill C-141 .... An Act to amend the Interpretation Act, 1969
Bill C-142 .... An Act to amend the Exchequer Court Act, 1969
Bill C-143 .... An Act to amend the Air Canada Act, 1969

Francis, C.L.
Bill C- 57 .... An Act to establish a National Capital Region Planning Board, 1969
Bill C-112 .... An Act to establish a National Capital Region Pollution Control Board, 1969
Bill C-145 .... An Act to amend the Public Service Staff Relations Act, 1969

Goode, T.H.
Bill C- 33 .... An Act respecting Pilot Training Flights by International and Regional Air Carriers at International Airports in Canada, 1969
Bill C-111 .... An Act to amend the Department of Transport Act, 1969
Bill C-126 .... An Act respecting Canadian National Pollution Awareness Week, 1969
Bill C-130 .... An Act to amend the Electoral Boundaries Readjustment Act, 1969

Greene, Hon. John J.
Bill C-144 .... An Act to provide for the management of the water resources of Canada including research and the planning and implementation of program relating to the conservation, development and utilization of water resources. 1969
Bill C-158 .... An Act respecting civil liability for nuclear damage, 1969
Bill C-190 .... An Act to amend the National Energy Board Act, 1970

HOUSE OF COMMONS

(MEMBERS SPONSORING BILLS)

2nd SESSION, 28th PARLIAMENT, 1969-70

Alexander, Lincoln M.
- Bill C- 90 .... An Act to amend the National Housing Act, 1954 (Municipal Water and Soil Pollution Projects), 1969

Allmand, W. Warren
- Bill C- 87 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Qualification of electors). 1969
- Bill C- 95 .... An Act to amend the Criminal Code (Air and water pollution). 1969
- Bill C-110 .... An Act to amend the Food and Drugs Act. 1969
- Bill C-114 .... An Act to amend the Public Service Staff Relations Act. 1969
- Bill C-125 .... An Act to amend the Criminal Code (Adjournment for accused to obtain legal representation), 1969

Anderson, D.A.
- Bill C- 14 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Political affiliations of candidates on ballot papers). 1969
- Bill C- 26 .... An Act to amend the Criminal Code (Pollution). 1969
- Bill C- 39 .... An Act to amend the Navigable Waters Protection Act (Prevention of water pollution), 1969
- Bill C- 47 .... An Act to amend the Food and Drugs Act (Labelling). 1969
- Bill C- 91 .... An Act to amend the Territorial Sea and Fishing Zones Act. 1969
- Bill C- 96 .... An Act to amend the National Trade Mark and True Labelling Act. 1969
- Bill C-131 .... An Act respecting the Marketing of Synthetic Detergents. 1969
- Bill C-165 .... Synthetic Detergents Contents Act. 1969

Badanai, H.
- Bill C-117 .... An Act to amend the British North America Act, 1867 (Canadian Bill of Rights), 1969
- Bill C-185 .... An Act to amend the Canadian Citizenship Act. 1970

Baldwin, G.W.
- Bill C-115 .... An Act relating to the Control and Management of the Water Resources of Canada, 1969
- Bill C-167 .... An Act to amend the Farmers' Creditors Arrangement Act. 1969
- Bill C-265 .... An Act to amend the Inquiries Act (Publication of Reports), 1970

Barnett, T.S.
- Bill C-219 .... An Act to amend the Fisheries Act. 1970
- Bill C-221 .... An Act to amend the Navigable Waters Protection Act. 1970

Basford, Hon. S.R.

Bill C-- 4 .... An Act to amend the Canada Corporations Act and other statutory provisions related to the subject matter of certain of those amendments. 1969

Bill C--208 .... An Act to amend the Bills of Exchange Act. 1970

Benson, Hon. E.J.

Bill C0 7 ... An Act to authorize the provision of moneys to meet certain capital expenditures of the CNR and Air Canada... from the 1st day of Jan. 1969, to the 30th day of June 1970, and to authorize... certain securities to be issued by the CNR & certain debentures to be issued by Air Canada. 1969

Bill C-- 9 .... An Act to amend the Small Business Loans Act. 1969

Bill C--135 .... An Act to amend the Canada Student Loans Act. 1969

Bill C--139 .... An Act to amend An Act to amend the Income Tax Act. 1969

Bill C--140 .... An Act to amend the Customs Tariff and to make a consequential amendment to the Excise Tax Act. 1969

Bill C--155 .... An Act to amend the Excise Tax Act. 1969

Bill C--156 .... An Act to implement a Supplementary Income Tax Agreement between Canada and Sweden. 1969

Bill C--179 .... An Act respecting investment companies. 1969

Borrie, R.J.

Bill C-- 63 .... An Act respecting Canada Day. 1969

Broadbent, J.E.

Bill C-- 16 .... An Act to amend the Criminal Code (Modernization of Law of Picketing). 1969

Bill C--104 .... An Act respecting Canada Day. 1969

Bill C--191 .... An Act to amend the Broadcasting Act (Information relating to political programs). 1970

Brown, J.E.

Bill C-- 29 .... An Act respecting Canada Day. 1969

Caouette, R.

Bill C--147 .... An Act to amend the Central Mortgage and Housing Corporation Act. 1969

Bill C--148 .... An Act to amend the Criminal Code (Disturbance in Parliament). 1969

Bill C--149 .... An Act respecting the use of the word "Canada". 1969

Bill C--150 .... An Act to amend the Supreme Court Act. 1969

Bill C--151 .... An Act to amend the British North America Act, 1867 (Grants of aids and supplies). 1969

Chappell, H.

Bill C--195 .... An Act respecting the Port of Toronto 1970

Bill C--225 .... An Act respecting the retirement of judges. 1970

Chrétien, Hon. J.
Bill C-152 .... An Act to amend the National Parks Act. 1969
Bill C-187 .... An Act respecting inland water resources in the Yukon Territory and Northwest Territories. 1970
Bill C-202 .... An Act to prevent pollution of areas of the arctic waters adjacent to the mainland and islands of the Canadian arctic. 1970
Bill C-212 .... An Act to amend the Yukon Act, the Northwest Territories Act and the Territorial Lands Act. 1970

Coates, R.C.
Bill C-211 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Publication of the Result of Election Polls). 1970

Comeau, L.R.
Bill C-101 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Proxy voting). 1969

Côté, Hon. J.P.
Bill C-209 .... An Act to amend the Excise Act. 1970

Cullen, J.G.S.
Bill C- 75 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act. 1969

Danson, B.J.
Bill C-146 .... An Act to amend the Remembrance Day Act. 1969

Davis, Hon. J.
Bill C-133 .... An Act to repeal the Deep Sea Fisheries Act. 1969
Bill C-134 .... An Act to amend the Coastal Fisheries Protection Act. 1969
Bill C-175 .... An Act to establish the Canadian Saltfish Corporation and regulate interprovincial and export trade in saltfish. 1969
Bill C-204 .... An Act to amend the Fisheries Act. 1970

Deachman, G.
Bill C- 97 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Students' franchise). 1969

Drury, Hon. C.M.
Bill C-169 .... Appropriation Act No. 4. 1969
Bill C-194 .... An Act to provide suppl. retirement benefits for... persons in receipt of pensions payable out of the Consolidated Revenue Fund and to amend certain Acts that provide for the payment of these pensions. 1970
Bill C-200 .... Appropriation Act No. 1. 1970
Bill C-201 .... Appropriation Act No. 2. 1970
Bill C-224 .... Appropriation Act No. 3. 1970

Dubé, Hon. J.E.
Bill C- 8 .... An Act to amend the Children of War Dead (Education Assistance) Act, 1969

Ethier, V.
Bill C-153 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act, 1969

Forest, Y.
Bill C-162 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjust- Act, 1969

Forrestall, J.M.W.C.
Bill C- 49 .... An Act to amend the Canada Fair Employment Practices Act (Age or sex discrimination), 1969
Bill C- 67 .... An Act to amend the Unemployment Insurance Act (Age or sex discrimination), 1969
Bill C- 80 .... An Act to amend the Public Service Employment Act (Age discrimination), 1969

Fortin, A.G.
Bill C-141 .... An Act to amend the Interpretation Act, 1969
Bill C-142 .... An Act to amend the Exchequer Court Act, 1969
Bill C-143 .... An Act to amend the Air Canada Act, 1969

Francis, C.L.
Bill C- 57 .... An Act to establish a National Capital Region Planning Board, 1969
Bill C-112 .... An Act to establish a National Capital Region Pollution Control Board, 1969
Bill C-145 .... An Act to amend the Public Service Staff Relations Act, 1969

Goode, T.H.
Bill C- 33 .... An Act respecting Pilot Training Flights by International and Regional Air Carriers at International Airports in Canada, 1969
Bill C-111 .... An Act to amend the Department of Transport Act, 1969
Bill C-126 .... An Act respecting Canadian National Pollution Awareness Week, 1969
Bill C-130 .... An Act to amend the Electoral Boundaries Readjustment Act, 1969

Greene, Hon. John J.
Bill C-144 .... An Act to provide for the management of the water resources of Canada including research and the planning and implementation of program relating to the conservation, development and utilization of water resources. 1969
Bill C-158 .... An Act respecting civil liability for nuclear damage, 1969
Bill C-190 .... An Act to amend the National Energy Board Act, 1970

Groos, D.W.

Bill C- 94 .... An Act to provide...humane treatment of vertebrate animals... in scientific and industrial experiments, ...by recipients of grants from Govt. ...agencies... by persons manufacturing or testing pharmaceutical or biochemical products for sale to Govt. of Canada or... agencies. 1969

Haidasz, S.B.

Bill C- 37 .... An Act respecting Disclosure of Names of Drug Addicts, 1969

Bill C- 73 .... An Act to amend the Immigration Appeal Board Act. 1969

Bill C-127 .... An Act proclaiming the Canadian Flag Day a National Holiday. 1969

Harries, H.

Bill C-170 .... An Act to amend the National Transportation Act. 1969

Hogarth, D.A.

Bill C-154 .... An Act to amend the Identification of Criminals Act. 1969

Howard, B.A.T.

Bill C-206 .... An Act respecting Air Safety. 1970

Howard, F.

Bill C- 28 .... An Act to preserve and promote Native Indian and Eskimo Arts and Crafts. 1969

Bill C- 32 .... An Act to amend the House of Commons Act (Internal economy autonomy). 1969

Bill C- 44 .... An Act to repeal the British Columbia Indian Reserves Mineral Resources Act. 1969

Bill C- 50 .... An Act relating to Indian Lands in the Province of British Columbia. 1969

Bill C-118 .... An Act to amend the Fitness and Amateur Sport Act. 1969

Howe, W.M.

Bill C-166 .... Cigarette Poison Content Control Act. 1969

Bill C-168 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act. 1969

Jamieson, Hon. D.C.

Bill C-137 .... An Act respecting the use of national safety marks in... motor vehicles and...safety standards for...vehicles imported into or exported from Canada or sent or conveyed from one province to another. 1969

Bill C-184 .... An Act to exempt certain shipping conference practices from the provisions of the Combines Investigation Act. 1970

Bill C-218 .... An Act respecting regulations made pursuant to section 4 of the Aeronautics Act. 1970

Kaplan, R.
Bill C-217 .... An Act to amend the Corporations and Labour Unions Return Act. 1970

Kierans, Hon. E.W.
Bill C- 11 .... An Act to amend the Railway Act. 1969

Knowles S.H.
Bill C- 18 .... An Act to amend the British North America Act, 1867 (Abolition of the Senate). 1969
Bill C- 43 .... An Act to amend the Canada Labour (Standards) Code (Notice and payment to employees in case of discharge or lay-off). 1969
Bill C- 53 .... An Act to amend the Canadian Citizenship Act (Time off without loss of pay for appearance in citizenship court). 1969
Bill C- 61 .... An Act to amend the Canada Labour (Standards) Code (Three weeks annual vacation after three years). 1969
Bill C- 65 .... An Act to amend the British North America Acts, 1867 to 1965, with respect to the Quorum of the House of Commons. 1969
Bill C- 77 .... An Act to amend the Canada Labour (Standards) Code (Provision for a ninth general holiday with pay). 1969
Bill C- 99 .... An Act to amend the Canada Labour (Standards) Code (Increased minimum hourly wage). 1969
Bill C-159 .... An Act respecting the Designation of the Speaker of the House of Commons as the Member for the Electoral District of Parliament Hill. 1969
Bill C-188 .... An Act respecting the Disclosure of financial interests by Senators, Members of the House of Commons and certain other persons. 1970

Lambert, Hon. M.J.
Bill C- 19 .... An Act to amend the Electoral Boundaries Readjustment Act. 1969
Bill C- 52 .... An Act to amend the Industrial Realtions and Disputes Investigation Act (Charity versus closed-shop union dues). 1969

Lang, Hon. O.E.
Bill C-157 .... An Act to authorize provisional payments for the 1969-70 crop year in respect to unthreshed grain in the prairie provinces. 1969

Laprise, G.
Bill C- 78 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Qualifications of voters and candidates) 1969

Leblanc, F.E.

Bill C- 25 .... An Act to amend the National Transportation Act (Fair competition of railway companies). 1969

Bill C- 46 .... An Act to amend the Canada Labour (Standards) Code (Application restricted to physical movement). 1969

Bill C- 58 .... An Act to amend the National Transportation Act (Restricted application). 1969

Bill C-160 .... An Act to amend the Criminal Code (Off-track betting). 1969

McBride, M.A.

Bill C- 92 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act. 1969

Bill C-213 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act. 1970

McCleave, R.J.

Bill C-181 .... An Act to amend the Divorce Act. 1970

McCutcheon, M.T.

Bill C-108 .... An Act respecting the Inspection (Safety standards) of Motor Vehicles. 1969

MacDonald, D.S.H.

Bill C- 41 .... An Act to amend the Government Organization Act. 1969

Bill C- 76 .... An Act to amend the Criminal Code (Abolishment of corporal punishment). 1969

Bill C- 88 .... An Act to amend the Regional Development Incentives Act. 1969

Bill C-107 .... An Act to amend the Food and Drugs Act (Labelling of dates on perishable commodities). 1969

Bill C-109 .... An Act to amend the Statistics Act. 1969

MacDonald, Hon. D.S.

Bill C-215 .... An Act respecting the franchise of electors and the election of members to the House of Commons. 1970

McGrath, J.A.

Bill C- 24 .... An Act to amend the Hazardous Products Act. 1969

McIlraith, Hon. G.J.

Bill C- 5 .... An Act to provide for the relief of persons who have been convicted of offences and have subsequently rehabilitated themselves. 1969

MacInnis, W.G.
Bill C- 55 .... An Act to amend the Criminal Code (Abortion). 1969
Bill C- 60 .... An Act respecting the Employment of Women in Federal Jurisdiction before and after Childbirth. 1969
Bill C- 85 .... An Act respecting Human Rights. 1969
Bill C-180 .... An Act to amend the Criminal Code (Phosphate compound in detergents). 1970
Bill C-189 .... An Act for the Protection and Humane Treatment of Animals used in Scientific Research. 1970
Bill C-199 .... An Act to amend the Adult Occupational Training Act. 1970

Mackasey, Hon. B.
Bill C-214 .... An Act to amend the Canada Labour (Standards) Code. 1970

MacLean, Hon. J.A.
Bill C- 59 .... An Act respecting the Metric System. 1969

Macquarrie, H.N.
Bill C- 74 .... An Act respecting Sir John A. Macdonald Day. 1969
Bill C-129 .... An Act to amend the Canada Pension Plan (Pension index). 1969

Major, R.B.
Bill C-178 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act. 1969

Marchand, Hon. J.
Bill C-133 .... An Act to amend the Cape Breton Development Corporation Act. 1969
Bill C-222 .... An Act to authorize the making of a grant to the Province of Nova Scotia for the purpose of providing assistance to Deuterium of Canada Limited. 1970

Marshall, J.
Bill C-164 .... An Act to establish a Newfoundland Tunnel Authority. 1969

Mather, B.
Bill C- 20 .... An Act to better assure the Public's Rights to Freedom of Access to Public Documents and Information about Government Administration (Administrative disclosure). 1969
Bill C- 21 .... An Act to amend the Criminal Code (Fine print clauses). 1969
Bill C- 23 .... An Act to amend the Criminal Code (Tire safety). 1969
Bill C- 34 .... An Act to amend the Food and Drugs Act. 1969
Bill C- 38 .... An Act respecting the Control of Lobbying. 1969
Bill C- 64 .... An Act to amend the Immigration Act (Mental Retardation). 1969
Bill C- 69 .... An Act to restrain the use of Tobacco. 1969
Bill C- 70 .... An Act to amend the Broadcasting Act (Cigarette advertising). 1969

Mather, B. (Cont'd)

Bill C- 81 .... An Act concerning reform of the bail system, 1969
Bill C- 83 .... An Act respecting noise in factories, 1969
Bill C-105 .... An Act respecting the labelling of hazardous household products, 1969
Bill C-106 .... An Act to amend the Criminal Code (Cruelty to animals), 1969
Bill C-128 .... An Act respecting the Protection of Records of Canadian Business Concerns, 1969
Bill C-174 .... An Act to amend the Broadcasting Act, 1969

Mazankowski, D.F.

Bill C- 72 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Youth vote participation), 1969

Montheith, Hon. J.W.

Bill C- 62 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act, 1969

Munro, Hon. J.C.

Bill C- 10 .... An Act to amend the Canada Shipping Act, 1969

Nesbitt, W.B.

Bill C-122 .... An Act to amend the Criminal Code (Control of motor vehicle), 1969

Olson, Hon. H.A.

Bill C-183 .... An Act to amend the Agricultural Products Co-operative Marketing Act, 1970
Bill C-196 .... An Act respecting grain, 1970
Bill C-197 .... An Act to establish the National Farm Products Marketing Council and to authorize the establishment of national marketing agencies for farm products, 1970

Orlikow, D.

Bill C- 31 .... An Act to amend the Canada Evidence Act (Incriminating statements), 1969
Bill C- 36 .... An Act to amend the Small Loans Act (Advertising), 1969
Bill C- 56 .... An Act to amend the Criminal Code (Company-censored housing), 1969
Bill C- 79 .... An Act to amend the Bills of Exchange Act and the Interest Act (Off-store instalment Sales), 1969
Bill C- 93 .... An Act to amend the Combines Investigation Act (Floor penalties, criminal joint tortfeasors, and moieties), 1969
Bill C-100 .... An Act to amend the Small Loans Act, 1969
Bill C-102 .... An Act to amend the Criminal Code (Preventive detention), 1969
Bill C-116 .... An Act to amend the Criminal Code (Wire tapping), 1969
Bill C-119 .... An Act to amend the Post Office Act (Hate literature), 1969
Bill C-132 .... An Act to amend the Public Service Staff Relations Act, 1969

Pelletier, Hon. Gérard

Bill C-171 .... An Act to amend the Company of Young Canadians Act. 1969

Bill C-176 .... An Act to amend the Company of Young Canadians Act. 1969

Pepin, Hon. Jean-Luc

Bill C- 6 .... An Act to wind up the Canadian Corporation for the 1967 World Exhibition and to authorize the writing-off of certain costs and the deferral of certain payments connected therewith. 1969

Bill C-161 .... An Act to provide...dissolution of the Dominion Coal Board... repeal of the Canadian Coal Equality Act, the Coal Production Assistance Act and the Dominion Coal Board Act. 1969

Bill C-163 .... An Act to provide for the establishment of a Standards Council of Canada. 1969

Bill C-193 .... An Act to amend the Industrial Research and Development Incentives Act. 1970

Peters, W.A.

Bill C- 42 .... An Act respecting the Metric System. 1969

Bill C- 51 .... An Act to amend the Canadian Citizenship Act (Freedom of conscience). 1969

Bill C- 66 .... An Act concerning the Exportation of the Growth and Produce of Canada. 1969

Bill C- 71 .... An Act to amend the Canada Labour (Standards) Code (Severance pay). 1969

Bill C- 86 .... An Act to govern, license and regulate the operation of Rainmaking Equipment in Canada. 1969

Bill C-103 .... An Act to amend the British North America Acts, 1867 to 1965, (Duration of House of Commons). 1969

Bill C-113 .... An Act to provide for the Protection of News Sources (Press privilege). 1969

Bill C-123 .... An Act to amend the Bills of Exchange Act (Instalment purchases). 1969

Prud'homme, M.

Bill C-173 .... An Act to amend the Criminal Code (Attempted suicide). 1969

Bill C-266 .... An Act to amend the Canadian Citizenship Act (Minimum residence requirement). 1970

Roberts, J.

Bill C- 35 .... Canada Heritage Foundation Act. 1969

Bill C- 84 .... An Act to amend the Indian Act (Rights of Indian woman upon marriage). 1969

Bill C-198 .... An Act to change the name of the British North America Acts, 1867 to 1965, to the Canadian Constitution Acts, 1967 to 1965. 1970

Saltsman, S.M.M.

Bill C- 15 .... An Act to amend the Canada Fair Employment Practices Act (Age discrimination). 1969

Bill C- 17 .... An Act to amend the Food and Drugs Act (Listing of ingredients). 1969

Bill C- 48 .... An Act to amend the Bank Act (Regulation of Excess of loan interest rate over rate of interest on debts payable by bank). 1969

Bill C- 68 .... An Act to amend the Canada Pension Plan. 1969

Bill C- 98 .... An Act to amend the Canada Pension Plan (Housewives' contributions and benefits). 1969

Bill C-121 .... An Act to regulate Trade and Commerce. 1969

Bill C-205 .... An Act to amend the Unemployment Insurance Act. 1970

Sharp, Hon. M.

Bill C- 12 .... An Act to establish the International Development Research Centre of Canada. 1969

Bill C-203 .... An Act to amend the Territorial Sea and Fishing Zones Act. 1970

Simpson, R.

Bill C-124 .... An Act respecting the Hunting and Fishing Rights of Indian Canadians. 1969

Skoberg, J.L.

Bill C- 54 .... An Act to amend the Railway Act (Responsibility for dislocation costs). 1969

Bill C-223 .... An Act to amend the Canada Labour (Safety) Code (Marine Workers). 1970

Southam, R.R.

Bill C-172 .... An Act to amend the Canada Grain Act (Off-track elevator licensing). 1969

Bill C-210 .... An Act to amend the Criminal Code (Battered Child). 1970

Stewart, D.C.

Bill C- 89 .... An Act to amend the Agricultural Stabilization Act (Five Year Base Price). 1969

Stewart R.W.

Bill C- 30 .... An Act respecting Canadian Currency (Effigy of former Prime Ministers). 1969

Bill C- 45 .... An Act respecting the presence of the National Flag of Canada in both Houses of Parliament. 1969

Bill C-120 .... An Act to amend the Canada Elections Act (Qualifications of electors and candidates). 1969

Bill C-226 .... An Act to designate Major's Hill Park. 1970

Bill C-227 .... An Act to amend the Criminal Code. 1970

Bill C-228 .... An Act to amend the Air Canada Act. 1970

Bill C-229 .... An Act to amend the Atomic Energy Control Act, 1970
Bill C-230 .... An Act to amend the Bank of Canada Act. 1970
Bill C-231 .... An Act to amend the Broadcasting Act. 1970
Bill C-232 .... An Act to amend the Canada Council Act. 1970
Bill C-233 .... An Act to amend the Canadian Commercial Corporation Act. 1970
Bill C-234 .... An Act to amend the Canadian Dairy Commission Act (Consultative Committee). 1970
Bill C-235 .... An Act to amend the Canadian Film Development Corporation Act. 1970
Bill C-236 .... An Act to amend the Canadian National Railways Act. 1970
Bill C-237 .... An Act to amend the Canadian Overseas Telecommunication Act. 1970
Bill C-238 .... An Act to amend the Canadian Wheat Board Act (Advisory Committee). 1970
Bill C-239 .... An Act to amend the Cape Breton Development Corporation Act. 1970
Bill C-240 .... An Act to amend the Central Mortgage and Housing Corporation Act. 1970
Bill C-241 .... An Act to amend the Company of Young Canadians Act. 1970
Bill C-242 .... An Act to amend the Economic Council of Canada Act. 1970
Bill C-243 .... An Act to amend the Export Development Act. 1970
Bill C-244 .... An Act to amend the Farm Credit Act. 1970
Bill C-245 .... An Act to amend the Fisheries Prices Support Act. 1970
Bill C-246 .... An Act to amend the Fisheries Research Board Act. 1970
Bill C-247 .... An Act to amend the Freshwater Fish Marketing Act. 1970
Bill C-248 .... An Act to amend the Government Organization Act, 1969 (Medical Research Council). 1970
Bill C-249 .... An Act to amend the Government Organization Act, 1969 (Royal Canadian Mint). 1970
Bill C-250 .... An Act to amend the Livestock Feed Assistance Act. 1970
Bill C-251 .... An Act to amend the Municipal Development and Loan Act. 1970
Bill C-252 .... An Act to amend the National Arts Centre Act. 1970
Bill C-253 .... An Act to amend the National Capital Act (National Capital Commission).1970
Bill C-254 .... An Act to amend the National Defence Act (Defence Research Board). 1970
Bill C-255 .... An Act to amend the National Film Act.1970
Bill C-256 .... An Act to amend the National Library Act. 1970
Bill C-257 .... An Act to amend the National Museums Act. 1970
Bill C-258 .... An Act to amend the National Research Council Act. 1970
Bill C-259 .... An Act to amend the Northern Canada Power Commission Act. 1970

Stewart, R.W. (Cont'd)

Bill C-260 .... An Act to amend the Official Languages Act. 1970
Bill C-261 .... An Act to amend the Saltfish Act. 1970
Bill C-262 .... An Act to amend the Science Council of Canada Act. 1970
Bill C-263 .... An Act to amend the Surplus Crown Assets Act (Crown Assets Disposal Corporation). 1970
Bill C-264 .... An Act to amend the Telesat Canada Act. 1970

Thomas, J.A.

Bill C-177 .... An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act. 1969

Thompson, R.N.

Bill C- 13 .... An Act to establish the Office of Parliamentary Commissioner. 1969
Bill C- 40 .... An Act to amend the Financial Administration Act (Parliamentary Commissioner for administration). 1969
Bill C- 82 .... An Act to provide for the Establishment of the Alaska-Yukon Highway Authority (Alaska Highway). 1969

Turner, Hon. J.N.

Bill C- 2 .... An Act to amend the Judges Act. 1969
Bill C- 3 .... An Act to amend the Criminal Code. 1969
Bill C-136 .... An Act respecting the expropriation of land. 1969
Bill C-182 .... An Act to amend the Supreme Court Act. 1970
Bill C-186 .... An Act to establish a commission for the reform of the laws of Canada. 1970
Bill C-192 .... An Act respecting the Federal Court of Canada. 1970
Bill C-216 .... An Act to establish the Tax Review Board and to make certain amendments to other Acts in relation thereto. 1970
Bill C-220 .... An Act to amend the provisions of the Criminal Code relating to the release from custody of accused persons before trial or pending appeal. 1970

Whelan, E.F.

Bill C- 22 .... An Act respecting Little League Week. 1969

Woolliams, E.M.

Bill C- 27 .... An Act to amend the Criminal Code (Young offenders). 1969

INDEX TO BILLS

2nd SESSION, 28th PARLIAMENT, 1969-70

		BILL NO
Abolition of corporal punishment	see	C- 76
Abolition of the Senate	see	C- 18
Abortion	see	C- 55
Adjournment for accused to obtain legal representation	see	C-125
Administrative disclosure	see	C- 20
Adult Occupational Training Act, An Act to amend...		C-199
Advertising	see	C- 36
Advisory Committee (Canadian Wheat Board Act)	see	C-238
Aeronautics Act, An Act respecting regulations made pursuant to section 4...		C-218
Age discrimination	see	C- 15
Age discrimination (in Public Service)	see	C- 80
Age or sex discrimination	see	C- 49
Age or sex discrimination (unemployment)	see	C- 67
Agricultural Products Co-operative Marketing Act, An Act to amend...		C-183
Agricultural Stabilization Act (Five year base price), An Act to amend...		C- 89
Air and water pollution	see	C- 95
Air Canada - financing	see	C- 7
Air Canada Act, An Act to amend...		C-143
Air Canada Act, An Act to amend...		C-228
Air regulations	see	C-218
Air Safety Act		C-206
Air transportation tax	see	C-155
Alaska-Yukon Highway Authority Act		C- 82
Amateur sport	see	C-118
Animals, cruelty to	see	C-106
Animals, research, protection of	see	C- 94
Animals, research, protection of	see	C-189
Application restricted to physical movement (Labour Code)	see	C- 46
Appropriation Act No. 4, 1969		C-169
Appropriation Act No. 1, 1970		C-200
Appropriation Act No. 2, 1970		C-201
Appropriation Act No. 3, 1970		C-224
Arctic Waters Pollution Prevention Act		C-202
Argenteuil-Deux-Montagnes (electoral district), change from Argenteuil	see	C-178
Atomic Energy Control Act, An Act to amend...		C-229
Attempted suicide	see	C-173
B.C. Indian Land Question Act		C- 50
Bail Reform Act		C- 81
Bail Reform Act (Criminal Code Amendment)		C-220

		BILL NO
Bank Act (Regulation of excess of loan interest rate over rate of interest on debts payable by bank), An Act to amend...		C- 48
Bank of Canada Act, An Act to amend...		C-230
Battered child	see	C-210
Betting (off-track)	see	C-160
Bill of Rights, Canadian	see	C-117
Bills of Exchange Act, An Act to amend...		C-208
Bills of Exchange Act (Instalment purchases), An Act to amend...		C-123
Bills of Exchanges Act and the Interest Act (Off-store instalment sales), An Act to amend...		C- 79
British Columbia Indian Reserves Mineral Resources Act, An Act to repeal...		C- 44
British North America Act, 1867 (Abolition of the Senate), An Act to amend...		C- 18
British North America Act, 1867, (Canadian Bill of Rights), An Act to amend...		C-117
British North America Act, 1867 (Grants of aids and supplies), An Act to amend...		C-151
British North America Acts, 1867 to 1965, (Duration of House of Commons), An Act to amend...		C-103
British North America Acts, 1867 to 1965, with respect to the Quorum of the House of Commons, An Act to amend...		C- 65
Broadcasting Act, An Act to amend...		C-174
Broadcasting Act, An Act to amend...		C-231
Broadcasting Act (Cigarette advertising), An Act to amend...		C- 70
Broadcasting Act (Information relating to political programs), An Act to amend...		C-191
Brome-Missisquoi (electoral district), change from Missisquoi	see	C-162
Business records, protection of	see	C-128
Canada (use of the word)	see	C-149
Canada Corporations Act and other statutory provisions related to the subject matter of certain of those amendments, An Act to amend...		C- 4
Canada Council Act, An Act to amend...		C-232
Canada Day Act		C- 29
Canada Day Act		C- 63
Canada Day Act		C-104
Canada Elections Act		C-215
Canada Elections Act (Political affiliations of candidates on ballot papers), An Act to amend...		C- 14
Canada Elections Act (Proxy voting), An Act to amend...		C-101
Canada Elections Act, (Publication of the Result of Election Polls), An Act to amend...		C-211
Canada Elections Act (Qualification of electors), An Act to amend...		C- 87
Canada Elections Act (Qualifications of electors and candidates), An Act to amend...		C-120

	BILL NO
Canada Elections Act (Qualifications of voters and candidates), An Act to amend...	C- 78
Canada Elections Act (Students' Franchise), An Act to amend...	C- 97
Canada Elections Act (youth vote participation), An Act to amend...	C- 72
Canada Evidence Act (Incriminating statements), An Act to amend...	C- 31
Canada Fair Employment Practices Act (Age discrimination), An Act to amend...	C- 15
Canada Fair Employment Practices Act (Age or sex discrimination), An Act to amend...	C- 49
Canada Grain Act	C-196
Canada Grain Act (Off-track elevator licensing), An Act to amend...	C-172
Canada Heritage Foundation Act	C- 35
Canada Human Rights Code	C- 85
Canada Labour (Safety) Code (Marine workers), An Act to amend...	C-223
Canada Labour (Standards) Code, An Act to amend...	C-214
Canada Labour (Standards) Code (Application restricted to physical movement), An Act to amend...	C- 46
Canada Labour (Standards) Code (Increased minimum hourly wage), An Act to amend. .	C- 99
Canada Labour (Standards) Code (Notice and payment to employees in case of discharge or lay-off), An Act to amend...	C- 43
Canada Labour (Standards) Code (Provision for a ninth general holiday with pay), An Act to amend...	C- 77
Canada Labour (Standards) Code (Severance pay), An Act to amend...	C- 71
Canada Labour (Standards) Code (Three weeks annual vacation after three years), An Act to amend...	C- 61
Canada Pension Plan, An Act to amend...	C- 68
Canada Pension Plan (Housewives' contributions and benefits), An Act to amend...	C- 98
Canada Pension Plan (Pension index), An Act to amend...	C-129
Canada Shipping Act, An Act to amend...	C- 10
Canada Student Loans Act, An Act to amend...	C-135
Canada-Sweden Supplementary Income Tax Agreement Act, 1969	C-156
Canada Water Act	C-144
Canadian Bill of Rights	C-117
Canadian Business Records Protection Act	C-128
Canadian Citizenship Act, An Act to amend...	C-185
Canadian Citizenship Act (Freedom of conscience), An Act to amend...	C- 51
Canadian Citizenship Act, (Minimum residence requirement), An Act to amend...	C-266
Canadian Citizenship Act (Time off without loss of pay for appearance in citizenship court), An Act to amend...	C- 53

		BILL NO
Canadian Coal Equality Act, repeal of	see	C-161
Canadian Commercial Corporation Act, An Act to amend...		C-233
Canadian Constitution Act, 1970		C-198
Canadian Currency (Effigy of former Prime Ministers), An Act respecting...		C- 30
Canadian Dairy Commission Act (Consultative Committee), An Act to amend...		C-234
Canadian Film Development Corporation Act, An Act to amend...		C-235
Canadian Flag Day Act		C-127
Canadian National Pollution Awareness Week Act		C-126
Canadian National Railways Act, An Act to amend...		C-236
Canadian National Railways Financing and Guarantee Act, 1969		C- 7
Canadian Overseas Telecommunication Act, An Act to amend...		C-237
Canadian Wheat Board Act (Advisory Committee), An Act to amend...		C-238
Candidates, qualifications of	see	C- 78
Candidates, qualifications of	see	C-120
Cape Breton Development Corporation Act, An Act to amend...		C-138
Cape Breton Development Corporation Act, An Act to amend...		C-239
Central Mortgage and Housing Corporation Act, An Act to amend...		C-147
Central Mortgage and Housing Corporation Act, An Act to amend...		C-240
Charity versus closed-shop union dues	see	C- 52
Child, battered	see	C-210
Children of War Dead (Education Assistance) Act, An Act to amend...		C- 8
Cigarette advertising	see	C- 70
Cigarette Poison Content Control Act		C-166
Citizenship, granting of	see	C-185
Citizenship courts, appearance in	see	C- 53
Civil rights - incriminating statements	see	C- 31
Closed-shop union dues	see	C- 52
Coal Production Assistance Act, repeal of	see	C-161
Coastal Fisheries Protection Act, An Act to amend...		C-134
Combines Investigation Act, exemption of certain shipping conference practices	see	C-184
Combines Investigation Act (Floor penalties, criminal joint tortfeasors, and moieties), An Act to amend...		C- 93

		BILL NO
Company-censored housing	see	C- 56
Company of Young Canadians Act, An Act to amend...		C-171
Company of Young Canadians Act, An Act to amend...		C-176
Company of Young Canadians Act, An Act to amend...		C-241
Compensation for dislocation costs (railways)	see	C- 54
Constitution	see	C-198
Consultative Committee (Canadian Dairy Commission Act)	see	C-234
Control of motor vehicle	see	C-122
Corporal punishment, abolition of	see	C- 76
Corporations	see	C-193
Corporations and Labour Unions Return Act, An Act to amend...		C-217
Criminal Code, An Act to amend...		C- 3
Criminal Code, An Act to amend...		C-227
Criminal Code, An Act to amend: Bail Reform Act.		C-220
Criminal Code (Abolition of corporal punishment), An Act to amend...		C- 76
Criminal Code (Abortion), An Act to amend...		C- 55
Criminal Code (Adjournment for accused to obtain legal representation), An Act to amend...		C-125
Criminal Code (Air and water pollution), An Act to amend...		C- 95
Criminal Code, (Attempted suicide), An Act to amend...		C-173
Criminal Code (Battered Child), An Act to amend...		C-210
Criminal Code (Company-censored housing), An Act to amend...		C- 56
Criminal Code (Control of motor vehicle), An Act to amend...		C-122
Criminal Code (Cruelty to animals), An Act to amend...		C-106
Criminal Code (Disturbance in Parliament), An Act to amend...		C-148
Criminal Code (Fine print clauses), An Act to amend...		C- 21
Criminal Code (Modernization of Law of Picketing), An Act to amend...		C- 16
Criminal Code (Off-track betting), An Act to amend...		C-160
Criminal Code (Phosphate compound in detergents), An Act to amend...		C-180
Criminal Code (Pollution), An Act to amend...		C- 26
Criminal Code (Preventive detention), An Act to amend...		C-102

		BILL NO
Criminal Code (Tire safety), An Act to amend...		C- 23
Criminal Code (Wire tapping etc.), An Act to amend...		C-116
Criminal Code (Young offenders), An Act to amend...		C- 27
Criminal joint tortfeasors	see	C- 93
Criminal Records Act		C- 5
Crown Assets Disposal Corporation	see	C-263
Cruelty to animals	see	C-106
Customs Tariff and to make a consequential amendment to the Excise Tax Act, An Act to amend...		C-140
Deep Sea Fisheries Act, An Act to repeal...		C-133
Defence Research Board	see	C-254
Department of Transport Act, An Act to amend...		C-111
Designation of the Speaker of the House of Commons as the Member for Parliament Hill Act		C-159
Detention, preventive	see	C-102
Detergents	see	C-131
Detergents	see	C-165
Detergents	see	C-180
Deuterium of Canada Assistance Act		C-222
Discharge of employees	see	C- 43
Disclosure of Interests Act		C-188
Disclosure of Names of Drug Addicts, An Act respecting...		C- 37
Disclocation costs (railways)	see	C- 54
Disturbance in Parliament	see	C-148
Divorce Act, An Act to amend...		C-181
Dominion Coal Board Act, repeal of	see	C-161
Dominion Coal Board Dissolution Act		C-161
Drug addicts	see	C- 37
Drugs	see	C- 17
Drugs	see	C- 34
Drugs	see	C-110
Drugs (Labelling)	see	C- 47
Duration of House of Commons	see	C-103
Economic Council of Canada Act, An Act to amend...		C-242
Economy autonomy (House of Commons)	see	C- 32
Education assistance to children of war dead	see	C- 8
Effigy of former Prime Ministers	see	C- 30
Election polls, publication of results	see	C-211
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C- 62
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C- 75
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C- 92
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting		C-130
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C-153

		BILL NO
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C-162
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C-168
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C-177
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C-178
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act respecting...		C-213
Electoral Boundaries Readjustment Act, An Act to amend...		C- 19
Electors, qualifications of	see	C- 87
Electors, qualifications of	see	C-120
Eskimo arts and crafts	see	C- 28
Exchequer Court	see	C-192
Exchequer Court Act, An Act to amend...		C-142
Excise Tax Act, amendment	see	C-140
Excise Act, An Act to amend...		C-209
Excise Tax Act, An Act to amend...		C-155
Expo Winding-up Act		C- 6
Export Development Act, An Act to amend..		C-243
Exportation of the Growth and Produce of Canada, An Act concerning...		C- 66
Expropriation Act		C-136
Fair competition of railway companies	see	C- 25
Farm Credit Act, An Act to amend...		C-244
Farm Products Marketing Agencies Act		C-197
Farmers' Creditors Arrangement Act, An Act to amend...		C-167
Federal Court Act		C-192
Financial Administration Act (Parliamentary Commissioner for administration), An Act to amend...		C- 40
Financial interests, annual declaration by Senators and members of the House of Commons	see	C-188
Fine print clauses	see	C- 21
Fisheries Act, An Act to amend...		C-204
Fisheries Act, An Act to amend...		C-219
Fisheries, deep sea	see	C-133
Fisheries Prices Support Act, An Act to amend...		C-245
Fisheries protection, coastal	see	C-134
Fisheries Research Board Act, An Act to amend		C-246
Fishing rights of Indian Canadians	see	C-124
Fishing zones	see	C- 91
Fitness and Amateur Sport Act, An Act to amend...		C-118
Five year base price (in agriculture)	see	C- 89
Floor penalties, criminal joint tortfeasors, and moieties	see	C- 93
Food and Drugs Act, An Act to amend...		C- 34
Food and Drugs Act, An Act to amend...		C-110
Food and Drugs Act (Labelling), An Act to amend...		C- 47

		BILL NO
Food and Drugs Act (Labelling of dates on perishable commodities), An Act to amend...		C-107
Food and Drugs Act (Listing of ingredients), An Act to amend...		C- 17
Freedom of conscience	see	C- 51
Freshwater Fish Marketing Act, An Act to amend...		C-247
Glengarry-Prescott-Russell (electoral district), change from Glengarry-Prescott	see	C-153
Government Organization Act, 1969, An Act to amend...		C- 41
Government Organization Act, 1969 (Medical Research Council), An Act to amend...		C-248
Government Organization Act, 1969 (Royal Canadian Mint), An Act to amend...		C-249
Grain	see	C-196
Grain, provisional payments	see	C-157
Grants of aids and supplies (BNA Act, 1867)	see	C-151
Hate literature	see	C-119
Hate propaganda	see	C- 3
Hazardous Household Products Labelling Act		C-105
Hazardous Products Act, An Act to amend...		C- 24
Holiday with pay, ninth general	see	C- 77
House of Commons, (disturbance in...)	see	C-227
House of Commons, duration of	see	C-103
House of Commons, quorum	see	C- 65
House of Commons Act (Internal Economy autonomy), An Act to amend...		C- 32
Housewives' contributions and benefits	see	C- 98
Housing, company-censored	see	C- 56
Human Rights Code, Canada	see	C- 85
Hunting and Fishing Rights of Indian Canadians, An Act respecting...		C-124
Identification of Criminals Act, An Act to amend...		C-154
Immigration Act (Mental retardation), An Act to amend...		C- 64
Immigration Appeal Board Act, An Act to amend...		C- 73
Income Tax Act, An Act to amend An Act to amend...		C-139
Income tax agreement (Canada-Sweden)	see	C-156
Increased minimum hourly wage	see	C- 99
Incriminating statements	see	C- 31
Indian Act (Rights of Indian woman upon marriage), An Act to amend...		C- 84
Indian arts and crafts	see	C- 28
Indian Canadians, hunting and fishing rights of	see	C-124
Indian land (B.C.)	see	C- 50
Indian reserves mineral resources (inB.C.)	see	C- 44

		BILL NO
Indian woman, rights upon marriage	see	C- 84
Industrial Realtions and Disputes Investigation Act (Charity versus closed-shop union dues), An Act to amend...		C- 52
Industrial Research and Development Incentives Act, An Act to amend...		C-193
Information about government administration	see	C- 20
Information relating to political programs	see	C-191
Ingredients (in drugs)	see	C- 17
Inquiries Act (Publication of Reports), An Act to amend...		C-265
Instalment purchases	see	C-123
Instalment sales, off-store	see	C- 79
Interest Act, amendment	see	C- 79
Interest rates	see	C- 48
Internal economy autonomy (House of Commons)	see	C- 32
International Development Research Centre Act		C- 12
Interpretation Act, An Act to amend...		C-141
Investment Companies Act		C-179
Judges, retirement of-	see	C-225
Judges Act, An Act to amend...		C- 2
Labelling (drugs)	see	C- 47
Labelling (garments)	see	C- 96
Labelling (hazardous household products)	see	C-105
Labelling of dates on perishable commodities	see	C-107
Lanark-Renfrew-Carleton riding	see	C-213
Land, expropriation of	see	C-136
Law Reform Commision Act		C-186
Lay-off of employees	see	C- 43
Leases and licences for fishery	see	C-219
Legal representation	see	C-125
Liability (nuclear damage)		C-158
Listing of ingredients (in drugs)	see	C- 17
Little League Week Act		C- 22
Livestock Feed Assistance Act, An Act to amend...		C-250
Loan interest rate	see	C- 48
Lobbying Control Act		C- 38
Macdonald, Sir John A.	see	C- 74
Maisonneuve-Rosemont (electoral district), change from Maisonneuve	see	C-177
Major's Hill Park, An Act to designate...		C-226
Marine workers	see	C-223
Marketing Agencies (for farm products)	see	C-197
Maternity Leave Act		C- 60
Medical Research Council	see	C-248
Mental retardation	see	C- 64
Metric System Enquiry Act		C- 42
Metric System Enquiry Act		C- 59
Metropolitan Toronto Harbour Commissioners Act		C-195

		BILL NO
Mineral resources	see	C- 44
Minimum hourly wage, increased	see	C- 99
Minimum residence requirement	see	C-266
Minimum wage	see	C-214
Missiquoi (electoral district), become Brome-Missisquoi	see	C-162
Modernization of law of picketing	see	C- 16
Moieties	see	C- 93
Motor vehicle, control of	see	C-122
Motor Vehicle Inspection (Safety Standards) Act		C-108
Motor Vehicle Safety Act		C-137
Municipal Development and Loan Act, An Act to amend...		C-251
Municipal water and soil pollution projects	see	C- 90
National Arts Centre Act, An Act to amend...		C-252
National Capital Act (National Capital Commission), An Act to amend...		C-253
National Capital Commission	see	C-253
National Capital Region Planning Board An Act to establish...		C- 57
National Capital Region Pollution Control Board, An Act to establish...		C-112
National Defence Act (Defence Research Board), An Act to amend...		C-254
National Energy Board Act, An Act to amend...		C-190
National Film Act, An Act to amend...		C-255
National Flag of Canada in both Houses of Parliament, An Act respecting the presence of...		C- 45
National holiday - Canadian Flag Day	see	C-127
National Housing Act, 1954 (Municipal water and soil pollution projects), An Act to amend...		C- 90
National Library Act, An Act to amend...		C-256
National Museums Act, An Act to amend...		C-257
National Parks Act, An Act to amend...		C-152
National Research Council Act, An Act to amend...		C-258
National Trade Mark and True Labelling Act, An Act to amend...		C- 96
National Transportation Act, An Act to amend...		C-170
National Transportation Act (Fair competition of railway companies), An Act to amend...		C- 25
National Transportation Act (Restricted application), An Act to amend...		C- 58
Native Indian and Eskimo Arts and Crafts		C- 28
Navigable Waters Protection Act, An Act to amend...		C-221
Navigable Waters Protection Act (Prevention of water pollution), An Act to amend...		C- 39
Newfoundland Tunnel Authority, An Act to establish...		C-164

		BILL NO
News Sources Protection Act		C-113
Northern Canada Power Commission Act, An Act to amend...		C-259
Northern Inland Waters Act		C-187
Northwest Territories, inland water resources in	see	C-187
Northwest Territories Act - amendment	see	C-212
Notice and payment to employees in case of discharge or lay-off	see	C- 43
Nuclear Liability Act		C-158
Occupational training	see	C-199
Official Languages Act, An Act to amend...		C-260
Off-store instalment sales	see	C- 79
Off-track betting	see	C-160
Off-track elevator licensing	see	C-172
Parliament, disturbance in	see	C-148
Parliament, disturbance in...	see	C-227
Parliament Hill Electoral District	see	C-159
Parliamentary Commissioner Act		C- 13
Parliamentary Commissioner for administration	see	C- 40
Pension index	see	C-129
Perishable commodities, labelling of dates on	see	C-107
Phosphate compound in detergents	see	C-180
Picketing	see	C- 16
Pilot Training Flights Cessation Act		C- 33
Plant Noise Abatement Act		C- 83
Political affiliations of candidates on ballot papers	see	C- 14
Political programs, information relating to	see	C-191
Pollution	see	C- 26
Pollution, air and water	see	C- 95
Pollution (artic waters)	see	C-202
Pollution awareness week	see	C-126
Pollution Control Board	see	C-112
Post Office Act (Hate literature), An Act to amend...		C-119
Prairie Grain Provisional Payments Act, 1969-70		C-157
Press privilege	see	C-113
Prevention of water pollution	see	C 39
Preventive detention	see	C-102
Prime Ministers, former, effigy of	see	C- 30
Produce of Canada, exportation of	see	C- 66
Provision for a ninth general holiday with pay	see	C- 77
Proxy voting	see	C-101
Public Service Employment Act (Age discrimination), An Act to amend...		C- 80
Public Service Staff Relations Act, An Act to amend...		C-114
Public Service Staff Relations Act, An Act to amend...		C-132
Public Service Staff Relations Act, An Act to amend...		C-145
Publication of reports	see	C-265
Publication of the result of election polls	see	C-211

		BILL NO
Public's Rights to Freedom of Access to Public Documents and Information about Government Administration (Administrative disclosure), An Act to better assure...		C- 20
Qualifications of electors	see	C- 87
Qualifications of electors and candidates	see	C-120
Qualifications of voters and candidates	see	C- 78
Quorum in the House of Commons	see	C- 65
Railway Act, An Act to amend...		C- 11
Railway Act (Responsibility for dislocation costs), An Act to amend...		C- 54
Railway companies, fair competition of	see	C- 25
Rainmaking Act		C- 86
Regional Development Incentives Act, An Act to amend...		C- 88
Regulation of excess of loan interest rate over rate of interest on debts payable by bank	see	C- 48
Remembrance Day Act, An Act to amend...		C-146
Research Animals Protection Act		C- 94
Responsibility for dislocation costs	see	C- 54
Restricted application (National Transportation Act)	see	C- 58
Retirement benefits	see	C-194
Retirement of judges, An Act respecting...		C-225
Rights of Indian woman upon marriage	see	C- 84
Royal Canadian Mint	see	C-249
Safety standards (motor vehicles)	see	C-108
Saltfish Act		C-175
Saltfish Act, An Act to amend...		C-261
Science Council of Canada Act, An Act to amend...		C-262
Scientific Research Animals Protection Act		C-189
Senate, abolition of	see	C- 18
Severance pay	see	C- 71
Sex discrimination	see	C- 49
Sex discrimination (unemployment)	see	C- 67
Shipping Conferences Exemption Act		C-184
Sir John A. Macdonald Day Act		C- 74
Small Businesses Loans Act, An Act to amend...		C- 9
Small Loans Act, An Act to amend...		C-100
Small Loans Act (Advertising), An Act to amend...		C- 36
Soil pollution projects, municipal	see	C- 90
Speaker of the House of Commons as Member for Parliament Hill Electoral District	see	C-159
Standards Council of Canada Act		C-163
Statistics Act, An Act to amend...		C-109

		BILL NO
Statute Law (Supplementary Retirement Benefits) Amendment Act, 1970		C-194
Student loans	see	C-135
Students' franchise	see	C- 97
Suicide	see	C-173
Supplementary Retirement Benefits	see	C-194
Supreme Court Act, An Act to amend...		C-150
Supreme Court Act, An Act to amend ..		C-182
Surplus Crown Assets Act (Crown Assets Disposal Corporation), An Act to amend...		C-263
Synthetic Detergents Contents Act		C-165
Synthetic Detergents Marketing Act		C-131
Tax Review Board Act		C-216
Telesat Canada Act, An Act to amend...		C-264
Television, electioneering on	see	C-174
Territorial Lands Act - amendment	see	C-212
Territorial Sea and Fishing Zones Act, An Act to amend...		C- 91
Territorial Sea and Fishing Zones Act, An Act to amend...		C-203
Three weeks annual vacation after three years	see	C- 61
Time off without loss of pay for appearance in citizenship court	see	C- 53
Tire safety	see	C- 23
Tobacco Restraint Act		C- 69
Toronto, Port of	see	C-195
Trade and Commerce, An Act to regulate		C-121
Transportation	see	C-170
Twelve-mile territorial sea	see	C-203
Unemployment Insurance Act, An Act to amend...		C-205
Unemployment Insurance Act (Age or sex discrimination), An Act to amend...		C- 67
Use of the word "Canada", An Act respecting...		C-149
Vacation, annual	see	C- 61
Voters, qualifications of	see	C- 78
Voting (by proxy)	see	C-101
Water (management)	see	C-144
Water pollution	see	C- 95
Water pollution, prevention of	see	C- 39
Water pollution projects, municipal	see	C- 90
Water Resources Management Act		C-115
Wellington-Grey to be changed to Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo	see	C-168
Wheat	see	C-183
Wire tapping, etc.	see	C-116
Woman, employment of (before and after childbirth)	see	C- 60
Young offenders	see	C- 27
Youth vote participation	see	C- 72
Yukon Act, the Northwest Territories Act and the Territorial Lands Act, An Act to amend...		C-212
Yukon Territory, inland water resources in	see	C-187

LISTE DES DEPUTES

(PARRAINS DES BILLS)

2e SESSION, 28e PARLEMENT, 1969-70

Alexander, L.M.
- Bill C- 90 .... Loi nationale de 1954 sur l'habitation, Loi modifiant la...(Projets municipaux contre la pollution des eaux et des sols.) 1969

Allmand, W.
- Bill C- 87 .... Loi électorale du Canada, Loi modifiant la...(Qualités requises des électeurs.) 1969
- Bill C- 95 .... Loi modifiant le Code criminel (Pollution de l'air et de l'eau) 1969
- Bill C-110 .... Loi modifiant la Loi des aliments et drogues 1969
- Bill C-114 .... Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique 1969
- Bill C-125 .... Loi modifiant le Code criminel (Ajournement de l'audience pour permettre à l'accusé de se faire représenter par un avocat) 1969

Anderson, D.
- Bill C- 14 .... Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Affiliations politiques des candidats sur le bulletin de vote) 1969
- Bill C- 26 .... Loi modifiant le Code criminel (Pollution) 1969
- Bill C- 39 .... Loi modifiant la Loi sur la protection des eaux navigables (Prévention de la pollution des eaux) 1969
- Bill C- 47 .... Loi modifiant la Loi des aliments et drogues (Etiquetage) 1969
- Bill C- 91 .... Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche 1969
- Bill C- 96 .... Loi modifiant la Loi sur la marque de commerce nationale et l'étiquetage exact 1969
- Bill C-131 .... Loi sur le marché des détergents synthétiques 1969
- Bill C-165 .... Loi concernant la teneur des détergents synthétiques 1969

Badanai, M.
- Bill C-117 .... Loi modifiant l'Acte de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (Déclaration canadienne des droits) 1969
- Bill C-185 .... Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne 1970

Baldwin, G.W.
- Bill C-115 .... Loi sur la gestion des ressources en eau 1969
- Bill C-167 .... Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers 1969
- Bill C-265 .... Loi modifiant la Loi sur les enquêtes (Publication des rapports) 1970

Barnett, T.
Bill C-219 .... Loi modifiant la Loi sur les pêcheries 1970
Bill C-221 .... Loi modifiant la Loi sur la protection des eaux navigables 1970

Basford, Hon. S.R.
Bill C- 4 .... Loi modifiant la Loi sur les corporations canadiennes et autres dispositions statutaires ayant rapport aux sujets touchés par certaines des modifications à ladite Loi 1969
Bill C-208 .... Loi modifiant la Loi sur les Lettres de change 1970

Benson, Hon. E.J.
Bill C- 7 .... Loi de 1969 sur les chemins de fer Nationaux du Canada et Air Canada 1969
Bill C- 9 .... Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises 1969
Bill C-135 .... Loi modifiant la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants 1969
Bill C-139 .... Loi ayant pour objet de modifier la Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Surtaxe temporaire de 3%) 1969
Bill C-140 .... Loi modifiant le tarif des douanes et apportant en conséquence une modification à la Loi sur la taxe d'accise 1969
Bill C-155 .... Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise 1969
Bill C-156 .... Loi portant application d'un accord supplémentaire relatif aux impôts sur le revenu conclu entre le Canada et la Suède 1969
Bill C-179 .... Loi concernant les sociétés d'investissement 1970

Borrie, R.
Bill C- 63 .... Loi concernant la fête du Canada 1969

Broadbent, J.E.
Bill C- 16 .... Loi modifiant le Code criminel (Rajeunissement des dispositions relatives au piquet de grève) 1969
Bill C-104 .... Loi concernant la fête du Canada 1969
Bill C-191 .... Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (Information relative aux programmes de nature politique) 1970

Brown, J.E.
Bill C- 29 .... Loi concernant la fête du Canada 1969

Caouette, R.
Bill C-147 .... Loi modifiant la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement 1969
Bill C-148 .... Loi modifiant le Code criminel (Désordre au Parlement) 1969
Bill C-149 .... Loi concernant l'emploi du mot "Canada" 1969
Bill C-150 .... Loi modifiant la Loi sur la Cour Suprême 1969
Bill C-151 .... Loi modifiant l'acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (Attribution de crédits et de subsides) 1969

Chappell, H.
Bill C-195 .... Loi concernant le port de Toronto 1970
Bill C-225 .... Loi concernant la mise à la retraite des juges 1970

Chrétien, Hon. J.
Bill C-152 .... Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux 1969
Bill C-187 .... Loi concernant les ressources en eau à l'intérieur du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest 1970
Bill C-202 .... Loi sur la prévention de la pollution des zones des eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Arctique canadien 1970
Bill C-212 .... Loi modifiant la Loi sur le Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi sur les terres territoriales 1970

Coates, R.C.
Bill C-211 .... Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Publication de résultats de sondages électoraux) 1970

Comeau, L.R.
Bill C-101 .... Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Vote par procuration) 1969

Côté, Hon. J.P.
Bill C-209 .... Loi modifiant la Loi sur l'accise 1970

Cullen, J.
Bill C- 75 .... Loi concernant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1969

Danson, B.
Bill C-146 .... Loi modifiant la Loi sur le jour du Souvenir 1969

Davis, Hon. J.
Bill C-133 .... Loi abrogeant la Loi sur les pêches maritimes 1969
Bill C-134 .... Loi modifiant la Loi sur la protection des pêcheries côtières 1969
Bill C-175 .... Loi concernant la création de l'Office canadien du poisson salé et la réglementation du commerce interprovincial et du commerce d'exportation du poisson salé 1969
Bill C-204 .... Loi modifiant la Loi sur les pêcheries 1970

Deachman, G.
Bill C- 97 .... Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Droit de vote des étudiants) 1969

Drury, Hon. C.M.
Bill C-194 .... Loi prévoyant des prestations de retraite supplémentaire pour certaines personnes recevant des pensions payables sur le Fonds du revenu consolidé et modifiant certaines lois qui prévoient le paiement de ces pensions 1970
Bill C-224 .... Loi no 3 de 1970 portant affectation de crédits 1970

Dubé, Hon. J.E.
Bill C- 8 .... Loi modifiant la Loi sur l'aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation) 1969

Éthier, V.
Bill C-153 .... Loi concernant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1969

Forest, Y.
Bill C-162 .... Loi concernant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1969

Forrestall, J.M.
Bill C- 49 .... Loi modifiant la Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe) 1969
Bill C- 67 .... Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage (Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe) 1969
Bill C- 80 .... Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique (Distinction injuste en matière d'âge) 1969

Fortin, A.
Bill C-141 .... Loi modifiant la Loi d'interprétation 1969
Bill C-142 .... Loi modifiant la Loi sur la Cour de l'Échiquier 1969
Bill C-143 .... Loi modifiant la Loi sur Air Canada 1969

Francis, L.
Bill C- 57 .... Loi établissant un Bureau de planification de la région de la Capitale nationale 1969
Bill C-112 .... Loi établissant un bureau de contrôle de la pollution dans la région de la Capitale nationale 1969
Bill C-145 .... Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique 1969

Goode, T.H.
Bill C- 33 .... Loi concernant les vols de formation des pilotes par des transporteurs par air internationaux et régionaux aux aéroports internationaux au Canada 1969
Bill C-111 .... Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports 1969
Bill C-126 .... Loi concernant la semaine nationale de la lutte contre la pollution 1969
Bill C-130 .... Loi concernant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1969

Greene, Hon. J.J.

Bill C-144 .... Loi pourvoyant à la gestion des ressources en eau du Canada, y compris la recherche, la planification et la mise en oeuvre de programmes ayant trait à leur conservation, à leur mise en valeur et à leur utilisation 1969

Bill C-158 .... Loi concernant la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires 1969

Bill C-161 .... Loi portant dissolution de l'Office fédéral du charbon et abrogation de la Loi visant la mise de la houille canadienne sur un pied d'égalité avec la houille importée, de la Loi sur l'aide à la production du charbon et de la Loi sur l'Office fédéral du charbon 1969

Bill C-190 .... Loi modifiant la Loi sur L'Office national de l'énergie 1970

Groos, D.W.

Bill C- 94 .... Loi sur la protection des animaux servant à la recherche 1969

Haidasz, S.

Bill C- 37 .... Loi concernant la divulgation du nom des toxicomanes 1969

Bill C- 73 .... Loi modifiant la Loi sur la Commission d'appel de l'immigration 1969

Bill C-127 .... Loi déclarant fête nationale la fête du drapeau canadien 1969

Harries, H.

Bill C-170 .... Loi modifiant la Loi nationale sur les transports 1969

Hogarth, D.

Bill C-154 .... Loi modifiant la Loi sur l'identification des criminels 1969

Howard, B.

Bill C-206 .... Loi concernant la sécurité aérienne 1970

Howard, F.

Bill C- 28 .... Loi tendant à conserver et à encourager les arts et métiers indigènes des Indiens et des Esquimaux 1969

Bill C- 32 .... Loi modifiant la Loi sur la Chambre des Communes (Autonomie en matière de régie intérieure) 1969

Bill C- 44 .... Loi abrogeant la Loi sur les ressources minérales des réserves indiennes de la Colombie-Britannique 1969

Bill C- 50 .... Loi concernant les terres des Indiens en Colombie-Britannique 1970

Bill C-118 .... Loi modifiant la Loi sur la santé et le sport amateur 1969

Howe, W.M.

Bill C-166 .... Loi ayant pour objet de contrôler la teneur en goudron et en nicotine des cigarettes 1969

Bill C-168 .... Loi concernant la revision des limites des circonscriptions électorales 1969

Jamieson, Hon. D.C.

Bill C-137 .... Loi concernant l'emploi de marques nationales de sécurité pour les véhicules automobiles et prévoyant l'établissement de normes de sécurité pour certains véhicules automobiles importés au Canada ou exportés du Canada ou expédiés ou transportés d'une province à l'autre 1969

Bill C-184 .... Loi soustrayant certaines pratiques des conférences maritimes à l'application des dispositions de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions 1970

Bill C-218 .... Loi concernant les règlements établis en application de l'article 4 de la Loi sur l'aéronautique 1970

Kaplan, R.

Bill C-217 .... Loi modifiant la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers 1970

Kierans, Hon. E.

Bill C- 11 .... Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer 1969

Knowles, S.

Bill C- 18 .... Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (Abolition du Sénat) 1969

Bill C- 43 .... Loi modifiant le Code canadien du travail (Normes) (Avis et indemnité aux employés en cas de renvoi ou de mise en disponibilité) 1969

Bill C- 53 .... Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (Autorisation d'absence sans perte de salaire pour comparution devant le tribunal de la citoyenneté) 1969

Bill C- 61 .... Code canadien du travail (Normes) (Congé annuel de trois semaines après trois ans) 1969

Bill C- 65 .... Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965), en ce qui a trait au quorum de la Chambre des Communes 1969

Bill C- 77 .... Loi modifiant le Code canadien du travail (Normes) (Disposition créant un neuvième jour férié légal payé) 1969

Bill C- 99 .... Loi modifiant le code canadien du travail (Normes), (Augmentation du salaire horaire minimum) 1969

Bill C-159 .... Loi concernant la nomination de l'Orateur de la Chambre des Communes comme député de la circonscription électorale de la colline du Parlement 1969

Bill C-188 .... Loi concernant la divulgation de leurs intérêts financiers par les sénateurs, les députés et certaines autres personnes 1970

Lambert, Hon. M.

Bill C- 19 .... Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1969

Bill C- 52 .... Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différents de travail (Dons de charité en remplacement des cotisations d'un syndicat d'atelier fermé) 1969

Lang, Hon. O.

Bill C-157 .... Loi autorisant des paiements provisoires, pour la campagne agricole 1969-70, à l'égard du grain non battu dans les provinces des Prairies 1969

Laprise, G.

Bill C- 78 .... Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Qualités requises des votants et des candidats) 1969

Leblanc, F.E.

Bill C- 25 .... Loi modifiant la Loi nationale sur les transports (Concurrence loyale des compagnies de chemin de fer) 1969

Bill C- 46 .... Loi modifiant le Code canadien du travail (Normes) (Champ d'application restreint au mouvement physique) 1969

Bill C- 58 .... Loi modifiant la Loi nationale sur les transports (Application restreinte) 1969

Bill C-160 .... Loi modifiant la Code criminel (Pari mutuel urbain) 1969

McBride, M.

Bill C- 92 .... Loi concernant la Loi sur la...Revision des limites des circonscriptions électorales 1969

Bill C-213 .... Loi concernant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1970

McCleave, R.

Bill C-181 .... Loi modifiant la Loi sur le divorce 1970

McCutcheon, M.T.

Bill C-108 .... Loi concernant l'inspection des véhicules automobiles (Normes de sécurité) 1969

MacDonald, D.

Bill C- 41 .... Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'organisation du Gouvernement 1969

Bill C- 76 .... Loi modifiant le Code criminel (Abolition de la peine corporelle) 1969

Bill C- 88 .... Loi modifiant la Loi sur les subventions au développement régional 1969

Bill C-107 .... Loi modifiant la Loi des aliments et drogues (Mention de la date sur l'étiquette des produits périssables) 1969

Bill C-109 .... Loi modifiant la Loi sur la statistique 1969

MacDonald, Hon. D.S.
Bill C-215 .... Loi électorale du Canada 1970

McGrath, J.A.
Bill C- 24 .... Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux 1969

McIlraith, Hon. G.J.
Bill C- 5 .... Loi relative au relèvement des personnes déclarées coupables d'infractions et qui se sont amendées par la suite 1969

MacInnis, G.
Bill C- 55 .... Loi Modifiant le Code criminel (Avortement) 1969
Bill C- 60 .... Loi concernant l'occupation par les femmes d'un emploi relevant de la juridiction fédérale avant et après leur accouchement 1969
Bill C- 85 .... Code canadien des droits de l'homme 1969
Bill C-180 .... Loi modifiant le Code criminel (Composés phosphatés des détergents) 1970
Bill C-189 .... Loi concernant la protection et le bon traitement des animaux qui servent à la recherche scientifique 1970

Mackasey, B.
Bill C-214 .... Loi modifiant le Code canadien du travail (Normes) 1970

MacLean, J.A.
Bill C- 59 .... Loi concernant le système métrique 1969

MacQuarrie, H.
Bill C- 74 .... Loi concernant la fête de sir John A. Macdonald 1969
Bill C-129 .... Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (Indice de pension) 1969

Major, R.B.
Bill C-178 .... Loi concernant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1970

Marchand, Hon. J.
Bill C-138 .... Loi modifiant la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton 1969
Bill C-222 .... Loi d'aide à la Deuterium of Canada 1970

Marshal, J.
Bill C-164 .... Loi créant l'Administration du tunnel de Terre-Neuve 1969

Mather, B.

Bill C- 20 .... Loi garantissant davantage le droit du libre accès aux documents et renseignements publics relatifs à l'administration du gouvernement (Communication de renseignements administratifs) 1969

Bill C- 21 .... Loi modifiant le Code criminel (Clauses en petits caractères) 1969

Bill C- 23 .... Loi modifiant le Code criminel (Sécurité des pneumatiques) 1969

Bill C- 34 .... Loi modifiant la Loi des aliments et drogues 1969

Bill C- 38 .... Loi règlementant l'activité des démarcheurs parlementaires 1969

Bill C- 64 .... Loi modifiant la Loi sur l'immigration (Arriération mentale) 1969

Bill C- 69 .... Loi visant à restreindre l'usage du tabac 1969

Bill C- 70 .... Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (Annonces de cigarettes) 1969

Bill C- 81 .... Loi visant la réforme du régime de cautionnement 1969

Bill C- 83 .... Loi sur la réduction des bruits industriels 1969

Bill C-105 .... Loi concernant l'étiquetage des produits domestiques dangereux 1969

Bill C-106 .... Loi modifiant le Code criminel (Cruauté envers les animaux) 1969

Bill C-128 .... Loi concernant la protection des dossiers des entreprises canadiennes 1969

Bill C-174 .... Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion 1969

Mazankowski, D.

Bill C- 72 .... Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Participation des jeunes au scrutin) 1969

Monteith, Hon. J.W.

Bill C- 62 .... Loi concernant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1969

Munro, Hon. J.

Bill C- 10 .... Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada 1969

Nesbitt, W.B.

Bill C-122 .... Loi modifiant le Code criminel (Maîtrise d'un véhicule à moteur) 1969

Olson, H.A.

Bill C-183 .... Loi modifiant la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles 1970

Orlikow, D.

Bill C- 31 .... Loi modifiant la Loi de la preuve au Canada (Déclarations incriminantes) 1969

Bill C- 36 .... Loi modifiant la Loi sur les petits prêts (Annonces) 1969

Bill C- 56 .... Loi modifiant le Code criminel (Logement fourni par la compagnie) 1969

Bill C- 79 .... Loi modifiant la Loi sur les lettres de change et la Loi sur l'intérêt (ventes à tempérament faites ailleurs que dans un magasin) 1969

Orlikow, D. (Suite)

Bill C- 93 .... Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions (Peines minimums, coauteurs d'actes dommageables entraînant une responsabilité criminelle, et parts égales) 1969

Bill C-100 .... Loi modifiant la Loi sur les petits prêts 1969

Bill C-102 .... Loi modifiant le Code criminel (Détention préventive) 1969

Bill C-116 .... Loi modifiant le Code criminel (Captation de messages télégraphiques, etc.) 1969

Bill C-119 .... Loi modifiant la Loi sur les postes (Écrits haineux) 1969

Bill C-132 .... Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique 1969

Pelletier, Hon. G.

Bill C-176 .... Loi modifiant la Loi sur la Compagnie des jeunes Canadiens 1969

Pepin, Hon. J.I.

Bill C- 6 .... Loi liquidant la Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967 et autorisant à défalquer certains frais et à différer certains paiements connexes 1969

Bill C-163 .... Loi prévoyant la création du Conseil canadien des normes 1969

Bill C-193 .... Loi modifiant la Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques 1970

Peters, A.

Bill C- 42 .... Loi concernant le système métrique 1969

Bill C- 51 .... Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (Liberté de conscience) 1969

Bill C- 66 .... Loi concernant l'exportation des denrées cultivées et produites au Canada 1969

Bill C- 71 .... Loi modifiant le Code canadien du travail (Normes) (Indemnité de cessation d'emploi) 1969

Bill C- 86 .... Loi sur la pluie produite artificiellement 1969

Bill C-103 .... Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965 (Durée du mandat de la Chambre des Communes) 1969

Bill C-113 .... Loi sur la protection des sources d'information 1969

Bill C-123 .... Loi modifiant la Loi sur les lettres de change (Achats à tempérament) 1969

Prud'homme, M.

Bill C-173 .... Loi modifiant le Code criminel (Tentative de suicide) 1969

Bill C-266 ... Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (Exigence minimum de résidence) 1970

Roberts, J.

Bill C- 35 .... Loi créant la Fondation de l'Héritage canadien 1969

Rock, R.
Bill C- 84 .... Loi modifiant la Loi sur les Indiens (Droits des Indiennes lors du mariage) 1969

Saltsman, M.
Bill C- 15 .... Loi modifiant la Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Distinction injuste en matière d'âge) 1969
Bill C- 17 .... Loi modifiant la loi des aliments et drogues (Liste des ingrédients) 1969
Bill C- 48 .... Loi modifiant la Loi sur les banques (Réglementation de l'excédent du taux d'intérêt sur les prêts sur le taux d'intérêt sur les dettes payables par une banque 1969
Bill C- 68 .... Loi modifiant le Régime de pensions du Canada 1969
Bill C- 98 .... Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (Cotisations et prestations des ménagères) 1969
Bill C-121 .... Loi relative aux enquêtes sur les coalitions 1969
Bill C-205 .... Loi modifiant la Loi sur l'Assurance chômage 1970

Sharp, Hon. M.
Bill C- 12 .... Loi portant création du Centre canadien de recherches pour le développement international 1969
Bill c-171 .... Loi modifiant la Loi sur la Compagnie des jeunes Canadiens 1969
Bill C-203 .... Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche 1970

Simpson, R.
Bill C-124 .... Loi concernant les droits de chasse et de pêche des Canadiens indiens 1969

Skoberg, J.
Bill C- 54 .... Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Responsabilité en matière d'indemnisation du personnel) 1969
Bill C-207 .... Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Rapport des accidents) 1970
Bill C-223 .... Loi modifiant le Code canadien du travail (Sécurité) (Ouvriers des chantiers maritimes) 1970

Southam, R.R.
Bill C-172 .... Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada (Délivrance de permis pour les élévateurs éloignés des voies) 1969
Bill C-210 .... Loi modifiant le Code criminel (Mauvais traitements infligés à un enfant) 1970

Stewart, C.
Bill C- 89 .... Loi modifiant la Loi sur la stabilisation des prix agricoles (Prix de base quinquennal) 1969

Stewart, R.

Bill C- 30 .... Loi sur la monnaie du Canada (Effigie des anciens Premiers ministres) 1969

Bill C- 45 .... Loi sur l'obligation de placer le drapeau national du Canada dans les deux Chambres du Parlement 1969

Bill C-120 .... Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Qualités requises des électeurs et des candidats) 1969

Bill C-226 .... Loi désignant le parc Major's Hill 1970

Bill C-227 .... Loi modifiant le Code criminel 1970

Bill C-228 .... Loi modifiant la Loi sur Air Canada 1970

Bill C-229 .... Loi modifiant la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique 1970

Bill C-230 .... Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada 1970

Bill C-231 .... Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion 1970

Bill C-232 .... Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Arts 1970

Bill C-233 .... Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne 1970

Bill C-234 .... Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du lait (Comité consultatif) 1970

Bill C-235 .... Loi modifiant la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne 1970

Bill C-236 .... Loi modifiant la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada 1970

Bill C-237 .... Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines 1970

Bill C-238 .... Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé 1970

Bill C-239 .... Loi modifiant la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton 1970

Bill C-240 .... Loi modifiant la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement 1970

Bill C-241 .... Loi modifiant la Loi sur la Compagnie des jeunes Canadiens 1970

Bill C-242 .... Loi modifiant la Loi sur le Conseil économique du Canada 1970

Bill C-243 .... Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations 1970

Bill C-244 .... Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole 1970

Bill C-245 .... Loi modifiant la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche 1970

Bill C-246 .... Loi modifiant la Loi sur le Conseil de recherches sur les pêcheries 1970

Bill C-247 .... Loi modifiant la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce 1970

Bill C-248 .... Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement (Conseil de recherches médicales) 1970

Bill C-249 .... Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement (Monnaie royale canadienne) 1970

Bill C-250 .... Loi modifiant la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme 1970

Bill C-251 .... Loi modifiant la Loi sur le développement et les prêts municipaux 1970

Stewart, R. (Suite)

Bill C-252 .... Loi modifiant la Loi sur le Centre national des Arts 1970
Bill C-253 .... Loi modifiant la Loi sur la Capitale nationale (Commission de la Capitale nationale) 1970
Bill C-254 .... Loi modifiant la Loi sur la Défense nationale (Conseil de recherches pour la défense) 1970
Bill C-255 .... Loi modifiant la Loi nationale sur le film 1970
Bill C-256 .... Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale 1970
Bill C-257 .... Loi modifiant la Loi sur les musées nationaux 1970
Bill C-258 .... Loi modifiant la Loi sur le Conseil national de recherches 1970
Bill C-259 .... Loi modifiant la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien 1970
Bill C-260 .... Loi modifiant la Loi sur les langues officielles 1970
Bill C-261 .... Loi modifiant la Loi sur le poisson salé 1970
Bill C-262 .... Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Sciences du Canada 1970
Bill C-263 .... Loi modifiant la Loi sur les biens de surplus de la Couronne (Corporation des dispositions des biens de la Couronne) 1970
Bill C-264 .... Loi modifiant la Loi de la télésat Canada 1970

Thomas, A.

Bill C-177 .... Loi concernant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales 1970

Thompson, R.N.

Bill C- 13 .... Loi créant le poste de commissaire parlementaire 1969
Bill C- 40 .... Loi modifiant la Loi sur l'administration financière (Commission du Parlement à l'administration) 1969
Bill C- 82 .... Loi prévoyant l'établissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon (Route de l'Alaska) 1969

Turner, Hon. J.N.

Bill C- 2 .... Loi modifiant la Loi sur les juges 1969
Bill C- 3 .... Loi modifiant le Code criminel 1969
Bill C-136 .... Loi concernant l'expropriation 1969
Bill C-182 .... Loi modifiant la Loi sur la Cour Suprême 1970
Bill C-186 .... Loi prévoyant la création d'une Commission de réforme du droit du Canada 1970
Bill C-192 .... Loi concernant la Cour fédérale du Canada 1970
Bill C-216 .... Loi sur la Commission de révision de l'impôt 1970
Bill C-220 .... Loi sur la réforme du cautionnement 1970

Whelan, E.F.

Bill C- 22 .... Loi concernant la semaine des "petites ligues" 1969

Woolliams, F.M.

Bill C- 27 .... Loi modifiant le Code criminel (Jeunes contrevenants) 1969

INDEX DES BILLS

2e SESSION, 28e PARLEMENT, 1969-70

	BILL NO
Abolition de la peine corporelle Voir Code criminel (Abolition de la peine corporelle)	
Abolition du Sénat Voir Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (Abolition du Sénat)	
Accise Voir Tarif des douanes	
Accise, Loi modifiant la Loi sur l'...	C-209
Accord relatif à l'impôt sur le revenu Voir Application d'un accord supplémentaire relatif aux impôts sur le revenu conclu entre le Canada et la Suède.	
Accouchement Voir Occupation par les femmes d'un emploi relevant de la juridiction fédérale avant et après leur accouchement	
Accusé Voir Code criminel (Ajournement de l'audience pour permettre à l'accusé de se faire représenter par un avocat)	
Achats à tempérament Voir Lettres de change (Achats à tempérament)	
Achat de consommation Voir Lettres de change	
Acte de l'Amérique du Nord britannique Voir Retraite des juges	
Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (attribution de crédits et de subsides)	C-151
Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, Loi modifiant l'... (Abolition du Sénat)	C- 18
Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, Loi modifiant l'... (déclaration canadienne des droits)	C-117
Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) en ce qui a trait au quorum de la Chambre des Communes Loi modifiant les...	C- 65
Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965, Loi modifiant les... (Durée du mandat de la Chambre des Communes)	C-103
Activités subversives Voir Citoyenneté canadienne	
Administrateurs canadiens Voir Société centrale d'hypothèques et de logement	
Administration de la route Alaska-Yukon Voir Etablissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon (Route de l'Alaska)	
Administration du tunnel de Terre-Neuve, Loi créant l'...	C-164
Administration financière, Loi modifiant la Loi sur l'... (Commission du Parlement sur l'administration)	C- 40
Aéronautique, Loi concernant les règlements établis en application de l'article 4 de la Loi sur l'...	C-218

BILL NO

Affiliations politiques des candidats Voir
Loi électorale du Canada (Affiliations politiques des candidats sur le bulletin de vote)
Age Voir
Assurance-chômage (Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe)
Justes méthodes d'emploi (Distinction injuste en matière d'âge)
Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe)
Agricultures (Prix de base) Voir
Stabilisation des prix agricoles (Prix de base quinquennal)
Aide à l'alimentation des animaux de ferme, Loi modifiant la Loi sur l'... C-250
Aide à la Deuterium Voir
Deuterium of Canada
Aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation)
Loi modifiant la Loi sur l'... C- 8
Air Canada (Financement et garantie de débentures) Voir
Chemins de fer Nationaux du Canada (Financement et garantie)
Air Canada, Loi modifiant la Loi sur... C-228
Air Canada, Loi modifiant la Loi sur...(Administrateurs canadiens) C-143
Ajournement de l'audience à un procès Voir
Code criminel (Ajournement de l'audience pour permettre à l'accusé de se faire représenter par un avocat)
Alaska Voir
Établissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon (Route de l'Alaska)
Alimentation des animaux de ferme Voir
Aide à l'alimentation des animaux de ferme
Aliments et drogues, Loi modifiant la Loi des... C- 34
Aliments et drogues, Loi modifiant la Loi des... C-110
Aliments et drogues, Loi modifiant la Loi des... (Étiquetage) C- 47
Aliments et drogues, Loi modifiant la Loi des... (Liste des ingrédients) C- 17
Aliments et drogues, Loi modifiant la Loi des... (Mention de la date sur l'étiquette des produits périssables) C-107
Analyste de ministère Voir
Accise
Animaux Voir
Code criminel (Cruauté envers les animaux)
Protection des animaux servant à la recherche scientifique
Animaux de ferme Voir
Aide à l'alimentation des animaux de ferme
Animaux vertébrés Voir
Protection des animaux servant à la recherche

BILL NO

Annonces Voir
Petits prêts (Annonces)
Annonces de cigarettes Voir
Radiodiffusion (Annonces de cigarettes)
Application d'un accord supplémentaire relatif aux impôts sur le revenu conclu entre le Canada et la Suède, Loi portant... C-156
Application restreinte Voir
Loi nationale sur les transports
Arctique Voir
Prévention de la pollution des zones des eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Arctique canadien
Argenteuil Voir
Revision des limites des circonscriptions électorales
Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi modifiant la Loi sur les... C-167
Arriération mentale Voir
Immigration (Arriération mentale)
Arts et métiers indigènes des Indiens et des Esquimaux, Loi tendant à conserver et à encourager les... C- 28
Assistance judiciaire Voir
Code criminel (Ajournement de l'audience pour permettre à l'accusé de se faire représenter par un avocat)
Assurance-chômage, Loi modifiant la Loi sur l'... C-205
Assurance-chômage, Loi modifiant la Loi sur l'...
(Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe) C- 67
Attribution de crédits et de subsides Voir
Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (attribution de crédits et de subsides)
Augmentation du salaire minimum Voir
Code canadien du travail (Normes), (Augmentation du salaire horaire minimum)
Automobiles Voir
Inspection des véhicules automobiles (Normes de sécurité)
Sécurité des véhicules automobiles
Autonomie en matière de régie intérieure Voir
Chambre des Communes (Autonomie en matière de régie intérieure)
Avis et indemnité aux employés en cas de renvoi ou de mise en disponibilité Voir
Code canadien du travail (Normes) (Avis et indemnité aux employés en cas de renvoi ou de mise en disponibilité)
Avocat Voir
Code criminel (Ajournement de l'audience pour permettre à l'accusé de se faire représenter par un avocat)

	BILL NO
Avortement Voir Code criminel (Avortement)	
Banque du Canada, Loi modifiant la Loi sur la...	C-230
Banques, Loi modifiant la Loi sur les... (Réglementation de l'excédent du taux d'intérêt sur les prêts sur le taux d'intérêt sur les dettes payables par une banque)	C- 48
Bibliothèque nationale, Loi modifiant la Loi sur la...	C-256
Biens de surplus de la Couronne (Corporation des dispositions des biens de la Couronne) Loi modifiant la Loi sur les...	C-263
Blé Voir Commission canadienne du blé	
Bruits industriels Voir Réduction des bruits industriels	
Bureau de contrôle de la pollution dans la région de la capitale nationale, Loi établissant un...	C-112
Bureau de planification de la région de la Capitale nationale, Loi établissant un...	C- 57
Burnaby--Richmond Voir Revision des limites des circonscriptions électorales	
"Canada" Voir Emploi du mot "Canada"	
Canada Voir Fête du Canada	
Candidats Voir Loi électorale du Canada (Qualités requises des électeurs et des candidats)	
Cap-Breton Voir Société de développement du Cap-Breton	
Capitale nationale Voir Bureau de contrôle de la pollution dans la région de la Capitale nationale	
Capitale nationale Voir Bureau de planification de la région de la Capitale nationale	
Capitale nationale (Commission de la Capitale nationale) Loi modifiant la Loi sur la...	C-253
Captation des messages télégraphiques Voir Code criminel (Captation de messages télégraphiques etc.)	
Casier judiciaire	C- 5
Cautionnement Voir Réforme du cautionnement Réforme du régime de cautionnement	
Centre canadien de recherches pour le développement international, Loi portant création du...	C- 12
Centre national des Arts, Loi modifiant la Loi sur le...	C-252
Cessation des vols de formation des pilotes Loi sur la...	C- 33

BILL NO

Chambre des Communes Voir
Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965 (Durée du mandat de la Chambre des Communes)
Actes de l'Amérique du Nord britannique 1867 à 1965, en ce qui a trait au quorum de la Chambre des Communes
Loi électorale du Canada
Nomination de l'Orateur de la Chambre des Communes comme député de la colline du Parlement
Chambre des Communes, Loi modifiant la Loi sur la... (Autonomie en matière de régie intérieure) C-- 32
Chambre des Communes, Manifestations à la ... Voir
Code criminel
Champ d'application restreint au mouvement physique Voir
Code canadien du travail (Normes) (Champs d'application restreint au mouvement physique)
Charbon Voir
Dissolution de l'office fédéral du charbon
Chasse Voir
Droits de chasse et de pêche des Canadiens indiens
Chemin de fer Voir
Loi nationale sur les transports (Concurrence loyale des compagnies de chemin de fer)
Chemins de fer, Loi modifiant la Loi sur les... C-- 11
Chemins de fer, Loi modifiant la Loi sur les... (Rapport des accidents) C-207
Chemins de fer, Loi modifiant la Loi sur les... (Responsabilité en matière d'indemnisation du personnel) C-- 54
Chemins de fer Nationaux du Canada (Financement et garantie), Loi de 1969 sur les... C-- 7
Chemins de fer nationaux du Canada, Loi modifiant la Loi sur les... C-236
Cigarettes Voir
Radiodiffusion (Annonces de cigarettes)
Teneur en goudron et en nicotine des cigarettes
Cinématographie Voir
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
Circonscriptions électorales Voir
Revision des limites des circonscriptions électorales
Citoyenneté canadienne, Loi modifiant la Loi sur la... C-185
Citoyenneté canadienne, Loi modifiant la Loi sur la... (Autorisation d'absence sans perte de salaire pour comparution devant le tribunal de la citoyenneté) C-- 53
Citoyenneté canadienne, Loi modifiant la... (Exigence minimum de résidence), Loi sur la... C-266
Citoyenneté canadienne, Loi modifiant la Loi sur la... (Liberté de conscience) C-- 51
Clauses en petits caractères Voir
Code criminel (Clauses en petits caractères)
Coalitions Voir
Enquêtes sur les coalitions
Code canadien des droits de l'homme C-- 85

	BILL NO
Code canadien du travail (Normes), Loi modifiant le...(Augmentation du salaire horaire minimum)	C- 99
Code canadien du travail, Loi modifiant le... (Normes)	C-214
Code canadien du travail (Normes) (Avis et indemnité aux employés en cas de renvoi ou de mise en disponibilité)	C- 43
Code canadien du travail (Normes), Loi modifiant le... (Champ d'application restreint au mouvement physique)	C- 46
Code canadien du travail (Normes), Loi modifiant le... (Congé annuel de trois semaines après trois ans)	C- 61
Code canadien du travail (Normes) Loi modifiant le... (Dispositions créant un neuvième jour férié légal payé)	C- 77
Code canadien du travail (Normes), Loi modifiant le... (Indemnité de cessation d'emploi)	C- 71
Code canadien du travail (Sécurité), Loi modifiant le... (Ouvriers des chantiers maritimes)	C-223
Code criminel, Loi modifiant le...	C-227
Code criminel, Loi modifiant le... (Abolition de la peine corporelle)	C- 76
Code criminel, Loi modifiant le... (Ajournement de l'audience pour permettre à l'accusé de se faire représenter par un avocat)	C-125
Code criminel, Loi modifiant le...(Avortement)	C- 55
Code criminel, Loi modifiant le...(Captation de messages télégraphiques, etc.)	C-116
Code criminel, Loi modifiant le...(Clauses en petits caractères)	C- 21
Code criminel, Loi modifiant le...(Composés phosphatés des détergents)	C-180
Code criminel, Loi modifiant le...(Cruauté envers les animaux)	C-106
Code criminel, Loi modifiant le...(Désordre au Parlement)	C-148
Code criminel, Loi modifiant le...(Détention préventive)	C-102
Code criminel, Loi modifiant le...(Jeunes contrevenants)	C- 27
Code criminel, Loi modifiant le...(Logement fourni par la compagnie)	C- 56
Code criminel, Loi modifiant le...(Maîtrise d'un véhicule à moteur)	C-122
Code criminel, Loi modifiant le...(Mauvais traitements infligés à un enfant)	C-210
Code criminel, Loi modifiant le...(Pari mutuel urbain)	C-160
Code criminel, Loi modifiant le...(Pollution)	C- 26
Code criminel, Loi modifiant le...(Pollution de l'air et de l'eau)	C- 95
Code criminel, Loi modifiant le...(Propagande haineuse)	C- 3
Code criminel, Loi modifiant le...(Rajeunissement des dispositions relatives au piquet de grèves)	C- 16
Code criminel, Loi modifiant le...(Sécurité des pneumatiques)	C- 23
Code criminel, Loi modifiant le...(Tentative de suicide)	C-173

BILL NO

Code criminel, Loi modifiant les dispositions du... (relatives à la mise en liberté des prévenus avant le procès ou pendant l'appel) Voir Réforme du cautionnement
Colombie-Britannique Voir Terres des Indiens en Colombie-Britannique
Comité consultatif de la Commission canadienne du lait Voir Commission canadienne du lait
Commerce Voir Enquêtes sur les coalitions
Commercialisation des détergents synthétiques Voir Marché des détergents synthétiques
Commercialisation du poisson d'eau douce, Loi modifiant la Loi sur la... C-247
Commission canadienne du blé, Loi modifiant la Loi sur la... C-238
Commission canadienne du lait (Comité consultatif), Loi modifiant la Loi sur la... C-234
Commissaires du havre de la communauté urbaine de Toronto, Loi sur les... C-195
Commissaire parlementaire, Loi créant le poste de... C- 13
Commission d'appel de l'immigration, Loi modifiant la Loi sur la... C- 73
Commission d'énergie du Nord canadien, Loi modifiant la Loi sur la... C-259
Commission de la Capitale nationale Voir Capitale nationale (Commission de la Capitale nationale)
Commission de réforme du droit du Canada, Loi sur la... C-186
Commission de révision de l'impôt, Loi sur la... C-216
Commission du Parlement sur l'administration Voir Administration financière (Commission du Parlement sur l'administration)
Communication de renseignements administratifs Loi garantissant d'avantage le droit du libre accès aux documents et renseignements publics relatifs à l'administration du gouvernement... C- 20
Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967 et autorisant à défalquer certains frais et à différer certains paiements connexes C- 6
Compagnie des jeunes Canadiens, Loi modifiant la... C-171
Compagnie des jeunes Canadiens, Loi modifiant la Loi sur la... C-176
Compagnie des jeunes Canadiens, Loi modifiant la Loi sur la... C-241
Composés phosphatés Voir Code criminel (Composés phosphatés des détergents)
Conférences maritimes Voir Loi dérogatoire sur les conférences maritimes
Congé annuel Voir Code canadien du travail (Normes)(Congé annuel de trois semaines après trois ans)
Congé de maternité Voir Occupation par les femmes d'un emploi relevant de la juridiction fédérale avant et après leur accouchement

BILL NO

Congédiement des travailleurs Voir
Code canadien du travail (Normes) (Indemnité de cessation d'emploi)
Conseil canadien des normes, Loi prévoyant la création du... C-163
Conseil de recherches médicales Voir
Organisation du gouvernement
Conseil de recherches pour la défense Voir
Défense nationale
Conseil de recherches sur les pêcheries, Loi modifiant la Loi sur le... C-246
Conseil des Arts, Loi modifiant la Loi sur le... C-232
Conseil des Sciences du Canada, Loi modifiant la Loi sur le... C-262
Conseil économique du Canada, Loi modifiant la Loi sur le... C-242
Conseil national de recherches, Loi modifiant la Loi sur le... C-258
Conservation des eaux Voir
Ressources en eau du Canada
Contrôle de l'énergie atomique, Loi modifiant la Loi sur le... C-229
Contrôle de la pollution Voir
Bureau de contrôle de la pollution dans la région de la Capitale nationale.
Contrôleur de la Compagnie des jeunes Canadiens, Nomination du... Voir
Compagnie des jeunes Canadiens
Coopérative agricole Voir
Vente coopérative des produits agricoles
Corporation commerciale canadienne, Loi modifiant la Loi sur la... C-233
Corporation des dispositions des biens de la Couronne Voir
Biens de surplus de la Couronne
Corporations Voir
Déclarations des corporations et des syndicats ouvriers
Corporations canadiennes et autres dispositions statutaires ayant rapport aux sujets touchés par certaines les modifications à ladite Loi, Loi modifiant la Loi sur les... C- 4
Cotisations et prestations des ménagères Voir
Régime de pensions du Canada (Cotisations et prestations des ménagères)
Cotisations syndicales Voir
Relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends de travail (Dons de charité en remplacement des cotisations d'un syndicat d'atelier fermé)

	BILL NO
Cour de l'Échiquier, Loi modifiant la Loi sur la...	C-142
Cour fédérale du Canada, Loi concernant la...	C-192
Cour suprême, Loi modifiant la Loi sur la...	C-182
Cour suprême, Loi modifiant la Loi sur la... (Traduction des jugements)	C-150
Couronne, Loi modifiant la Loi sur les biens de surplus de la... Voir Biens de surplus de la Couronne	
Cours de recyclage Voir Assurance-chômage	
Coût de la vie, augmentation du Voir Régime de pensions du Canada (Indice de pension)	
Création d'une Commission de réforme du droit du Canada Voir Commission de réforme du droit du Canada	
Création de l'Office canadien du poisson salé et la réglementation du commerce interprovincial et du commerce d'exportation du poisson salé, Loi concernant la... Voir Poisson salé	
Création du Conseil canadien des normes Voir Conseil canadien des normes	
Crédit Voir Lettres de change (Achats à tempérament)	
Crédit agricole, Loi modifiant la Loi sur le...	C-244
Crédit aux cultivateurs Voir Arrangements entre cultivateurs et créanciers	
Crédits, Loi no 3 de 1970 portant affectation de...	C-224
Crédits et subsides Voir Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (Attribution de crédits et de subsides)	
Criminels Voir Identification des criminels	
Cruauté envers les animaux Voir Code criminel (Cruauté envers les animaux)	
Cultivateurs Voir Arrangements entre cultivateurs et créanciers	
Déclaration canadienne des droits Voir Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (Déclaration canadienne des droits)	
Déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, Loi modifiant la Loi sur les...	C-217
Déclarations incriminantes Voir Preuve au Canada (Déclarations incriminantes)	
Défense nationale (Conseil de recherches pour la défense), Loi modifiant la Loi sur la...	C-254
Délivrance de permis pour les élévateurs éloignés des voies Voir Grains du Canada	
Démarcheurs parlementaires, Loi règlementant l'activité des...	C- 38
Denrées cultivées et produites au Canada Voir Exportation des denrées cultivées et produites au Canada	
Députés Voir Divulgation des intérêts Loi électorale du Canada	

BILL NO

Désordre au Parlement Voir
Code criminel, Loi modifiant le... (Désordre au Parlement)
Détention préventive Voir
Code criminel (Détention préventive)
Détergents Voir
Code criminel (Composés phosphatés des détergents)
Détergents synthétiques Voir
Marché des détergents synthétiques
Détergents synthétiques Voir
Teneur des détergents synthétiques
Détersif Voir
Marché des détergents synthétiques
Deuterium of Canada, Loi d'aide à la... C-222
Développement et les prêts municipaux, Loi modifiant la Loi sur le... C-251
Développement international Voir
Centre canadien de recherches pour le développement international
Développement régional Voir
Subventions au développement régional
Développement scientifique Voir
Recherche et développement scientifiques
Direction et gestion des ressources en eau Voir
Gestion des ressources en eau
Dispositions créant un neuvième jour férié légal payé Voir
Code canadien du travail (Normes) (Dispositions créant un neuvième jour férié légal payé)
Dissolution de l'Office fédéral du charbon, Loi sur la... C-161
Distinction injuste en matière d'âge Voir
Emploi dans la Fonction publique (Distinction injuste en matière d'âge)
Distinction injuste en matière d'âge Voir
Justes méthodes d'emploi (Distinction injuste en matière d'âge)
Distinction injuste en matière d'âge et de sexe Voir
Assurance-chômage (Distinction injuste en matière d'âge et de sexe)
Divorce, Loi modifiant la Loi sur le... C-181
Divulgation des intérêts, Loi sur la... C-188
Divulgation du nom des toxicomanes, Loi concernant la... C- 37
Documents et renseignements publics Voir
Communication de renseignements administratifs
Dominion Voir
Fête du Canada
Dommages nucléaires Voir
Responsabilité nucléaire
Dons de charité Voir
Relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends de travail (Dons de charité en remplacement des cotisations d'un syndicat d'atelier fermé)

BILL NO

Dossiers des entreprises canadiennes Voir
Protection des dossiers des entreprises canadiennes
Douanes Voir
Tarif des douanes
Drapeau Canadien Voir
Fête nationale la fête du drapeau canadien
Drapeau national du Canada dans les deux Chambres du Parlement, Loi sur l'obligation de placer le... C- 45
Drogues Voir
Aliments et drogues
Aliments et drogues (Liste des ingrédients)
Aliments et drogues (mention de la date sur l'étiquette des produits périssables)
Divulgation du nom des toxicomanes
Droit Voir
Commission de réforme du droit du Canada
Droit de vote Voir
Loi électorale du Canada
Loi électorale du Canada (Participation des jeunes au scrutin)
Droit de vote des étudiants Voir
Loi électorale du Canada (Droit de vote des étudiants)
Droit du libre accès aux documents et renseignements publics Voir
Communication de renseignements administratifs
Droits de l'homme Voir
Code canadien des droits de l'homme
Droits de chasse et de pêche des Canadiens Indiens
Loi concernant les C-124
Droits, déclaration canadienne des Voir
Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1967 (Déclaration canadienne des droits)
Droits des Indiennes Voir
Indiens (Droits des Indiennes lors du mariage)
Durée du mandat de la Chambre des Communes Voir
Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965 (Durée du mandat de la Chambre des Communes)
Eau Voir
Gestion des ressources en eau
Eau du Canada Voir
Ressources en eau du Canada
Eaux arctiques Voir
Prévention de la pollution des zones des eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Arctique canadien
Eaux intérieures du Nord, Loi sur les... C-187
Eaux navigables Voir
Protection des eaux navigables
Protection des eaux navigables (Prévention de la pollution des eaux)
Échiquier Voir
Cour de l'Échiquier
Écrits haineux Voir
Postes (Écrits haineux)
Éducation Voir
Aide aux enfants des morts de la guerre (Éducation)

BILL NO

Effigie des anciens Premiers ministres Voir
Monnaie du Canada (Effigie des anciens Premiers ministres)
Électeurs Voir
Loi électorale du Canada (Qualités requises des électeurs)
Loi électorale du Canada (Qualités requises des électeurs et des candidats)
Élection Voir
Loi électorale du Canada (Affiliations politiques des candidats sur le bulletin de vote)
Loi électorale du Canada (Participation des jeunes au scrutin)
Radiodiffusion
Revision des limites des circonscriptions électorales
Élection des députés à la Chambre des Communes et le droit de vote, Loi concernant l'... Voir
Loi électorale du Canada
Élévateurs éloignés des voies Voir
Grains du Canada
Emploi Voir
Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe)
Emploi dans la Fonction publique, Loi modifiant la Loi sur l'... (Distinction injuste en matière d'âge) C- 80
Emploi de marques nationales de sécurité pour les véhicules automobiles et prévoyant l'établissement de normes de sécurité pour certains véhicules automobiles importés au Canada ou exportés du Canada ou expédiés ou transportés d'une province à une autre, Loi concernant l'... C-137
Emploi du mot "Canada" C-149
Énergie Voir
Office National de l'énergie
Énergie atomique Voir
Contrôle de l'énergie atomique
Enfants des morts de la guerre Voir
Aide aux enfants des morts de la guerre(Éducation)
Enquêtes, Loi modifiant la Loi sur les... (Publication des rapports) C-265
Enquêtes sur les coalitions Voir
Loi dérogatoire sur les conférences maritimes
Enquêtes sur les coalitions, Loi relative aux... C-121
Enquêtes sur les coalitions, Loi modifiant la Loi relative aux...(Peines minimums, coauteurs d'actes dommageables entraînant une responsabilité criminelle, et parts égales) C- 93
Entreprises canadiennes Voir
Protection des dossiers des entreprises canadiennes
Esquimaux Voir
Arts et métiers indigènes des Indiens et des Esquimaux

	BILL NO
Établissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon, Loi prévoyant l'... (Route de l'Alaska)	C- 82
Étiquetage Voir Aliments et drogues	
Étiquetage des produits domestiques dangereux, Loi concernant l'...	C-105
Étiquetage des produits périssables Voir Aliments et drogues (Mention de la date sur l'étiquette des produits périssables)	
Étiquetage exact Voir Marque de commerce nationale et l'étiquetage exact	
Étiquettes Voir Aliments et drogues (Liste des ingrédients)	
Étude du système métrique, Loi concernant l'...	C- 42
Étudiants Voir Loi électorale du Canada (Droit de vote des étudiants) Prêts aux étudiants	
Exigence minimum de résidence Voir Citoyenneté canadienne	
Expansion des exportations, Loi modifiant la Loi sur l'...	C-243
Expériences sur animaux Voir Protection des animaux servant à la recherche	
Expo Voir Liquidation de l'Expo	
Exportation des denrées cultivées et produites au Canada, Loi concernant l'...	C- 66
Exportations Voir Expansion des exportations	
Expropriation, Loi concernant l'...	C-136
Fête de sir John A. Macdonald, Loi concernant la...	C- 74
Fête du Canada, Loi concernant la...	C- 29
Fête du Canada, Loi concernant la...	C- 63
Fête du Canada, Loi concernant la...	C-104
Fête nationale la fête du drapeau canadien, Loi déclarant...	C-127
Film, Loi modifiant la Loi nationale sur le...	C-255
Fonction publique Voir Emploi dans la Fonction publique (Distinction injuste en matière d'âge) Relations de travail dans la Fonction publique	
Fondation de l'Héritage canadien, Loi créant la...	C- 35
Formation des pilotes Voir Cessation des vols de formation des pilotes	
Gestion des ressources en eau, Loi sur la...	C-115
Goudron Voir Teneur en goudron et en nicotine des cigarettes	
Gouvernement Voir Organisation du gouvernement	
Grain des Prairies Voir Paiements provisoires relatifs au grain des Prairies	

	BILL NO
Grains du Canada, Loi modifiant la Loi sur les... (Délivrance de permis pour les élévateurs éloignés des voies)	C-172
Grèves Voir Code criminel (Rajeunissement des dispositions relatives au piquet de grèves)	
Habitation Voir Loi nationale de 1954 sur l'habitation (projets municipaux contre la pollution des eaux et des sols)	
Héritage canadien Voir Fondation de l'Héritage canadien	
Houille Voir Dissolution de l'Office fédéral du charbon	
Hypothèques et de logement, Société centrale d'... Voir Société centrale d'hypothèques et de logement	
Identification des criminels, Loi modifiant la Loi sur l'...	C-154
Immigration Voir Commission d'appel de l'immigration	
Immigration, Loi modifiant la Loi sur l'... (Arriération mentale)	C- 64
Impôt Voir Commission de révision de l'impôt	
Impôt sur le revenu Voir Application d'un accord supplémentaire relatif aux impôts sur le revenu conclu entre le Canada et la Suède	
Impôt sur le revenu, Loi ayant pour objet de modifier la Loi modifiant la Loi de l'...(Surtaxe temporaire de 3%)	C-139
Indemnisation du personnel Voir Chemins de fer (Responsabilité en matière d'indemnisation du personnel)	
Indemnité aux employés en cas de renvoi ou de mise en disponibilité Voir Code canadien du travail (Normes) (Avis et indemnité aux employés en cas de renvoi ou de mise en disponibilité)	
Indemnité de cessation d'emploi Voir Code canadien du travail (Normes) (Indemnité de cessation d'emploi)	
Indice de pension Voir Régime de pensions du Canada (Indice de pension)	
Indiens Voir Arts et métiers indigènes des Indiens et des Esquimaux Droits de chasse et de pêche des Canadiens Indiens Ressources minérales des réserves indiennes de Colombie-Britannique Terres des Indiens en Colombie-Britannique	
Indiens, Loi modifiant la Loi sur les...(Droits des Indiennes lors du mariage)	C- 84

BILL NO

Industrie cinématographique Voir
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
Information Voir
Protection des sources d'information
Information relative aux programmes de nature politique Voir
Radiodiffusion (Information relative aux programmes de nature politique)
Inspection des véhicules automobiles, Loi concernant l'...(Normes de sécurité) C-108
Intérêt Voir
Lettres de change et la Loi sur l'intérêt (Vente à tempérament faites ailleurs que dans un magasin)
Intérêt financier Voir
Divulgation des intérêts
Intérêt sur les petits prêts Voir
Petits prêts
Interprétation, Loi modifiant la Loi d'... C- 14
Investissement Voir
Sociétés d'investissement
Jeunes Canadiens Voir
Compagnie des jeunes Canadiens
Jeunes contrevenants Voir
Code criminel (Jeunes contrevenants)
Jour du Canada Voir
Fête du Canada
Jour du Souvenir, Loi modifiant la Loi sur le... C-146
Jour férié légal payé Voir
Code canadien du travail (Normes) (Dispositions créant un neuvième jour férié légal payé)
Juges, Loi modifiant la Loi sur les... C- 2
Juges, mise à la retraite (Âge) Voir
Retraite des juges
Justes méthodes d'emploi, Loi modifiant la Loi sur les... (Distinction injuste en matière d'âge) C- 15
Lait Voir
Commission canadienne du lait
Lanark and Renfrew Voir
Revision des limites des circonscriptions électorales
Langues officielles, Loi modifiant la Loi sur les... C-260
Lettres de charge, Loi modifiant la Loi sur les... C-208
Lettres de charge, Loi modifiant la Loi sur les... (Achats à tempérament) C-123
Lettres de charge et la Loi sur l'intérêt... Loi modifiant la Loi sur les... (Ventes à tempérament faites ailleurs que dans un magasin) C- 79
Liberté de conscience Voir
Citoyenneté canadienne (Liberté de conscience)

	BILL NO
Limites des circonscriptions électorales Voir Révision des limites des circonscriptions électorales	
Liquidation de l'Expo, Loi sur la...	C- 6
Liste des ingrédients Voir Aliments et drogues (Liste des ingrédients)	
Logement fourni par la compagnie Voir Code criminel (Logement fourni par la compagnie)	
Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi, Loi modifiant la... (Distinction injustes en matière d'âge ou de sexe)	C- 49
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants Voir Prêts aux étudiants	
Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement (Conseil de recherches médicales) Voir Organisation du gouvernement	
Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement (Monnaie royale canadienne) Voir Organisation du gouvernement	
Loi de 1970 modifiant le droit statutaire (Prestations de retraite supplémentaires)	C-194
Loi dérogatoire sur les conférences maritimes	C-184
Loi électorale du Canada	C-215
Loi électorale du Canada (Affiliations politiques des candidats sur le bulletin de vote) Loi modifiant la...	C- 14
Loi électorale du Canada, Loi modifiant la...(Droit de vote des étudiants)	C- 97
Loi électorale du Canada, Loi modifiant la... (Participation des jeunes au scrutin)	C- 72
Loi électorale du Canada, Loi modifiant la... (Publication de résultats de sondages électoraux)	C-211
Loi électorale du Canada, Loi modifiant la... (Qualités requises des électeurs)	C- 87
Loi électorale du Canada, Loi modifiant la... (Qualités requises des électeurs et des candidats)	C-120
Loi électorale du Canada, Loi modifiant la... (Qualités requises des votants et des candidats)	C- 78
Loi électorale du Canada, Loi modifiant la... (Vote par procuration)	C-101
Loi nationale de 1954 sur l'habitation, Loi modifiant la...(Projets municipaux contre la pollution des eaux et des sols)	C- 90
Loi nationale sur les transports, Loi modifiant la...	C-170
Loi nationale sur les transports, Loi modifiant la... (Application restreinte)	C- 58

BILL NO

Loi nationale sur les transports, Loi modifiant la...(Concurrence loyale des compagnies de chemin de fer) C- 25
Loi no 3 de 1970 portant affectation de crédits
Voir
Crédits
Loi prévoyant la protection des animaux vertébrés dont se servent, au cours d'expériences, d'essais ou de cours de formation scientifiques et industriels, les bénificiaires de subventions du gouvernement du Canada, les organismes du gouvernement du Canada, et les personnes qui fabriquent des produits pharmaceutiques ou biochimiques destinés à être vendus au gouvernement du Canada ou à l'un quelconque de ses organismes ou qui font des essais de ces produits.
Voir
Protection des animaux servant à la recherche
Lutte contre la pollution Voir
Semaine nationale de la lutte contre la pollution
Macdonald, Sir John A. Voir
Fête de Sir John A. Macdonald
Maisonneuve Voir
Révision des limites des circonscriptions électorales
Maîtrise d'un véhicule à moteur Voir
Code criminel (Maîtrise d'un véhicule à moteur)
Major's Hill Voir
Parc Major's Hill
Marché des détergents synthétiques, Loi sur le... C-131
Mariage des Indiennes Voir
Indiens (Droits des Indiennes lors du mariage)
Marine marchande du Canada, Loi modifiant la Loi sur la... C- 10
Marque de commerce nationale et l'étiquetage exact, Loi modifiant la Loi sur la... C- 96
Mauvais traitements (enfant) Voir
Code criminel
Mennonites Voir
Régime de pensions du Canada
Ménagères Voir
Régime de pensions du Canada (Cotisations et prestations des ménagères)
Mention de la date sur l'étiquette des produits périssables Voir
Aliments et drogues (Mention de la date sur l'étiquette des produits périssables)
Mer territoriale et les zones de pêche, Loi modifiant la Loi sur la... C- 91
Mer territoriale et les zones de pêches, Loi modifiant la Loi sur la... C-203
Messages télégraphiques Voir
Code criminel (Captation de messages télégraphiques etc).
Métiers indigènes Voir
Arts et métiers indigènes des Indiens et des Esquimaux

	BILL NO
Ministère des Transports, Loi modifiant la Loi sur le...	C-111
Mise en liberté des prévenus Voir Réforme du cautionnement	
Mise en liberté provisoire Voir Réforme du cautionnement	
Monnaie du Canada, Loi sur la...(Effigie des anciens Premiers Ministres)	C- 30
Monnaie royale canadienne Voir Organisation du gouvernement (Monnaie royale canadienne)	
Musées nationaux, Loi modifiant la Loi sur les...	C-257
Négotiations collectives Voir Relations de travail dans la Fonction publique	
Neuvième jour férié légal payé Voir Code canadien du travail (Normes) (Dispositions créant un neuvième jour férié légal payé)	
Nicotine Voir Teneur en goudron et en nicotine des cigarettes	
Nomination de L'Orateur de la Chambre des Communes comme député de la colline du Parlement, Loi sur la...	C-159
Normes Voir Code canadien du travail Conseil canadien des normes	
Nucléaire Voir Responsabilité nucléaire	
Occupation par les femmes d'un emploi relevant de la juridiction fédérale avant et après leur accouchement, Loi concernant l'...	C- 60
Office canadien du poisson salé Voir Poisson salé	
Office fédéral du charbon Voir Dissolution de l'Office fédéral du charbon	
Office national de l'énergie, Loi modifiant la Loi sur l'...	C-190
Orateur de la Chambre des Communes Voir Nomination de l'Orateur de la Chambre des Communes comme député de la Colline du Parlement	
Organisation du gouvernement, Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'...	C- 41
Organisation du gouvernement, Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'...(Conseil de recherches médicales)	C-248
Organisation du gouvernement, Loi modifiant la Loi de 1969 sur l'...(Monnaie royale canadienne)	C-249
Outillage destiné à la pluie artificielle Voir Pluie produite artificiellement	
Ouvriers des chantiers maritimes Voir Code canadien du travail (Sécurité)	
Paiements provisoires relatifs au grain des Prairies, 1969-70 Loi sur les...	C-157
Parc Major's Hill, Loi désignant le...	C-226
Parcs nationaux, Loi modifiant la Loi sur les...	C-152

BILL NO

Pardon Voir
Casier judiciaire
Pari mutuel Voir
Code criminel (Pari mutuel urbain)
Participation des jeunes au scrutin Voir
Loi électorale du Canada (Participation des jeunes au scrutin)
Pêche Voir
Droit de chasse et de pêche des Canadiens Indiens
Mer territoriale et les zones de pêche
Soutien des prix des produits de la pêche
Pêcheries, Loi modifiant la Loi sur les... C-204
Pêcheries, Loi modifiant la Loi sur les... C-219
Pêcheries côtières Voir
Protection des pêcheries côtières
Pêcheries (recherches) Voir
Conseil de recherches sur les pêcheries
Pêches Voir
Mer territoriale et les zones de pêches
Pêches maritimes, Loi abrogeant la Loi sur les... C-133
Peine corporelle Voir
Code criminel (Abolition de la peine corporelle)
Peines minimums, coauteurs d'actes dommageables entraînant une responsabilité criminelle, et parts égales Voir
Enquêtes sur les coalitions
Pension Voir
Régime de pensions du Canada (Indice de pension)
Pensions Voir
Régime de pensions du Canada
Pensions des ménagères Voir
Régime de pensions du Canada (Cotisations et prestations des ménagères)
Permis d'exportation Voir
Exportation des denrées cultivées et produites au Canada
Permis pour l'exploitation de pêcheries Voir
Pêcheries
Perte d'emploi Voir
Chemins de fer (Responsabilité en matière d'indemnisation du personnel)
Perte de salaire Voir
Citoyenneté canadienne (Autorisation d'absence sans perte de salaire pour comparution devant le tribunal de la citoyenneté)
Perth Voir
Révision des limites des circonscriptions électorales

BILL NO

Perth-Wilmot Voir
Révision des limites des circonscriptions électorales
Petites entreprises Voir
Prêts aux petites entreprises
"Petites ligues" Voir
Semaine des "petites ligues"
Petits caractères Voir
Code criminel (Clauses en petits caractères)
Petits prêts, Loi modifiant la Loi sur les... C-100
Petits prêts, Loi modifiant la Loi sur les... (Annonces) C- 36
Phosphates Voir
Code criminel (Composés phosphatés des détergents)
Pilotes Voir
Cessation des vols de formation des pilotes
Piquet de grèves Voir
Code criminel (Rajeunissement des dispositions relatives au piquet de grèves)
Planification Voir
Bureau de planification de la région de la Capitale nationale
Pluie produite artificiellement, Loi sur la... C- 86
Pneumatiques Voir
Code criminel (Sécurité des pneumatiques)
Poisson d'eau douce Voir
Commercialisation du poisson d'eau douce
Poisson salé, Loi modifiant la Loi sur le... C-261
Poisson salé, Loi sur le... C-175
Politique Voir
Radiodiffusion (Information relative aux programmes de nature politique)
Pollution Voir
Bureau de contrôle de la pollution dans la région de la Capitale nationale
Code criminel (Pollution)
Loi nationale de 1954 sur l'habitation (Projets municipaux contre la pollution des eaux et des sols)
Prévention de la pollution des zones des eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Artique canadien
Protection des eaux navigables (Prévention de la pollution des eaux)
Semaine nationale de la lutte contre la pollution
Teneur des détergents synthétiques
Pollution de l'air et de l'eau Voir
Code criminel (Pollution de l'air et de l'eau)
Pollution de l'eau Voir
Ministère des Transports

BILL NO

Port de Toronto Voir
Commissaires du havre de la communauté urbaine de Toronto
Postes, Loi modifiant la Loi sur les...(Écrits haineux) C-119
Premiers ministres Voir
Monnaie du Canada (Effigie des anciens Premiers ministres)
Presse Voir
Protection des sources d'information
Prestations Voir
Assurance-chômage
Prestations supplémentaires Voir
Loi de 1970 modifiant le droit statutaire (Prestations de retraite supplémentaires)
Prêt Voir
Banque
Prêts Voir
Petits prêts
Prêts aux étudiants, Loi modifiant la Loi canadienne sur les... C-135
Prêts aux petites entreprises, Loi modifiant la Loi sur les... C- 9
Prêts municipaux Voir
Développement et les prêts municipaux
Preuve au Canada, Loi modifiant la Loi de la... (Déclarations incriminantes) C- 31
Prévention de la pollution des zones des eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Artique canadien, Loi sur la... C-202
Privilège de la presse Voir
Protection des sources d'information
Prix agricoles Voir
Stabilisations des prix agricoles (Prix de base quinquennal)
Procuration Voir
Loi électorale du Canada (Vote par procuration)
Produits agricoles Voir
Vente coopérative des produits agricoles
Produits dangereux, Loi modifiant la Loi sur les... C- 24
Produits de la pêche Voir
Soutien des prix des produits de la pêche
Produits domestiques dangereux Voir
Étiquetage des produits domestiques dangereux
Produits périssables Voir
Aliments et drogues (Mention de la date sur l'étiquette des produits périssables)
Programmes de nature politique Voir
Radiodiffusion (Information relative aux programmes de nature politique)
Projets municipaux Voir
Loi nationale de 1954 sur l'habitation (Projets municipaux contre la pollution des eaux et des sols)
Propagande électorale à la télévision Voir
Radiodiffusion

BILL NO

Propagande haineuse Voir
Code criminel, Loi modifiant le...
(Propagande haineuse)
Protection de l'enfant Voir
Code criminel
Protection des animaux servant à la recherche, Loi sur la... C- 94
Protection des animaux servant à la recherche scientifique, Loi sur la... C-189
Protection des dossiers des entreprises canadiennes Loi concernant la... C-128
Protection des eaux navigables, Loi modifiant la Loi sur la... C-221
Protection des eaux navigables, Loi modifiant la Loi sur la... (Prévention de la pollution des eaux) C- 39
Protection des pêcheries côtières, Loi modifiant la Loi sur la... C-134
Protection des sources d'information, Loi sur la... C-113
Publication de résultats de sondages électoraux Voir
Loi électorale du Canada
Publication des rapports Voir
Enquêtes
Publicité mensongère Voir
Aliments et drogues
Qualités requises des électeurs Voir
Loi électorale du Canada (Qualités requises des électeurs)
Qualités requises des électeurs et des candidats Voir
Loi électorale du Canada (Qualités requises des électeurs et des candidats)
Qualités requises des votants et des candidats Voir
Loi électorale du Canada (Qualités requises des votants et des candidats)
Quorum de la Chambre des Communes Voir
Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) en ce qui a trait au quorum de la Chambre des Communes
Radiodiffusion, Loi modifiant la Loi sur la... C-174
Radiodiffusion, Loi modifiant la Loi sur la... C-231
Radiodiffusion, Loi modifiant la Loi sur la... (Annonces de cigarettes) C- 70
Radiodiffusion, Loi modifiant la Loi sur la (Information relative aux programmes de nature politique) C-191
Rajeunissement des dispositions relatives au piquet de grèves Voir
Code criminel (Rajeunissement des dispositions relatives au piquet de grèves)

BILL NO

Rapport des accidents de chemins de fer Voir
Chemins de fer
Recherche et développement scientifique, Loi modifiant la Loi stimulant la... C-193
Recherche scientifique Voir
Protection des animaux servant à la recherche scientifique
Recherches, Conseil national des... Voir
Conseil national de recherches
Réduction des bruits industriels, Loi sur la... C- 83
Réforme du cautionnement, Loi sur la... C-220
Réforme du droit Voir
Commission de réforme du droit du Canada
Réforme du régime de cautionnement, Loi visant la... C- 81
Régie intérieure Voir
Chambre des Communes (Autonomie en matière de régie intérieure)
Régime de pensions du Canada, Loi modifiant le... C- 68
Régime de pensions du Canada, Loi modifiant le... (Cotisations et prestations des ménagères) C- 98
Régime de pensions du Canada, Loi modifiant le... (Indice de pension) C-129
Réglementation de la pluie artificielle Voir
Pluie produite artificiellement
Réglementation du Commerce Voir
Enquêtes sur les coalitions
Réglementation du taux d'intérêt Voir
Banque
Règlements établis en application de l'article 4 de la Loi sur l'aéronautique Voir
Aéronautique
Relations de travail dans la Fonction publique, Loi modifiant la Loi sur les... C-114
Relations de travail dans la Fonction publique, Loi modifiant la Loi sur les... C-132
Relations de travail dans la Fonction publique, Loi modifiant la Loi sur les... C-145
Relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends de travail, Loi modifiant la Loi sur les... (Dons de charité en remplacement des cotisations d'un syndicat d'atelier fermé) C- 52
Relèvement des personnes déclarées coupables d'infractions et qui se sont amendées par la suite Loi relative au... C- 5
Renseignements administratifs Voir
Communication de renseignements administratifs
Renvoi des employés Voir
Code canadien du travail (Normes) (Avis et indemnité aux employés en cas de renvoi ou de mise en disponibilité)

	BILL NO
Repérage d'avion Voir Sécurité aérienne	
Réserves Indiennes Voir Ressources minérales des réserves Indiennes de Colombie-Britannique	
Responsabilité civile en matière de dommages nucléaires Voir Responsabilité nucléaire	
Responsabilité nucléaire, Loi sur la...	C-158
Ressources en eau Voir Gestion des ressources en eau	
Ressources en eau du Canada, Loi sur les...	C-144
Ressources en eaux du Nord Voir Eaux intérieures du Nord	
Ressources minérales des réserves indiennes de Colombie-Britannique, Loi abrogeant la Loi sur les...	C-44
Retraite Voir Loi de 1970 modifiant le droit statutaire (Prestations de retraite supplémentaires)	
Retraite des juges, Loi concernant la mise à la...	C-225
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C- 62
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C- 75
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C-92
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C-130
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C-153
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C-162
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la...	C-168
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C-177
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C-178
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi concernant la Loi sur la...	C-213
Révision des limites des circonscriptions électorales, Loi modifiant la Loi sur la...	C- 19
Route Alaska-Yukon Voir Établissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon (Route de l'Alaska)	
Salaire horaire minimum Voir Code canadien du travail	
Salaire horaire minimum Voir Code canadien du travail (Normes) (Augmentation du salaire horaire minimum)	

BILL NO

Sanction contre les coalitions Voir
Enquêtes sur les coalitions
Santé et le sport amateur, Loi modifiant la Loi sur la... C-118
Sarnia Voir
Révision des limites des circonscriptions électorales
Sciences Voir
Conseil des Sciences du Canada
Sécurité aérienne, Loi concernant la... C-206
Sécurité des pneumatiques Voir
Code criminel (Sécurité des pneumatiques)
Sécurité des véhicules automobiles C-137
Sécurité des véhicules automobiles Voir
Inspection des véhicules automobiles (Normes de sécurité)
Semaine des "petites ligues", Loi concernant la... C- 22
Semaine nationale de la lutte contre la pollution, Loi concernant la... C-126
Sénat Voir
Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, (Abolition du Sénat)
Sénateurs Voir
Divulgation des intérêts
Serment d'allégeance Voir
Citoyenneté canadienne (Liberté de conscience)
Service public Voir
Crédits, Loi no 3 de 1970 portant affectation de...
Sexe Voir
Assurance-chômage (Distinction injuste en matière d'âge et de sexe)
Sexe Voir
Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe)
Société canadienne des télécommunications transmarines, Loi modifiant la Loi sur la... C-237
Société centrale d'hypothèques et de logement, Loi modifiant la Loi sur... C-147
Société centrale d'hypothèques et de logement, Loi modifiant la Loi sur la... C-240
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, Loi modifiant la Loi sur la... C-235
Société de développement du Cap-Breton, Loi modifiant la Loi sur la... C-138
Société de développement du Cap-Breton, Loi modifiant la Loi sur la... C-230
Sociétés d'investissement, Loi concernant les... C-179
Sondages électoraux Voir
Code criminel
Sources d'information Voir
Protection des sources d'information

	BILL NO
Soutien des prix des produits de la pêche, Loi modifiant la Loi sur le...	C-245
Sport amateur Voir Santé et sport amateur	
Stabilisation des prix agricoles, Loi modifiant la Loi sur la...(Prix de base quinquennal)	C- 89
Statistique, Loi modifiant la Loi sur la...	C-109
Subventions au développement régional, Loi modifiant la Loi sur les...	C- 88
Suède Voir Application d'un accord supplémentaire relatif aux impôts sur le revenu conclu entre le Canada et la Suède	
Suicide, tentative de... Voir Code criminel	
Surtaxe Voir Impôt sur le revenu	
Syndicats ouvriers Voir Déclarations des corporations et des syndicats ouvriers	
Système métrique Voir Étude du système métrique	
Système métrique, Loi concernant le...	C- 59
Tabac Voir Usage du tabac	
Tabac, produits des Voir Aliments et drogues	
Tarif des douanes et apportant en conséquence une modification à la Loi sur la taxe d'accise, Loi modifiant le...	C-140
Taux d'intérêt Voir Banque	
Taxe d'accise Voir Tarif des douanes	
Taxe d'accise, Loi modifiant la Loi sur la...	C-155
Télécommunications transmarines Voir Société canadienne des télécommunications transmarines	
Télésat Canada, Loi modifiant la Loi de la...	C-264
Télévisions en couleur Voir Produits dangereux	
Teneur des détergents synthétiques, Loi concernant la...	C-165
Teneur en goudron et en nicotine des cigarettes, Loi ayant pour objet de contrôler la...	C-166
Terre-Neuve Voir Administration du tunnel de Terre-Neuve	
Terres des Indiens en Colombie-Britannique, Loi concernant les...	C- 50
Terres territoriales Voir Yukon	
Territoires du Nord-Ouest Voir Eaux intérieures du Nord Yukon	

BILL NO

Toronto Voir
Commissaires du havre de la communauté urbaine de Toronto
Toxicomanes Voir
Divulgation du nom des toxicomanes
Traduction des jugements Voir
Cour Suprême, Loi modifiant la Loi sur la...
Transport Voir
Loi nationale sur les transports
Loi nationale sur les transports (Concurrence loyale des compagnies de chemin de fer)
Transport aérien Voir
Taxe d'accise
Transporteurs publics Voir
Loi nationale sur les transports
Transports Voir
Loi nationale sur les transports
Ministère des Transports
Travail dans la Fonction publique Voir
Relations de travail dans la Fonction publique
Tribunal de la citoyenneté Voir
Citoyenneté canadienne (Autorisation d'absence sans perte de salaire pour comparution devant le tribunal de la citoyenneté)
Tunnel de Terre-Neuve Voir
Administration du tunnel de Terre-Neuve
Usage du tabac, Loi visant à restreindre l'... C- 69
Véhicule à moteur Voir
Code criminel (Maîtrise d'un véhicule à moteur)
Véhicules automobiles Voir
Inspection des véhicules automobiles (Normes de sécurité)
Vente coopérative des produits agricoles, Loi modifiant la Loi sur la... C-183
Vente de produits détersifs Voir
Aliments et drogues
Ventes à tempérament Voir
Lettres de change et la Loi sur l'intérêt (Vente à tempérament faites ailleurs que dans un magasin)
Visite aux employés Voir
Code criminel (Logement fourni par la compagnie)
Vol Voir
Code criminel
Vols de formation des pilotes par des transporteurs par air internationaux et régionaux aux aéroports internationaux du Canada Voir
Cessation des vols de formation des pilotes
Votants Voir
Loi électorale du Canada (Qualités requises des votants et des candidats)
Vote à 18 ans Voir
Loi électorale du Canada

BILL NO

Vote des étudiants Voir
Loi électorale du Canada (Droit de vote des étudiants)
Vote des jeunes Voir
Loi électorale du Canada (Participation des jeunes au scrutin)
Vote par procuration Voir
Loi électorale du Canada (Vote par procuration)
Yukon Voir
Eaux intérieures du Nord
Établissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon (Route de l'Alaska)
Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi sur les terres territoriales, Loi modifiant la Loi sur le... C-212
Zones de pêches Voir
Mer territoriale et les zones de pêche